

VIEL & Cie



RAPPORT  
ANNUEL  
ANNUAL  
REPORT  
2020



# SOMMAIRE

# CONTENTS

01 > MESSAGE DU PRÉSIDENT

---

03 > CHIFFRES CLÉS

---

> RAPPORT DE GESTION

05 > VIEL & CIE EN BOURSE

07 > ACTIVITÉS 2020

05 15 > ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

15 > UNE PRÉSENCE GÉOGRAPHIQUE DIVERSIFIÉE

17 > GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

60 > RÉSULTATS

---

02 > CHAIRMAN'S MESSAGE

---

03 > KEY FIGURES

---

> MANAGEMENT REPORT

06 > INFORMATION FOR SHAREHOLDERS

11 > ACTIVITIES 2020

06 16 > SIMPLIFIED GROUP STRUCTURE AT 31 DECEMBER 2020

16 > A DIVERSIFIED GEOGRAPHIC PRESENCE

39 > CORPORATE GOVERNANCE

65 > RESULTS

---

70

**> COMPTES CONSOLIDÉS**

- 71 > RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS
- 79 > COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ
- 80 > ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ
- 81 > BILAN CONSOLIDÉ
- 83 > TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
- 84 > TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
- 85 > ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

167

**> COMPTES ANNUELS**

- 168 > COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ
- 169 > BILAN RÉSUMÉ
- 171 > VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
- 172 > TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES

173

**> TEXTE DES RÉSOLUTIONS**

70

**> CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS**

- 71 > REPORT OF THE INDEPENDENT AUDITORS
- 79 > CONSOLIDATED INCOME STATEMENT
- 80 > CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME
- 81 > CONSOLIDATED BALANCE SHEET
- 83 > CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT
- 84 > CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY
- 85 > NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

167

**> COMPANY FINANCIAL STATEMENTS**

- 168 > SUMMARY INCOME STATEMENT
- 169 > SUMMARY BALANCE SHEET
- 171 > STATEMENTS OF CHANGES IN EQUITY
- 172 > FIVE-YEAR FINANCIAL SUMMARY

180

**> RESOLUTIONS**

VIEL & Cie comprend trois pôles d'activité dans le domaine de la finance : Compagnie Financière Tradition SA, présente dans plus de 30 pays, active dans le secteur de l'intermédiation professionnelle, Bourse Direct, intervenant dans le domaine de la bourse sur Internet en France, et une participation mise en équivalence de 40 % dans SwissLife Banque Privée, présente dans le domaine de la banque privée en France. L'action VIEL & Cie (codes : FR0000050049, VIL) est cotée sur le compartiment B d'Euronext Paris. Pour plus d'informations sur notre Groupe, [www.viel.com](http://www.viel.com).

VIEL & Cie comprises three core businesses in the financial sector: Compagnie Financière Tradition SA, an interdealer broker with a presence in more than 30 countries, Bourse Direct, a leader in the online trading sector in France, and a 40% equity accounted stake in SwissLife Banque Privée, present in the private banking sector in France. VIEL & Cie shares (codes: FR0000050049, VIL) are listed in Compartment B of Euronext Paris. For more information about our Group, please visit our website at [www.viel.com](http://www.viel.com).

The English translation of the French text has been prepared for information purposes only. While we have made every effort to ensure a reliable translation, we make no representation that it is accurate or complete in any way. It is therefore not the intention of VIEL & Cie that it be relied upon in any material respect. The original French version is the only valid one.

# MESSAGE DU PRÉSIDENT

**L'année 2020 fut une année inédite, avec une pandémie qui a paralysé l'économie mondiale provoquant un choc sans précédent et le déploiement, pour y faire, face de politiques de soutien aussi inédites qu'audacieuses. Dès lors que la situation économique reste dictée par l'évolution de la pandémie, le bilan de l'année 2020 n'est qu'une étape dans un environnement non maîtrisé comportant encore de nombreuses inconnues. L'économie a été mise en pause dans de nombreux pays, au prix d'un gonflement démesuré des déficits publics et d'un interventionnisme monétaire illimité. Ce n'est probablement que lorsque ces soutiens massifs des Etats seront réduits que le bilan économique de cette année 2020 pourra être établi. Les impacts réels de cette crise dépendront de l'issue de cette lutte contre le virus notamment par la progression de la vaccination dans le monde.**

Les perspectives économiques 2021 sont difficilement prévisibles. En effet, l'économie mondiale continuera de fluctuer en fonction de l'évolution de la pandémie COVID-19 et de ses « variants » jusqu'à probablement fin 2021 voire 2022.

En 2020, l'activité d'intermédiation professionnelle du Groupe a connu un premier semestre en forte progression avec une volatilité exacerbée sur les marchés financiers et une augmentation notable des volumes de transactions, notamment lors du mois de mars, mais un recul lors des mois d'été, et plus particulièrement au cours du mois d'août. Enfin, un regain d'activité a été constaté à partir des mois de novembre et décembre. Le chiffre d'affaires consolidé ajusté du Groupe Compagnie Financière Tradition, y compris les coentreprises consolidées, atteint CHF 981,2 millions contre CHF 1 012,4 millions en 2019, néanmoins en croissance de 2,4 % à taux de change constants. Le résultat d'exploitation ajusté hors éléments exceptionnels s'établit à CHF 111,0 millions contre CHF 107,9 millions en 2019, soit une progression de 8,6 % à taux de change constants.

L'activité de bourse en ligne du groupe a connu une forte progression dans un contexte de forte volatilité des marchés boursiers. Ainsi, Bourse Direct enregistre plus de 6,6 millions d'ordres exécutés pour sa clientèle directe, en croissance 121,2 % par rapport à l'année précédente. Et une année record de recrutement de nouveaux clients en croissance de 116 %. Les produits d'exploitation bancaire de Bourse Direct s'élèvent à 44,9 millions d'euros en hausse de 40,1 % et le

résultat d'exploitation s'inscrit ainsi en bénéfice de 9,7 millions d'euros en 2020, contre 2,0 millions d'euros en 2019 en hausse de 372,8 %.

VIEL & Cie a ainsi enregistré pour l'année 2020, un chiffre d'affaires consolidé de 888,1 millions d'euros, en hausse de 3,1 % par rapport à l'année précédente à cours de change variables. A cours de change constants le Groupe enregistre un chiffre d'affaires en hausse de 4,8 %.

Le résultat d'exploitation consolidé de VIEL & Cie y compris le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 102,4 millions d'euros en 2020, contre 78,2 millions d'euros en 2019 soit une hausse de 31,0 % à cours de change variables et de 32,9 % à cours constants.

Le résultat net consolidé s'établit à 71,6 millions d'euros contre 61,4 millions d'euros en 2019, en hausse de 16,6 % à cours de change constants. Le résultat net - part du groupe s'inscrit à 48,9 millions d'euros en 2020 contre 43,2 millions d'euros en 2019.

Les capitaux propres consolidés de VIEL & Cie atteignent 492,0 millions d'euros contre 494,0 millions d'euros en 2019, dont 370,8 millions d'euros pour la part du Groupe.

En 2021, le groupe Compagnie Financière Tradition demeurera attentif aux opportunités de croissance organique et externe afin de compléter encore davantage son portefeuille de produits dans une industrie en phase avancée de consolidation autour des trois acteurs globaux dont Compagnie Financière Tradition.

A marché constant, Bourse Direct poursuivra son rythme de développement sur son activité de bourse en ligne en apportant un service toujours amélioré à sa clientèle et vise également une diversification de son offre vers des produits d'épargne.

Il sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 10 juin 2021, la distribution d'un dividende de 28 centimes d'euro par action, versé en numéraire.

Dans ce contexte particulier, nous tenons à remercier chaleureusement les collaborateurs du Groupe pour leur investissement personnel et leur capacité d'adaptation à un nouvel environnement de travail.

Je remercie également nos actionnaires pour leur fidélité et leur confiance.

**Patrick Combes**

# CHAIRMAN'S MESSAGE

**2020 was a year like no other. The Covid-19 pandemic caused an unprecedented shock to the global economy, and the policies adopted to support it were both novel and bold. However, 2020 was only one chapter of a bigger story. The situation is not yet under control, many uncertainties remain, and economies remain dependent on pandemic-related developments. Many countries hit the pause button on their economies last year, a decision that brought with it a huge increase in public-sector deficits and seemingly unlimited monetary intervention. A clear picture of how economies fared in 2020 is only likely to emerge once governments start to withdraw this huge support. The real impact of this crisis will depend largely on the success of measures adopted to combat the virus, and particularly the rollout of vaccinations around the world.**

The economic outlook for 2021 is difficult to predict. The evolution of COVID-19 and its variants will probably continue to shape the global economy until the end of 2021 or 2022.

The Group's interdealer broking activity in 2020 was marked by strong growth in the first half with increased volatility in the financial markets driving business volumes, notably in March. This was followed by a slowdown during the summer months, particularly in August, with renewed activity in November and December. The Compagnie Financière Tradition Group reported adjusted consolidated revenue, including consolidated joint ventures, of CHF 981.2m compared with CHF 1,012.4m in 2019, nonetheless increasing by 2.4% on a constant currency basis. Adjusted operating profit before exceptional items was CHF 111.0m against CHF 107.9m in 2019, an increase of 8.6% at constant currency.

The Group's online trading activity grew strongly, buoyed by high volatility in equity markets. Against this backdrop, Bourse Direct executed 6.6 million orders for its direct customers, an increase of 121.2% year-on-year. It was also a record year for new accounts, which grew 116%. Bourse Direct posted banking operating income of €44.9m, an increase of 40.1% year-on-year, with operating profit up 372.8% to €9.7m against €2.0m in 2019.

VIEL & Cie thus reported consolidated revenue of €888.1m for 2020, an increase of 3.1% on the previous year on a variable currency basis. At constant currency, Group revenue was up 4.8% on the year.

Consolidated operating profit including the results of equity accounted companies was €102.4m in 2020 against €78.2 in 2019, an increase of 31.0% on a variable currency basis and 32.9% at constant currency.

Consolidated net profit grew 16.6% at constant currency to €71.6m, compared with €61.4m in 2019. Group share of net profit was €48.9m, against €43.2m in 2019.

Consolidated equity was €492.0m against €494.0m in 2019, €370.8m of which was Group share.

In 2021, the Compagnie Financière Tradition Group will remain focused on organic and external growth opportunities in order to further enhance its product portfolio, against a backdrop of advanced consolidation in the industry around three global players, including Compagnie Financière Tradition.

Assuming the market remains constant, Bourse Direct will continue to grow its online activity by providing enhanced services for its customers, while diversifying its offering in savings products.

At the Annual General Meeting to be held on 10 June 2021, the Board will be seeking shareholder approval to pay a cash dividend of 28 euro cents per share.

We would like to extend our warmest thanks to all our staff for their personal commitment and their ability to adapt to a new working environment under challenging conditions.

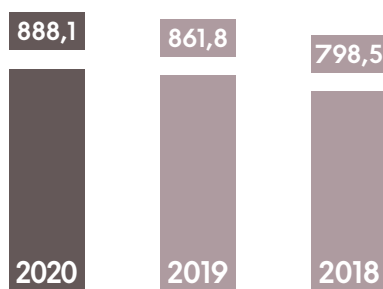
I would also like to thank our shareholders for their continued loyalty and trust.

**Patrick Combes**

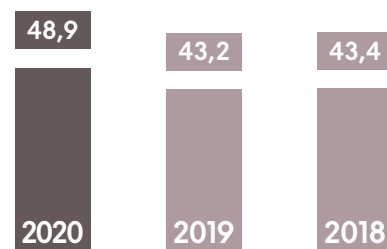
# CHIFFRES CLÉS

## KEY FIGURES

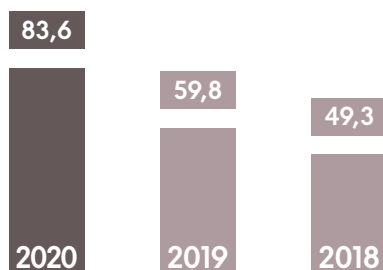
CHIFFRE D'AFFAIRES  
CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)  
CONSOLIDATED REVENUE (€m)



RÉSULTAT NET - PART  
DU GROUPE (EN MILLIONS D'EUROS)  
NET PROFIT - GROUP SHARE (€m)

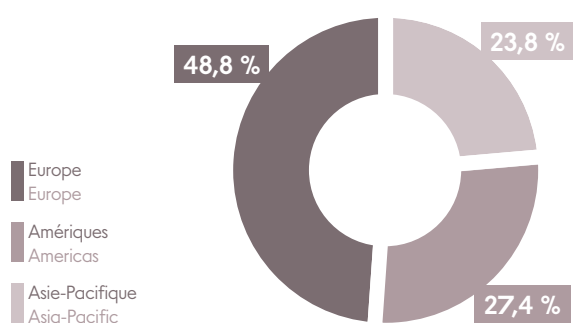


RÉSULTAT D'EXPLOITATION  
CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)  
CONSOLIDATED OPERATING  
PROFIT (€m)



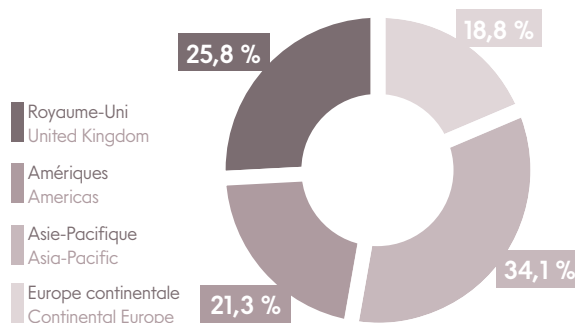
## CHIFFRE D'AFFAIRES (PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE)

### REVENUE (BY GEOGRAPHIC REGION)



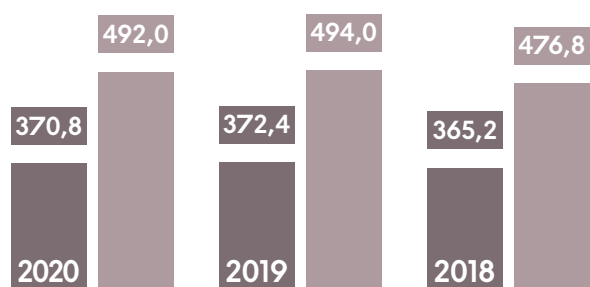
## EFFECTIFS AU 31 DECEMBRE 2020 (PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE)

### HEADCOUNT AT 31 DECEMBER 2020 (BY GEOGRAPHIC REGION)



## CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (EN MILLIONS D'EUROS)

### CONSOLIDATED EQUITY (€m)

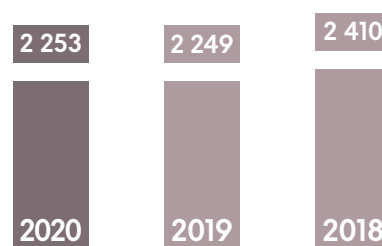


■ Capitaux propres consolidés - part du Groupe  
Consolidated equity - Group share

■ Total des capitaux propres consolidés  
Total consolidated equity

## ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF (AU 31 DÉCEMBRE)

### HEADCOUNT (AT 31 DECEMBER)



# VIEL & CIE EN BOURSE

L'action VIEL & Cie clôture l'année 2020 avec un cours de 5,94 €, sa capitalisation boursière s'élève à € 425,4 millions au 31 décembre 2020.

## ÉVOLUTION BOURSIÈRE DE VIEL & CIE

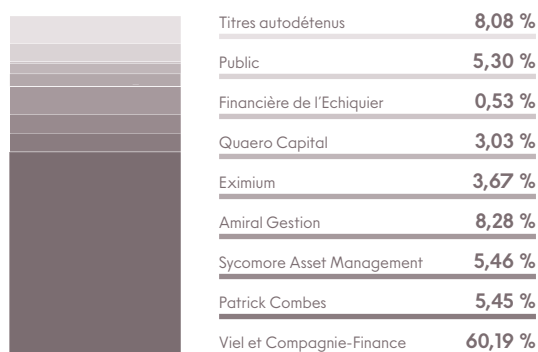
Le CAC 40 est resté au-dessus des 6 000 points jusqu'au 21 février puis a violemment chuté en mars sur les niveaux de 2016. L'indice est ensuite remonté progressivement sur ses niveaux de 2015 pour finir l'année au-dessus des 5 000 points à 5 551,41 points. Sur l'année 2020, le CAC 40 enregistre une baisse de 7,1 %.

L'action VIEL & Cie, quant à elle, a commencé l'année 2020 sur un cours de 4,78 €. L'action est restée sur ses niveaux, entre 4,7 € et 4,8 €, jusqu'à mi-mars pour baisser brusquement et atteindre son plus bas de l'année à 4,4 € le 17 mars. Au second trimestre, l'action est montée progressivement pour atteindre son premier plus haut de 5,5 € le 11 juin et redescendre à 4,8 € le 17 juin. Durant l'été, le cours de l'action a oscillé entre 4,73 € et 5,28 €. Le 28 août l'action atteint son second plus haut de 5,7 € pour ensuite rester très volatile et redescendre à 5,08 € fin octobre. Le cours de l'action est ensuite remonté progressivement durant les deux derniers mois de l'année, et a accéléré sa hausse la dernière semaine de décembre pour finir à 5,94 € le 31 décembre sur son cours le plus haut de l'année 2020.

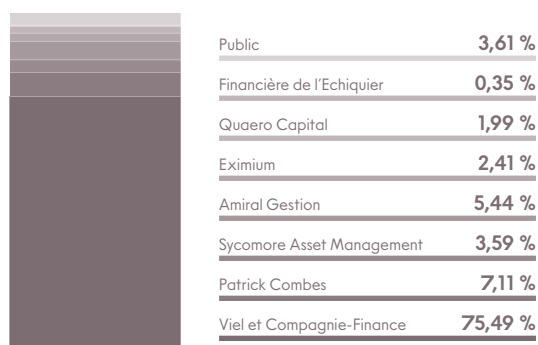
## DONNEES BOURSIÈRES

	2020	2019
Nombre d'actions au 31 décembre	71 622 968	71 622 968
Capitalisation boursière au 31 décembre	425 440 430	300 816 466
Cours le plus haut	5,94	5,34
Cours le plus bas	4,4	4,12
Volume quotidien moyen en nombre de titres	7 321	13 506

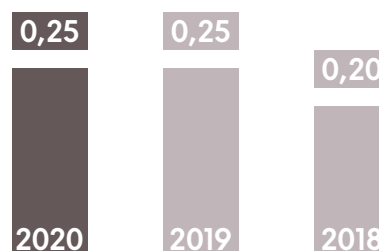
## RÉPARTITION DU CAPITAL (AU 31 DÉCEMBRE 2020)



## DROITS DE VOTE (AU 31 DÉCEMBRE 2020)



## DIVIDENDE PAR ACTION





# INFORMATION FOR SHAREHOLDERS

VIEL & Cie shares ended the year at €5.94, bringing the Company's market capitalisation to €425.4m at 31 December 2020.

## SHARE PERFORMANCE

The CAC 40 remained above 6,000 points until 21 February before plummeting in March to levels not seen since 2016. It then gradually edged upwards but stayed around its 2015 levels until November when it broke through the 5,000 point level, ending the year at 5,551.41. The Index closed 2020 down 7.1%.

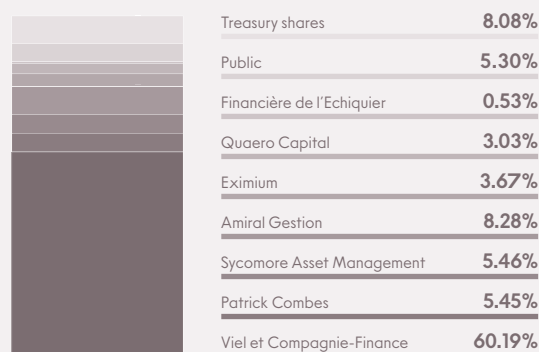
VIEL & Cie shares began the year at €4.78 and stayed range bound between €4.7 and €4.8 until mid-March before falling sharply to €4.4, their lowest level of the year, on 17 March. In the second quarter, the share price moved progressively higher, touching €5.5 on 11 June, before diving back to €4.8 on 17 June. The shares then oscillated at between €4.73 and €5.28 throughout the summer and on 28 August reached €5.7, their second highest level of the year. They then drifted down to €5.08 at end-October before picking up steam in the last two months of the year. The price surged higher in the last week of the year to close at €5.94 on 31 December, its highest level of 2020.

## STOCK MARKET DATA

	2020	2019
Number of shares on 31 December	71,622,968	71,622,968
Market capitalisation on 31 December	425,440,430	300,816,466
52-week high	5.94	5.34
52-week low	4.4	4.12
Average daily volume of shares	7,321	13,506

## SHARE OWNERSHIP STRUCTURE

(AT 31 DECEMBER 2020)

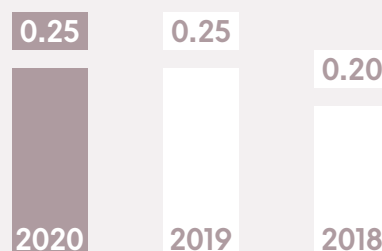


## VOTING RIGHTS

(AT 31 DECEMBER 2020)



## DIVIDEND PER SHARE



# ACTIVITÉS 2020

VIEL & Cie accompagne ses participations dans leur développement et agit en tant qu'investisseur professionnel et responsable dans des sociétés dans le secteur de la Finance en France et surtout à l'étranger. VIEL & Cie est ainsi un actionnaire de premier rang dans des sociétés cotées ou non cotées.

VIEL & Cie consolide deux participations majoritaires dans des sociétés cotées et une participation minoritaire par mise en équivalence dans une banque privée. Les métiers de ces pôles d'activité sont :

- > l'intermédiation financière professionnelle au travers de Compagnie Financière Tradition, société cotée sur la bourse Suisse, détenue à hauteur de 70,89 % par VIEL & Cie et représentant 95,0 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe ;
- > la bourse en ligne au travers de Bourse Direct, société cotée sur Euronext Paris (compartiment C), contrôlée à 76,16 % ;
- > la banque privée, SwissLife Banque Privée, dans laquelle VIEL & Cie détient 40 % en partenariat avec le groupe SwissLife.

*VIEL & Cie enregistre une hausse de 4,8 % de son chiffre d'affaires consolidé à cours de change constants en 2020 qui s'établit à 888,1 millions d'euros. Son résultat d'exploitation s'élève à 83,6 millions d'euros en 2020, en hausse de 42,2 % à cours de change constants. Le résultat net s'inscrit en hausse de 15,3 % à cours de change constants pour s'établir à 48,9 millions d'euros en 2020.*



Compagnie Financière Tradition

## PÔLE DE L'INTERMÉDIATION PROFESSIONNELLE

Compagnie Financière Tradition est un des leaders des IDB (Inter Dealer Broker) sur le marché international. Présent dans 30 pays, le Groupe emploie plus de 2 400 personnes dans le monde et fournit des services d'intermédiation sur une vaste gamme de produits financiers (marchés monétaires, marchés obligataires, produits dérivés de taux, de change et de crédit, actions, dérivés actions, marchés à terme de taux et sur indices) et non financiers (énergie, environnement, métaux précieux). Compagnie Financière Tradition SA est cotée au SIX Swiss Exchange (CFT). Le groupe apporte ses services aux institutions financières et autres traders professionnels sur les marchés de capitaux. Face à l'évolution réglementaire observée depuis quelques années et dans le prolongement logique de ses services de courtage à la voix, le groupe accélère le développement de son offre de services de courtage électronique par le biais de sa technologie propriétaire hybride et le lancement de diverses plateformes.

L'activité de l'exercice 2020 s'est déroulée dans un contexte de crise sanitaire découlant du COVID-19 avec de fortes divergences d'une période à l'autre. En effet, après un premier semestre en forte progression avec une volatilité exacerbée sur les marchés financiers et une augmentation notable des volumes d'activité, notamment lors du mois de mars, le Groupe a par la suite constaté un recul de son activité lors des mois d'été, et plus particulièrement au cours du mois d'août. Un regain d'activité était constaté à partir des mois de novembre et décembre, la perspective des élections américaines n'ayant pas engendré la volatilité supplémentaire pouvant être attendue.

**> CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION PUBLIÉ**

Le chiffre d'affaires consolidé publié (IFRS) s'élève à CHF 903,0 millions contre CHF 924,0 millions en 2019, toutefois en hausse de 3,4 % à cours de change constants. Le résultat d'exploitation publié s'établit à CHF 84,1 millions contre CHF 65,5 millions en 2019, soit une hausse de 35,9 % à taux de change constants pour une marge d'exploitation de 9,3 % contre 7,1 % pour l'exercice précédent.

**> RÉSULTAT NET**

En 2020, le Groupe enregistre une charge financière nette de CHF 14,0 millions contre CHF 11,0 millions en 2019. Les résultats de change nets dus aux fluctuations de cours des devises ont un impact négatif sur le résultat financier du Groupe et représentent une perte de CHF 3,8 millions pour l'exercice contre CHF 1,7 million en 2019. Les charges d'intérêt sur les emprunts bancaires et obligataires, nettes des produits d'intérêt liés aux placements de trésorerie, s'élèvent à CHF 7,6 millions contre CHF 6,4 millions pour la période précédente.

La quote-part dans le résultat des sociétés associées et des coentreprises s'élève à CHF 17,2 millions contre CHF 17,9 millions en 2019, stable à taux de change constants.

Le résultat avant impôt s'élève à CHF 86,9 millions contre CHF 72,4 millions en 2019. La charge fiscale du Groupe atteint un montant CHF 12,3 millions contre CHF 8,1 millions en 2019 pour un taux d'imposition effectif de 18 % contre 15 % en 2019 qui bénéficiait de la reconnaissance de pertes fiscales aux États-Unis.

Ainsi, le résultat net consolidé ressort à CHF 74,6 millions contre CHF 64,3 millions en 2019 pour un résultat net part du Groupe de CHF 70,9 millions contre CHF 60,4 millions en 2019, en hausse de 24,4 % à taux de change constants.

**> BILAN**

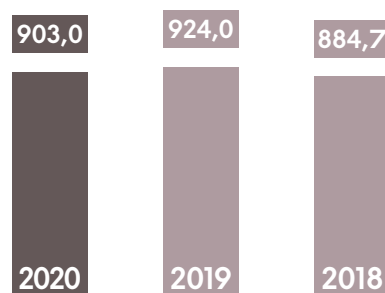
Le Groupe a maintenu son attention historique sur la solidité de son bilan axée sur des fonds propres importants tout en minimisant le niveau d'actifs intangibles ainsi qu'une forte position de trésorerie nette. En effet, avant déduction des actions propres pour un montant de CHF 17,3 millions, les capitaux propres consolidés sont de CHF 425,0 millions pour une trésorerie ajustée incluant la quote-part du Groupe dans la trésorerie nette des coentreprises d'un montant en hausse à CHF 194,7 millions au 31 décembre 2020 contre CHF 174,8 millions au 31 décembre 2019.

Les capitaux propres consolidés s'élèvent au 31 décembre 2020 à CHF 407,7 millions (31 décembre 2019 : CHF 416,5 millions) dont CHF 389,3 millions sont attribuables aux actionnaires de la société mère (31 décembre 2019 : CHF 396,9 millions). Le montant total de la trésorerie ajustée, incluant les actifs financiers à la juste valeur,

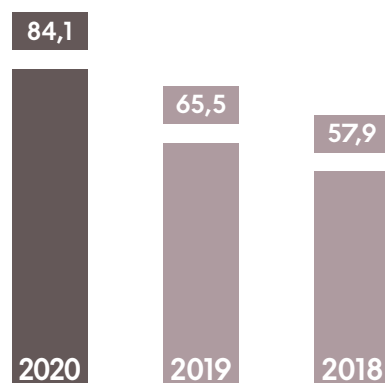
net de la dette financière, ressort en hausse à CHF 99,4 millions au 31 décembre 2020 contre CHF 77,4 millions au 31 décembre 2019.

## CHIFFRES CLÉS DE COMPAGNIE FINANCIÈRE TRADITION (EN mCHF)

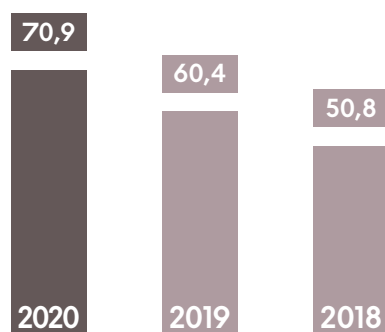
### CHIFFRE D'AFFAIRES (EN MCHF)



### RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EN MCHF)



### RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ (EN MCHF)





## PÔLE DE BOURSE EN LIGNE

**Dans un contexte de crise sanitaire sans précédent, les marchés boursiers ont connu une très forte volatilité au cours de l'année 2020. Bourse Direct enregistre ainsi plus de 6,6 millions d'ordres exécutés en 2020 pour sa clientèle directe, en croissance 121,2 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de nouveaux clients recrutés connaît une année record en croissance de 116 %, démontrant un intérêt croissant des particuliers pour la bourse.**

### > RÉSULTAT DE BOURSE DIRECT

Les produits d'exploitation bancaire de Bourse Direct s'élèvent à 44,9 millions d'euros contre 32,0 millions d'euros en 2019, en hausse de 40,1 % dans un contexte de marché très volatile dans le cadre de la crise sanitaire inédite. Cette croissance s'explique principalement par la hausse des commissions de courtage alors que les produits d'intérêt sont encore en baisse dans l'environnement de taux bas.

La Société a enregistré des charges d'exploitation bancaire à 6,2 millions d'euros contre 4,2 millions d'euros en 2019. Ces charges sont principalement constituées de commissions de marché dans le cadre de l'exécution des ordres de bourse.

Le produit net bancaire enregistre une hausse de 39,1 % et s'établit à 38,7 millions d'euros contre 27,8 millions en 2019.

Les charges d'exploitation sont en hausse et atteignent 29,0 millions d'euros contre 25,8 millions d'euros en 2019. Ces charges comprennent notamment des charges de personnel à hauteur de 10,9 millions d'euros, contre 8,8 millions d'euros en 2019. Cette forte hausse s'explique principalement pour l'enregistrement de la participation aux salariés. La hausse des autres charges d'exploitation est directement liée à l'augmentation du volume d'activité.

Le résultat d'exploitation s'inscrit ainsi en bénéfice de 9,7 millions d'euros en 2020, contre 2,0 millions d'euros en 2019 en hausse de 372,8 % soit une marge d'exploitation sur les produits d'exploitation bancaire de 21,5 % contre 6,4 % l'année précédente. Hors élément non récurrent, le résultat d'exploitation s'établit à 10,1 millions d'euros.

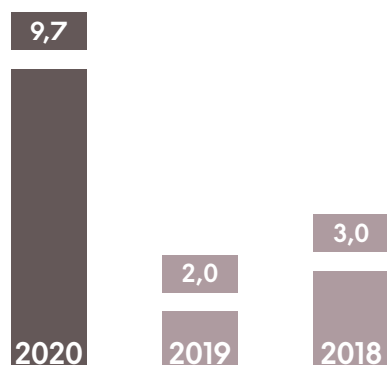
La société a constitué une provision de 0,5 million d'euros à la suite d'un contrôle fiscal conduisant à une proposition de rectification relative au Crédit Impôt Recherche au titre des exercices 2014 à 2017. La procédure est en cours. Cette provision est enregistrée dans la charge d'impôt.

Le résultat net s'inscrit à 6,1 millions d'euros contre 1,4 million d'euros en 2019 après enregistrement d'une charge d'impôt d'un montant de 3,6 millions d'euros.

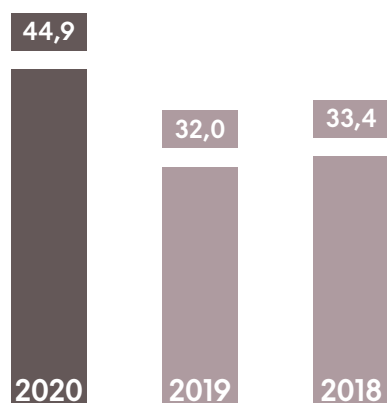
Après prise en compte du résultat bénéficiaire de l'exercice, les capitaux propres de Bourse Direct s'élèvent à 67,7 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 62,7 millions d'euros au 31 décembre 2019. La trésorerie propre de Bourse Direct s'établit à 51,3 millions d'euros au 31 décembre 2020.

## CHIFFRES CLÉS DE BOURSE DIRECT (EN MILLIONS D'EUROS)

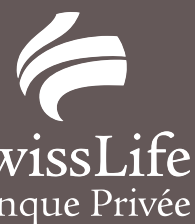
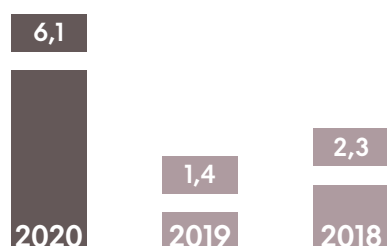
### RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EN MILLIONS D'EUROS)



### PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE (EN MILLIONS D'EUROS)



### RÉSULTAT NET (EN MILLIONS D'EUROS)



## PÔLE DE BANQUE PRIVÉE

**VIEL & Cie détient une participation de 40 % dans SwissLife Banque Privée depuis août 2007. Le développement des activités de banque privée du Groupe s'est poursuivi en 2020.**

Cette participation est consolidée dans les comptes de VIEL & Cie par une mise en équivalence.

SwissLife Banque Privée exerce avec sa filiale SwissLife Gestion Privée, quatre activités principales :

- > une activité de banque privée destinée à une clientèle directe ;
- > une activité de banque de détail de type « assur-banque » s'adressant aux clients particuliers et à une clientèle de professionnels du groupe SwissLife France par l'intermédiaire de ses réseaux de distribution ;
- > une activité de banque de détail s'adressant aux clients particuliers de Partenaires Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants ;
- > une activité de conservateur de valeurs mobilières pour les sociétés du groupe SwissLife France et de dépositaire des OPCVM gérés par SwissLife Asset Management (France) et par sa filiale SwissLife Gestion Privée.

A fin 2020, les activités du groupe SwissLife Banque Privée regroupent plus de 5,4 milliards d'euros d'actifs en conservation.

Ce pôle d'activité enregistre un produit net bancaire de 53,1 millions d'euros en 2020. La société enregistre un résultat bénéficiaire en 2020 dégageant ainsi une marge nette de plus de 19,5 %.

# OPERATING REVIEW 2020

**VIEL & Cie works closely with its portfolio companies, assisting them to develop and grow their business over the long term. We are a professional and responsible investor in financial sector companies in France and particularly abroad. VIEL & Cie is a major shareholder in both listed and unlisted companies.**

The Group consolidates two majority interests in listed companies and one equity-accounted minority interest in a private bank. These three core businesses consist of:

- > interdealer broking (IDB), through Compagnie Financière Tradition, a company listed on the SIX Swiss Exchange in which VIEL & Cie holds a 70.89% interest. This segment represents 95.0% of the Group's consolidated revenue;
- > online trading, through Bourse Direct, listed on the Euronext Paris (Compartment C), in which the Group has a 76.16% controlling interest;
- > SwissLife Banque Privée, a private bank in which VIEL & Cie holds a 40% interest in partnership with the SwissLife Group.

*VIEL & Cie reported consolidated revenue of €888.1m in 2020, a rise of 4.8% at constant currency. Operating profit for the year rose 42.2% to €83.6m at constant currency. Net profit in 2020 grew 15.3% to €48.9m at constant currency.*



Compagnie Financière Tradition

## INTERDEALER BROKING

**Compagnie Financière Tradition is a leading interdealer broker (IDB) in the international market. With a presence in more than 30 countries, the Group employs over 2,400 people globally and provides broking services for a complete range of financial products (money market products, bonds, interest rate, currency and credit derivatives, equities, equity derivatives, interest rate futures and index futures) and non-financial products (energy and environmental products, and precious metals). Compagnie Financière Tradition SA is listed on the SIX Swiss Exchange (CFT). The Group facilitates transactions between financial institutions and other professional traders in the capital markets. Against a backdrop of continued uncertainty on the regulatory front and as a logical extension of its voice brokerage services, the Group accelerated the development of its electronic brokerage services through hybrid proprietary technology and the launch of various trading platforms.**

Business activities in 2020 took place against the unfolding COVID-19 health crisis, with strong divergences from one period to the next. After a first half showing strong growth with increased volatility in the financial markets driving business volumes, notably in March, the Group subsequently observed a decrease in activity during the summer months, and more particularly in August. There was renewed activity in November and December, as the prospect of the US elections did not generate the additional volatility that might have been expected.

**> REVENUE AND REPORTED OPERATING PROFIT**

Reported consolidated revenue (IFRS) was CHF 903.0m against CHF 924.0m in 2019, nonetheless increasing by 3.4% at constant currency. Reported operating profit for the year was CHF 84.1m against CHF 65.5m in 2019, a rise of 35.9% at constant currency for an operating margin of 9.3% against 7.1% in the previous year.

**> NET PROFIT**

Net financial expense was CHF 14.0m for the year compared with CHF 11.0m in 2019. Net foreign exchange results due to exchange rate fluctuations negatively impacted the Group's financial income and represented a loss of CHF 3.8m for the year against CHF 1.7m in 2019. Interest expense on bank borrowings and bonds, net of interest income from short-term cash investments, totalled CHF 7.6m against CHF 6.4m in the previous year.

The share in the results of associates and joint ventures was CHF 17.2m against CHF 17.9m in 2019, stable at constant currency.

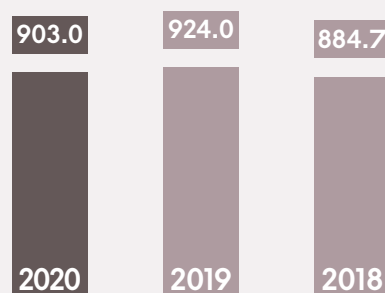
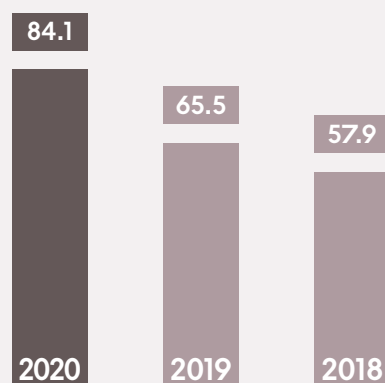
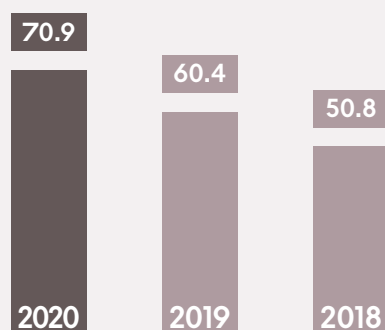
Profit before tax was CHF 86.9m compared with CHF 72.4m in 2019. The Group's tax expense amounted to CHF 12.3m against CHF 8.1m in 2019 for an effective tax rate of 18% against 15% in the previous year, which had benefitted from the recognition of tax losses in the United States.

Consolidated net profit was CHF 74.6m compared with CHF 64.3m in 2019 with a Group share of CHF 70.9m against CHF 60.4m in 2019, an increase of 24.4% at constant currency.

**> BALANCE SHEET**

The Group maintained its focus on a sound balance sheet with a strong capital position while keeping a low level of intangible assets and a strong net cash position. Before deduction of treasury shares of CHF 17.3m, consolidated equity amounted to CHF 425.0m at 31 December 2020 with increased adjusted cash of CHF 194.7m, including Group share of net cash held by joint ventures (31 December 2019: CHF 174.8m).

At 31 December 2020, consolidated equity stood at CHF 407.7m (2019: CHF 416.5m) of which CHF 389.3m was attributable to shareholders of the parent (2019: CHF 396.9m). Total adjusted cash, including financial assets at fair value, net of financial debts, was up to CHF 99.4m at 31 December 2020 against CHF 77.4m at 31 December 2019.

**KEY FIGURES FOR COMPAGNIE FINANCIÈRE TRADITION (CHFm)****REVENUE (CHFm)****OPERATING PROFIT (CHFm)****NET PROFIT ATTRIBUTABLE TO SHAREHOLDERS (CHFm)**



## ONLINE TRADING

**With the unprecedented health crisis causing high volatility in the stock markets in 2020, Bourse Direct executed over 6.6 million trades for its direct customers, up 121.2% on the year. It was a record year for new accounts, reflecting a growing interest of retail investors in the stock market.**

### > BOURSE DIRECT RESULTS

Bourse Direct grew banking income to €44.9m against €32.0m in 2019, up 40.1% on the year, in a highly volatile market and against the backdrop of an unprecedented health crisis. This growth was primarily due to the increase in broking fees, while interest income continued to fall in the low interest rate environment.

The Company had operating expenses of €6.2 million against €4.2 million in 2019, consisting mainly of market fees in connection with the execution of orders.

Net banking income grew 39.1% to €38.7m compared with €27.8m in the previous year.

Operating expenses were €29.0m against €25.8m in 2019, and include in particular staff costs of €10.9m against €8.8m in 2019. This sharp increase was mainly due to recognition of employee profit-sharing. The increase in other operating expenses was directly related to the increase in business volumes.

Operating profit rose 372.8% to €9.7m in 2020, compared with €2.0m in 2019 with an operating margin on banking operating income of 21.5% against 6.4% in the previous year. Operating profit excluding exceptional items was €10.1m.

The Company provisioned €0.5m following a tax audit, which led to a proposed adjustment in relation to the Research Tax Credit for the years 2014 to 2017. The case is ongoing. This provision is recognised under tax expense.

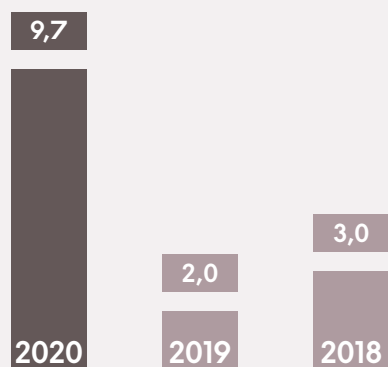
Net profit was €6.1m against €1.4 in 2019 after recognition of a tax expense of €3.6m.

After taking account of net profit for the year, shareholder's equity stood at €67.7m at 31 December 2020 (2019: €62.7m). Bourse Direct's own cash position at 31 December 2020 was €51.3m.

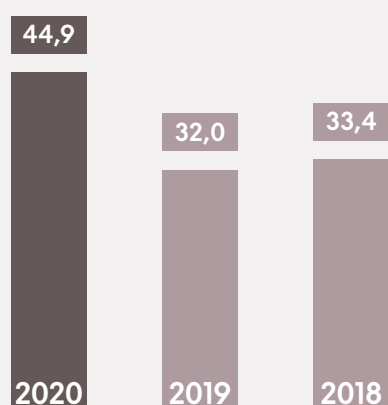


## KEY FIGURES FOR BOURSE DIRECT

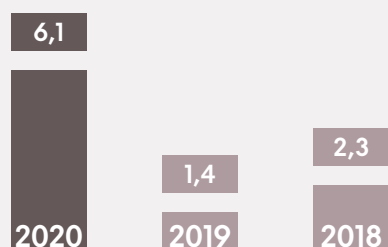
### BANKING INCOME (€m)



### OPERATING PROFIT (€m)



### NET PROFIT (€m)



SwissLife  
Banque Privée

## PRIVATE BANKING

**VIEL & Cie has held a 40% stake in SwissLife Banque Privée since August 2007. The Group's private banking activities continued to grow in 2020.**

This interest is consolidated in the accounts using the equity method.

SwissLife Banque Privée and its subsidiary, SwissLife Gestion Privée, have four core businesses:

- > private banking services for direct clients,
- > retail banking in the bancassurance field, catering to private clients as well as professional clients of the SwissLife France group through its distribution networks,
- > retail banking for private clients of independent financial advisors partnering with the Bank,
- > custodian services for companies of the SwissLife France group, and depository services for Sicavs managed by SwissLife Asset Management (France) and its subsidiary, SwissLife Gestion Privée.

SwissLife Banque Privée had custodial assets of over €5.4 billion at the end of 2020.

This business segment reported net banking income of €53.1m in 2020. The Company posted a profit in 2020, generating a net margin of over 19.5%.

# ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

ACTIONNAIRES  
INSTITUTIONNELS  
17,31 %

VIEL ET  
COMPAGNIE-FINANCE  
60,19 %

PUBLIC  
14,42 %

VIEL & CIE - ACTIONS PROPRES 8,08 %

COMPAGNIE FINANCIÈRE TRADITION  
INTERMÉDIATION PROFESSIONNELLE  
70,89 %  
ACTIONS PROPRES 2,71 %

BOURSE DIRECT  
BOURSE EN LIGNE  
76,16 %  
ACTIONS PROPRES  
3,87 %

SWISSLIFE  
BANQUE PRIVÉE  
40,00 %

## UNE PRÉSENCE GÉOGRAPHIQUE DIVERSIFIÉE

### AMÉRIQUES

Bogota > Boston > Buenos Aires > Dallas > Houston > Mexico > New York > Santiago > Stamford

### ASIE-PACIFIQUE

Bangkok > Hong Kong > Jakarta > Makati City > Melbourne > Mumbai > Pékin > Séoul > Shanghai  
> Shenzhen > Singapour > Sydney > Tokyo > Wellington

### EUROPE > MOYEN-ORIENT > AFRIQUE

Amsterdam > Bruxelles > Dubaï > Francfort > Johannesburg > Genève > Küsnacht > Lausanne > Londres  
> Luxembourg > Madrid > Milan > Monaco > Moscou > Munich > Paris > Rome > Tel Aviv > Zurich

# SIMPLIFIED GROUP STRUCTURE AT 31 DECEMBER 2020

INSTITUTIONAL  
SHAREHOLDERS  
**17.31%**

VIEL ET  
COMPAGNIE-FINANCE  
**60.19%**

PUBLIC  
**14.42%**

VIEL & CIE - TREASURY SHARES **8.08%**

COMPAGNIE FINANCIÈRE TRADITION  
INTERDEALER BROKER (IDB)  
**70.89%**  
TREASURY SHARES **2.71%**

BOURSE DIRECT  
ONLINE BROKER  
**76.16%**  
TREASURY SHARES  
**3.87%**

SWISSLIFE  
PRIVATE BANK  
**40.00%**

## A DIVERSIFIED GEOGRAPHIC PRESENCE

### AMERICAS

Bogota > Boston > Buenos Aires > Dallas > Houston > Mexico > New York > Santiago > Stamford

### ASIA-PACIFIC

Bangkok > Beijing > Hong Kong > Jakarta > Makati City > Melbourne > Mumbai > Seoul > Shanghai  
Shenzhen > Singapore > Sydney > Tokyo > Wellington

### EUROPE > MIDDLE EAST > AFRICA

Amsterdam > Brussels > Dubai > Frankfurt > Johannesburg > Geneva > Küsnacht > Lausanne > London  
Luxembourg > Milan > Monaco > Moscow > Munich > Paris > Rome > Tel Aviv > Zurich

# GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

**VIEL & Cie est une société anonyme à Conseil d'administration. La Société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise élaboré par MiddleNext. VIEL & Cie a établi un Règlement Intérieur du Conseil d'administration conformément aux recommandations du Code MiddleNext, lequel est disponible sur le site internet de la Société. Les recommandations du Code MiddleNext révisé ont été prises en compte par le Conseil d'administration dans l'élaboration de son Règlement Intérieur. Par ailleurs, le Conseil d'administration a également pris connaissance des points de vigilance mentionnés au Code MiddleNext.**

## ORGANISATION DES ORGANES DE DIRECTION

### > COMPOSITION DU CONSEIL

Le Conseil d'administration de VIEL & Cie, présidé par Patrick Combes, compte sept membres au 31 décembre 2020.

A l'exception de Patrick Combes, Président-Directeur général, de Catherine Nini, Directeur financier, et de Dominique Velter, Directeur du marketing stratégique, les administrateurs sont non exécutifs et indépendants. Le critère d'indépendance retenu par le Conseil d'administration s'établit sur la recommandation du Code de gouvernance de MiddleNext selon laquelle un administrateur, quelle que soit l'ancienneté attachée à ses fonctions, est indépendant dès lors (notamment) qu'il n'entretient directement ou indirectement aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son Groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

Ainsi, aucun de ces administrateurs n'a antérieurement fait partie des organes de direction de VIEL & Cie ou d'une de ses filiales, ni n'entretient de relation d'affaires avec VIEL & Cie et ses filiales au 31 décembre 2020. Durant l'exercice 2020, un administrateur de VIEL & Cie était également administrateur de Compagnie Financière Tradition SA, dont VIEL & Cie contrôle 70,89 % du capital au 31 décembre

2020 et un administrateur était également membre du Conseil de surveillance de Bourse Direct détenue à 76,16 % par VIEL & Cie, de Viel et Compagnie-Finance (actionnaire majoritaire de VIEL & Cie) et de cinq filiales anglaises de Compagnie Financière Tradition SA.

### > LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le Conseil d'administration a établi un règlement intérieur basé sur les principes du Code de gouvernance de place Middenext adapté à la structure de la société, de son activité, et de son actionariat.

### > DISPOSITIONS DU CODE DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE MIDDLENEXT QUI ONT ÉTÉ ÉCARTÉES

Le règlement intérieur du Conseil d'administration reprend l'ensemble des recommandations du Code de gouvernement d'entreprise MiddleNext auquel se réfère la Société.

### > COMPOSITION ET CONDITION DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

VIEL & Cie fait appel au service juridique du Groupe VIEL & Cie pour son suivi juridique et la préparation de ses Conseils et Comités.

Chaque membre du Conseil d'administration reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles, conformément à la recommandation du Code MiddleNext. Les membres du Conseil d'administration communiquent fréquemment avec les directions des filiales en dehors des réunions du Conseil et obtiennent ainsi une information précise sur l'activité de la Société.

Les dates de réunion des Conseils d'administration sont définies pour l'année à venir après échange avec chaque membre pour s'assurer de sa disponibilité. Une convocation par courrier électronique contenant l'ordre du jour est ensuite envoyée quelques jours avant la date de chaque réunion.

Pour les réunions non prévues, la convocation peut se faire de manière téléphonique avec confirmation par email.

Les réunions sont préparées par tous en amont et chaque membre peut demander la mise à l'ordre du jour d'un point en particulier. Le Conseil d'administration se fixe un programme annuel de points à aborder à l'ordre du jour de ses réunions tout en gardant la flexibilité de pouvoir aborder ponctuellement des points spécifiques complémentaires.

## > COMPÉTENCES ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration arrête les comptes établis par la Société ainsi que le cas échéant, les comptes consolidés.

Le Conseil d'administration délibère sur toute question relevant de ses attributions légales, réglementaires et statutaires.

Le Conseil d'administration est une instance collégiale qui représente collectivement l'ensemble des actionnaires et qui agit dans l'intérêt social de l'entreprise.

Il définit la stratégie de l'entreprise, désigne les dirigeants mandataires sociaux chargés de gérer l'entreprise dans le cadre de cette stratégie,

contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés à travers les comptes et la communication financière.

Le Conseil d'administration exerce les pouvoirs et les devoirs qui lui sont conférés aux termes de la loi, des statuts et du règlement du Conseil d'administration adopté initialement en 2003 et révisé ponctuellement. Il prend notamment toute décision dans tous les domaines qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée générale ou d'un autre organe et exerce la haute direction et la haute surveillance sur la Direction et sur les personnes chargées de représenter la société. Les administrateurs disposent d'expériences complémentaires et apportent leurs compétences respectives au Conseil.

Le règlement du Conseil d'administration prévoit notamment la création d'un ou plusieurs Comités du Conseil. Un Comité d'audit ainsi qu'un Comité des rémunérations ont dans ce cadre été constitués. Le Conseil d'administration de VIEL & Cie se réunit à l'occasion de l'arrêté des comptes semestriels et annuels, ainsi qu'à chaque fois que les affaires l'exigent, soit environ quatre fois par an. Ses séances durent en moyenne deux heures.

Le Conseil d'administration est composé des membres suivants à fin 2020 :

Noms, prénoms, fonction*	Membre indépendant	Age	1 <sup>ère</sup> nomination	Date d'expiration	Comité d'audit
M. Patrick Combes Président	NON	68 ans	Le 9 octobre 1979	Renouvelé le 11 juin 2015 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.	
M. Christian Baillet Membre	OUI	70 ans	Le 25 janvier 1994	Renouvelé le 13 juin 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.	Président
M. Jean Marie Descarpentries Membre	OUI	85 ans	Le 25 janvier 1994	Renouvelé le 13 juin 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.	Membre
Mme Jeanne Dubarry de la Salle Membre	OUI	41 ans	Le 13 juin 2017	Nommée le 13 juin 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.	
M. Dominique Langlois Membre	OUI	74 ans	Le 25 janvier 1994	Renouvelé le 13 juin 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.	
Mme Catherine Nini Membre	NON	51 ans	Le 17 juin 2011	Renouvelé le 13 juin 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.	
Mme Dominique Velter Membre	NON	56 ans	Le 13 juin 2017	Nommée le 13 juin 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.	

\* Au sein du Conseil d'administration.

**La Présidence du Conseil d'administration** est assurée par Patrick Combes.

Le Président du Conseil d'administration représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

M. Christian Baillet, M. Jean-Marie Descarpentries, M. Dominique Langlois et Mme Jeanne Dubarry sont des membres indépendants au sens de la définition du Code MiddleNext et du Règlement Intérieur qui s'y réfère. Les membres indépendants représentent ainsi 57 % des membres du Conseil d'administration, ce qui est en conformité avec le Code MiddleNext.

Les critères retenus pour analyser l'indépendance sont les suivants :

- > ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société de son groupe et ne pas l'avoir été au cours des cinq dernières années ;
- > ne pas être en relation d'affaires significative avec la Société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier...) et ne pas l'avoir été au cours des deux dernières années ;
- > ne pas être actionnaire de référence de la Société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif ;
- > ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
- > ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de l'entreprise.

La durée des mandats des administrateurs est de 6 exercices. Cette durée est conforme à la recommandation du Code MiddleNext, au Règlement Intérieur et aux Statuts. Il s'agit de la durée légale.

Aucun administrateur n'a été élu par les salariés.

Aucun censeur n'a été nommé.

Aucun des administrateurs n'est lié à la Société par un contrat de travail, et le Règlement Intérieur intègre la recommandation du Code MiddleNext sur ce sujet. Et il n'y a pas d'indemnité ni d'avantage dus en cas de cessation des fonctions d'administrateur, ni des membres de la Direction. Les dirigeants mandataires sociaux ne bénéficient pas d'un régime de retraite supplémentaire. Le Règlement Intérieur retient les recommandations du Code MiddleNext sur ces sujets.

Le Conseil d'administration est équilibré et constitué d'administrateurs expérimentés soucieux de l'intérêt social de l'entreprise et de ceux de l'ensemble de ses actionnaires.

Lors de la nomination ou du renouvellement du mandat de chaque administrateur, une information sur sa biographie, son expérience et sa compétence est communiquée dans le rapport annuel et à l'Assemblée générale et disponible sur le site internet. La nomination de chaque administrateur fait l'objet d'une résolution distincte conformément à la recommandation du Code MiddleNext.

Le Conseil d'administration est également équilibré en ce qui concerne l'âge des membres, qui ont entre 41 et 85 ans, avec une moyenne de 63,6 ans.

Le Conseil d'administration comprend des personnes ayant des formations variées avec des compétences dans le secteur de l'intermédiation, le domaine bancaire et industriel.

Tous les membres du Conseil d'administration sont de nationalité française, mais ont pour la plupart des expériences professionnelles internationales.

Les membres du Conseil d'administration se sont interrogés sur l'indépendance des administrateurs compte tenu de la présence depuis une longue période de certains d'entre eux.

Ils estiment que la durée de leur mandat n'affecte pas leur indépendance et rappellent que deux nouveaux administrateurs, dont un indépendant, ont été nommés par l'Assemblée générale du 13 juin 2017.

## > FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration s'est réuni deux fois au cours du dernier exercice clos, avec un taux de présence de 100 %.

Cette fréquence est conforme à la recommandation du Code MiddleNext.

Les membres du Conseil d'administration sont soumis aux dispositions du Règlement Intérieur relatives à la déontologie, en conformité avec la recommandation du Code MiddleNext, chaque membre doit dans ce cadre « s'assurer qu'il a pris connaissance des obligations générales ou particulières de son mandat, en ce compris les obligations légales et réglementaires issues notamment du Code de commerce, du Code monétaire et financier, du règlement du 3 novembre 2014, des statuts et les points de vigilance et recommandations du Code de gouvernement d'entreprise MiddleNext ».

Le membre du Conseil observe les règles de déontologie suivantes :

- > la recherche de l'exemplarité implique, à tous moments, un comportement cohérent entre paroles et actes, gage de crédibilité et de confiance ;
- > au moment de l'acceptation du mandat, chaque membre du Conseil prend connaissance des obligations en résultant et, notamment, celles relatives aux règles légales de cumul des mandats ;
- > au début de l'exercice de son mandat, il signe le règlement intérieur du Conseil ;
- > au cours du mandat, chaque administrateur se doit d'informer le Conseil de toutes situations de conflit d'intérêts éventuelles (client, fournisseur, concurrent, consultant...) ou avérées (autres mandats) le concernant ;
- > en cas de conflit d'intérêts, et en fonction de sa nature, l'administrateur s'abstient de voter, voire de participer aux délibérations, et à l'extrême, démissionne ;
- > chaque membre du Conseil est assidu et participe aux réunions du Conseil et des Comités dont il est membre ;
- > chaque membre du Conseil s'assure qu'il a obtenu toutes les informations nécessaires et en temps suffisant sur les sujets qui seront évoqués lors des réunions ;
- > chaque membre du Conseil respecte un véritable secret professionnel à l'égard des tiers ;
- > chaque membre du Conseil assiste dans la mesure du possible aux réunions de l'Assemblée générale.

Le membre du Conseil doit consacrer à ses fonctions le temps et l'attention nécessaires. Il doit être assidu et participer à toutes les séances du Conseil et des Comités dont il est membre dans la mesure de ses disponibilités.

Les membres du Conseil s'astreignent à un devoir de loyauté vis-à-vis de la Société, et s'interdisent toute concurrence. Ils ne pourront pas être administrateur, membre du Conseil de surveillance, dirigeant, associé ou entretenir de relation d'affaires significative avec une entreprise concurrente.

Le Conseil fait la revue des conflits d'intérêts connus au moins une fois par an, chaque membre est tenu de mettre à jour régulièrement ses déclarations spontanément.

Le Conseil d'administration a institué un Comité d'audit décrit plus bas, conformément à la recommandation du Code MiddleNext.

## POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX ÉTABLIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-37-2

La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux est définie conformément aux dispositions législative et réglementaires applicables ainsi qu'aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise MiddleNext. Ainsi, les principes de détermination de ces rémunérations répondent aux critères d'exhaustivité, d'équilibre, de cohérence, de lisibilité, de mesure et de transparence.

Cette politique de rémunération est établie par le Conseil d'administration de la Société et soumise à l'approbation de l'Assemblée générale. Elle est révisée annuellement.

### > PRINCIPE GÉNÉRAL

Les mandataires sociaux, ne perçoivent pas de rémunérations et avantages de toute nature, à l'exception des éventuelles rémunérations allouées en leur qualité d'administrateur.

Les mandataires sociaux ne bénéficient pas de régimes de retraite supplémentaires financés par l'entreprise.

**I. La politique de rémunération mentionnée au I. de l'article L. 225-37-2 comprend les informations suivantes, relatives à l'ensemble des mandataires sociaux :**

1. Respect de l'intérêt social et contribution à la stratégie commerciale ainsi qu'à la pérennité de la Société

La présente politique de rémunération a pour objectif, d'assurer une juste rémunération des mandataires sociaux pour leur contribution aux travaux du Conseil d'administration dans l'intérêt social de la Société, et prenant en compte la qualité d'actionnaire majoritaire indirect du Directeur général.

2. Processus de décision suivi pour sa détermination, sa révision et sa mise en œuvre, y compris les mesures permettant d'éviter ou de gérer les conflits d'intérêts et, le cas échéant, le rôle du Comité de rémunération ou d'autres Comités concernés

La présente politique de rémunération a été établie par le Conseil d'administration lors de sa séance sur l'arrêté des comptes de l'exercice.

Elle fait l'objet d'une révision annuelle lors de la séance d'arrêté des comptes. Compte tenu de la taille de la société, il n'a pas été institué de Comité des rémunérations et le Comité d'audit n'intervient pas dans la revue de cette politique.

3. Processus de décision suivi pour sa détermination et sa révision, la manière dont les conditions de rémunération et d'emploi des salariés de la société sont prises en compte

Compte tenu du fait que les seules rémunérations allouées sont celles en qualité d'administrateur et de l'absence de représentativité du personnel de la Société, lors de l'établissement de cette politique et de sa révision, le Conseil d'administration ne prend pas en compte les conditions d'emploi et de rémunération des salariés de la Société.

4. Méthodes d'évaluation à appliquer aux mandataires sociaux pour déterminer dans quelle mesure il a été satisfait aux critères de performance prévus pour la rémunération variable et la rémunération en actions

Aucune rémunération variable ni en action n'est versée aux mandataires sociaux dans le cadre de leur mandat social.

5. Critères de répartition de la somme fixe annuelle allouée par l'Assemblée générale aux membres du Conseil d'administration

Les sommes fixes annuelles allouées par l'Assemblée générale aux membres du Conseil d'administration sont réparties équitablement entre les membres dudit Conseil.

6. Modification de la politique de rémunération, description et explication de toutes les modifications substantielles, et la manière dont sont pris en compte les votes les plus récents des actionnaires sur la politique de rémunération et sur les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 et, le cas échéant, les avis exprimés lors de la dernière Assemblée générale

Le Conseil d'administration se réserve la possibilité de réviser la politique de rémunération en cours d'année, notamment en cas de recrutement d'un dirigeant dans des conditions l'imposant. Dans cette hypothèse, le Conseil d'administration décrirait les modifications substantielles et prendrait en compte les avis exprimés lors de la dernière Assemblée générale le cas échéant.

7. Modalités d'application des dispositions de la politique de rémunération aux mandataires sociaux nouvellement nommés ou dont le mandat est renouvelé, dans l'attente, le cas échéant, de l'approbation par l'Assemblée générale des modifications importantes de la politique de rémunération, mentionnée au II de l'article L. 22-10-8

La politique de rémunération s'applique aux mandataires sociaux nouvellement nommés ainsi qu'au renouvellement des mandats.

8. Dérogations à l'application de la politique de rémunération conformément au deuxième alinéa du III de l'article L. 22-10-8, les conditions procédurales en vertu desquelles ces dérogations peuvent être appliquées et les éléments de la politique auxquels il peut être dérogé

Le Conseil d'administration se réserve la possibilité de déroger à l'ensemble des éléments de la politique de rémunération en cours d'année, notamment en cas de recrutement d'un dirigeant dans des conditions l'imposant, de façon temporaire, conforme à l'intérêt social et nécessaire pour garantir la pérennité ou la viabilité de la société. Dans cette hypothèse, le Conseil d'administration devrait se prononcer sur ladite dérogation.

**II. La politique de rémunération précise, pour chaque mandataire social, les éléments suivants :**

1. Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature qui peuvent être accordés à chaque mandataire social en raison de son mandat, ainsi que leur importance respective

Au titre de leur mandat, les administrateurs perçoivent équitablement des rémunérations allouées dont le montant global est voté par l'Assemblée générale des actionnaires.

2. Attribution d'une rémunération en actions : les périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation des actions applicables après l'acquisition et la manière dont la rémunération en actions contribue aux objectifs de la politique de rémunération

Aucune rémunération en actions n'est octroyée aux mandataires sociaux dans le cadre de leur mandat social.

Toutefois des attributions d'actions gratuites ou de souscription d'actions peuvent être octroyées dans le cadre d'un contrat de travail avec une entité du groupe. Auquel cas la période d'attribution est comprise entre un an et trois ans, et la période de conservation, peut ne pas exister ou être d'un an, de façon à ce que la période d'attribution et de conservation soient ensemble au minimum de deux ans.

Ces éléments permettent d'associer les collaborateurs au développement du Groupe dans la durée.

3. Les périodes de report éventuelles et, le cas échéant, la possibilité pour la Société de demander la restitution d'une rémunération variable



Aucune rémunération variable n'est versée aux mandataires sociaux.

4. Attribution des éléments de rémunérations variables : les critères clairs, détaillés et variés, de nature financière et non financière, y compris, le cas échéant, relatifs à la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, qui conditionnent leur attribution et la manière dont ces critères contribuent aux objectifs de la politique de rémunération

Aucune rémunération variable n'est versée aux mandataires sociaux.

5. Durée du ou des mandats et des contrats de travail ou de prestations de services passés avec la société, les périodes de préavis et les conditions de révocation ou de résiliation qui leurs sont applicables

La durée du mandat des administrateurs est de six ans.  
Aucun des mandataires sociaux n'a de contrat de travail avec la société.

6. Caractéristiques principales et les conditions de résiliation des engagements pris par la Société elle-même ou par toute société contrôlée ou qui la contrôle, au sens des II et III de l'article L. 233-16, et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou d'un changement de fonctions, ou postérieurement à celles-ci, ou des droits conditionnels octroyés au titre d'engagements de retraite à prestations définies répondant aux caractéristiques des régimes mentionnés aux articles L. 137-11 L. 137-11-2 du code de la sécurité sociale

N/A

7. Attribution des engagements et droits conditionnels : les critères clairs, détaillés et variés, de nature financière et, le cas échéant, non financière, y compris relatifs à la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, qui conditionnent leur attribution et la manière dont ces critères contribuent aux objectifs de la politique de rémunération. Ces critères ne s'appliquent pas aux engagements correspondant à des indemnités en contrepartie d'une clause interdisant au bénéficiaire, après la cessation de ses fonctions dans la Société, l'exercice d'une activité professionnelle concurrente portant atteinte aux intérêts de la Société, ou aux engagements répondant aux caractéristiques des régimes collectifs et obligatoires de retraite et de prévoyance visés à l'article L. 242-1 du Code de la sécurité sociale

N/A

**III. Politique de rémunération prévoyant des indemnités représentant la contrepartie d'une clause interdisant au bénéficiaire, après la cessation de ses fonctions dans la Société, l'exercice d'une activité professionnelle concurrente portant atteinte aux intérêts de la Société, leur versement est exclu dès lors que l'intéressé fait valoir ses droits à la retraite.**

N/A

**IV. La politique de rémunération soumise à l'Assemblée générale des actionnaires, accompagnée de la date et du résultat du dernier vote de l'Assemblée générale sur la résolution mentionnée au II de l'article L. 22-10-8, est rendue publique sur le site internet de la Société le jour ouvré suivant celui du vote et reste gratuitement à la disposition du public au moins pendant la période où elle s'applique.**

## RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Le Président-Directeur général de la Société a perçu au titre de l'exercice 2020, 343 815 euros de rémunération fixe versée par Viel et Compagnie-Finance, actionnaire majoritaire de VIEL & Cie, ainsi qu'une rémunération allouée pour un montant de 12 000 euros versés en 2020 par VIEL & Cie, et 30 000 euros versés en 2020 par Viel et Compagnie-Finance.

Le Président-Directeur général ne bénéficie au 31 décembre 2020 d'aucun plan d'options de souscription d'actions ni d'actions gratuites.

La rémunération versée aux mandataires sociaux est la suivante :

### PATRICK COMBES

**Fonction et rémunération :** Président-Directeur général, 341 199 euros versés par VIEL et Compagnie-Finance, actionnaire majoritaire de VIEL & Cie, en rémunération fixe.

**Autres mandats :** Président-Directeur général de Viel et Compagnie-Finance, Président du Conseil d'administration de Compagnie Financière Tradition (Suisse) et de Financière Vermeer NV (Pays-Bas), Membre du Conseil de surveillance de SwissLife Banque Privée SA, Administrateur de Paris Europlace, Président de la SAS La Compagnie Vendôme, Gérant des SCI VIEL Foch, Vaullongue et Immobilier, , Membre du Comité stratégique International de Columbia Business School à New York, Vice-Président du Cercle Turgot.

**Rémunération allouée :** 12 000 euros versés en 2020 par VIEL & Cie et 30 000 euros versés en 2020 par VIEL et Compagnie-Finance.

## CHRISTIAN BAILLET

**Fonction et rémunération :** Administrateur et Président du Comité d'audit.

**Autres mandats :** Président du Conseil de surveillance d'Andera, Vice-Président du Conseil de surveillance de Bourse Direct SA, Administrateur des sociétés Viel et Compagnie-Finance SE, Tradition (UK) Ltd (Royaume Uni), Tradition Financial Services Ltd (Royaume Uni), TFS Derivatives Ltd (Royaume Uni), Trad-X (UK) Ltd (Royaume Uni), Tradition London Clearing (Royaume Uni), BELHYPERION (Belgique), ARCONAS (Luxembourg), Compagnie Générale de Participations (Luxembourg), Otito Properties (Luxembourg), BBB Foods (Mexique), EEM (Luxembourg), GPI Invest (Luxembourg), Lithos (Luxembourg), QS Bic (Luxembourg), Just World International (USA), Velasquez Investments (Luxembourg), Lothiam Shelf (Ecosse), Colors Properties (Espagne), Propiedades Millerty (Espagne), Turboc Properties (Espagne), Fonds Gaillard (Belgique), Fondation Bemberg (Suisse), Medinstill (USA), Luana Ltd (British Virgin Islands), Yellow Oceans (British Virgin Islands), Longchamps (Nevis) et Financière Vermeer NV (Pays-Bas), Membre du Conseil de surveillance de SwissLife Banque Privée SA (France).

**Rémunération allouée :** 12 000 euros versés en 2020 par VIEL & Cie, 30 000 euros versés en 2020 par VIEL et Compagnie-Finance et 15 000 euros au titre des jetons de présence versés par les sociétés contrôlées.

## JEAN-MARIE DESCARPENTRIES

**Fonction et rémunération :** Administrateur et membre du Comité d'audit.

**Autres mandats :** Président honoraire de FNEGE (France), Administrateur de Compagnie Financière Tradition (Suisse), Administrateur délégué de la Fondation Philippe Descarpentries (Belgique).

**Rémunération allouée :** 12 000 euros versés en 2020 par VIEL & Cie, 43 973 euros au titre des jetons de présence et du Comité d'audit versés par les sociétés contrôlées.

## JEANNE DUBARRY DE LA SALLE

**Fonction et rémunération :** Administrateur.

**Autres mandats :** Administrateur de Décathlon (France)

**Rémunération allouée :** 12 000 euros versés par VIEL & Cie.

## DOMINIQUE LANGLOIS

**Fonction et rémunération :** Administrateur.

**Autres mandats :** Administrateur de GTI et de TFI.

**Rémunération allouée :** 12 000 euros versés en 2020 par VIEL & Cie.

## CATHERINE NINI

**Fonction et rémunération :** Administrateur, 100 000 euros versés par Bourse Direct.

**Autres mandats :** Président du Directoire - Directeur général de Bourse Direct, Directeur général délégué de Viel et Compagnie-Finance, Membre du Conseil de surveillance de SwissLife Banque Privée, Administrateur d'E-VIEL, SwissLife Gestion Privée et Vie et Compagnie-Finance, Représentant permanent de Bourse Direct au Conseil d'administration de EASDAQ et de VIEL & Cie au Conseil d'administration d'Arpège, Directeur Financier de VIEL & Cie, Membre représentant de Bourse Direct au Conseil de la Bourse de Berlin, Administrateur unique des GIE Viel Gestion et VCF Gestion.

**Rémunération allouée :** 12 000 euros versés en 2020 par VIEL & Cie et 30 000 euros versés en 2020 par VIEL et Compagnie-Finance.

## DOMINIQUE VELTER

**Fonction et rémunération :** Administrateur.

**Autres mandats :** Président-Directeur général d'E-VIEL, Directeur général délégué de Viel et Compagnie-Finance, Directeur du Marketing Stratégique de Compagnie Financière Tradition (Suisse).

**Rémunération allouée :** 12 000 euros versés en 2020 par VIEL & Cie.

Dans le cadre de la loi Pacte, un ratio d'équité est demandé et doit être établi à partir des rémunérations moyennes et médianes des salariés à temps plein de la société autres que les mandataires comparées à la rémunération de chaque mandataire versés ou attribués au cours de l'exercice.

La société VIEL & Cie n'ayant qu'un seul salarié et les mandataires sociaux percevant uniquement des jetons de présence, ce ratio n'apparaît donc pas représentatif.

La loi Sapin 2 a instauré le vote des actionnaires sur les principes et les éléments de rémunération des dirigeants. Il est donc soumis à un vote de l'Assemblée de ces principes et critères dans un projet de résolution dont le rapport figure dans ce document. Le Conseil d'administration prend en compte les 7 critères de la recommandation du Code MiddleNext dans la fixation de la rémunération des mandataires sociaux (à savoir exhaustivité, équilibre, lisibilité, benchmark, cohérence, mesure et transparence). Le Conseil d'administration n'a pas attribué d'options de souscription ou d'achat d'actions, ni attribué d'actions gratuites, ni d'autres instruments financiers aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2020. La rémunération des mandataires sociaux a été votée à l'unanimité par les actionnaires lors de la dernière Assemblée générale du 12 juin 2020 dans les sixième et septième résolutions.

Par ailleurs, Mme Catherine Nini a été rendue attributaire d'actions gratuites de la société au titre de sa relation de travail au sein du groupe, pour 300 000 actions. L'attribution définitive de ces actions gratuites est soumise à une condition de présence au sein du groupe (maintien de leur contrat de travail), et de performance du cours de bourse de la société.

Nature du plan (en euros)	Plan d'attribution 2017
Date de l'Assemblée générale	14-juin-16
Date des premières attributions au titre du plan	04-sept-17
Nombre total d'actions gratuites attribuées	440 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	04-sept-17
Période d'attribution	04-sept-20
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	04-sept-27
Conditions d'attribution de présence dans la Société	Oui
Conditions de performance de cours	6,50 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	440 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice	60 000
Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre	380 000
Nombre de personnes concernées	2

#### > REPRÉSENTATION ÉQUILIBRÉE DES FEMMES ET DES HOMMES AU SEIN DU CONSEIL

Le Conseil d'administration de VIEL & Cie est composé de 7 membres, dont 3 sont des femmes (43 %), et 4 des hommes (57 %), soit un certain équilibre entre les deux sexes.

Le Président du Conseil d'administration et du Comité d'audit sont des hommes. Sur les quatre membres indépendants, trois sont des hommes, un est une femme.

Le Comité d'audit est composé de deux hommes.

#### > LES RÈGLES APPLICABLES À LA NOMINATION ET AU REMPLACEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, AINSI QU'À LA MODIFICATION DES STATUTS

Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration, ainsi qu'à la modification des statuts, sont principalement le reflet des dispositions légales et figurent aux articles 16, 17 et 19 des statuts.

Les membres du Conseil d'administration peuvent être des personnes physiques ou morales et sont nommés par l'Assemblée générale ordinaire qui peut les révoquer à tout moment.

Les membres du Conseil d'administration sont nommés pour six années. Leurs fonctions expirent à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé au cours duquel prend fin le mandat. Ils sont rééligibles.

L'Assemblée générale extraordinaire est compétente pour apporter aux statuts toutes les modifications autorisées par le Code de commerce. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf unanimité.

#### > LES ACCORDS PRÉVOYANT LES INDÉMNITÉS POUR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION OU LES SALARIÉS S'ILS DÉMISSIONNENT OU SONT LICENCIÉS SANS CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE OU SI LEUR EMPLOI PREND FIN EN RAISON D'UNE OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT OU D'ÉCHANGE

Il n'existe aucun accord prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange.

#### > CONVENTIONS INTERVENUES ENTRE UN MANDATAIRE SOCIAL OU UN ACTIONNAIRE DISPOSANT D'UNE FRACTION DES DROITS DE VOTE SUPÉRIEURE À 10 % ET UNE AUTRE SOCIÉTÉ DONT LA PREMIÈRE POSSÈDE PLUS DE LA MOITIÉ DU CAPITAL, À L'EXCEPTION DES CONVENTIONS PORTANT SUR DES OPÉRATIONS COURANTES ET CONCLUES À DES CONDITIONS NORMALES

Aucune convention de cette nature n'a été signée.

## COMITÉ D'AUDIT

VIEL & Cie dispose d'un Comité d'audit constitué de deux membres non exécutifs et indépendants qui se réunit deux fois par an. Les membres bénéficient de l'expérience, de la connaissance du secteur d'activité et de tout le savoir-faire nécessaires en matière de normes comptables, de finance et d'audit pour s'acquitter des responsabilités qui leur incombent. Le Comité d'audit a pour rôle d'assister le Conseil d'administration dans son rôle de surveillance du processus de reporting financier, du système de contrôle interne sur le reporting financier, du processus d'audit et des processus de l'entreprise destinés à piloter la conformité avec les lois, les réglementations et le Code de conduite. Sans préjudice des compétences du Conseil d'administration, le Comité d'audit est notamment chargé des missions suivantes :

1° il suit le processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, formule des recommandations pour en garantir l'intégrité ;

2° il suit l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance ;

3° il émet une recommandation sur les Commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'Assemblée générale. Cette recommandation adressée au Conseil est élaborée conformément à la réglementation ; il émet également une recommandation au Conseil lorsque le renouvellement du mandat du ou des Commissaires est envisagé dans les conditions définies par la réglementation ; Il s'est assuré par ailleurs de l'indépendance des Commissaires aux comptes ;

4° il suit la réalisation par le Commissaire aux comptes de sa mission et tient compte des constatations et conclusions du Haut Conseil du Commissariat aux Comptes consécutives aux contrôles réalisés en application de la réglementation ;

5° il s'assure du respect par le Commissaire aux comptes des conditions d'indépendance dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation ;

6° il approuve la fourniture des services autres que la certification des comptes dans le respect de la réglementation applicable ;

7° il rend compte régulièrement au Conseil de l'exercice de ses missions. Il rend également compte des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus. Il l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Le Comité d'audit apprécie en outre la performance, l'efficacité et les honoraires de la révision externe et s'assure de son indépendance. Il apprécie enfin l'efficacité de la coopération de l'ensemble des services financiers et des risques avec la révision externe.

Le Comité d'audit s'est réuni deux fois au cours de l'exercice 2020, avec un taux de participation de 100 %.

Il invite régulièrement la direction financière à ses séances pour obtenir des éléments financiers.

Les Commissaires aux comptes ont participé aux deux séances portant sur l'analyse des comptes annuels et semestriels, et ont présenté les résultats de leurs travaux d'audit, et à une séance sur des sujets réglementaires.

## COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des rémunérations, placé sous la Présidence de Christian Baillet, est constitué de deux membres. Il donne ses recommandations au Conseil d'administration sur les programmes et stratégies de rémunération et, plus spécifiquement, sur les modalités de rémunération des membres de la Direction générale, les programmes de stock-options et autres programmes de primes et gratifications mis en place.

## PLAN D' ACTIONS GRATUITES

La Société n'a consenti aucun plan d'actions gratuites à des salariés du groupe en 2020.

Les plans existants sont les suivants :

Nature du plan (en euros)	Plan d'attribution 2017	
Date de l'Assemblée générale	14-juin-16	14-juin-16
Date des premières attributions au titre du plan	04-sept-17	04-sept-17
Nombre total d'actions gratuites attribuées	440 000	138 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	04-sept-17	04-sept-17
Période d'attribution	04-sept-20	04-sept-22
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	04-sept-27	04-sept-27
Conditions d'attribution de présence dans la Société	Oui	Oui
Conditions de performance de cours	6,50 €	6,00 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	440 000	138 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice	60 000	-
<b>Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre</b>	<b>380 000</b>	<b>138 000</b>
Nombre de personnes concernées	2	4

## PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Au terme de sa 5<sup>ème</sup> résolution, l'Assemblée générale mixte du 12 juin 2020 a autorisé un programme de rachat d'actions.

En date du 8 juillet 2020, la Société a communiqué sur la mise en place d'un programme de rachat d'actions rappelant les objectifs et modalités :

### > Le ou les objectifs du programme de rachat

Les actions acquises dans le cadre de cette autorisation pourront l'être, en vue de :

- > l'attribution d'actions dans le cadre d'augmentations de capital réservées aux salariés du Groupe au titre de plans d'options d'achat qui seraient consenties aux salariés ;
- > la remise d'actions à titre de paiement ou d'échange ou d'obligations de couverture liées à des titres de créances, dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- > l'annulation de tout ou partie de ces actions par réduction de capital en vue d'optimiser le résultat par action de la Société, sous réserve de l'adoption d'une résolution spécifique par l'Assemblée générale des actionnaires statuant en la forme extraordinaire ;
- > favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres de l'émetteur ou éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché au travers d'un contrat de liquidité.

Les achats, cessions ou échanges des actions pourront être réalisés par tous moyens, y compris par l'utilisation de mécanismes optionnels et/ou sous forme de bloc de titres et à tout moment sous réserve qu'ils n'accroissent pas la volatilité du titre et à l'exception des achats d'options d'achat, y compris en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière.

### > Le montant maximum alloué aux programmes de rachat d'actions

Le nombre maximal et les caractéristiques des titres que l'émetteur se propose d'acquérir ainsi que le prix maximum d'achat a été fixé par l'Assemblée générale à 7,50 euros. La résolution adoptée par l'Assemblée générale prévoit que VIEL & Cie pourrait acquérir ses propres titres, dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social. Le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 53 717 228 euros.

### > Durée du programme de rachat

La durée du programme de rachat est fixé jusqu'à l'Assemblée Générale destinée à statuer sur les comptes de l'exercice 2020.

La Société détient 5 788 600 de ses propres titres au 31 décembre 2020. Au total, au cours de l'exercice 2020 dans le cadre des programmes de rachat, la Société a acquis 740 102 actions propres affectées à l'objectif d'annulation au cours moyen de 4,93 € (incluant les titres issus du contrat de liquidité transférés suite à la fin de ce dernier). Au 31 décembre 2020, la Société détient un total de 2 240 102 actions affectées à cet objectif (soit 3,13 % du capital de la Société).

Au terme de sa 10<sup>ème</sup> résolution, l'Assemblée générale mixte du 12 juin 2020 a autorisé la Direction à réduire le capital social, dans la limite d'un montant maximum de 10 % du capital social par voie d'annulation des actions propres détenues en application de l'autorisation nommée précédemment.

## INFORMATION RELATIVE AUX PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE DU GROUPE, DE GESTION DES RISQUES RELATIFS À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DES DONNÉES COMPTABLES ET FINANCIÈRES

La réglementation financière dans laquelle les filiales de VIEL & Cie exerce leur activité, définit l'environnement de contrôle interne que doit avoir toute entreprise régulée.

En application des différentes réglementations applicables au sein du Groupe, les principes relatifs aux systèmes de contrôle des opérations et des procédures internes, à l'organisation comptable et au traitement de l'information, aux systèmes de mesures des risques et des résultats, aux systèmes de surveillance et de maîtrise des risques, au système de documentation et d'information sur le contrôle interne ont été définis.

Le Conseil d'administration procède ainsi à l'examen de l'activité et des résultats du Groupe et de l'organisation du contrôle interne en particulier du contrôle de la conformité sur la base des informations qui lui sont transmises.

Les objectifs de la mise en place du contrôle interne sont principalement de fournir une assurance raisonnable quant à :

- > la réalisation et l'optimisation des opérations,
- > la fiabilité des informations financières,
- > la conformité aux lois et aux règlements en vigueur.

L'un des objectifs du système de contrôle interne au sein du Groupe est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes à toutes les étapes de l'activité de la Société. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés. Ainsi, les systèmes comptables et de contrôle interne ne donnent pas à la Direction, la certitude que les objectifs fixés sont atteints, et ce en raison des limites inhérentes au fonctionnement de tout système. La production des états financiers de VIEL & Cie s'effectue sous la responsabilité de la Direction générale et du Directeur financier et est traitée par l'équipe comptable. Un manuel de procédures comptables décrit l'ensemble de l'organisation du service comptable, les outils utilisés, les conditions d'arrêt des comptes et les schémas comptables applicables.

## INFORMATIONS RELATIVES AUX CONVENTIONS CONCLUES OU POURSUIVIES AU COURS DE L'EXERCICE 2020

### > CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Au cours de l'exercice 2020, les conventions suivantes se sont poursuivies :

- > Le 29 avril 2016, le Conseil d'administration a autorisé la signature d'un bail commercial de sous-location avec effet à compter du 2 mai 2016 et pour une durée de 6 ans. Ce bail conclu entre la Société Viel et Compagnie-Finance et votre Société concerne la location de locaux situés au 9 Place Vendôme à Paris (1er) et représentant une surface de 373 m<sup>2</sup>. Le loyer est indexé annuellement le 2 mai de chaque année sur l'indice des loyers des activités tertiaires. Les administrateurs concernés par cette convention sont Messieurs Patrick Combes et Christian Baillet et Madame Catherine Nini. Les charges de loyers et de charges locatives (hors taxes) sur l'exercice 2020 facturées par la Société Viel et Compagnie-Finance s'élèvent à 346 878,55 euros.
- > Le 28 août 2013, le Conseil d'administration a autorisé la mise en place d'un compte courant de trésorerie entre la Société Bourse Direct et notre Société. Ce compte est rémunéré au taux EONIA plus une marge de 0,25 %.

Un avenant a été signé le 9 mars 2017 entre les deux parties, prévoyant une rémunération annuelle EURIBOR 3 mois plus une marge de 0,75 %. Cet avenant a été ratifié par le Conseil d'administration en date du 20 mars 2018.

Les administrateurs concernés sont Madame Catherine Nini et Monsieur Christian Baillet.

Au 31 décembre 2020, l'avance en compte courant de notre société s'élève à la somme de 0,00 euros. Il est à noter qu'une charge de 19 297 euros d'intérêts liés aux flux de l'exercice ont été facturés à la Société.

### > CONVENTIONS COURANTES CONCLUES À DES CONDITIONS NORMALES

Le Conseil d'administration a mis en place une procédure permettant d'évaluer régulièrement si les conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales mentionnées à l'article L.22-10-12 remplissent bien ces conditions.

Cette procédure consiste à revoir annuellement lesdites conventions à l'occasion de la revue des conventions réglementées par le Conseil d'administration. Les personnes directement ou indirectement intéressées à l'une de ces conventions ne participent pas à son évaluation.

## PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE IDENTIFIÉS AU SEIN DU GROUPE

Les risques identifiés concernent principalement les filiales opérationnelles de VIEL & Cie dans le cadre de leurs activités. Sont exposés ci-après les principaux risques dans la mesure où ils peuvent avoir un impact sur la valeur des investissements concernés dans le portefeuille de VIEL & Cie. Chaque filiale opérationnelle dispose de son entière autonomie de gestion, mais présente un reporting financier régulier à VIEL & Cie.

Ces filiales opérationnelles sont principalement exposées aux risques suivants :

- > risque de crédit et de contrepartie,
- > risque de liquidité,
- > risque de marché,
- > risque de change,
- > risque de taux d'intérêt,
- > risques liés à une stratégie de partenariat,
- > risque opérationnel lié aux participations contrôlées.

Le Conseil d'administration apprécie les risques existants au sein du Groupe et exerce une surveillance sur la Direction. Il est assisté dans ces tâches par le Comité d'audit dont le rôle est de surveiller le système de contrôle interne sur le reporting financier, la gestion des risques ainsi que la conformité avec les lois et réglementations locales. L'audit interne effectue régulièrement des revues de gestion des risques et de contrôles internes dont les résultats sont communiqués au Comité d'audit des différents pôles opérationnels.

Dans le cadre du suivi des risques opérationnels, les filiales du Groupe ont développé une cartographie des risques homogènes selon la nomenclature Bâle II. Un outil a été déployé dans le Groupe (One-SumX) afin de recenser les risques opérationnels par filiale et de consolider l'information relative à la nature de ces risques opérationnels.

Cette approche s'inscrit dans le cadre d'une meilleure maîtrise des risques opérationnels.

## > RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

VIEL & Cie en tant que société holding n'est pas exposée au risque de crédit.

Le risque de crédit est avant tout le risque de perte financière pour les filiales opérationnelles si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à une de ses obligations. Ce risque concerne principalement la rubrique des clients et autres créances.

Les filiales opérationnelles de VIEL & Cie exercent le métier d'intermédiaire sur les marchés financiers et non financiers, principalement auprès d'une clientèle de professionnels pour Compagnie Financière Tradition, et auprès de particuliers pour Gaitame (filiale de Compagnie Financière Tradition basée au Japon) et Bourse Direct.

### L'intermédiation professionnelle : Compagnie Financière Tradition

Le métier de courtier consiste à rapprocher deux contreparties pour la réalisation d'une opération, et à percevoir une rémunération pour le service apporté. Compagnie Financière Tradition a donc une exposition très limitée au risque de crédit dans le cadre de cette activité. La qualité des contreparties est évaluée localement par les filiales selon des directives émises par le Groupe et les commissions à recevoir font l'objet d'un suivi régulier. Des dépréciations sont comptabilisées si nécessaire sur certaines créances.

Par ailleurs, certaines sociétés opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont gérées sur la base de règlement d'espèces contre livraisons de titres à travers des chambres

de compensation. Le délai entre la date de transaction et la date de dénouement est majoritairement de deux jours depuis octobre 2014, pendant lesquels ces sociétés sont exposées au risque de contrepartie.

Ce risque de contrepartie est contenu dans les limites déterminées par le Comité de crédit de Compagnie Financière Tradition; celui-ci base son appréciation sur la qualité financière de la contrepartie, prenant en considération les ratings publiés par les organismes reconnus (ECAI, External Credit Assessment Institutions), ainsi que toutes informations financières disponibles (cours de bourse, Credit Default Swaps, évolution des rendements du marché secondaire obligataire, etc.) ; lorsqu'aucun rating externe n'est disponible, Compagnie Financière Tradition calcule un rating interne, selon une méthodologie interne. En sus de la notation de la contrepartie, le type d'instruments traités et leur liquidité sont pris en compte pour déterminer la limite.

La détermination des limites et le suivi de leur respect sont assurés de manière indépendante par le département des risques de Compagnie Financière Tradition, ou bien par les départements des risques des régions opérationnelles. Les limites sont régulièrement révisées selon une périodicité prédéterminée ou bien à la suite d'événements pouvant affecter la qualité de la contrepartie ou l'environnement dans lequel elle opère (pays, types de secteur, etc.).

Les expositions se concentrent sur des établissements financiers régulés, majoritairement notés « investment grade ».

Le clearing est quant à lui traité par des équipes spécialisées. À cet effet, le groupe Tradition dispose d'une filiale indirecte dédiée aux activités de compensation, Tradition London Clearing Ltd, pivot des opérations en principal du Groupe pour l'Europe et l'Asie. Tradition London Clearing Ltd est en charge du suivi des opérations introduites par les entités opérationnelles du groupe Tradition jusqu'à leur dénouement final dans les chambres de compensation. Tradition Asiel Securities Inc., filiale du groupe Tradition aux États-Unis, effectue par ailleurs toutes les opérations de clearing aux États-Unis. Cette société est membre du FICC (Fixed Income Clearing Corporation), une contrepartie centrale de marché pour les titres d'État américains. L'adhésion au FICC induit une réduction notable du risque de défaut d'une contrepartie, la responsabilité de la bonne fin des opérations incombant au FICC une fois les opérations confirmées.

### La bourse en ligne : Bourse Direct

Bourse Direct traite principalement avec des particuliers, dont la couverture est assurée par les liquidités déposées sur leur compte titres ; dans ce cadre, une opération de marché dont la couverture ne serait pas assurée, doit être rendue impossible par les systèmes automatiques de contrôle des couvertures dans le cadre du correct fonctionnement des outils mis à disposition par les prestataires techniques de la société.

Bourse Direct traite également avec des clients institutionnels. Dans ce cadre, toute contrepartie doit faire l'objet d'une autorisation accordée par le Comité de crédit. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une excellente notation de crédit. Un élément fondamental dans le processus d'approbation des contreparties est la séparation entre les fonctions opérationnelles et celles d'évaluation des risques et d'autorisation. La Direction de cette société s'assure régulièrement que les décisions sont observées et que les procédures de contrôle concernant les contreparties et le clearing sont efficaces.

### > RISQUE DE LIQUIDITÉ

VIEL & Cie doit disposer des ressources financières nécessaires au financement de son activité courante et maintenir sa capacité d'investissement à tout moment. La gestion du risque de liquidité est assurée au niveau de la holding par une surveillance permanente de la durée des financements, de l'existence de lignes de crédit disponibles et de la diversification des ressources. VIEL & Cie gère par ailleurs de façon prudente sa trésorerie disponible en la plaçant sur des supports sans risques, liquides et monétaires. Une convention de trésorerie est établie entre VIEL & Cie et certaines de ses filiales dans le cadre de l'optimisation de la gestion de trésorerie du Groupe.

Le risque de liquidité intervient lorsque des filiales rencontreraient des difficultés à honorer leurs obligations financières. Aux fins de la gestion des risques, ce risque est divisé en deux catégories.

Le risque de liquidité transactionnel concerne la capacité à couvrir les flux de trésorerie liés aux opérations en principal ou aux besoins des contreparties du marché - par exemple, la nécessité de financer des titres en cours de règlement ou de placer des marges ou des garanties auprès de chambres de compensation ou de banques fournissant des services de compensation aux sociétés consolidées du Groupe.

Quoique difficiles à anticiper, ces besoins de liquidités sont généralement de court terme, à un jour voire intra journaliers, et sont généralement couverts par des découverts auprès de l'entité de compensation. Pour gérer ces risques, les filiales pratiquant des opérations en principal disposent d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie suffisants pour couvrir leurs besoins potentiels de financement en faisant appel à une approche statistique basée sur les données historiques, qui sont soumises à un test de résistance pour définir un niveau de réserve approprié.

Le risque de liquidité sur bilan est le risque qu'une entité du Groupe soit incapable de couvrir ses besoins en fonds de roulement nets pendant un certain laps de temps du fait de difficultés opérationnelles ou d'investissements importants dans l'activité. Pour gérer ce risque, toutes les entités opérationnelles du Groupe Tradition établissent des prévisions de trésorerie glissantes sur douze mois dans le cadre

de la procédure mensuelle d'information financière afin de détecter les problèmes potentiels de liquidité.

Au minimum, toutes les entités conservent des liquidités ou des équivalents de trésorerie suffisants pour couvrir les sorties nettes de trésorerie anticipées pour les trois mois suivants. Des contrôles sont effectués deux fois par an pour déterminer les fonds en excédent par rapport aux exigences locales. En outre, dans le cadre des contraintes réglementaires propres aux entreprises d'investissement, certaines sociétés du Groupe placent la trésorerie de leur clientèle dans des produits liquides, sans risque de taux ni de contrepartie, et immédiatement disponibles.

### > RISQUE DE MARCHÉ

VIEL & Cie est exposé au risque de marché par rapport à la valeur de ses actifs et à l'évolution des coûts de sa dette. Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché et affectent le résultat net du Groupe ou la valeur de ses instruments financiers. Le risque de marché inclut le risque de change et le risque de taux d'intérêt.

La sensibilité du Groupe aux risques de marché est présentée en annexes des comptes consolidés.

### > RISQUE DE CHANGE

De par son positionnement international, le Groupe est exposé au risque de change. Celui-ci se produit lorsque des transactions sont effectuées par des filiales dans une monnaie autre que leur monnaie fonctionnelle. Les monnaies dans lesquelles les transactions sont principalement effectuées sont le dollar US (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR), le franc suisse (CHF) et le yen (JPY).

Le risque de change est analysé comme un risque global et sa gestion fait l'objet de prises de décision de la Direction générale. La politique du Groupe en termes de couverture du risque de change ne s'inscrit pas dans le cadre d'une politique de couverture à long terme mais dans le choix de couverture ponctuelle en fonction des évolutions conjoncturelles.

### > RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt résulte principalement de la structuration de sa dette financière. Cependant, ce risque reste très marginal dans la mesure où la quasi-totalité de la dette financière à long terme à taux variable fait l'objet d'une couverture au moyen de swaps de taux d'intérêt.

La mise en place d'une dette financière au sein du Groupe fait l'objet d'une décision approuvée par la Direction générale.



**> RISQUES LIÉS À UNE STRATÉGIE DE PARTENARIAT**

Dans le cadre de sa stratégie d'investissement, VIEL & Cie a, depuis de nombreuses années, privilégié une position majoritaire au capital de ses participations. Lorsque VIEL & Cie a procédé à un investissement en partenariat avec un autre établissement, un pacte d'actionnaires a été mis en place afin de protéger ses intérêts dans cet investissement.

**> RISQUE OPÉRATIONNEL LIÉ  
AUX PARTICIPATIONS CONTRÔLÉES**

Le risque opérationnel couvre tous les risques liés au traitement des opérations, allant de la correcte exécution des ordres de la clientèle, à la confirmation de ceux-ci puis au traitement administratif qui suit. D'éventuels dysfonctionnements informatiques, qui pourraient venir fausser l'exécution des opérations, entrent également dans cette catégorie.

Par ailleurs, le risque opérationnel provient du rôle majeur que peuvent jouer les personnes clés au sein de l'organisation. Concernant les équipes opérationnelles, le risque de « débauchage » par les concurrents existe. Enfin, l'évolution et le perfectionnement des outils informatiques constituent un enjeu majeur.

**ACTIVITÉ EN MATIÈRE  
DE RECHERCHE  
ET DÉVELOPPEMENT**

Bourse Direct, filiale de VIEL & Cie, produit de la recherche au travers d'une équipe spécialisée sur les nouvelles technologies applicables

au métier de la bourse en ligne. Des travaux sont menés également dans le cadre des activités de Compagnie Financière Tradition sur des outils de marché.

**STRUCTURE FINANCIÈRE  
ET UTILISATION  
D'INSTRUMENTS FINANCIERS**

Chacune des filiales opérationnelles de VIEL & Cie veille à disposer en permanence d'un montant de trésorerie lui permettant de faire face aux besoins en fonds de roulement liés à leurs activités, ainsi qu'aux différentes orientations stratégiques du Groupe.

Au 31 décembre 2020, VIEL & Cie est endettée à hauteur de € 113 650 000, sur des échéances allant de 1 à 5 ans, et dispose par ailleurs d'une trésorerie disponible de € 43 029 000 sur base individuelle. La trésorerie consolidée s'établit à € 411 831 000 ; avec un endettement consolidé de € 354 154 000.

Les emprunts bancaires de VIEL & Cie sont soumis à des clauses de remboursement anticipé ; le Groupe doit respecter certains ratios fixés contractuellement, portant notamment sur le niveau d'endettement du Groupe par rapport à sa trésorerie consolidée, ou sur le niveau des charges financières. Avec une trésorerie nette positive, le Groupe respecte ces ratios au 31 décembre 2020.

VIEL & Cie ne fait pas l'usage de la comptabilité de couverture. Cf. l'annexe aux comptes consolidés (Instruments financiers dérivés).

**INFORMATION SUR LES FOURNISSEURS**

Au 31 décembre 2020 En EUR	Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu					Total (1 jour et plus)
	Non échu	De 1 à 30 jours	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	Plus de 91 jours	
Nombre de factures concernées	11					1
Encours au 31/12/2020 (en EUR)	51 450,61	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (HT)	2,21 %	0,86 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,86 %
Nombre de factures exclues relatives à des dettes litigieuses	0					

Au 31 décembre 2019 En EUR	Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu					Total (1 jour et plus)
	Non échu	De 1 à 30 jours	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	Plus de 91 jours	
Nombre de factures concernées	7					1
Encours au 31/12/2019 (en EUR)	7 782,33	0	26,00	0	0	26,00
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (HT)	0,36 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Nombre de factures exclues relatives à des dettes litigieuses	6					

Les dates d'échéance ci-dessus correspondent aux mentions présentes sur les factures ou à défaut à la fin du mois civil au cours duquel les factures ont été reçues.

Les dettes échues le sont pour la plupart depuis moins de 30 jours.

VIEL & Cie dispose d'un processus de validation des factures par les services compétents préalable à tout paiement.

## INFORMATION SUR LE DÉLAI DE PAIEMENT DES CLIENTS

Aucune créance clients n'est en attente de règlement au 31/12/2020.

## INFORMATION SUR LES CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

VIEL & Cie constate des charges non déductibles fiscalement pour un montant de € 80 801 au titre de l'exercice 2020, constituées intégralement de la part non déductible fiscalement des jetons de présence.

## INFORMATION CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Au 31 décembre 2020, VIEL & Cie détient 70,89 % du capital de Compagnie Financière Tradition, contre 70,50 % au 31 décembre 2019. Le pourcentage de détention de Bourse Direct est, quant à lui, passé de 76,85 % à 76,16 %. Celui de SwissLife Banque Privée pas évolué au cours de l'exercice (40 %).

## INFORMATION CONCERNANT LES TITRES AUTO DÉTENUS

Au cours de l'exercice 2020, VIEL & Cie a utilisé l'autorisation d'acquisition de ses propres titres en achetant 720 500 de ses propres titres à l'objectif d'annulation. Au 31 décembre 2020, VIEL & Cie détient 8,08 % de son capital, soit 5 788 600 actions.

Au cours de l'exercice 2020, VIEL & Cie n'a pas procédé à des annulations de titres.

Les différents mouvements enregistrés en 2020 sont les suivants :

	Situation au 31/12/2019		Augmentations : rachats			Diminutions : cessions / annulations			Situation au 31/12/2020			
	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur en K€	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur en K€	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur en K€	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur en K€
Actions rachetées avec objectif d'annulation	4,65	1 500 000	6 976	4,93	740 102	3 650	-	-	-	4,74	2 240 102	10 626
Actions rachetées avec objectif de croissance externe	3,76	3 548 498	13 338	-	-	-	-	-	-	3,76	3 548 498	13 338
<b>Immobilisations financières</b>	<b>4,02</b>	<b>5 048 498</b>	<b>20 314</b>	<b>4,93</b>	<b>740 102</b>	<b>3 650</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4,14</b>	<b>5 788 600</b>	<b>23 964</b>
Contrat de liquidité	4,76	12 900	61	4,98	72 786	363	4,95	85 686	424	-	-	-
VMP	4,76	12 900	61	4,98	72 786	363	4,95	85 686	424	4,76	19 602	61
<b>TOTAL</b>		<b>5 061 398</b>	<b>20 375</b>		<b>818 888</b>	<b>4 012</b>		<b>85 686</b>	<b>424</b>		<b>5 788 600</b>	<b>23 964</b>

## INFORMATIONS CONCERNANT LES DIVIDENDES

Il est rappelé qu'au titre des trois exercices précédents, les dividendes suivants ont été distribués (avant déduction de la part revenant aux titres d'autocontrôle) :

- > un dividende a été distribué en juin 2020 au titre du résultat de l'exercice 2019 d'un montant de 25 centimes par titre, soit d'un montant total de 17 905 742,00 euros ;
- > un dividende a été distribué en juin 2019 au titre du résultat de l'exercice 2018 d'un montant de 25 centimes par titre, soit un montant total de 18 881 422,75 euros
- > un dividende a été distribué en juin 2018 au titre du résultat de l'exercice 2017 d'un montant de 20 centimes par titre, soit un montant total de 15 505 138,20 euros.

## INFORMATION CONCERNANT LA PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

VIEL & Cie, dans son rôle d'investisseur, dispose d'un système d'information et de reporting interne fondé sur une approche par métier, déclinée pour chaque pôle d'activité du Groupe qui présente des profils de risques globalement homogènes.

Afin de présenter une information financière en adéquation avec le système de reporting interne, VIEL & Cie présente donc son information sectorielle selon quatre secteurs, que sont l'intermédiation professionnelle autour de la participation dans Compagnie Financière Tradition, la bourse en ligne avec Bourse Direct, la banque privée au travers de SwissLife Banque Privée et le pôle immobilier.

## ACTIONNARIAT SALARIÉ

Aucun plan d'actionnariat salarié n'a été institué au sein de la Société.

## ÉLÉMENT SUSCEPTIBLE D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

La structure du capital de la Société est présentée dans ce présent rapport. On constate que la Société a un actionnaire majoritaire à hauteur de 60,19 %, ce qui est susceptible de limiter les possibilités d'une éventuelle offre publique sur la Société sans l'accord de cet actionnaire.

Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions, ni, à la connaissance de la Société, de convention entre actionnaires.

Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance figurent dans ce présent rapport (voir commentaire ci-dessus).

Il n'existe pas de détenteurs de titres comportant des droits de contrôle spéciaux à la connaissance de la Société. Il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionariat du personnel.

Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la Société sont le reflet des dispositions légales et figurent dans les statuts de la Société.

Les pouvoirs de la Direction sont le reflet des dispositions légales. La Direction a en outre été autorisée par l'Assemblée générale à racheter les actions de la Société dans la limite de 10 % du capital, d'annuler les actions dans la limite de 10 % du capital social et bénéficie des délégations telles qu'exposées dans le présent rapport. Il est proposé à l'Assemblée générale de déléguer à la Direction les autorisations financières décrites au présent rapport, incluant l'émission de bons d'offre.

Il n'y a pas d'accord matériel significatif conclu par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société.

Il n'existe aucun accord prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

## OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS ET MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément à l'article 223-26 du Règlement général de l'AMF, nous vous informons qu'aucune opération mentionnée à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier n'a été déclarée à la Société au cours du dernier exercice clos.

## DÉLÉGATIONS ACCORDÉES À LA DIRECTION

En application des dispositions de l'article L. 225-100, al.7 du Code du Commerce, un tableau récapitulatif des délégations accordées au Conseil d'administration par l'Assemblée générale en cours de validité et leur utilisation au cours de l'exercice 2020 est présenté ci-dessous :

Type de délégation	AGE	Échéance	Montant autorisé	Utilisation en 2020	Autorisations résiduelles
Augmentation de capital (délégation globale avec maintien du DPS)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021	€ 50 000 000	-	€ 50 000 000
Augmentation de capital (délégation globale avec suppression du DPS)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital (délégation globale avec suppression du DPS-Art-L411-2,II CMF)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital par incorporation de réserves	12/06/2020	AGO statuant sur les comptes de l'année 2020	€ 5 000 000	-	€ 5 000 000
Augmentation de capital par émission de BSA (avec maintien du DPS)	11/06/2019	AG statuant sur les comptes de l'année 2020	€ 30 000 000	-	€ 30 000 000
Augmentation de capital par attribution d'actions gratuites, existantes ou à créer	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021	€ 1 432 459	-	€ 1 432 459
Augmentation de capital par émission de BSA (en cas d'offre publique)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2020	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital (attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions)	14/06/2018	AGO statuant sur les comptes de l'année 2020	€ 1 550 514	-	€ 1 550 514
Réduction de capital (annulation d'actions)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2020	€ 1 432 459		€ 1 432 459
Augmentation de capital (attribution d'actions gratuites aux salariés) (avec suppression du DPS)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2020	€ 143 246		€ 143 246
Augmentation de capital (attribution d'actions gratuites aux collaborateurs des sociétés liées) (avec maintien du DPS)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2022	€ 1 432 459		€ 1 432 459
Emission de bons de souscription d'actions (avec maintien du DPS)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021	€ 30 000 000		€ 30 000 000

## RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RÉOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 10 JUIN 2021

Vingt-deux résolutions seront soumises aux actionnaires lors de l'Assemblée générale se tenant le 10 juin 2021 à 9 heures 15.

I- Les treize premières résolutions (de la 1<sup>ère</sup> à la 13<sup>ème</sup> résolution) ainsi que les 15<sup>ème</sup> et 22<sup>ème</sup> résolutions relèvent de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire et concernent : l'approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020,

l'affectation du résultat, l'approbation des conventions réglementées visées aux articles L. 225 38 et suivants du Code de commerce, le renouvellement du mandat d'un administrateur, le renouvellement du mandat d'un des Commissaires aux comptes titulaires, le non-renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes suppléant, l'approbation des informations visées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce, l'approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux, l'approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice aux Président et Membres du Conseil d'administration ainsi que pour l'exercice en cours et l'autorisation en matière de programme de rachat d'actions.

II- Les huit autres résolutions (de la 14<sup>ème</sup> à la 21<sup>ème</sup> résolution) relèvent de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire et concernent le renouvellement de certaines autorisations et

délégations financières destinées à donner à votre Société les moyens financiers de se développer et de mener à bien sa stratégie ainsi que les modifications des statuts de la Société notamment pour les mettre en harmonie avec des dispositions réglementaires.

### 1/ APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020 (1<sup>ÈRE</sup> RÉSOLUTION)

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2020, se soldant par un bénéfice de 20 441 237,80 €.

### 2/ APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020 (2<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020, se soldant par un bénéfice net part du groupe de 48 928 milliers d'euros.

### 3/ AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE (3<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)

L'affectation du résultat de notre société que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à la somme de 30 507 512,01 €, comme suit :

Détermination des sommes distribuables :

> Résultat de l'exercice	20 441 237,80 euros
> Report à nouveau et réserves distribuables	10 066 274,21 euros
<b>Montant à affecter</b>	<b>30 507 512,01 euros</b>

Affectations proposées :

> Distribution de dividendes	20 054 431,04 euros
> Report à nouveau pour affectations proposées	10 453 080,97 euros
<b>Total</b>	<b>30 507 512,01 euros</b>

Le dividende d'un montant total de 20 054 431,04 euros à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 0,28 euro par action, étant précisé que tous les pouvoirs sont donnés au Conseil d'administration pour faire inscrire au compte « Report à nouveau » la fraction du dividende correspondant aux actions autodétenues par VIEL & Cie.

Il est rappelé qu'au titre des trois exercices précédents, un dividende a été distribué (déduction faite de la part revenant aux titres d'autocontrôle) :

- > en juin 2020, au titre du résultat de l'exercice 2019, d'un montant de 0,25 € par action, soit un montant total de 17 905 542 € ;
- > en juin 2019, au titre du résultat de l'exercice 2018, d'un montant de 0,25 € par actions, soit un montant total de 18 881 422,75 € ;
- > en juin 2018, au titre du résultat de l'exercice 2017, d'un montant de 0,20 euro par action, soit un montant total de 15 505 138,20 €.

### 4/ RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS ET APPROBATION DE CES CONVENTIONS (4<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)

Nous vous demandons d'approuver les conventions qui sont intervenues ou se sont poursuivies en 2020 visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce régulièrement autorisées par le Conseil d'administration

Elles sont également présentées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes y afférent qui vous sera présenté en Assemblée.

Aucune nouvelle convention réglementée n'est intervenue au cours de l'exercice 2020.

### 5/ RENOUELEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR (5<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)

Nous vous rappelons que le mandat de membre du Conseil d'administration de Monsieur Patrick Combes arrive à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée générale.

Nous vous proposons de bien vouloir renouveler, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, le mandat de Monsieur Patrick Combes.

### 6/ MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (6<sup>ÈME</sup> ET 7<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)

Nous vous rappelons que les mandats d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant arrivent à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée générale.

Nous vous proposons de bien vouloir renouveler le mandat de Commissaire aux comptes du Cabinet FIDORG AUDIT, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Par ailleurs, conformément à la loi, nous vous proposons de ne pas renouveler le mandat de Commissaire aux comptes suppléant du Cabinet FIDORG.

## **7/ AUTORISATION CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS (8<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)**

Nous vous proposons, aux termes de la 8<sup>ème</sup> résolution, de conférer au Conseil d'administration, pour une période de dix-huit mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 12 juin 2020 dans sa 5<sup>ème</sup> résolution.

Les actions acquises dans le cadre de cette autorisation pourront l'être, en vue de :

- > l'attribution d'actions dans le cadre d'augmentations de capital réservées aux salariés du Groupe au titre de plans d'options d'achat qui seraient consenties aux salariés ;
- > la remise d'actions à titre de paiement ou d'échange ou d'obligations de couverture liées à des titres de créance, dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- > l'annulation de tout ou partie de ces actions par réduction de capital en vue d'optimiser le résultat par action de la Société, sous réserve de l'adoption d'une résolution spécifique par l'Assemblée générale des actionnaires statuant en la forme extraordinaire ;
- > favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres de l'émetteur ou éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché au travers d'un contrat de liquidité ;

> tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur.

Ces achats d'actions pourraient être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'administration apprécierait.

La Société se réserverait le droit d'utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés dans le cadre de la réglementation applicable.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 8 euros et en conséquence le montant maximal de l'opération à 10 989 576 € tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2020 et des 5 788 600 actions autodétenues à la même date.

## **8/ APPROBATION DU RAPPORT SUR LES RÉMUNÉRATIONS (9<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)**

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, il est proposé à l'Assemblée d'approuver les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce relatives à la rémunération de l'ensemble des mandataires sociaux, présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise, figurant dans le document d'enregistrement universel 2020.

## **9/ APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX (10<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)**

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, nous vous demandons de bien vouloir approuver la politique de rémunération des mandataires sociaux telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2020.

### **9.1/ ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GENERAL (11<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)**

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, nous vous demandons de prendre acte de ce qu'il n'y a pas eu de rémunération fixe ou variable versée au Président du Conseil d'administration, à l'exception de la rémunération allouée en sa qualité d'administrateur, au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Patrick Combes, Président-Directeur général, déterminés en application des principes et critères de rémunération approuvés par l'Assemblée générale du 12 juin 2020 dans sa 8<sup>ème</sup> résolution à caractère ordinaire.

Ces éléments sont présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise qui figure dans le document d'enregistrement universel.

Nous vous demandons également, dans la 12<sup>ème</sup> résolution, de bien vouloir statuer sur les mêmes conditions de rémunération au Président-Directeur général pour l'exercice à venir.

## 9.2/ ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (13<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)

Les membres du Conseil d'administration perçoivent une rémunération allouée que nous vous proposons de renouveler pour le même montant de 84 000 euros. Cette somme est partagée équitablement entre tous les administrateurs, y compris le Président du Conseil d'administration.

## 10/ DÉLÉGATIONS FINANCIÈRES

Le Conseil d'administration souhaite pouvoir disposer des délégations nécessaires pour procéder, s'il le juge utile, à toutes émissions qui pourraient s'avérer nécessaires dans le cadre du développement des activités de la Société.

C'est la raison pour laquelle il vous est demandé de renouveler les délégations financières arrivant à échéance. Sur l'état des délégations en cours, vous trouverez dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2020, le tableau des délégations et autorisations consenties par l'Assemblée générale au Conseil d'administration et l'état de leur utilisation.

### 10.1/ AUTORISATION CONCERNANT LA RÉDUCTION DU CAPITAL PAR ANNULATION D' ACTIONS AUTO DÉTENUES (14<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)

Nous vous proposons, aux termes de la 14<sup>ème</sup> résolution, d'autoriser le Conseil d'administration, pour une durée de 24 mois, à annuler sur ses seules décisions, en conséquence de l'objectif d'annulation défini dans la 8<sup>ème</sup> résolution de la présente Assemblée, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital, calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédent, les actions que la Société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de son programme de rachat et à réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Conseil d'administration disposerait donc des pouvoirs nécessaires en pareille matière.

### 10.2/ DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE EN VUE D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL PAR INCORPORATION DE RÉSERVES, BÉNÉFICE ET/OU PRIMES (15<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)

La délégation de compétence de cette nature arrive à échéance cette année et n'a pas été utilisée.

Nous vous demandons de bien vouloir conférer au Conseil d'administration, conformément aux articles L. 225-129-2, L. 225-130 et L. 22-10-50 du Code de commerce, la compétence aux fins d'augmenter le capital par incorporation au capital de réserves, bénéfiques, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, par l'émission et l'attribution gratuite d'actions ou par l'élévation du nominal des actions ordinaires existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités.

Le montant nominal d'augmentation de capital résultant de cette délégation ne pourra pas excéder cinq (5) millions d'euros, représentant environ 35 % du capital existant. Ce montant n'inclurait pas le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions. Ce plafond serait indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée.

Cette délégation, d'une durée de 18 mois, priverait d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

### 10.3/ DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE A L'EFFET D'ÉMETTRE DES BONS D'OFFRE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE AU PROFIT DES ACTIONNAIRES (16<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION)

Nous vous proposons, d'accorder au Conseil d'administration la délégation de compétence, dans le cas d'une offre publique visant la Société, afin qu'il puisse prendre toute mesure dont la mise en œuvre serait susceptible de faire échouer l'offre, sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées générales dans la limite de l'intérêt de la société.

Il serait notamment possible pour la société d'émettre, conformément aux articles L. 233-32 et L. 233-33 du Code de commerce, des bons attribués gratuitement aux actionnaires en leur permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à des actions ce qui aura pour effet de renchérir le coût de l'opération.

Le montant maximal des actions émises ne pourra dépasser dix (10) millions d'euros.

Cette délégation serait d'une durée de 18 mois.

**10.4/ DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE A L'EFFET D'AUGMENTER LE CAPITAL AU PROFIT DES ADHÉRENTS D'UN PEE (17<sup>ÈME</sup> RÉOLUTION)**

Nous soumettons à votre vote la présente résolution, afin d'être en conformité avec les dispositions de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce, aux termes duquel l'Assemblée générale extraordinaire doit également statuer sur une résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, lorsqu'elle délègue sa compétence pour réaliser une augmentation de capital en numéraire.

L'Assemblée étant appelée sur des délégations susceptibles de générer des augmentations de capital en numéraire, elle doit donc également statuer sur une délégation au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise.

Dans le cadre de cette délégation, il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'administration, à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail.

En application des dispositions de l'article L. 3332-21 du Code du travail, le Conseil d'administration pourrait prévoir l'attribution aux bénéficiaires, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourrait être versé en application des règlements de plans d'épargne entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote et pourrait décider en cas d'émission d'actions nouvelles au titre de la décote et/ou de l'abondement, d'incorporer au capital les réserves, bénéfiques ou primes nécessaires à la libération desdites actions.

Conformément à la loi, l'Assemblée générale supprimerait le droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital qui pourraient être réalisées par utilisation de la délégation ne pourrait porter le montant de la participation des salariés calculée conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce (y compris la participation déjà détenue) à plus de 1 % du montant total du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration de mettre en œuvre la présente délégation.

Cette délégation aurait une durée de 18 mois.

Il est précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail, le prix des actions à émettre ne pourrait être ni inférieur de plus de 30 % ou de 40 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332 26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans à la moyenne des cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni supérieure à cette moyenne.

Le Conseil d'administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et plus généralement faire le nécessaire en pareille matière. Compte tenu des autres mesures d'intéressement des salariés mises en place par la Société le Conseil d'administration recommande le rejet de cette résolution.

**11/ DÉLÉGATION À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'EFFET D'ÉMETTRE DES BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION AVEC MAINTIEN DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION (18<sup>ÈME</sup> RESOLUTION)**

Nous vous proposons de déléguer au Conseil d'administration, dans le cas d'une offre publique visant la Société Viel & Cie, à prendre toute mesure dont la mise en œuvre serait susceptible de faire échouer l'offre, sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées générales dans la limite de l'intérêt de la Société. Il serait notamment possible pour la Société d'émettre des bons attribués gratuitement aux actionnaires en leur permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à des actions ce qui aura pour effet de renchérir le coût de l'opération.

Le montant maximum de cette délégation serait de trente (30) millions d'euros et d'une durée de 26 mois.



**12/ AUTORISATION À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SELON LE PRINCIPE DE RÉCIPROCITÉ ET DANS LES CONDITIONS FIXÉES LES DÉLÉGATIONS OCTROYÉES EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE (19<sup>ÈME</sup> RESOLUTION)**

Nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'administration à faire usage des différentes délégations de compétences octroyées par l'Assemblée générale en cas d'offre publique sur la Société dans le cadre du principe de réciprocité.

Cette autorisation aurait une durée de 18 mois.

**13/ LIMITATION GLOBALE DES PLAFONDS DES DÉLÉGATIONS PRÉVUES AUX 14<sup>ÈME</sup>, 15<sup>ÈME</sup>, 16<sup>ÈME</sup> ET 19<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTIONS DE LA PRÉSENTE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DE LA 14<sup>ÈME</sup> RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 12 JUIN 2020 (20<sup>ÈME</sup> RESOLUTION)**

Nous vous proposons de fixer à vingt (20) millions d'euros représentant environ 14 % du capital social le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises, immédiatement ou à terme en vertu des 14<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> résolutions de la présente Assemblée, et de la 14<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée générale du 12 juin 2020, étant précisé qu'à ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, et fixer à cent (100) millions d'euros ou à la contrevaletur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, le montant nominal maximal des titres d'emprunt susceptibles d'être émis en vertu des autorisations conférées par les résolutions susvisées.

**14/ MISE EN HARMONIE DES STATUTS (21<sup>ÈME</sup> RESOLUTION)**

Nous vous proposons la mise en harmonie des statuts de votre Société avec la nouvelle numérotation des articles du Code de commerce créés dans la partie dédiée aux sociétés admises sur un marché réglementé.

**15/ POUVOIRS**

La **vingt-deuxième résolution** attribue les pouvoirs généraux pour les formalités.

# CORPORATE GOVERNANCE

**VIEL & Cie is a public limited company with a Board of Directors [“société anonyme à Conseil d’Administration”]. The Company adheres to the Corporate Governance Code published by MiddleNext. VIEL & Cie has drawn up Rules of Procedure for the Board of Directors in accordance with the recommendations of the MiddleNext Code; they are available on the Company’s website. The Board took account of the recommendations of the amended MiddleNext Code when it prepared its Rules of Procedure. The Directors have also been made aware of the “points de vigilance” listed in the MiddleNext Code.**

## BOARD OF DIRECTORS AND MANAGEMENT BODIES

### > BOARD OF DIRECTORS

The Board of Directors, chaired by Patrick Combes, comprised seven members at 31 December 2020.

All except Patrick Combes, Chairman and CEO, Catherine Nini, Chief Financial Officer, and Dominique Velter, Strategic Marketing Director, are non-executive and independent directors. The criterion applied to the independence of a director is based on the recommendation of the MiddleNext Corporate Governance Code, according to which a director, irrespective of the length of time in office, is independent, in particular, if s/he has no direct or indirect relationship of any kind with the Company, its Group or its Management, which could compromise the exercise of independent judgment.

None of these Directors had previously belonged to any governing bodies of VIEL & Cie or of any of its subsidiaries, nor had they a business relationship with VIEL & Cie or any of its subsidiaries at 31 December 2020. During the reporting period, one Director was also a Director of Compagnie Financière Tradition SA, in which VIEL & Cie controlled 70.89% of the capital at 30 December 2020, and one Director was

also a member of the Supervisory Board of Bourse Direct, in which VIEL & Cie has a 76.16% holding, Viel et Compagnie-Finance (majority shareholder of VIEL & Cie), and four British operating subsidiaries of Compagnie Financière Tradition SA.

### > CORPORATE GOVERNANCE

The Board of Directors issued rules of procedure based on the principles of the French MiddleNext Corporate Governance Code, adapted to the Company’s structure, business, and shareholder base.

### > EXCLUDED PROVISIONS OF THE MIDDLENEXT CODE OF CORPORATE GOVERNANCE

The Board of Directors’ Rules of Procedure incorporate all the recommendations of the MiddleNext Code of Corporate Governance.

### > COMPOSITION OF THE BOARD OF DIRECTORS, PREPARATION AND ORGANISATION OF WORK

VIEL & Cie refers to the Group’s legal department for legal matters and the preparation of its Boards and Committees.

In accordance with the recommendation of the MiddleNext Code, all members of the Board of Directors receive the information they need to fulfil their mission and can obtain all the documents they deem necessary. The members of the Board frequently communicate with the management of subsidiaries outside Board meetings and thus obtain accurate information on the Company’s activity.

The dates of Board meetings are set for the coming year after discussion with each Director to ensure their availability. A notice of the meeting together with the agenda is then sent by email several days before the appointed date. In the case of impromptu meetings, the meeting may be convened by telephone with confirmation by email.

Meetings are prepared by everyone in advance and each Director may request an item to be placed on the agenda. The Board sets an annual programme of items to be included on the agenda of its meetings, while retaining the flexibility it needs to deal with other specific points as and when they arise.

#### > BOARD OF DIRECTORS' POWERS AND PROCEDURES

The Board of Directors approves the accounts prepared by the Company and, where applicable, the consolidated accounts.

The Board deliberates on any matters which by law or under the Articles of Association fall within its sphere of competence.

The Board is a collegial body that collectively represents all shareholders and acts in the Company's corporate interest. It defines company strategy, appoints the executive officers responsible for managing the company within the framework of this strategy, oversees the management and ensures the quality of information provided to shareholders and the markets through the accounts and financial communications.

The Board of Directors exercises the powers and duties prescribed by law, the Articles of Association, and the Board of Directors' Rules of Procedure which were first adopted in 2003 and subsequently amended from time to time. It takes decisions in all areas that are not reserved to the General Meeting or another governing body.

It is responsible for management at the highest level and general oversight of executive management and the persons responsible for representing the Company. The Directors have wide-ranging experience and their individual expertise is brought to bear in the administration of the Board's business.

The Board of Directors' rules of procedure provide for the creation of one or more Board committees. An Audit Committee and Remuneration Committee were set up under this power. The Board meets approximately four times a year - at the closing of the half-year and annual accounts and as required by Company business. Its meetings last an average of two hours.

The Board was composed of the following members at end-2020:

Surname, first name Position*	Independent Director	Age	First appointment	Period of office	Audit Committee
Patrick Combes Chairman	NO	68	9 October 1979	Re-elected on 11 June 2015 until the General Meeting convened to approve the financial statements for the financial year ending 31 December 2020	
Christian Baillet Director	YES	70	25 January 1994	Re-elected on 13 June 2017 until the General Meeting convened to approve the financial statements for the financial year ending 31 December 2022	Chairman
Jean Marie Descarpenteries Director	YES	85	25 January 1994	Re-elected on 13 June 2017 until the General Meeting convened to approve the financial statements for the financial year ending 31 December 2022	Member
Jeanne Dubarry de la Salle Director	YES	41	13 June 2017	Elected on 13 June 2017 until the General Meeting convened to approve the financial statements for the financial year ending 31 December 2022	
Dominique Langlois Director	YES	74	25 January 1994	Re-elected on 13 June 2017 until the General Meeting convened to approve the financial statements for the financial year ending 31 December 2022	
Catherine Nini Director	NO	51	17 June 2011	Elected on 13 June 2017 until the General Meeting convened to approve the financial statements for the financial year ending 31 December 2022	
Dominique Velter Director	NO	56	13 June 2017	Elected on 13 June 2017 until the General Meeting convened to approve the financial statements for the financial year ending 31 December 2022	

\* On the Board of Directors.

#### The Board is chaired by Patrick Combes.

The Chairman of the Board of Directors represents the Board. He organises and directs the work of the Board and reports on its business to the General Meeting. He ensures that the governing bodies of the Company function efficiently and, in particular, that the Directors are able to carry out their duties.

Christian Baillet, Jean-Marie Descarpenteries, Dominique Langlois and Jeanne Dubarry are Independent Directors as defined in the MiddleNext Code and the related Rules of Procedure. The Independent Directors make up 57% of the Board of Directors, which complies with the MiddleNext Code.

The following criteria are used to analyse independence. A Director must not:

- > be an employee or an executive officer of the Company or of any company in the group, or have held any such position within the past five years,
- > have any significant business relationship with the Company or its group (customer, supplier, competitor, service provider, creditor, banker, etc.), or have had any such relationship within the last two years,
- > be a major shareholder of the Company or hold a significant percentage of the voting rights,
- > have any close relationship or close family ties with an executive officer or a major shareholder of the Company,
- > have been an independent auditor of the Company within the past six years.

The term of office of a Director is six financial years. This period complies with the recommendation of the MiddleNext Code, the Rules of Procedure and the Articles of Association. It is also the statutory term. No Director was elected by the employees.

No non-voting Director was appointed.

No Directors are tied to the Company under an employment contract, and the Rules of Procedure incorporate the recommendation of the MiddleNext Code on the subject. There is no monetary compensation or benefit payable in the event of a Director leaving office; the same applies to members of the Executive Board. The executive officers of the company do not have a supplemental pension scheme. The Rules of Procedure adopt the MiddleNext Code recommendations on these matters.

The Board of Directors is suitably balanced and is made up of experienced Directors committed to the interests of the Company and those of all its shareholders.

When a Director is appointed or re-appointed, their career history, experience and skills are set out in the Annual Report and communicated to the General Meeting; they are also published on the Company's website. The appointment of each Director requires an individual resolution in accordance with the recommendation of the MiddleNext Code.

The Board of Directors is also balanced in respect of the age of its members, who are between 41 and 85 years old, with an average age of 63.6 years.

The Board is composed of people from diverse educational backgrounds, with expertise in the interdealer broking sector, the banking field, and industry.

All members of the Board of Directors are French citizens, but most have international professional experience.

The members of the Board discussed the question of the independence of directors, given that some of them have held office for a long time.

They do not consider the duration of their office to affect their independence and note that two new Directors, one of whom is an Independent Director, were appointed by the General Meeting of 13 June 2017.

### > PROCEDURES

The Board of Directors met twice during the reporting period, with an attendance rate of 100%.

This frequency meets the MiddleNext Code recommendation.

Directors are subject to the Rules of Procedure relating to ethics, as recommended in the MiddleNext Code. In this respect, every Director must "ensure that s/he is aware of the general or specific obligations of his/her office, including the legal and regulatory obligations arising, in particular, from the Commercial Code, the Monetary and Financial Code, the Regulation of 3 November 2014, the Articles of Association and the points of vigilance and recommendations of the MiddleNext Corporate Governance Code".

Directors observe the following professional ethics:

- > the search for exemplary conduct which implies consistency between words and deeds, at all times, to ensure credibility and trust;
- > all Directors, upon accepting their appointment, familiarise themselves with the duties inherent in their office and notably those concerning the regulations on holding several directorships;
- > when taking up office, they must sign the Board's Rules of Procedure;
- > while in office, Directors must inform the Board of any potential conflict of interest situations (customers, suppliers, competitors, consultancies, etc.) or existing conflicts of interest (other appointments) that may concern them;

- > in the event of a conflict of interest, and depending on its nature, a Director must abstain from voting, refrain from taking part in debates, and in extreme cases, resign;
- > Directors must be diligent and attend the meetings of the Board and those of the Committees of which they are a member;
- > all Directors must ensure that they obtain all the necessary information in sufficient time on items to be dealt with at meetings;
- > Directors must observe complete confidentiality with regard to third parties;
- > wherever possible, Directors must attend the meetings of the General Meeting.

Directors must devote the time and attention required for their duties. They must be diligent and attend all meetings of the Board and the Committees of which they are a member, subject to their availability.

Directors owe a duty of loyalty to the Company and must refrain from any form of competition. They may not be a director, member of the supervisory board, member of the senior management, or partner of a competitor or maintain any significant business relationship with a competitor company.

The Board reviews known conflicts of interest at least once a year and all members are required to regularly and voluntarily update their disclosures.

The Board of Directors has set up an Audit Committee, described below, as recommended by the MiddleNext Code.

## REMUNERATION POLICY FOR OFFICERS OF THE COMPANY PURSUANT TO SECTION L. 225-37-2 OF THE COMMERCIAL CODE

The remuneration policy for officers of the Company is defined in accordance with the applicable laws and regulations and the recommendations of the MiddleNext Corporate Governance Code. The principles applied in determining this remuneration therefore comply with the criteria of exhaustiveness, balance, consistency, clarity, measurement, and transparency.

This remuneration policy is prepared by the Company's Board of Directors and submitted to the General Meeting for approval. It is reviewed each year.

### > GENERAL PRINCIPLE

Officers of the Company receive no compensation or benefits of any kind, other than any compensation awarded in their capacity as directors.

Officers of the Company do not benefit from supplementary pension plans funded by the Company.

**1. The remuneration policy referred to in Section L. 225-37-2 includes the following information in respect of all Company officers:**

1. Alignment with the Company's interests and contribution to the business strategy and the long-term viability of the Company

The purpose of this remuneration policy is to ensure equitable compensation for Company officers for their contribution to the work of the Board of Directors, in the Company's interest, taking into account the indirect majority shareholder status of the Chief Executive Officer.

2. Decision-making process to determine, review and implement the policy, including measures to prevent or manage conflicts of interest and, where appropriate, the role of the Remuneration Committee or other relevant Committees

This remuneration policy was prepared by the Board of Directors at its meeting held to approve the accounts for the financial year. It is reviewed annually at the meeting held to approve the accounts. In view of the size of the Company, no Remuneration Committee has been set up and the Audit Committee is not involved in reviewing this policy.

3. Decision-making process to determine and review the manner in which the remuneration and employment conditions of Company employees are taken into account

Considering that the only compensation awarded is that for Directors' services and that there is no employee representation, the Board of Directors does not take account of the employment and remuneration conditions of Company employees when establishing and reviewing this policy.

4. Assessment methods to determine the extent to which Company officers have satisfied the performance criteria for variable remuneration and share-based compensation

No variable compensation or share-based compensation is paid to Company officers in respect of their corporate office.

5. Criteria for apportioning the annual fixed sum allocated to Directors by the General Meeting

The annual fixed sums allotted to Directors by the General Meeting are distributed equally among the members of the Board.

6. Changes to the remuneration policy, description and explanation of all substantial changes, and the procedure for taking account of the most recent shareholder votes on the remuneration policy and the information required under Section L. 22-10-9 and, where applicable, the opinions expressed at the last General Meeting

The Board of Directors may review the remuneration policy during the year, in particular if this is necessary for the recruitment of a director. In that case, the Board of Directors would describe the significant changes and, where appropriate, would take account of the opinions expressed at the last General Meeting.

7. Procedures for applying the remuneration policy to newly appointed Company officers or to those whose mandate is renewed, where necessary, pending, shareholder approval of significant changes to the remuneration policy referred to Section L. 22-10-8

The remuneration policy applies to newly appointed Company officers as well as to the renewal of mandates.

8. Exceptions to the application of the remuneration policy pursuant to the second paragraph of Section L. 22-10-8, the procedural requirements for their application, and the elements of the policy to which exceptions may be made

The Board of Directors may temporarily depart from all elements of the remuneration policy during the year, in particular in the event of the recruitment of an executive manager, where required by the circumstances in the Company's interest and where it is necessary to ensure the Company's sustainability or viability. In that event, the Board of Directors should explain the said exception.

**II. The remuneration policy sets out the following elements for each Company officer:**

1. The fixed, variable and exceptional components of the compensation and benefits of any kind that may be awarded to each Company officer in respect of his or her office, and their respective weighting

The Directors receive an equal share of the allotted remuneration for their services, the total amount of which is approved by the General Meeting of Shareholders.

2. Awards of share-based compensation: the vesting and, if applicable, lock-up periods applicable after acquisition and the manner in which share-based compensation contributes to the objectives of the remuneration policy

No share-based compensation is paid to Company officers in respect of their corporate office.

However, bonus shares or share options may be granted in connection with an employment contract with a Group entity. In that case, the grant period is between one and three years; there may not be a lock-up period or it may be one year, so that the grant period and the lock-up period together are at least two years.

These elements help align employee interests with the Group's development over the long term.

3. Any deferral periods and, if applicable, the possibility that the Company may require the return of variable compensation

No variable compensation is paid to officers of the Company.

4. The award of variable compensation components: clear, detailed and varied criteria, both financial and non-financial, which condition the award of such components, including, where applicable, criteria relating to the Company's social and environmental responsibility, and the way in which these criteria contribute to the remuneration policy objectives

No variable compensation is paid to officers of the Company.

5. The term of office and the term of employment or service contracts entered into with the Company, notice periods, and the applicable dismissal or termination conditions

The term of office of a Director is six years.

None of the officers of the Company have an employment contract with the Company.

6. The main characteristics and conditions of termination of commitments made by the Company itself or by any company controlled by or which controls the Company, within the meaning of Section L. 233-16, and which correspond to compensation components, allowances or benefits payable or likely to be payable as a result of the termination of duties or a change of position, or subsequent thereto, or conditional rights granted under defined benefit pension commitments that meet the characteristics of schemes mentioned in Sections L. 137-11 and L. 137-11-2 of the Social Security Code

N/A

Z. The allocation of conditional commitments and entitlements: clear, detailed and varied criteria, both financial and non-financial, which condition the award of such components, including, where applicable, criteria relating to the Company's social and environmental responsibility, and the way in which these criteria contribute to the remuneration policy objectives. These criteria do not apply to commitments corresponding to compensation paid under a non-compete clause prohibiting the beneficiary, after leaving the Company, from exercising a competing professional activity that is detrimental to the Company's interests, or to commitments qualifying as collective and mandatory retirement and pension schemes under Section L. 242-1 of the Social Security Code

N/A

III. Remuneration policy providing for compensation paid under a non-compete clause prohibiting the beneficiary, after leaving the Company, from exercising a competing professional activity that is detrimental to the Company's interests; payment of such compensation is excluded once the beneficiary retires.

N/A

IV. The remuneration policy submitted to the General Meeting of Shareholders, together with the date and result of the last vote of the General Meeting on the resolution referred to in Section L. 22-10-8 (II), is posted on the Company's website on the business day following that of the vote and remains available to the public free of charge at least during the period in which it is in effect.

## REMUNERATION - COMPANY OFFICERS

The Chairman-CEO received fixed compensation of €343,815 for the 2020 financial year, paid by VIEL et Compagnie-Finance, majority shareholder of VIEL & Cie, as well as compensation of €12,000 paid in 2020 by VIEL & Cie, and €30,000 paid in 2020 by VIEL et Compagnie-Finance.

The Chairman-CEO did not benefit under any share option schemes or from any free shares at 31 December 2020.

Remuneration paid to officers of the Company is shown below:

### PATRICK COMBES

**Position and compensation:** Chairman and Chief Executive Officer, fixed compensation of €341,199 paid by VIEL et Compagnie-Finance, majority shareholder of VIEL & Cie.

**Other offices:** Chairman and CEO of Viel et Compagnie-Finance, Chairman of the Board of Directors of Compagnie Financière Tradition (Switzerland) and Financière Vermeer NV (Netherlands), member of the Supervisory Board of SwissLife Banque Privée SA (France), Director of Paris Europlace (France), Chairman of the SAS La Compagnie Vendôme (France), Manager of SCIs VIEL Foch, Vaullongue (France) and Immoiel (France), member of the International Strategy Committee of Columbia Business School, New York (USA), Vice President of the Cercle Turgot.

**Allocated compensation:** €12,000 paid in 2020 by VIEL & Cie and €30,000 paid in 2020 by VIEL et Compagnie-Finance.

### CHRISTIAN BAILLET

**Position and compensation:** Director and Chairman of the Audit Committee.

**Other offices:** Chairman of the Supervisory Board of Andera, Vice Chairman of the Supervisory Board of Bourse Direct SA, Director of Viel et Compagnie-Finance SE, Tradition (UK) Ltd (UK), Tradition Financial Services Ltd (UK), TFS Derivatives Ltd (UK), Trad-X (UK) Ltd (UK), Tradition London Clearing (UK), BELHYPERION (Belgium), ARCONAS (Luxembourg), Compagnie Générale de Participations (Luxembourg), Otito Properties (Luxembourg), BBB Foods (Mexico), EEM (Luxembourg), GPI Invest (Luxembourg), Lithos (Luxembourg), QS Bic (Luxembourg), Just World International (USA), Velasquez Investments (Luxembourg), Lothiam Shelf (Scotland), Colors Properties (Spain), Propiedades Millerty (Spain), Turboc Properties (Spain), Fonds Gaillard (Belgium), Fondation Bemberg (Switzerland), Medinstill (USA) and Luana Ltd (British Virgin Islands), Yellow Oceans (British Virgin Islands), Longchamps (Nevis) et Financière Vermeer NV (Netherlands), member of the Supervisory Council of Swisslife Banque Privée SA (France).

**Allocated compensation:** €12 000 paid in 2020 by VIEL & Cie, €30,000 paid in 2020 by VIEL et Compagnie-Finance and €15,000 as emoluments paid by controlled companies.

### JEAN-MARIE DESCARPENTRIES

**Position and compensation:** Director and member of the Audit Committee.

**Other offices:** Honorary Chairman of the FNEGE (France), Director of Compagnie Financière Tradition (Switzerland), Managing Director of the Fondation Philippe Descarpentries (Belgium).

**Allocated compensation:** €12,000 paid in 2020 by VIEL & Cie, and €43,973 as Director's and Audit Committee fees paid by controlled companies.

## JEANNE DUBARRY DE LA SALLE

**Position and compensation:** Director.

**Other offices:** Director of Décathlon (France).

**Allocated compensation:** €12 000 euros paid by VIEL & Cie.

## DOMINIQUE LANGLOIS

**Position and compensation:** Director.

**Other offices:** Director of GTI and TFI.

**Allocated compensation:** €12 000 euros paid by VIEL & Cie.

## CATHERINE NINI

**Position and compensation:** Director, €100,000 paid by Bourse Direct.

**Other offices:** Chair of the Executive Board and CEO of Bourse Direct (France), Managing Director of Viel et Compagnie-Finance (France), member of the Supervisory Board of SwissLife Banque Privée, Director of E-VIEL, SwissLife Gestion Privée, and Viel et Compagnie-Finance, Permanent Representative of Bourse Direct on the Board of Directors of EASDAQ (Belgium) and of VIEL & Cie on the Board of Directors of Arpège (France), CFO of VIEL & Cie, and member representing Bourse Direct on the Exchange Council of the Boerse Berlin (Germany), sole Director of GIE Viel Gestion and VCF Gestion.

**Allocated compensation:** €12,000 paid in 2020 by VIEL & Cie and €30,000 paid in 2020 by VIEL et Compagnie-Finance.

## DOMINIQUE VELTER

**Position and compensation:** Director.

**Other offices:** Chairman and CEO of E-VIEL, Managing Director of Viel and Compagnie-Finance, Strategic Marketing Director of Compagnie Financière Tradition (Switzerland).

**Allocated compensation:** €12 000 euros paid by VIEL & Cie.

Under the PACTE Act, a “pay ratio” must be implemented which compares the compensation paid or awarded to each corporate officer during the year with the average and median compensation on a full-time equivalent basis of company employees other than corporate officers. As VIEL & Cie has only one employee and the Company officers only receive attendance fees, this ratio is not representative.

The Sapin 2 Act introduced a shareholder vote on the principles and components of directors’ remuneration (say on pay). These principles and criteria are therefore submitted to a vote of the General Meeting in a draft resolution, a report on which is included in this document.

The Supervisory Board takes account of the 7 criteria of the MiddleNext Code recommendation when setting the compensation of Company officers (namely, exhaustive, balanced, clear, benchmarked, consistent, measured and transparent). The Board of Directors did not award options to subscribe or purchase shares, and did not award free shares or other financial instruments to Company officers during the 2020 financial year. The compensation for the Company officers was unanimously approved by shareholders at the last General Meeting on 12 June 2020 in the sixth and seventh resolutions.

Ms Catherine Nini was awarded 300,000 free shares of the Company in connection with her employment within the Group. The vesting of these free shares is contingent on her remaining with the Group (maintaining her employment contract), and on the performance of the Company’s share price.

Type of scheme (euros)	2017 award scheme
Date of General Meeting	14 June 16
Date of first awards under the scheme	4 Sept 17
Total number of free shares awarded	440 000
Start date of award of free shares	4 Sept 17
Award period	4 Sept 20
Vesting period in the event of non-fulfilment of the performance condition	4 Sept 27
Award conditional on person remaining with the Company	Yes
Share price performance conditions	€6.50
Number of free shares outstanding at 1 January	440,000
Number of free shares cancelled during the year	60,000
<b>Number of free shares outstanding at 31 December</b>	<b>380,000</b>
Number of persons concerned	2

### > BALANCED GENDER REPRESENTATION ON THE BOARD

The Board of Directors of VIEL & Cie is composed of 7 members - 3 women (43%) and 4 men (57%) - so there is a relative gender balance. The Chairs of the Board of Directors and the Audit Committee are men. Of the four independent Directors, there are three men and one woman.

The Audit Committee is composed of two men.



### > REGULATIONS ON THE APPOINTMENT AND REPLACEMENT OF DIRECTORS AND ON AMENDMENTS TO THE COMPANY'S ARTICLES OF ASSOCIATION

Regulations on the appointment and replacement of Directors and on amendments to the Company's Articles of Association mirror statutory provisions and are set out in Articles 16, 17 and 19 of the Articles of Association.

Members of the Board of Directors may be natural persons or legal entities; they are appointed by the Annual General Meeting, which may remove them any time.

The Directors are appointed for six years. Their remit expires at the conclusion of the Annual General Meeting of Shareholders called to approve the accounts of the financial year in which their term of office ends. They are eligible for re-election.

The Extraordinary General Meeting is competent to make any amendments to the Articles of Association permitted under the Commercial Code. It may not however increase the liabilities of shareholders unless approved by a unanimous vote.

### > AGREEMENTS PROVIDING FOR COMPENSATION TO BE PAID TO DIRECTORS OR COMPANY EMPLOYEES IF THEY RESIGN, ARE DISMISSED WITHOUT CAUSE, OR THEIR EMPLOYMENT TERMINATES BECAUSE OF A TAKEOVER BID

There is no agreement providing for compensation to be paid to Directors or Company employees if they resign or are dismissed without cause or if their employment terminates because of a takeover.

### > AGREEMENTS BETWEEN AN EXECUTIVE OFFICER OF THE COMPANY OR A SHAREHOLDER HOLDING MORE THAN 10% OF THE VOTING RIGHTS AND ANOTHER COMPANY IN WHICH THE FORMER HOLDS MORE THAN HALF OF THE CAPITAL, EXCEPT FOR AGREEMENTS ON ORDINARY TRANSACTIONS CONCLUDED IN THE NORMAL COURSE OF BUSINESS

No agreements of this nature were signed.

## AUDIT COMMITTEE

VIEL & Cie has an Audit Committee comprised of two non-executive and independent members; it meets twice a year. The members have the experience, knowledge of the sector of activity, and required expertise in matters of accounting standards, finance, and auditing to carry out their remit. The role of the Audit Committee is to assist

the Board of Directors in its task of overseeing the financial reporting process, the internal review of financial controls, the internal auditing process, and Company procedures aimed at ensuring compliance with the law, the regulations and the code of best practice. Without prejudice to the powers and duties of the Board of Directors, the Audit Committee has the following responsibilities in particular:

1° it monitors the preparation of financial information and, where appropriate, makes recommendations to ensure the integrity of such information;

2° it monitors the effectiveness of the internal control and risk management systems and, where appropriate the internal audit, with regard to procedures for preparing and processing accounting and financial information, without compromising its independence;

3° it issues a recommendation on the independent auditors whose appointment is submitted to the General Meeting for approval. This recommendation is prepared in accordance with the regulations and sent to the Board of Directors. The Audit Committee also submits a recommendation to the Board when the appointment of the independent auditors is due for renewal on the conditions defined in the regulations, and it also ensures the independence of the independent auditors;

4° it monitors fulfilment of the mission of the independent auditors, and takes account of the findings and conclusions of the Haut Conseil du Commissariat aux Comptes following the audits carried out in accordance with the regulations;

5° it ensures that the independent auditors observe the conditions for independence in accordance with the conditions and procedures laid down in the regulations;

6° it approves services provided, other than those for auditing the accounts, having regard to the applicable regulations;

7° it reports regularly to the Board on the performance of its missions. It also reports on the results of the certification of the accounts, the way in which this mission contributed to the integrity of the financial information and the role it played in this process. It informs the Board promptly of any difficulty encountered.

The Audit Committee also reviews the performance, efficiency and fees of the external auditors, and ensures that they maintain their independence. Lastly, it examines the effectiveness of the cooperation of all the financial and risk management departments with the external auditors.

The Audit Committee met twice in 2020, with an attendance rate of 100%.

It regularly invites the senior financial managers to its meetings to obtain financial information.

The independent auditors attended two meetings dealing with the analysis of the annual and half-year accounts, where they presented the results of their auditing work, and one meeting dealing with regulatory subjects.

## REMUNERATION COMMITTEE

The Remuneration Committee, chaired by Christian Baillet, is comprised of two members. It advises the Board of Directors on compensation plans and strategies and, more specifically, on compensation terms for members of the Executive Board, share option schemes and other incentive schemes.

## FREE SHARE SCHEME

The Company did not grant a free share scheme to Group employees in 2020.

Details of the existing schemes are as follows:

Type of scheme (euros)	2017 award scheme	
Date of General Meeting	14 June 16	14 June 16
Date of first awards under the scheme	4 Sept 17	4 Sept 17
Total number of free shares awarded	440 000	138 000
Start date of award of free shares	4 Sept 17	4 Sept 17
Award period	4 Sept 20	4 Sept 22
Vesting period in the event of non-fulfilment of the performance condition	4 Sept 27	4 Sept 27
Award conditional on person remaining with the Company	Yes	Yes
Share price performance conditions	€6.50	€6.00
Number of free shares outstanding at 1 January	440,000	138,000
Number of free shares cancelled during the year	60,000	-
<b>Number of free shares outstanding at 31 December</b>	<b>380,000</b>	<b>138,000</b>
Number of persons concerned	2	4

## SHARE BUY-BACK PROGRAMME

In its 5th resolution, the Combined Annual and Extraordinary General Meeting of 12 June 2020 approved a share buy-back programme.

On 8 July 2020, the Company announced the implementation of a share buy-back programme and reiterated the terms and objectives:

### > Objectives of the buy-back programme

Shares purchased in connection with or pursuant to the foregoing authority may be acquired for the purpose of:

- > allotting shares in connection with a capital increase reserved for Group employees under employee share option schemes that would be granted to employees;
- > remittance in payment or exchange or as hedging obligations for debt securities, in connection with external growth operations;
- > cancelling all or part of these shares through a reduction in share capital with a view to optimising earnings per share, subject to the adoption of a specific resolution to this effect by the Extraordinary General Meeting of Shareholders;
- > facilitating trading liquidity and price stability of the issuer's securities or avoiding price inconsistencies that are not justified by market trends, by means of a liquidity contract.

The shares may be purchased, sold or exchanged at any time and by any means, including through the use of options and/or in the form of block sales, provided however that such transactions do not increase share price volatility, and excluding the purchase of call options, including during a takeover bid, within the limits of securities regulations.

### > The maximum amount allocated to share buyback programmes

The General Meeting set the maximum number and the characteristics of the securities which the issuer intends to acquire as well as a maximum purchase price of €7.50. The resolution adopted by the General Meeting provides that VIEL & Cie may acquire its own shares, up to a limit of 10% of the number of shares comprising the share capital. The maximum amount of the transaction therefore shall not exceed €53,717,228.

### > Duration of the buyback programme

The programme is to run until the General Meeting called to approve the accounts for the year 2020.

The Company held 5,788,600 treasury shares at 31 December 2020. During the year, the Company acquired 740,102 of its own shares under buyback programmes, for the purpose of cancellation, at an average price of €4.93. At 31 December 2020, the Company held a total of 2,240,102 treasury shares allocated to this objective (representing 3.13% of the Company's capital).

In its 10th resolution, the Combined Annual and Extraordinary General Meeting of 12 June 2020 granted authority to the Board of Directors to reduce the share capital by an amount not exceeding 10% of the share capital, by cancelling treasury shares held under the above authority.

## INFORMATION ON THE GROUP'S INTERNAL CONTROL AND RISK MANAGEMENT PROCEDURES RELATING TO THE PREPARATION AND PROCESSING OF ACCOUNTING AND FINANCIAL DATA

The financial regulations under which VIEL & Cie's subsidiaries operate define the internal control environment required of all regulated companies.

The regulations applicable within the Group lay down the principles regarding control systems for operations and internal procedures, accounting and information processing, risk and performance measurement, oversight and risk management, and internal control documentation and information.

The Board of Directors thus reviews the Group's activity and results and the internal control system, particularly compliance control, based on the information it receives.

The purpose of the internal control system is primarily to provide reasonable assurance regarding:

- > the implementation and optimisation of operations,
- > the reliability of financial information,
- > compliance with the laws and regulations in force.

One of the objectives of the Group's internal control system is to prevent and control risks arising from the Company's activity and the risk of errors or fraud at all stages of the Company's activity. As with any control system, however, it cannot guarantee that such risks will be totally eliminated. As a result, the accounting and internal control systems do not provide management with the certainty that the objectives set are being achieved, due to the inherent limitations of any system's operation.

VIEL & Cie financial statements are prepared by the accounting team, under the responsibility of the Executive Board and the Chief Financial Officer. A manual of accounting procedures describes the overall organisation of the accounting department, the tools used, the account closing procedures and the applicable accounting plans.

## INFORMATION ON AGREEMENTS CONCLUDED OR ONGOING IN 2020

The following agreements were ongoing in 2020:

- > On 29 April 2016, the Board of Directors authorised the signing of a commercial sublease agreement with a 6-year term, effective 2 May 2016. This lease, concluded between Viel et Compagnie-Finance and our Company, concerns rental of the premises at 9, Place Vendôme, Paris (1<sup>er</sup>), representing a surface area of 373 m<sup>2</sup>. The rent is indexed annually on 2 May to the Tertiary Activities Rent Index (TARI). The Directors concerned by this agreement are Messrs. Patrick Combes and Christian Baillet and Ms Catherine Nini. The rent and service charges (excluding tax) for 2020 billed by Viel et Compagnie-Finance amounted to €346,878.55.
- > On 28 August 2013, the Board of Directors authorised a cash current account ("compte courant de trésorerie") to be set up between Bourse Direct and our Company. This account earns interest at EONIA plus a 0.25% margin. An addendum was signed on 9 March 2017 between the two parties, providing for annual interest at the 3-month EURIBOR rate plus a 0.75% margin. This addendum was ratified by the Board of Directors on 20 March 2018. The Directors concerned are Ms Catherine Nini and Mr Christian Baillet. At 31 December 2020, our Company's current account advance was zero euros. However, the Company was billed €19,297 for interest related to cash flows for the year.

## AGREEMENTS RELATED TO ORDINARY TRANSACTIONS CONCLUDED IN THE NORMAL COURSE OF BUSINESS

The Board of Directors established a procedure to regularly assess whether agreements related to ordinary transactions entered into in the normal course of business continue to qualify as such.

This procedure consists of conducting an annual review of such agreements during the Board of Directors' review of regulated agreements. Persons having a direct or indirect interest in any such agreement may not take part in its assessment.

## PRINCIPAL RISK FACTORS IDENTIFIED IN THE GROUP

The risks identified mainly concern VIEL & Cie's operating subsidiaries in connection with their activities. The principal risks are disclosed below to the extent that they may impact the value of the investments concerned in VIEL & Cie's portfolio. Each operating subsidiary has full management autonomy, but provides regular financial reporting to VIEL & Cie.

These subsidiaries are mainly exposed to the following risks:

- > credit and counterparty risk
- > liquidity risk
- > market risk
- > currency risk
- > interest rate risk
- > partnership risks
- > operational risk related to controlled interests.

The Board of Directors assesses risks existing within the Group and exercises oversight of the executive management. It is assisted in these tasks by the Audit Committee, whose role is to oversee the internal control system for financial reporting, risk management, and compliance with local laws and regulations. The Internal Audit department conducts timely reviews of risk management and internal control procedures, and reports its findings to the Audit Committee of the various operating segments.

In order to effectively monitor operational risks, the Group's subsidiaries have developed a uniform risk map based on Basle II classifications. A software tool (One-SumX) is used by the Group to identify these operational risks for each subsidiary and to coordinate information regarding the nature of these risks. This approach is in line with the Group's policy of controlling operational risks.

### > CREDIT AND COUNTERPARTY RISK

As a holding company, VIEL & Cie is not exposed to credit risk.

Credit risk is primarily the risk of financial loss for the operating subsidiaries in the event that a customer or a counterparty to a financial instrument does not fulfil its obligations. This risk mainly concerns the item "Trade and other receivables".

VIEL & Cie's operating subsidiaries are interdealer brokers in the financial and non-financial markets, serving mainly institutional clients for Compagnie Financière Tradition, and retail customers for Gaitame (Japan-based subsidiary of Compagnie Financière Tradition), and Bourse Direct.

#### Interdealer broking: Compagnie Financière Tradition

This broking business consists of facilitating contact between two counterparties to a trade, and receiving a commission for services rendered. Compagnie Financière Tradition's exposure to credit risk in connection with these activities is therefore very limited. The quality of counterparties is evaluated locally by the subsidiaries in accordance with Group guidelines, and commission receivables are closely monitored. Impairments are recognised where necessary on certain receivables.

Some of the Group's operating companies act as principal in the simultaneous purchase and sale of securities for the account of third parties. These trades are managed through clearing houses on a cash settlement basis against delivery of the securities. Since October 2014, the period between the transaction date and the settlement date has generally been two days, during which time these companies are exposed to counterparty risk.

This risk is contained within the limits set by Compagnie Financière Tradition's Credit Committee, which bases its decisions on the creditworthiness of the counterparty, taking into account ratings published by recognised bodies (External Credit Assessment Institutions (ECAI)), and available financial information (stock market prices, credit default swaps, yields in the secondary bond markets, etc.). Where no external rating is available, Compagnie Financière Tradition calculates an internal rating using internal methods. Aside from the counterparty's rating, the type of instruments traded and their liquidity are also taken into account for determining the limit.

Compagnie Financière Tradition's Risk Management department, or the risk management departments of the operational zones, independently establish credit limits and monitor adherence. The limits are reviewed regularly, at set frequencies or following events that could affect the creditworthiness of the counterparty or the environment in which it operates (country, type of sector, etc.).

Exposure is concentrated in regulated financial institutions, the majority of which have investment grade ratings.

The clearing itself is handled by specialised teams. The Tradition Group's indirect subsidiary, Tradition London Clearing Ltd, is a dedicated clearing company and the lynchpin of the Group's matched principal operations for Europe and Asia. Tradition London Clearing Ltd is responsible for following up trades introduced by the Tradition Group's operating entities until their final settlement in the clearing houses. Tradition Asiel Securities Inc., one of the Tradition Group's US subsidiaries, performs all clearing operations in the United States.

This company is a member of the FICC (Fixed Income Clearing Corporation), a central settlement counterparty for US government securities. Membership in the FICC considerably reduces the risk of a counterparty default, since it guarantees settlement of all trades entering its net.

#### Online trading: Bourse Direct

Bourse Direct caters mainly to retail investors, whose transactions are covered by cash deposited in their securities account; automatic control systems are in place to prevent trades where there is insufficient cover.

Bourse Direct also serves institutional customers. All counterparties in this segment must be approved by the Credit Committee. Most counterparties are major financial institutions with excellent credit ratings. An essential part of the approval process is the separation of operating functions from risk assessment and authorisation. Bourse Direct's management regularly monitors compliance with decisions, and reviews the effectiveness of control procedures for counterparties and clearing operations.

#### > LIQUIDITY RISK

VIEL & Cie must always have sufficient funds available to enable it to finance ongoing operations and maintain its investment capability. Exposure to liquidity risk is managed at the holding company level through ongoing monitoring of the duration of funding, the availability of credit facilities, and the diversification of funding sources. The Group also operates a conservative investment policy for surplus cash by placing cash balances in risk-free, cash and money market instruments. Cash flow agreements are entered into between VIEL & Cie and certain subsidiaries in order to optimise treasury management within the Group.

Liquidity risk arises when subsidiaries encounter difficulties in honouring their financial commitments. For risk management purposes this risk is divided into two types.

Transactional liquidity risk concerns the ability to meet cash flows related to matched principal trades or the requirements of market counterparties – for instance, the need to fund securities in the process of settlement or to post margins or collateral with clearing houses or banks that provide clearing services to the Group's consolidated companies.

These liquidity demands are hard to anticipate but are normally short term, overnight or even intra-day and are usually met from overdrafts with the clearing entity. In order to manage these risks the subsidiaries engaged in matched principal trading hold cash or cash equivalents sufficient to meet potential funding requirements using a statistical approach based on historical data, which is stress tested to establish an appropriate level of contingency funding.

Balance sheet liquidity risk is the risk that a Group entity will be unable to meet its net working capital needs over a certain period of time due to trading difficulties or significant investments in the business. In order to manage this risk, all the Tradition Group's trading entities prepare rolling twelve-month cash forecasts as part of the monthly financial reporting process, in order to identify any potential liquidity issues.

At the very least, all entities retain sufficient cash or cash equivalents to meet expected net cash outflows for the next three months. Checks are carried out twice a year to determine surplus funds in relation to local requirements. Moreover, regulations specific to investment companies require some Group companies to invest customers' cash in liquid, risk-free products that are not subject to interest rate or counterparty risk and are immediately accessible.

#### > MARKET RISK

VIEL & Cie is exposed to market risk in respect of the value of its assets and unfavourable changes in the costs of its debt. Market risk is the risk that the fair value or future cash flows of a financial instrument will fluctuate because of changes in market prices and affect the Group's net profit or the value of its financial instruments. Market risk includes currency risk and interest rate risk.

The Group's sensitivity to market risks is disclosed in the notes to the consolidated financial statements.

#### > CURRENCY RISK

Because of its international standing, the Group is exposed to currency risk. This risk arises when subsidiaries conduct transactions in a currency other than their functional currency. Transactions are conducted mainly in US dollars (USD), sterling (GBP), euros (EUR), Swiss francs (CHF) and yen (JPY).

Currency risk is analysed globally, and its management is the responsibility of the Executive Board. Group policy for hedging this risk is not part of a long-term hedging policy, but is dealt with through ad hoc hedging depending on economic conditions.

**> INTEREST RATE RISKS**

The Group's exposure to interest rate risk arises mainly from the structure of its financial debt. However, since almost all the variable rate long-term financial debt is hedged through interest rate swaps, this risk is very marginal.

Financial debt commitments within the Group must be approved by the Executive Board.

**> PARTNERSHIP RISKS**

In line with its investment strategy, the Group has for many years focused on taking majority equity positions in its investments. When VIEL & Cie co-invested in partnership with another company, it entered into a shareholders' pact in order to protect its interests in that investment.

**> OPERATIONAL RISK RELATED TO CONTROLLED INTERESTS**

Operational risk covers all risks arising from transaction processing, and ranges from the correct execution of customer orders through to order confirmation and administrative processing. It also includes breakdowns in the IT system that interfere with order execution.

Another source of operational risk is the major role that key employees can play within the organisation. There is also the risk of competitors headhunting from our operational teams. Finally, the development and improvement of IT tools is a major challenge.

**RESEARCH AND DEVELOPMENT ACTIVITY**

Bourse Direct, a subsidiary of VIEL & Cie, produces research through a team specialised in new technologies for online trading. Work is also undertaken as part of Compagnie Financière Tradition's activities in market tools.

**FINANCIAL STRUCTURE AND USE OF FINANCIAL INSTRUMENTS**

The Group's operating subsidiaries closely monitor their treasury activities to ensure that they have sufficient cash to meet operational needs as well as the Group's strategic business plans.

At 31 December 2020, VIEL & Cie had debts of €113,650,000 with maturities of 1 to 5 years, and an available cash balance of €43,029,000 on an individual basis. Available consolidated cash stood at €411,831,000, with consolidated debt of €354,154,000.

Bank borrowings are subject to early repayment clauses; the Group must respect certain contractual ratios, mainly relating to its net cash/debt position, or the level of net financial expense. The Group had positive net cash at 31 December 2020 and was therefore well within these ratios.

VIEL & Cie does not use hedge accounting. See notes to the consolidated financial statements (Derivative financial instruments).

**INFORMATION ON SUPPLIERS**

At 31 December 2020 Euros	Past due invoices at the balance sheet date					Total (1 day and over)
	Not yet due	1 to 30 days	31 to 60 days	61 to 90 days	More than 91 days	
Number of invoices concerned	11					1
Outstanding at 31.12.2020 (in euros)	51,450.61	20,000.00	0.00	0.00	0.00	20,000.00
Percentage of the total amount of purchases in the year (excl. tax)	2.21%	0.86%	0.00%	0.00%	0.00%	0.86%
Number of invoices excluded relating to disputed debts		0				

At 31 December 2019 Euros	Past due invoices at the balance sheet date					Total (1 day and over)
	Not yet due	1 to 30 days	31 to 60 days	61 to 90 days	More than 91 days	
Number of invoices concerned	7					1
Outstanding at 31.12.2019 (in euros)	7,782.33	0	26.00	0	0	26.00
Percentage of the total amount of purchases in the year (excl. tax)	0.36%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
Number of invoices excluded relating to disputed debts		6				

The above due dates are based on payment terms stated in the invoices or otherwise at the end of the calendar month in which invoices were received.

Past due debts are mostly less than 30 days.

Invoices must be approved by the competent services prior to any payment.

## INFORMATION ON CUSTOMER PAYMENTS

No customer receivables were outstanding at 31 December 2020.

## INFORMATION ON NON-TAX-DEDUCTIBLE EXPENSES

VIEL & Cie recognised non-tax-deductible expenses of €80,801 for the 2020 financial year, consisting entirely of the non-tax-deductible portion of Directors' fees.

## INFORMATION ON SUBSIDIARIES AND EQUITY INVESTMENTS

At 31 December 2020, VIEL & Cie held 70.89% of the capital of Compagnie Financière Tradition compared with 70.50% in the previous year, while its holding in Bourse Direct decreased from 76.85% to 76.16%. Its equity holding in SwissLife Banque Privée remained unchanged at 40%.

## INFORMATION ON TREASURY SHARES

VIEL & Cie exercised the authority to purchase its own shares by purchasing 720,500 shares in 2020 with a view to cancellation. VIEL & Cie held 8.08% of its capital or 5,788,600 shares at 31 December 2020. The Company did not cancel any shares during the year.

The movements recorded in 2020 were as follows:

	Situation at 31.12.2019			Increases: purchases			Reductions: sales / cancellations			Situation at 31.12.2020		
	Unit value	Number of shares	Value €000	Unit value	Number of shares	Value €000	Unit value	Number of shares	Value €000	Unit value	Number of shares	Value €000
Shares bought for cancellation	4.65	1,500,000	6,976	4.93	740,102	3,650	-	-	-	4.74	2,240,102	10,626
Shares bought for the purpose of acquisition-led growth	3.76	3,548,498	13,338	-	-	-	-	-	-	3.76	3,548,498	13,338
<b>Long-term investments</b>	<b>4.02</b>	<b>5,048,498</b>	<b>20,314</b>	<b>4.93</b>	<b>740,102</b>	<b>3,650</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4.14</b>	<b>5,788,600</b>	<b>23,964</b>
Liquidity contract	4.76	12 900	61	4.98	72,786	363	4.95	85,686	424	-	-	-
VMP	4.76	12,900	61	4.98	72,786	363	4.95	85,686	424	4.76	19,602	61
<b>TOTAL</b>		<b>5,061,398</b>	<b>20,375</b>		<b>818,888</b>	<b>4,012</b>		<b>85,686</b>	<b>424</b>		<b>5,788,600</b>	<b>23,964</b>

## INFORMATION ON DIVIDENDS

The dividend history over the past three financial years (before deduction of the portion attributable to treasury shares) is as follows:

- > a dividend of €0.25 per share was paid in June 2020 for the 2019 financial year, for a total payment of €17,905,742.00.
- > a dividend of €0.25 per share was paid in June 2019 for the 2018 financial year, for a total payment of €18,881,422.75.
- > a dividend of €0.20 per share was paid in June 2018 for the 2017 financial year, for a total payment of €15,505,138.20.

## INFORMATION ON THE PRESENTATION OF THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

VIEL & Cie, in its role of investor, maintains an internal information reporting system based on a business segment approach, applied to each of the Group's core businesses that have similar overall risk profiles.

In order that the presentation of financial information is consistent with the internal reporting system, segment information is presented according to the Group's four business sectors - interdealer broking through its holding in Compagnie Financière Tradition, online broking through Bourse Direct, private banking through SwissLife Banque Privée, and real estate.

## EMPLOYEE SHARE OWNERSHIP

The Company did not set up any employee share ownership scheme.

### ELEMENTS THAT MAY HAVE A BEARING IN THE CASE OF A TAKEOVER BID (OPA)

The Company's capital structure is presented in this report. The Company's majority shareholder holds a 60.19% interest, which is likely to hamper any attempted takeover of the Company without this shareholder's approval.

There are no restrictions on voting rights and share transfers under the Articles of Association, and the Company is not aware of any shareholders' agreement. Known direct or indirect interests in the Company's capital are disclosed in this report (see information below).

The Company is not aware of any holders of securities encompassing special rights of control. There are no provisions for control mechanisms in any employee share ownership scheme.

Regulations governing the appointment and replacement of directors, as well as amendments to the Company's Articles of Association, mirror statutory provisions and are set out in the Articles of Association.

The powers of the Board of Directors mirror the statutory provisions.



Moreover, the Board has been granted the authority by the General Meeting to purchase shares of the Company up to a limit of 10% of the share capital and to cancel shares up to a limit of 10% of the share capital. It has also been delegated the powers mentioned elsewhere in this report. Shareholders are being asked to delegate to the Board of Directors the financial authorities described in this report, including issuance of poison pills [*bons d'offre*].

There are no significant material agreements entered into by the Company which would be amended or terminated in the event of a change in control of the Company.

There are no agreements providing for compensation to be paid to Directors or Company employees if they resign, are dismissed, or their employment terminates because of a takeover bid.

## TRANSACTIONS BY DIRECTORS AND OFFICERS OF THE COMPANY

Pursuant to Article 223-26 of the AMF General Regulations, no transactions mentioned in Section L. 621-18-2 of the Monetary and Financial Code were disclosed to the Company in the past financial year.

## DELEGATIONS GRANTED TO THE BOARD OF DIRECTORS

As required by Section L. 225-100(7) of the Commercial Code, a summary of delegated powers currently in effect, granted to the Board of Directors by the General Meeting, and the use made of such powers during the 2020 financial year is shown below:

Type of delegation	EGM	Expiration dates	Authorised amount	Used in 2020	Remaining authority
Capital increase (general delegation with pre-emptive rights maintained)	12/06/2020	AGM called to approve the accounts for 2021	€ 50,000,000	-	€ 50,000,000
Capital increase (general delegation with disapplication of pre-emptive rights)	12/06/2020	AGM called to approve the accounts for 2021	€ 10,000,000	-	€ 10,000,000
Capital increase (general delegation with disapplication of pre-emptive rights - Sec. L. 411-2.II MFC)	12/06/2020	AGM called to approve the accounts for 2021	€ 10,000,000	-	€ 10,000,000
Capital increase by capitalising reserves	12/06/2020	AGM called to approve the accounts for 2020	€ 5,000,000	-	€ 5,000,000
Capital increase by issuing warrants (pre-emptive rights maintained)	11/06/2019	AGM called to approve the accounts for 2020	€ 30,000,000	-	€ 30,000,000
Capital increase by granting free, existing or yet to be issued shares	12/06/2020	AGM called to approve the accounts for 2021	€ 1,432,459	-	€ 1,432,459
Capital increase by issuing warrants (in case of public offering)	12/06/2020	AGM called to approve the accounts for 2020	€ 10,000,000	-	€ 10,000,000
Capital increase (allotment of options to subscribe or purchase shares)	14/06/2018	AGM called to approve the accounts for 2020	€ 1,550,514	-	€ 1,550,514
Capital reduction (cancellation of shares)	12/06/2020	AGM called to approve the accounts for 2020	€ 1,432,459		€ 1,432,459
Capital increase (allotment of free shares to employees) (with disapplication of pre-emptive rights)	12/06/2020	AGM called to approve the accounts for 2020	€ 143,246		€ 143,246
Capital increase (allotment of free shares to employees of associates) (with pre-emptive rights maintained)	12/06/2020	AGM called to approve the accounts for 2022	€ 1,432,459		€ 1,432,459
Issuance of share warrants (with pre-emptive rights maintained)	12/06/2020	AGM called to approve the accounts for 2021	€ 30,000,000		€ 30,000,000

## BOARD OF DIRECTORS' REPORT ON RESOLUTIONS TO BE PUT TO THE ORDINARY AND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING OF 10 JUNE 2021

Twenty-two resolutions will be put to the shareholders at the General Meeting of Shareholders to be held on 10 June 2021 at 9.15 am.

I - The first thirteen resolutions (resolutions 1 to 13) and the fifteenth and twenty-second resolutions fall within the competence of the Ordinary General Meeting and concern: the approval of the annual accounts for the financial year ended 31 December 2020, the appropriation of net profit, the approval of the regulated agreements referred to in Sections L. 225-38 et seq. of the Commercial Code, the re-election of a Director, the re-appointment of one of the Statutory Auditors, the non-re-appointment of the Deputy Statutory Auditor, the approval of the information referred to in Section L. 22-10-9 (I) of the Commercial Code, the approval of the remuneration policy for officers of the Company, the approval of the fixed, variable and exceptional components of the total compensation and benefits of any kind paid during the past financial year or allocated in respect of the same financial year to the Chairman of the Board of Directors and Directors as well as for the current financial year, and authority regarding a share buyback programme.

II - The other eight resolutions (resolutions 14 to 21) fall within the competence of the Extraordinary General Meeting and concern the renewal of financial authorities and delegations intended to give your Company the financial means to develop and implement its strategy, as well as amendments to the Company's Articles of Association, in particular to bring them into line with regulatory provisions.

### 1/ APPROVAL OF THE COMPANY ACCOUNTS FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2020 (1ST RESOLUTION)

We ask you to approve the Company accounts for the year ended 31 December 2020, showing a profit of 20,441,237.80 euros.

### 2/ APPROVAL OF THE CONSOLIDATED ACCOUNTS FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2020 (2ND RESOLUTION)

We ask you to approve the consolidated accounts for the year ended 31 December 2020, showing a Group share of net profit of 48,928,000 euros.

### 3/ APPROPRIATION OF AVAILABLE EARNINGS FOR THE YEAR (3RD RESOLUTION)

The proposed appropriation of net profit of our Company submitted for your approval is in accordance with the law and our Articles of Association.

We propose appropriation of the available earnings for the year, amounting to 30,507,512.01 euros, as follows:

Determination of distributable amounts:

> Net profit for the year	20,441,237.80 euros
> Retained earnings	10,066,274.21 euros
<b>Amount for appropriation</b>	<b>30,507,512.01 euros</b>

Proposed appropriation:

> Dividends	20,054,431.04 euros
> Retained earnings for proposed appropriation	10,453,080.97 euros
<b>Total</b>	<b>30,507,512.10 euros</b>

The dividend distribution for the financial year totals 20,054,431.04 euros, and has been set at 0.28 euros per share. The Board of Directors has full power and authority to record in the "Retained earnings" account the fraction of the dividend corresponding to the treasury shares held by VIEL & Cie.

The dividend history over the past three financial years (after deduction of the share attributable to treasury shares) is as follows:

- > in June 2020, 0.25 euros per share was paid for the 2019 financial year, for a total of 17,905,542 euros.
- > in June 2019, 0.25 euros per share was paid for the 2018 financial year, for a total of 18,881,422.75 euros.
- > in June 2018, 0.20 euros per share was paid for the 2017 financial year, for a total of 15,505,138.20 euros.

### 4/ SPECIAL REPORT OF THE AUDITORS ON REGULATED AGREEMENTS AND COMMITMENTS AND APPROVAL OF SUCH AGREEMENTS (4TH RESOLUTION)

We ask you to approve the agreements that were entered into or ongoing in 2020, governed by the provisions of Section L. 225-38 of the Commercial Code and duly authorised by the Board of Directors.

They are also presented in the special report of the Statutory Auditors on the matter, which will be presented to you at the Meeting.

No new regulated agreements were entered into in 2020.

### 5/ RE-ELECTION OF A DIRECTOR (5TH RESOLUTION)

Mr Patrick Combes' term of office as a Director expires at the end of the next General Meeting.

We propose that you re-elect Mr. Patrick Combes as Director for a term of six years, namely until the conclusion of the General Meeting to be held in 2027, called to approve the accounts for the previous financial year.

### 6/ APPOINTMENTS OF AUDITORS (6TH AND 7TH RESOLUTIONS)

The terms of office of one Statutory Auditor and one Deputy Statutory Auditor expire at the end of the next General Meeting.

We propose that you re-appoint as Statutory Auditor the firm FIDORG AUDIT for a term of six financial years, namely until the conclusion of the Annual General Meeting called to approve the accounts for the financial year ended 31 December 2026.

As required by law, we propose that you do not re-appoint the present Deputy Statutory Auditor of the firm FIDORG.

### 7/ AUTHORITY FOR THE IMPLEMENTATION OF THE SHARE BUYBACK PROGRAMME (8TH RESOLUTION)

In the 8th resolution, we propose that you grant the Board of Directors, for a period of eighteen months, the necessary powers to purchase shares of the Company, in one or several stages and at such times as it deems appropriate, up to a limit of 10% of the number of shares making up the share capital, adjusted, if necessary, to take account of any capital increase or capital reduction operations that may be carried out during the course of the programme.

This authority would terminate the authority granted to the Board of Directors by the General Meeting of 12 June 2020 in its 5th resolution.

Shares purchased in connection with or pursuant to the foregoing authority may be acquired for the purpose of:

- > allotting shares in connection with a capital increase reserved for Group employees under employee share option schemes;

- > remittance in payment or exchange or as hedging obligations for debt securities, in connection with external growth operations;

- > cancelling all or part of these shares through a reduction in capital with a view to optimising earnings per share, subject to the adoption of a specific resolution to this effect by the Extraordinary General Meeting of Shareholders constituted as an Extraordinary General Meeting;

- > facilitating trading liquidity and price stability of the issuer's securities or avoiding price inconsistencies that are not justified by market trends, by means of a liquidity contract.

- > any other purpose authorised or which may be authorised by law or the regulations in force.

These share purchases could be carried out by any means, including the acquisition of blocks of securities, and at such times as the Board of Directors may deem appropriate.

The Company would reserve the right to use options or derivative instruments within the scope of the applicable regulations.

We propose that the maximum purchase price be set at 8 euros and consequently the maximum amount of the transaction at 10,989,576 euros, calculated on the basis of the share capital at 31 December 2020 and the 5,788,600 treasury shares held at that date.

### 8/ APPROVAL OF THE REMUNERATION REPORT (9TH RESOLUTION)

Pursuant to Section L. 22-10-8 of the Commercial Code, it is proposed that the Meeting approve the information referred to in Section L. 22-10-9(1) of the Commercial Code regarding the remuneration of all officers of the Company, as set out in the corporate governance report contained in the 2020 Universal Registration Document.

### 9/ APPROVAL OF THE REMUNERATION POLICY FOR OFFICERS OF THE COMPANY (10TH RESOLUTION)

Pursuant to Section L. 22-10-8 of the Commercial Code, we ask you to approve the remuneration policy for officers of the Company as set out in the corporate governance report contained in the 2020 Universal Registration Document.

### 9.1/ COMPONENTS OF COMPENSATION FOR THE CHAIRMAN AND CHIEF EXECUTIVE OFFICER (11TH RESOLUTION)

Pursuant to Section L. 22-10-8 of the Commercial Code, we ask you to formally note that no fixed or variable compensation was paid to the Chairman of the Board of Directors during the past financial year, other than the compensation allocated to him in his capacity as Director, or paid in respect of the same fiscal year to Mr Patrick Combes, Chairman and Chief Executive Officer, determined in accordance with the remuneration principles and criteria approved by the General Meeting of 12 June 2020 in its 8th resolution.

These components are presented in the corporate governance report contained in the Universal Registration Document.

In the 12th resolution, we also ask you to approve the same terms of remuneration for the Chairman and Chief Executive Officer for the coming year.

### 9.2/ COMPONENTS OF COMPENSATION FOR DIRECTORS (13TH RESOLUTION)

Members of the Board of Directors receive allocated compensation of 84,000 euros and we propose that this allocation be renewed for the same amount. This amount is divided equally between all the Directors, including the Chairman of the Board.

## 10/ DELEGATIONS FOR FINANCIAL OPERATIONS

The Board of Directors wishes to receive the necessary delegations of authority to accomplish, if deemed necessary, any issuance of securities that may be required in connection with the development of the Company's activities.

You are therefore being asked to renew the financial delegations that are now expiring. The status of current delegations may be found in the table of delegations and authorities granted by the General Meeting to the Board of Directors, contained in the corporate governance report in the 2020 Universal Registration Document.

### 10.1/ AUTHORITY TO REDUCE THE CAPITAL BY CANCELLATION OF TREASURY SHARES (14TH RESOLUTION)

In the 14th resolution, we propose that you grant authority to the Board of Directors, for a period of 24 months, to cancel, at its sole discretion, pursuant to the cancellation objective defined in the 8th resolution of this Meeting, in one or several stages, up to a limit of 10% of the capital, calculated at the date of the cancellation

decision, after deduction of any shares cancelled during the previous 24 months, the treasury shares that the Company holds or may hold as a result of the purchases made under its buyback programme and to reduce the share capital accordingly in accordance with the legal and regulatory provisions in force.

The Board of Directors would therefore have the necessary powers in such matters.

### 10.2/ DELEGATION OF AUTHORITY TO INCREASE THE SHARE CAPITAL BY CAPITALISATION OF RESERVES, PROFIT AND/OR PREMIUMS (15TH RESOLUTION)

The delegation of this type of authority expires this year and has not been used.

We ask you to grant authority to the Board of Directors, pursuant to Sections L. 225-129-2, L. 225-130 and L. 22-10-50, for a further period of 18 months, to increase the capital by capitalising reserves, profit, premiums or other sums that may be capitalised, by issuing and granting free shares, increasing the nominal value of existing ordinary shares, or a combination of the two.

The nominal amount of the capital increase resulting from this delegation may not exceed five (5) million euros, representing approximately 35% of the existing capital. This amount would not include the nominal amount of the increase in capital that may be required by law, or under contractual terms providing for other methods of protection, to protect the rights of holders of securities conferring the right to shares. This ceiling would be separate from all the ceilings provided for in the other resolutions of this Meeting.

This delegation would supersede, for a period of 18 months, any unused portion of any previous delegation for the same purpose.

### 10.3/ DELEGATION OF AUTHORITY TO ISSUE POISON PILLS IN THE EVENT OF A PUBLIC OFFER TO SHAREHOLDERS (16TH RESOLUTION)

We propose that you grant the Board of Directors authority, in the event of a hostile takeover bid for the Company, to take any measure which would be likely to cause the offer to fail, subject to the powers expressly granted to General Meetings within the limits of the Company's interests.

In particular, pursuant to Sections L. 233-32 and L. 233-33 of the Commercial Code, the Company would be able to issue poison pills (flip-ins) to shareholders free of charge enabling them to subscribe shares on preferential terms, the effect of which would be to increase the cost of the operation.

The maximum amount of shares issued may not exceed ten (10) million euros.

This delegation would be for a period of 18 months.

#### 10.4/ DELEGATION OF AUTHORITY TO INCREASE CAPITAL FOR THE BENEFIT OF MEMBERS OF A COMPANY SAVINGS SCHEME (17TH RESOLUTION)

We submit this resolution for your approval in order to comply with the provisions of Section L. 225-138-1 of the Commercial Code, according to which the Extraordinary General Meeting must also vote on a resolution seeking to approve a capital increase under the conditions provided for in Sections L. 3332-18 et seq. of the Labour Code, when it delegates its authority to carry out a capital increase in cash.

As the Meeting has been asked to vote on delegations likely to generate capital increases in cash, it must also decide on a delegation in favour of the members of a company savings scheme.

Within the scope of this delegation, it is proposed that you grant authority to the Board of Directors to increase the share capital in one or several stages by issuing ordinary shares or securities conferring the right to acquire equity in the Company in favour of the members of one or more Company or Group savings schemes set up by the Company and/or the French or foreign companies related to it, to the extent provided in Section L. 225-180 of the Commercial Code and Section L. 3344-1 of the Labour Code.

Pursuant to Section L. 3332-21 of the Labour Code, the Board of Directors may provide for the allocation to beneficiaries, free of charge, of shares to be issued or already existing, or other securities conferring the right to acquire equity in the Company to be issued or already existing, in respect of (i) the matching contribution that may be paid pursuant to the regulations of the Company or Group savings schemes and/or (ii), where applicable, the discount, and may decide, in the event of the issuance of new shares by way of the discount and/or the matching contribution, to capitalise the reserves, profits or premiums necessary for the payment of the said shares.

As provided by law, the General Meeting would disapply the shareholders' pre-emptive right.

The maximum nominal amount of the capital increases that may be carried out under this delegation may not bring the employee shareholding, calculated in accordance with Section L. 225-102 of the Commercial Code (including the existing shareholding), to more than 1% of the total share capital at the date of the Board of Directors' decision to implement this delegation.

This delegation would be for a period of 18 months.

It is further specified that, in accordance with the provisions of Section L. 3332-19 of the Labour Code, when the lockup period provided for by the scheme pursuant to Sections L. 3332-25 and L. 3332-26 of the Labour Code is ten years or more, the price of the shares to be issued may not be more than 30% or 40% below the average quoted price for the share during the 20 trading days preceding the date of the decision setting the opening date for the subscription period, nor may it be higher than this average.

The Board of Directors would have the necessary powers, within the above limits, to set the terms and conditions of the issue or issues, record the resulting capital increases, amend the Articles of Association accordingly, charge, at its sole discretion, the costs of the capital increases to the amount of the relevant premiums, and deduct from that amount the sums necessary to bring the legal reserve up to one-tenth of the new capital after each increase, and in general do everything that may be necessary or expedient in this respect. In view of the other employee incentive measures deployed by the Company, the Board of Directors recommends that this resolution be rejected.

#### 11/ DELEGATION TO THE BOARD OF DIRECTORS FOR THE PURPOSE OF ISSUING SHARE WARRANTS WHILE RETAINING SHAREHOLDER PRE-EMPTION RIGHTS (18TH RESOLUTION)

We propose that you delegate to the Board of Directors, in the event of a takeover bid for Viel & Cie, the authority to take any measures which would be likely to cause the offer to fail, subject to the powers expressly granted to General Meetings within the limits of the Company's interests. In particular, the Company would be able to issue poison pills (flip-ins) to shareholders free of charge enabling them to subscribe shares on preferential terms, the effect of which would be to increase the cost of the operation.

The maximum amount of this delegation would be thirty (30) million euros and its duration would be 26 months.

#### 12/ AUTHORITY TO BE GIVEN TO THE BOARD OF DIRECTORS IN ACCORDANCE WITH THE PRINCIPLE OF RECIPROCITY AND UNDER THE CONDITIONS SET IN THE DELEGATIONS GRANTED IN THE EVENT OF A TAKEOVER BID (19TH RESOLUTION)

We propose that you grant authority to the Board of Directors to use the delegations of authority granted by the General Meeting in the event of a takeover bid for the Company in accordance with the principle of reciprocity.

This authority would be for a period of 18 months.

**13/ OVERALL LIMITATION OF THE DELEGATION CEILINGS PROVIDED FOR IN THE 14TH, 15TH, 16TH AND 19TH RESOLUTIONS OF THIS GENERAL MEETING AND THE 14TH RESOLUTION OF THE GENERAL MEETING OF 12 JUNE 2020 (20TH RESOLUTION)**

We propose that you set at twenty (20) million euros, representing approximately 14% of the share capital, the total nominal amount of the shares that may be issued, immediately or in the future, under the 14th, 15th, 16th and 19th resolutions of this Meeting, and the 14th resolution of the General Meeting of 12 June 2020, provided however that this ceiling, where applicable, would be increased by the nominal amount of the increase in capital that may be required by law, or under contractual terms providing for other methods of protection, to protect the rights of holders of securities conferring the right to acquire equity in the Company, and set at one hundred (100) million euros or the equivalent value if issued in a foreign currency or in a unit of account set by reference to a basket of currencies, the maximum nominal amount of the debt securities that may be issued by virtue of the authorities granted under the above resolutions.

**14/ HARMONISATION OF THE ARTICLES OF ASSOCIATION (21ST RESOLUTION)**

We propose that the Articles of Association of our Company be brought into line with the new numbering of the articles of the Commercial Code created in the section dealing with companies listed on a regulated market.

**15/ POWERS**

The **twenty-second resolution** grants general powers for formalities.

# RÉSULTATS 2020

Les comptes consolidés de VIEL & Cie sont établis au 31 décembre 2020 conformément aux normes internationales de reporting et aux normes comptables internationales IFRS/IAS et suivent les

recommandations émises par l'International Financial Interpretation Committee telles qu'elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et l'Union Européenne.

En milliers d'euros	2020	2019	Variation* cours variables	Variation* cours constants
Chiffre d'affaires	888,1	861,8	3,1 %	4,8 %
Autres produits d'exploitation	3,2	2,9	12,6 %	13,0 %
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>891,3</b>	<b>864,7</b>	<b>3,1 %</b>	<b>4,8 %</b>
Charges de personnel	-630,9	-609,1	3,6 %	5,2 %
Autres charges d'exploitation	-146,7	-167,4	-12,3 %	-10,5 %
Amortissements	-30,1	-28,4	5,9 %	7,7 %
Pertes de valeur d'actifs	-	0		
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-807,7</b>	<b>-804,9</b>	<b>0,4 %</b>	<b>2,0 %</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>83,6</b>	<b>59,8</b>	<b>39,9 %</b>	<b>42,2 %</b>
Résultat financier	-16,2	-8,9	-82,7 %	-81,5 %
Quote-part de résultat des participations MEE	18,8	18,4	2,1 %	2,6 %
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>86,2</b>	<b>69,3</b>	<b>24,4 %</b>	<b>26,7 %</b>
Impôts sur les bénéfices	-14,6	-7,9	85,0 %	88,4 %
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>71,6</b>	<b>61,4</b>	<b>16,6 %</b>	<b>18,8 %</b>
Part du Groupe	48,9	43,2	13,1 %	15,3 %
Intérêts minoritaires	22,7	18,2	24,7 %	27,0 %

\* Variations calculées sur la base des montants en K€.

VIEL & Cie réalise un chiffre d'affaires consolidé de 888,1 millions d'euros, en hausse de 3,1 % par rapport à l'année précédente à cours de change variables.

A cours de change constants le groupe enregistre un chiffre d'affaires en hausse de 4,8 %.

La répartition par secteur d'activité et zone géographique du chiffre d'affaires consolidé de VIEL & Cie s'analyse comme suit :

En millions d'euros	Intermédiation professionnelle		Bourse en ligne		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Europe, Moyen-Orient et Afrique	389,1	364,5	44,5	31,4	433,6	395,9
Amériques	243,2	253,6	-	-	243,2	253,6
Asie - Pacifique	211,3	212,3	-	-	211,3	212,3
<b>Total</b>	<b>843,6</b>	<b>830,4</b>	<b>44,5</b>	<b>31,4</b>	<b>888,1</b>	<b>861,8</b>

En 2020, le chiffre d'affaires n'a été impacté par aucune variation de périmètre.

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 3,2 millions d'euros et sont constitués de produits divers provenant des filiales opérationnelles.

**Les charges d'exploitation**, d'un montant de 807,7 millions d'euros en 2020 sont en hausse de 0,4 % à cours de change variables et sont principalement constituées de charges de personnel, de frais de télécommunication et d'information financière, et de frais de représentations et de marketing des filiales opérationnelles de VIEL & Cie.

**Le résultat d'exploitation consolidé** de VIEL & Cie s'élève à 83,6 millions d'euros en 2020, contre 59,8 millions d'euros en 2019 soit une hausse de 39,9 % à cours de change variables et de 42,2 % à cours constants.

**VIEL & Cie enregistre un résultat avant impôts d'un montant de 83,6 millions d'euros contre 69,3 millions d'euros en 2019.**

**Le résultat financier net** s'inscrit en baisse et s'établit en perte de 16,2 millions d'euros contre une perte de 8,9 millions d'euros en 2019. En 2020, le résultat financier comporte notamment des pertes de change.

La quote-part de résultat d'exploitation des sociétés mises en équivalence s'élève à 18,8 millions d'euros en 2020 (18,4 millions

d'euros en 2019) en raison notamment d'une forte contribution de deux sociétés affiliées en Asie.

La charge d'impôt consolidée constatée en 2020 s'établit à 14,6 millions d'euros, contre 7,9 millions d'euros en 2019, un niveau bas en 2019 s'expliquant par l'activation d'impôt différé aux Etats-Unis.

**Résultat net consolidé de 71,6 millions d'euros en 2020.**

VIEL & Cie enregistre ainsi un **résultat net consolidé** de 71,6 millions d'euros contre 61,4 millions d'euros en 2019, en hausse de 18,8 % à cours de change constants. Les **intérêts minoritaires** s'établissent à 22,7 millions d'euros en hausse de 24,7 % par rapport à 2019.

**Le résultat net - part du groupe** s'inscrit à 48,9 millions d'euros en 2020 contre 43,2 millions d'euros en 2019.

**Les capitaux propres consolidés** de VIEL & Cie s'établissent à 492,0 millions d'euros contre 494,0 millions d'euros en 2019, dont 370,8 millions d'euros pour la part du Groupe après déduction de la valeur brute des actions propres détenues par VIEL & Cie elle-même pour un montant de 23,9 millions d'euros.

**VIEL & Cie constate par ailleurs un résultat individuel de 20,4 millions d'euros.**

VIEL & Cie, constate un résultat net de 20,4 millions d'euros en 2020 contre 13,4 millions d'euros en 2019. Ce résultat provient principalement de produits financiers constitués de dividendes perçus de filiales.

Ce résultat de l'année 2020 porte les capitaux propres individuels de VIEL & Cie à 82,4 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 78,4 millions d'euros au 31 décembre 2019.

## ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DE L'EXERCICE 2020

L'activité de l'exercice 2020 s'est déroulée dans un contexte de crise sanitaire découlant du COVID-19 avec de fortes divergences d'une période à l'autre. En effet, après un premier semestre en forte progression avec une volatilité exacerbée sur les marchés financiers et une augmentation notable des volumes d'activité, notamment lors du mois de mars, l'activité d'intermédiation professionnelle a par la suite constaté un recul de son activité lors des mois d'été, et plus particulièrement au cours du mois d'août. Un regain d'activité était constaté à partir des mois de novembre et décembre, la perspective des élections américaines n'ayant pas engendré la volatilité supplémentaire pouvant être attendue. Globalement, l'activité a enregistré une légère baisse du chiffre d'affaires de 2,3 %.



Bourse Direct a poursuivi sa politique de développement avec un recrutement actif de près de 50 000 nouveaux comptes sur l'année. Dans le cadre de la crise sanitaire, le contexte de marché a été volatile et caractérisé par de forts volumes de capitaux échangés. La société enregistre près de 6,6 millions d'ordres exécutés en 2020 en croissance de 121,2 %. Cette année encore, Bourse Direct a été primée pour la qualité de son service client et est restée très active dans le domaine de la formation afin d'accompagner son offre d'une démarche pédagogique.

## PERSPECTIVES 2021

En 2021, VIEL & Cie accompagnera ses filiales dans leurs stratégies de développement.

Le Groupe Compagnie Financière Tradition demeurera attentif aux opportunités de croissances organique et externe afin de compléter encore davantage son portefeuille de produits dans une industrie en phase avancée de consolidation autour des trois acteurs globaux dont Compagnie Financière Tradition.

Après une année 2020 soutenue dans un contexte de forte volatilité, Bourse Direct accélèrera encore en 2021 son rythme de recrutement de nouveaux clients, et s'assurera d'une amélioration constante de la qualité de son service clients et d'une évolution de sa plateforme internet. Bourse Direct poursuivra la diversification de son offre vers des produits d'épargne.

Swisslife Banque Privée poursuivra sa stratégie de croissance en 2021.

## ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Dans le contexte de poursuite de la crise sanitaire mondiale, VIEL & Cie s'assure que ses filiales ont maintenu au cours des derniers mois, les dispositifs adaptés pour garantir la santé et la sécurité de ses collaborateurs tout en maintenant une continuité d'activité.

La volatilité observée sur les marchés depuis le début l'année 2020 et notamment l'augmentation notable sur le mois de mars entraînant ainsi une hausse des volumes d'activité, puis la baisse sur les mois qui ont suivi, démontre le caractère essentiel du cœur de métier de Tradition qui permet d'assurer la liquidité mondiale et ce, sur les différentes classes d'actifs.

Sur les activités de bourse en ligne, les volumes ont également connu un accroissement significatif qui se poursuit en début 2021.

Il est toutefois impossible de prévoir les effets à moyen-long terme de cette crise et ses potentiels impacts sur l'activité du groupe.

## LISTE DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES

La liste des sociétés contrôlées par le Groupe et la part détenue dans le capital de chacune de ces sociétés figurent dans la rubrique « périmètre de consolidation » des états financiers consolidés.

## STRUCTURE DU CAPITAL DE VIEL & CIE

ACTIONNAIRES	TITRES	% du capital	% des droits de vote
Viel et Compagnie-Finance	43 110 678	60,19	75,49
Patrick Combes	3 906 352	5,45	7,11
Sycomore Asset Management	3 913 935	5,46	3,59
Financière de l'Echiquier	381 973	0,53	0,35
Amiral Gestion	5 939 715	8,28	5,44
Quaero Capital	2 168 660	3,03	1,99
Public	6 422 055	8,97	6,02
Titres autodétenus	5 788 600	8,08	-
<b>TOTAL</b>	<b>71 622 968</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous donnons les indications suivantes relatives à l'identité des actionnaires, personnes physiques ou morales possédant un nombre d'actions représentant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital ou des droits de vote de la société, ainsi que le nombre d'actions qu'ils possèdent :

### > RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31 DECEMBRE 2020

Le montant du capital est de 14 324 593,60 euros divisé en 71 622 968 actions de 0,20 euro de valeur nominale.

### > LES PARTICIPATIONS DIRECTES OU INDIRECTES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ DONT ELLE A CONNAISSANCE

VIEL & Cie SA, dont le siège est 9 place Vendôme - 75001 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous

le numéro 622 035 749, est cotée sur Euronext Paris, et est contrôlée par Viel et Compagnie-Finance SE à hauteur de 60,19 % de son capital social et 75,49 % de ses droits de vote. Viel et Compagnie-Finance SE dont le siège est 23 place Vendôme - 75001 Paris est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 328 760 145.

#### > LISTE DES DÉTENTEURS DE TOUT TITRE COMPORTANT DES DROITS DE CONTRÔLE SPÉCIAUX ET LA DESCRIPTION DE CEUX-CI

Tous les titres comportent les mêmes droits.

#### > LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE PRÉVUS DANS UN ÉVENTUEL SYSTÈME D'ACTIONNARIAT DU PERSONNEL

Il n'y a pas de système d'actionnariat du personnel mis en place.

#### > LES ACCORDS ENTRE ACTIONNAIRES DONT LA SOCIÉTÉ A CONNAISSANCE

Il n'existe pas d'accord entre actionnaires à la connaissance de la Société.

#### > FRANCHISSEMENTS DE SEUILS AU COURS DE L'EXERCICE

Amiral Gestion SAS (103 rue de Grenelle 75007 Paris) a déclaré à l'AMF avoir franchi, dans le cadre d'une activité de gestion pour compte de tiers dans le cadre de fonds, à la hausse, le 17 avril 2020, le seuil de 5 % du capital et détenir 7,65 % du capital et 5,04 % des droits de vote à la suite de cession sur le marché.

Quaero Capital (20 bis du de Lausanne à Genève (Suisse) a déclaré, le 25 septembre 2020, que l'ensemble des fonds d'investissement détenu représentait 1,99 % des droits de vote de la Société.

#### > LES RESTRICTIONS STATUTAIRES À L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE ET AUX TRANSFERTS D' ACTIONS OU LES CLAUSES DES CONVENTIONS PORTÉES À LA CONNAISSANCE DE LA SOCIÉTÉ EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 233-11

Toutes les actions sont librement cessibles et négociables sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires.

La cession des actions s'opère par virement de compte à compte dans les conditions prévues par la Loi et les règlements.

Outre les seuils légaux, toute personne physique ou morale qui vient à détenir, de quelque manière que ce soit, au sens de l'article L. 233-7 du Code de commerce, une fraction égale à 0,5 % des droits de vote ou tout multiple de ce pourcentage, doit informer la société du nombre total des actions qu'elle possède par écrit, dans un délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement de l'un de ces seuils.

L'information mentionnée ci-dessus est également faite dans les mêmes délais lorsque la participation au capital devient inférieure au seuil prévu audit alinéa.

En cas de non-respect de ces obligations supplémentaires d'information et à la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant cinq pour cent (5 %) au moins du capital, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont immédiatement privées du droit de vote jusqu'à l'expiration du délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Il n'existe pas de conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11 (convention prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions admises aux négociations sur un marché réglementé et portant sur au moins 0,5 % du capital ou des droits de vote de la société).

#### > LES ACCORDS CONCLUS PAR LA SOCIÉTÉ QUI SONT MODIFIÉS OU PRENNENT FIN EN CAS DE CHANGEMENT DE CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Il n'y a pas d'accord matériel significatif conclu par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société.

#### Modalité particulière de la participation des actionnaires à l'Assemblée générale

Les conditions de participation des actionnaires aux Assemblées générales sont régies par la loi et les statuts de la Société (articles 31 à 33), lesquels sont disponibles sur le site de la Société. Les dispositions statutaires à ce sujet sont le reflet des textes législatifs et réglementaires.

# TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social (en milliers d'euros)	16 120	15 430	15 105	14 325	14 325
Nombre d'action ordinaires (en milliers)	80 599	77 151	75 526	71 623	71 623
<b>Opérations et résultats de l'exercice social (en milliers d'euros)</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	7 725	10 166	10 756	11 271	14 075
Impôt sur le bénéfice	-161	376	443	62	0
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	6 261	10 541	10 872	13 400	20 441
Résultat distribué	13 116	15 505	18 881	17 906	*
<b>Résultat par action (en euros)</b>					
Résultat après impôt, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,09	0,14	0,15	0,16	0,20
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,08	0,14	0,14	0,19	0,29
Dividende attribué à chaque action	0,17	0,20	0,25	0,25	*
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1	1	1	1	1
Montant de la masse salariale de l'exercice social (en milliers d'euros)	326	325	331	347	510
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, ...) (en milliers d'euros)	135	139	143	142	232

\* Un dividende de 0,28 euro par action sera proposé à l'Assemblée Générale du 10 juin 2021.

# 2020 RESULTS

The consolidated financial statements at 31 December 2020 were prepared in accordance with International Financial Reporting Standards and International Accounting Standards (IFRS/IAS),

and follow the recommendations issued by the International Financial Interpretation Committee as adopted by the International Accounting Standards Board (IASB) and the European Union.

€000	2020	2019	Variation* at variable currency	Variation* at constant currency
Revenue	888.1	861.8	3.1%	4.8%
Other operating income	3.2	2.9	12.6%	13.0%
<b>Operating income</b>	<b>891.3</b>	<b>864.7</b>	<b>3.1%</b>	<b>4.8%</b>
Staff costs	-630.9	-609.1	3.6%	5.2%
Other operating expenses	-146.7	-167.4	-12.3%	-10.5%
Depreciation and amortisation	-30.1	-28.4	5.9%	7.7%
Impairment losses	-	0		
<b>Operating expenses</b>	<b>-807.7</b>	<b>-804.9</b>	<b>0.4%</b>	<b>2.0%</b>
<b>Operating profit</b>	<b>83.6</b>	<b>59.8</b>	<b>39.9%</b>	<b>42.2%</b>
Financial result	-16.2	-8.9	-82.7%	-81.5%
Share of profits of equity accounted companies	18.8	18.4	2.1%	2.6%
<b>Profit before tax</b>	<b>86.2</b>	<b>69.3</b>	<b>24.4%</b>	<b>26.7%</b>
Income tax	-14.6	-7.9	85.0%	88.4%
<b>Net profit for the year</b>	<b>71.6</b>	<b>61.4</b>	<b>16.6%</b>	<b>18.8%</b>
Group share	48.9	43.2	13.1%	15.3%
Minority interests	22.7	18.2	24.7%	27.0%

\* Variations calculated based on amounts in €K.

Consolidated revenue was €888.1m, up 3.1% on the previous year at variable exchange rates.

At constant currency, Group revenue was up 4.8% on the year.

The segment and geographical breakdown of consolidated revenue is disclosed below:

€m	IDB business		Online trading		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Europe, Middle East and Africa	389.1	364.5	44.5	31.4	433.6	395.9
Americas	243.2	253.6	-	-	243.2	253.6
Asia-Pacific	211.3	212.3	-	-	211.3	212.3
<b>Total</b>	<b>843.6</b>	<b>830.4</b>	<b>44.5</b>	<b>31.4</b>	<b>888.1</b>	<b>861.8</b>

Revenue was not impacted by any changes in the scope of consolidation in 2020.

Other operating income amounted to €3.2m and comprised miscellaneous income from operating subsidiaries.

**Operating expenses** of €807.7m were up 0.4% on the year at variable exchange rates. They consisted mainly of staff costs, charges for telecoms and financial information, and business and marketing expenses in the Group's operating subsidiaries.

**Consolidated operating profit** was €83.6m in 2020 against €59.8m in 2019, an increase of 39.9% at variable exchange rates and 42.2% at constant currency.

**VIEL & Cie reported profit before tax of €83.6m against €69.3m in 2019.**

**Net financial income** was negatively impacted by exchange rate losses and represented a loss of €16.2m for the year against €8.9m in 2019. In 2020, the financial result in particular included exchange losses.

The share in the operating profit of equity accounted companies amounted to €18.8m (2019: €18.4m), mainly due to a higher contribution from two associates in Asia.

The consolidated tax expense recognised in 2020 was €14.6m against €17.9m in 2019. The low figure in 2019 was due to the capitalisation of deferred tax in the United States.

**Consolidated net profit of €71.6m in 2020.**

**Consolidated net profit** grew 18.8% at constant currency to €71.6m against €61.4m in 2019. **Minority interests** were 24.7% higher on the year, at €22.7m.

**Group share of net profit** was €48.9m in 2020, against €43.2m in 2019.

**Consolidated equity** stood at €492.0m against €494.0m in 2019, €370.8m of which was Group share after deduction of the gross value of directly held treasury shares totalling €23.9m.

**VIEL & Cie Company profit of €20.4m.**

Company net profit increased to €20.4m from €13.4m in 2019. This was mainly derived from financial income consisting of dividends received from subsidiaries.

These results brought VIEL & Cie company equity to €82.4m at 31 December 2020, against €78.4m in the prior year.

## SIGNIFICANT EVENTS IN 2020

Business activities in 2020 took place against the unfolding COVID-19 health crisis, with strong divergences from one period to the next. After a first half showing strong growth with increased volatility in the financial markets driving business volumes, notably in March, the IDB business subsequently observed a decrease in activity during the summer months, and more particularly in August. There was renewed activity in November and December, as the prospect of the US elections did not generate the additional volatility that might have been expected. Overall, this activity recorded a slight drop in revenue of 2.3%

Bourse Direct pursued its growth policy attracting more than 50,000 new accounts over the year. The market environment was volatile with high trading volumes against a backdrop of the unprecedented health crisis. The company booked close to 6.6 million trades in 2020, a rise of 121.2%. Bourse Direct again received awards for its customer service during the year, and remained committed to offering a broad range of educational opportunities for investors to accompany its offering.

## OUTLOOK FOR 2021

In 2021, VIEL & Cie will maintain its focus on developing the business activities of its operating subsidiaries.

The Compagnie Financière Tradition Group will remain focused on organic and external growth opportunities in order to further enhance its product portfolio, against a backdrop of advanced consolidation in the industry around three global players, including Compagnie Financière Tradition.

After a buoyant year in 2020 against a backdrop of high volatility, Bourse Direct will intensify its efforts to attract new customers in 2021. It will continue to focus on enhancing its customer services and maintaining the edge in its Internet platform. It will also continue to diversify its activities by offering more savings products.

Swisslife Banque Privée will pursue its growth strategy in 2021.

## EVENTS AFTER THE BALANCE SHEET DATE

In response to the ongoing global health crisis, VIEL & Cie has ensured that its subsidiaries maintain the appropriate measures to protect the health and safety of their staff while continuing to provide seamless services to clients.

The volatility observed in the markets since the beginning of the year, and in particular the sharp rise in March which generated an increase in business volumes, followed by a decrease in activity in the following months, reflects the key nature of Tradition's core business, which ensures global liquidity across asset classes.

The Group's online trading business also saw a significant increase in volumes which continued into early 2021.

However, it is impossible to foresee the medium- to long-term effects of this crisis and its potential impact on the Group's business.

## COMPANIES CONTROLLED BY THE GROUP

A list of companies controlled by the Group, and the equity interest held in each of them can be found under "Basis of consolidation" in the financial statements.

## CAPITAL STRUCTURE

As required by law and the Articles of Association, we disclose below the identity of shareholders (natural persons or legal entities) whose holdings exceed thresholds of one twentieth, one tenth, three twentieths, one fifth, one quarter, one third, one half, two thirds, eighteen twentieths or nineteen twentieths of the company's capital or voting rights, together with the number of shares each one holds.

SHAREHOLDERS	Shares	% capital	% voting rights
Viel et Compagnie-Finance	43,110,678	60.19	75.49
Patrick Combes	3,906,352	5.45	7.11
Sycomore Asset Management	3,913,935	5.46	3.59
Financière de l'Echiquier	381,973	0.53	0.35
Amiral Gestion	5,939,715	8.28	5.44
Quaero Capital	2,168,660	3.03	1.99
Public	6,422,055	8.97	6.02
Treasury shares	5,788,600	8.08	-
<b>TOTAL</b>	<b>71,622,968</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

### > CAPITAL STRUCTURE AND VOTING RIGHTS AT 31 DECEMBER 2020

The capital of €14,324,593.60 is comprised of 71,622,968 shares with a nominal value of €0.20.

### > KNOWN DIRECT OR INDIRECT HOLDINGS IN THE COMPANY'S CAPITAL

VIEL & Cie SA, whose registered office is at 9, Place Vendôme - 75001 Paris, registered in the Paris Register of Commerce and Companies under number 622 035 749, is listed on Euronext Paris, and is controlled by Viel et Compagnie-Finance SE which holds 60.19% of its share capital and 75.49% of its voting rights. Viel et Compagnie-Finance SE, whose registered office is at 23, Place Vendôme - 75001 Paris is registered in the Paris Register of Commerce and Companies under number 328 760 145.

### > LIST OF HOLDERS OF SECURITIES CONFERRING SPECIAL CONTROL RIGHTS AND DESCRIPTION OF SUCH RIGHTS

All securities carry the same rights.

### > PROVISION FOR CONTROL MECHANISMS IN AN EMPLOYEE SHARE OWNERSHIP SCHEME

There is presently no employee share ownership scheme.

### > KNOWN SHAREHOLDER AGREEMENTS

There are no shareholder agreements known to the Company.

### > THRESHOLDS CROSSED DURING THE YEAR

Amiral Gestion SAS (103 rue de Grenelle, 75007 Paris) informed the AMF that on 17 April 2020, in connection with fund management activities on behalf of third parties, it exceeded the threshold of 5% of the capital and held 7.65% of the capital and 5.04% of the voting rights following a sale on the market.

Quaero Capital (20bis, Rue du Lausanne, Geneva, Switzerland) reported on 25 September 2020 that all investment funds representing 1.99% of the voting rights of the Company.

### > RESTRICTIONS UNDER THE ARTICLES ON THE EXERCISE OF VOTING RIGHTS AND TRANSFER OF SHARES OR CONTRACTUAL CLAUSES KNOWN TO THE COMPANY PURSUANT TO SECTION L. 233-11

All shares are freely transferrable and tradable subject to statutory or regulatory provisions in force.

Share transfers are carried out by transfer from one account to another as provided by law and the regulations.

In addition to the statutory thresholds, any natural person or legal entity that becomes the holder, in any way whatsoever, within the meaning of Section L. 233-7 of the Commercial Code, of the equivalent of 0.5% of the voting rights or any multiple of that percentage, must inform the Company in writing of the total number of shares held, within five trading days of exceeding one of these thresholds.

The above disclosure must also be made within the same time period if the shareholding falls below the stated threshold.

In the event of failure to comply with the above disclosure obligations, and at the request of one or more shareholders holding at least five percent (5%) of the capital, the shares exceeding the fraction which should have been disclosed shall immediately be divested of the right to vote for a period of two years following the date of compliance with the disclosure requirement.

The Company is not aware of any agreements referred to in Section L. 233-11 (agreements providing for preferential terms for the transfer or acquisition of shares admitted to trading on a regulated market amounting to at least 0.5% of the Company's capital or voting rights).

### > AGREEMENTS ENTERED INTO BY THE COMPANY WHICH WOULD BE AMENDED OR TERMINATED IN THE EVENT OF A CHANGE OF CONTROL

There are no significant material agreements entered into by the Company which would be amended or terminated in the event of a change in control of the Company.

Special terms for shareholder attendance at the General Meeting

Shareholder attendance at General Meetings is governed by law and the Articles of Association (Articles 31 to 33), which are available on the Company's website. The relevant provisions of the Articles of Association mirror the statutory and regulatory texts.

# FIVE-YEAR FINANCIAL SUMMARY

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Capital at 31 December</b>					
Share capital (€000)	16,120	15,430	15,105	14,325	14,325
Number of ordinary shares (000)	80,599	77,151	75,526	71,623	71,623
<b>Operations and results for the year (€000)</b>					
Revenue before tax	-	-	-	-	-
Profit before tax, employee profit sharing, amortisation, depreciation and provisions	7,725	10,166	10,756	11,271	14,075
Income tax	-161	376	443	62	0
Employee profit sharing for the year	-	-	-	-	-
Profit after tax, employee profit sharing, amortisation, depreciation and provisions	6,261	10,541	10,872	13,400	20,441
Distributed earnings	13,116	15,505	18,881	17,906	*
<b>Earnings per share (in euros)</b>					
Profit after tax and employee profit sharing, but before amortisation, depreciation and provisions	0.09	0.14	0.15	0.16	0.20
Profit after tax, employee profit sharing, amortisation, depreciation and provisions	0.08	0.14	0.14	0.19	0.29
Dividend per share	0.17	0.20	0.25	0.25	*
<b>Employees</b>					
Average headcount during the year	1	1	1	1	1
Payroll for the year (€000)	326	325	331	347	510
Social payments for the year (social security, charities, etc.) (€000)	135	139	143	142	232

\* Shareholders will be asked to approve a dividend of €0.28 per share at the Annual General Meeting on 10 June 2021.



# COMPTES CONSOLIDÉS

# CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

71	> RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS > REPORT OF THE INDEPENDENT AUDITORS
79	> COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ > CONSOLIDATED INCOME STATEMENT
80	> ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ > CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME
81	> BILAN CONSOLIDÉ > CONSOLIDATED BALANCE SHEET
83	> TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS > CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT
84	> TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS > CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY
85	> ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS > NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

# RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

## REPORT OF THE STATUTORY AUDITOR

A l'Assemblée Générale de la société Viel & Cie,

### OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Viel & Cie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### FONDEMENT DE L'OPINION

#### > RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

To the Annual General Meetings of Viel & Cie,

### OPINION

In compliance with the engagement entrusted to us by your Annual General Meetings, we have audited the accompanying consolidated financial statements of Viel & Cie for the year ended 31 December 2020.

In our opinion, the consolidated financial statements, in accordance with IFRS as adopted in the European Union, give a true and fair view of the assets and liabilities and of the financial position of the Group as at 31 December 2020 and of the results of its operations for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union.

The audit opinion expressed above is consistent with our report to the Audit Committee.

### BASIS FOR OPINION

#### > AUDIT FRAMEWORK

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our responsibilities under those standards are further described in the Statutory Auditors' Responsibilities for the Audit of the Consolidated Financial Statements section of our report.



## > INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823 9 et R. 823 7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## > ÉVALUATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION

### Risque identifié

Comme indiqué dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés de votre société, les écarts d'acquisition bruts au 31 décembre 2020 s'élèvent à M€ 108,3.

Les écarts d'acquisition inclus dans les immobilisations incorporelles s'élèvent à M€ 82,6 au 31 décembre 2020.

Les écarts d'acquisition inclus dans les participations dans les sociétés associées et coentreprises s'élèvent à M€ 25,7 au 31 décembre 2020.

## > INDEPENDENCE

We conducted our audit engagement in compliance with independence requirements of the French Commercial Code (Code de commerce) and the French Code of Ethics (Code de déontologie) for statutory auditors for the period from January 1, 2020 to the date of our report and specifically we did not provide any prohibited non-audit services referred to in Article 5(1) of Regulation (EU) No 537/2014.

## JUSTIFICATION OF ASSESSMENTS - KEY AUDIT MATTERS

Due to the global crisis related to the Covid-19 pandemic, the financial statements of this period have been prepared and audited under specific conditions. Indeed, this crisis and the exceptional measures taken in the context of the state of sanitary emergency have had numerous consequences for companies, particularly on their operations and their financing, and have led to greater uncertainties on their future prospects. Those measures, such as travel restrictions and remote working, have also had an impact on the companies' internal organization and the performance of the audits.

It is in this complex and evolving context that, in accordance with the requirements of Articles L. 823-9 and R. 823-7 of the French Commercial Code (Code de commerce) relating to the justification of our assessments, we inform you of the key audit matters relating to risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the consolidated financial statements of the current period, as well as how we addressed those risks.

These matters were addressed in the context of our audit of the consolidated financial statements as a whole and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on specific items of the consolidated financial statements.

## > RISK REGARDING THE EVALUATION OF THE GOODWILL

### Risk identified

As disclosed in Note 8 to the consolidated financial statements, the gross value of goodwill amounts to M€ 108.3 as at December 31, 2020.

The gross value of goodwill included in intangible assets amounts to M€ 82.6 as at December 31, 2020.

The gross value of goodwill included in investments in associates and joint ventures amounts to M€ 25.7 at December 31, 2020.

Votre groupe teste les écarts d'acquisition pour identifier d'éventuelles pertes de valeur à chaque date de bilan. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit dans la mesure où l'évaluation des écarts d'acquisition implique des jugements complexes de la direction sur les différentes hypothèses utilisées pour l'actualisation des flux de trésorerie futurs.

### Notre réponse

Nous avons apprécié la méthodologie des tests de dépréciation effectués au regard des normes comptables.

Nous avons réalisé les procédures suivantes :

- > comparer les budgets et les hypothèses de croissances des périodes passées avec les résultats réels afin d'apprécier le processus d'estimation réalisée par la direction ;
- > analyser la projection des flux de trésorerie utilisée pour la réalisation des tests de dépréciation des écarts d'acquisition par la direction et apprécier la cohérence des hypothèses sous-jacentes notamment au regard des prévisions des flux de trésorerie et d'exploitation des activités établies sous le contrôle de la direction de chaque société et approuvées, le cas échéant, par le Conseil d'administration, et au regard de l'environnement économique aux date de clôture et d'établissement des comptes ;
- > analyser la méthode de calcul utilisée et vérifier les calculs arithmétiques.

### > ÉVALUATION DES LITIGES

#### Risque identifié

Comme indiqué dans la note 21 de l'annexe aux comptes consolidés, dans le cadre de leurs activités, des filiales de votre groupe peuvent être impliquées dans des litiges avec des anciens employés suite à la résiliation de leur contrat de travail ou avec des sociétés concurrentes lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs. Par ailleurs, des procédures administratives peuvent être menées à l'encontre de filiales par les régulateurs locaux.

Des provisions sont comptabilisées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'un procès peut être estimée de manière fiable. Les provisions pour litiges au 31 décembre 2020 s'élèvent à M€ 0,3.

Your Group tests goodwill for impairment to identify possible impairment losses at each balance sheet date. The value in use of goodwill is estimated using discounted cash flow projections on the cash-generating units (CGUs) to which goodwill has been allocated.

We considered this area a key audit matter because the valuation of goodwill involves complex and subjective judgements made by management on the different assumptions used for discounting future cash flows.

### Our response

We assessed the impairment testing methodology and the compliance with the accounting standards on the underlying elements:

- > We compared the budgets and growth rate assumptions on the past periods with the current results to assess the appropriateness of the estimation performed by the management;
- > We analyzed the cash flow projection prepared by management and assessed the consistency of the underlying assumptions, notably regarding projections of the cash flow and operations of companies and in regard to the economic environment at the date of preparation and closing of accounts;
- > We analyzed the calculation method used and verified the arithmetic calculations.

### > RISK REGARDING THE EVALUATION OF PROVISIONS FOR LITIGATION

#### Risk identified

As disclosed in Note 21 to the consolidated financial statements of Viel & Cie, due to the nature of its activities, some subsidiaries of your Group may be involved in litigations with former employees following the termination of their contract of employment or with competing companies during the appointment of new collaborators. In addition, administrative procedures may be carried out against subsidiaries by local regulators.

Provisions are recognized for litigation in progress when the probable outcome of a court case can be reliably estimated. Provisions for litigation amount to M€ 0.3 as at December 31, 2020.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit du fait d'un processus d'évaluation par la direction complexe et basé sur des hypothèses d'issue attendue de procédures qui peuvent durer plusieurs années.

### Notre réponse

Nous avons obtenu une synthèse des principales procédures en cours et mené des entretiens avec le directeur juridique de votre groupe afin d'obtenir une compréhension des principales affaires en cours.

Nous avons directement supervisé les travaux des auditeurs locaux réalisés à notre demande, incluant notamment :

- > l'étude des analyses juridiques préparées par la direction ;
- > la prise de connaissance des correspondances avec les conseils externes ;
- > l'analyse du montant des provisions associées ;
- > la synthèse des réponses aux demandes de confirmation des conseils externes.

Nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.

### > OPÉRATIONS NON DÉNOUÉES À LA CLÔTURE

#### Risque identifié

Certaines sociétés de votre groupe agissent en tant que « principal » dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont débouclées lorsque les deux opérations de la transaction sont réglées : le règlement effectué, d'une part, et la livraison des titres, d'autre part (délai technique de règlement - livraison). Ce risque est considéré comme étant un point clé de l'audit compte tenu du volume d'opérations négociées et donc potentiellement non dénouées à la clôture.

Comme indiqué dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés, les créances liées à l'activité en « principal » s'élèvent à M€ 159,7 au 31 décembre 2020.

### Notre réponse

Nos travaux ont notamment consisté à :

- > analyser l'adéquation des soldes des balances avec les contreparties vendeuses et acheteuses ;

We considered the subject a key audit matter, due to a complex assessment process based on assumptions on the expected outcome of cases that can last for several years.

### Our response

Our audit procedures include the following elements:

We obtained a summary of the main legal cases in progress and held interviews with the Group in-house counsel in order to obtain an understanding of the main ongoing cases;

We directly supervised the work of the local auditors performed at our request and related to:

- > The study of the legal analyses prepared by the management;
- > Reviewing the correspondence with external counsel;
- > Analysis of the amount of the associated provisions;
- > Synthesis of responses to requests for confirmation from external counsel;

We assessed the appropriateness of the information provided in the Notes to the consolidated financial statements.

### > RISK RELATED TO UNSETTLED DEALS AT YEAR-END

#### Risk identified

Some of your Group's subsidiaries act as "principal" in the simultaneous purchase and sale of securities on behalf of third parties. These transactions are settled when the two operations of the transaction are settled; the settlement made on the one hand and the delivery of the securities on the other hand (technical delay of settlement - delivery).

The risk described above is considered a key audit matter due to the volume of the transactions negotiated and as a result potentially unsettled at Year-end.

As disclosed in Note 12 to the consolidated financial statements, the receivables related to the "principal" activity amount to M€ 159.7 as at December 31, 2020.

### Our response

Our audit procedures notably consisted in:

- > Analyzing the adequacy of account balances with selling and purchasing counterparties;

> évaluer le risque de contrepartie sur les opérations non dénouées à la fin de l'exercice en observant, le cas échéant, le recouvrement ultérieur de ces opérations ou leur couverture par des dépréciations.

> Evaluating the counterparty risk on unsettled deals at year-end based, if appropriate, on subsequent collection on those deals or the covering by impairment losses.

## VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra financière prévue par l'article L. 225 102 1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823 10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

## AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

### > FORMAT DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DESTINÉS À ÊTRE INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Conformément au III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF, la direction de votre société nous a informés de sa décision de reporter l'application du format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. En conséquence, le présent rapport ne comporte pas de conclusion sur le respect de ce format dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

### > DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Viel & Cie par votre Assemblée générale du 21 mai 2003 pour le cabinet FIDORG AUDIT et du 10 septembre 1992 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

## SPECIFIC VERIFICATIONS

We have also performed, in accordance with professional standards applicable in France, the specific verifications required by laws and regulations of the information relating to the Group given in the Board of Directors' management.

We have no matters to report as to their fair presentation and their consistency with the consolidated financial statements.

We attest that the consolidated non-financial statement required by Article L. 225-102-1 of the French Commercial Code (Code de commerce) is included in the information relating to the Group given in the management report OR is included in the Group management report, it being specified that, in accordance with Article L. 823-10 of this Code, we have verified neither the fair presentation nor the consistency with the consolidated financial statements of the information contained therein this information should be reported on by an independent third party.

## REPORT ON OTHER LEGAL AND REGULATORY REQUIREMENTS

### > FORMAT OF PRESENTATION OF THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS INTENDED TO BE INCLUDED IN THE ANNUAL FINANCIAL REPORT

In accordance with Article 222-3, III of the AMF General Regulation, the Company's management informed us of its decision to postpone the presentation of the consolidated financial statements in compliance with the European single electronic format as defined in the European Delegated Regulation No 2019/815 of 17 December 2018 to years beginning on or after January 1st, 2021. Therefore, this report does not include a conclusion on the compliance with this format of the presentation of the consolidated financial statements intended to be included in the annual financial report mentioned in Article L. 451-1-2, I of the French Monetary and Financial Code (Code monétaire et financier).

### > APPOINTMENT OF THE STATUTORY AUDITORS

We were appointed as statutory auditors of Viel & Cie by Annual General Meeting held on May 21, 2003 for FIDORG AUDIT and on September 10, 1992 for ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2020, le cabinet FIDORG AUDIT était dans la dix-huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la vingt-neuvième année.

## RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

### > OBJECTIF ET DÉMARCHE D'AUDIT

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir

As at December 31, 2020, FIDORG AUDIT, was in the eighteenth year of total uninterrupted engagement and ERNST & YOUNG Audit in the twenty-ninth year.

## RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND THOSE CHARGED WITH GOVERNANCE FOR THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union and for such internal control as Management determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, Management is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless it is expected to liquidate the Company or to cease operations.

The Audit Committee is responsible for monitoring the financial reporting process and the effectiveness of internal control and risks management systems and where applicable, its internal audit, regarding the accounting and financial reporting procedures.

The consolidated financial statements were approved by Board of Directors.

## STATUTORY AUDITORS' RESPONSIBILITIES FOR THE AUDIT OF THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

### > OBJECTIVES AND AUDIT APPROACH

Our role is to issue a report on the consolidated financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with professional standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are

de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823 10 1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- > il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- > il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- > il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- > il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these consolidated financial statements.

As specified in Article L. 823-10-1 of the French Commercial Code (Code de commerce), our statutory audit does not include assurance on the viability of the Company or the quality of management of the affairs of the Company.

As part of an audit conducted in accordance with professional standards applicable in France, the statutory auditor exercises professional judgment throughout the audit and furthermore:

- > Identifies and assesses the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error, designs and performs audit procedures responsive to those risks, and obtains audit evidence considered to be sufficient and appropriate to provide a basis for his opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- > Obtains an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control.
- > Evaluates the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by Management in the consolidated financial statements.
- > Assesses the appropriateness of Management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. This assessment is based on the audit evidence obtained up to the date of his audit report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern. If the statutory auditor concludes that a material uncertainty exists, there is a requirement to draw attention in the audit report to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are not provided or inadequate, to modify the opinion expressed therein.



- > il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- > concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

- > Evaluates the overall presentation of the consolidated financial statements and assesses whether these statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.
- > Obtains sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the Group to express an opinion on the consolidated financial statements. The statutory auditor is responsible for the direction, supervision and performance of the audit of the consolidated financial statements and for the opinion expressed on these consolidated financial statements.

## > RAPPORT AU COMITÉ D'AUDIT

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822 10 à L. 822 14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 30 avril 2021

### Les Commissaires aux Comptes

**FIDORG AUDIT**

Christophe Chareton

**ERNST & YOUNG Audit**

Bernard Heller

## > REPORT TO THE AUDIT COMMITTEE

We submit to the Audit Committee a report which includes in particular a description of the scope of the audit and the audit program implemented, as well as the results of our audit. We also report, if any, significant deficiencies in internal control regarding the accounting and financial reporting procedures that we have identified.

Our report to the Audit Committee includes the risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in the audit of the consolidated financial statements of the current period and which are therefore the key audit matters that we are required to describe in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration provided for in Article 6 of Regulation (EU) No 537/2014, confirming our independence within the meaning of the rules applicable in France such as they are set in particular by Articles L. 822-10 to L. 822-14 of the French Commercial Code (Code de commerce) and in the French Code of Ethics (code de déontologie) for statutory auditors. Where appropriate, we discuss with the Audit Committee the risks that may reasonably be thought to bear on our independence, and the related safeguards.

Paris and Paris-La Défense, 30.04.2021

### The Statutory Auditors

French original signed by

**FIDORG**

Christophe Chareton

**ERNST & YOUNG Audit**

Bernard Heller

*This is a translation into English of the statutory auditors' report on the consolidated financial statements of the Company issued in French and it is provided solely for the convenience of English speaking users.*

*This statutory auditors' report includes information required by European regulation and French law, such as information about the appointment of the statutory auditors or verification of the information concerning the Group presented in the management report and other documents provided to shareholders.*

*This report should be read in conjunction with, and construed in accordance with, French law and professional auditing standards applicable in France.*

# COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

## CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

en milliers d'euros €000	Note	2020	2019
Chiffre d'affaires Revenue	1	888 122	861 794
Autres produits d'exploitation Other operating income	2	3 222	2 861
<b>Produits d'exploitation</b> Operating income		<b>891 344</b>	<b>864 654</b>
Charges de personnel Staff costs		-630 884	-609 043
Autres charges d'exploitation Other operating expenses	3	-146 790	-167 436
Amortissements Depreciation and amortisation		-30 050	-28 387
Gains/ (Pertes) de valeur des actifs Valuation gains/(losses)		-2	-
<b>Charges d'exploitation</b> Operating expenses		<b>-807 727</b>	<b>-804 867</b>
<b>Résultat d'exploitation</b> Operating profit		<b>83 618</b>	<b>59 787</b>
Quote-Part de résultat d'exploitation de sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe Share of operating profit of equity accounted companies considered as the extension of the Group's operating activity	9	18 774	18 391
<b>Résultat d'exploitation après quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe</b> Operating profit after share of profit of equity accounted companies considered as the extension of the Group's operating activity		<b>102 392</b>	<b>78 178</b>
Produits financiers Financial income	4	6 210	8 035
Charges financières Financial expense	4	-22 367	-16 877
<b>Résultat avant impôts</b> Profit before tax		<b>86 234</b>	<b>69 336</b>
Impôts sur les bénéfices Income tax	5	-14 632	-7 910
<b>Résultat net</b> Net profit		<b>71 603</b>	<b>61 425</b>
Intérêts minoritaires Minority interests		22 675	18 181
<b>Résultat net part du Groupe</b> Net profit - Group share		<b>48 928</b>	<b>43 245</b>
Résultat par action (en euros) : Earnings per share (in euros):			
Résultat de base par action Basic earnings per share	6	0,74	0,63
Résultat dilué par action Diluted earnings per share	6	0,73	0,62

# ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

## CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME

en milliers d'euros €000	Note	2020	2019
<b>Résultat de la période comptabilisé au compte de résultat</b> Profit for the year recognised in the income statement		71 603	61 425
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss			
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income		182	377
Ecart actuariel des régimes à prestations définies Actuarial gains and losses of defined benefit schemes		-593	-2 595
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Total other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss	16	-411	-2 218
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss			
Ajustements à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie Fair value adjustments on cash flow hedges			
- constatés dans la réserve de couverture - recognised in hedging reserve		-	-
- transférés au compte de résultat - transferred to income statement		-	-
Ajustements à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente Fair value adjustment on available-for-sale financial assets			
- constatés dans la réserve de réévaluation - recognised in revaluation reserve		-	-
- transférés au compte de résultat - transferred to income statement		-	-
Ecart de conversion Currency translation		-34 293	7 992
Transfert de l'écart de conversion au compte de résultat Transfer of exchange differences to income statement		-	-
Ecart de réévaluation Revaluation differences		-	-
Autres éléments du résultat global des sociétés associées Other comprehensive income of associates		-1 332	-220
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Total other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss	16	-35 625	7 772
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b> Other comprehensive income, net of tax		-36 036	5 554
<b>Résultat global</b> Comprehensive income		35 566	66 979
Part du Groupe Group share		24 026	47 712
Intérêts minoritaires Minority interests		11 541	19 268

L'impact fiscal sur chacun des autres éléments du résultat global est présenté en note 5.

The tax impact on each of the other items of comprehensive income is disclosed in Note 5.

# BILAN CONSOLIDÉ

## CONSOLIDATED BALANCE SHEET

<b>ACTIF</b> en milliers d'euros <b>ASSETS</b> €000	<b>Note</b>	<b>31.12.2020</b>	<b>31.12.2019</b>
Immobilisations corporelles Property and equipment	7	25 550	29 453
Actifs liés au droit d'utilisation Right-of-use assets	26	49 350	57 631
Immobilisations incorporelles Intangible assets	8	115 457	117 095
Participations dans les sociétés associées et coentreprises Investments in associates and joint ventures	9	187 336	187 070
Actifs Financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income	14 a	4 470	4 616
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net Financial assets at amortised cost	13	15 442	11 030
Autres actifs financiers Other financial assets	10	12 106	15 529
Impôts différés actifs Deferred tax assets		29 165	30 866
Immeubles de placement Investment property	7	2 304	2 657
Trésorerie non disponible Unavailable cash	11	26 901	27 715
<b>Total actif non courant</b> Total non-current assets		<b>468 081</b>	<b>483 662</b>
Autres actifs courants Other current assets		15 235	14 397
Instruments financiers dérivés actifs Derivative financial instruments	25	382	1 331
Impôts à recevoir Tax receivable	24	4 804	5 842
Clients et autres créances Trade and other receivables	12	1 540 428	1 782 171
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net Financial assets at fair value through profit or loss	13	3	24
Actifs financiers évalués au coût amorti Financial assets at amortised cost	14b	14 303	63 857
Trésorerie et équivalents de trésorerie Cash and cash equivalents	15	370 900	435 964
<b>Total actif courant</b> Total current assets		<b>1 946 054</b>	<b>2 303 586</b>
<b>TOTAL ACTIF</b> TOTAL ASSETS		<b>2 414 135</b>	<b>2 787 248</b>

# BILAN CONSOLIDÉ

## CONSOLIDATED BALANCE SHEET

<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b> en milliers d'euros <b>EQUITY AND LIABILITIES</b> €000	<b>Note</b>	<b>31.12.2020</b>	<b>31.12.2019</b>
Capital Capital	16	14 325	14 325
Prime d'émission Share premium		12 869	12 876
Actions propres Treasury shares	16	-23 964	-20 375
Ecart de conversion Currency translation		-45 839	-20 682
Réserves consolidées Consolidated reserves	16	413 405	386 260
<b>Total des capitaux propres - Part du Groupe</b> <b>Total equity - Group share</b>		<b>370 796</b>	<b>372 404</b>
Intérêts minoritaires Minority interests	17	121 248	121 559
<b>Total des capitaux propres</b> <b>Total shareholders' equity</b>		<b>492 044</b>	<b>493 963</b>
Dettes financières Financial debts	20	305 068	333 972
Obligations locatives Lease liabilities	26	46 213	50 689
Autres passifs financiers Other financial liabilities		-	-
Provisions Provisions	21	31 244	27 255
Produits différés Deferred income		4	35
Impôts différés passifs Deferred tax liabilities		1 823	1 832
<b>Total passif non courant</b> <b>Total non-current liabilities</b>		<b>384 352</b>	<b>413 783</b>
Dettes financières Financial debts	20	49 086	151 717
Obligations locatives Lease liabilities	26	14 959	15 607
Fournisseurs et autres créanciers Trade and other payables	23	1 462 070	1 703 015
Provisions Provisions	21	-	-
Impôts à payer Tax liabilities	24	10 470	8 293
Instruments financiers dérivés passifs Derivative financial instruments	25	13	106
Produits différés Deferred income		1 142	763
<b>Total passif courant</b> <b>Total current liabilities</b>		<b>1 537 739</b>	<b>1 879 501</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b> <b>TOTAL EQUITY AND LIABILITIES</b>		<b>2 414 135</b>	<b>2 787 248</b>

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

## CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

en milliers d'euros	€000	Note	31.12.2020	31.12.2019
<b>Flux de trésorerie résultant des activités opérationnelles</b>	<b>Cash flows from operating activities</b>			
Résultat avant impôts	Profit before tax		86 234	69 336
Amortissements	Depreciation and amortisation	7, 8	30 050	28 387
Perte de valeur des actifs	Impairment losses	7, 8	2	-
Résultat financier net	Net financial result		11 949	6 609
Quote part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	Share of profit of associates and joint ventures	9	-18 774	-18 391
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	Other items with no impact on cash flow		-	-
Augmentation / (diminution) des provisions	Increase/(decrease) in provisions	21	4 875	2 846
Variation des produits différés	Movement in deferred income		441	-447
Dépense relative aux paiement fondés sur des actions	Expense related to share-based payments	19	1 640	1 512
Plus / (moins) values sur cessions de sociétés	(Gains)/losses on disposal of companies	2	-79	-
Plus / (moins) values sur cessions d'actifs immobilisés	Gains/(losses) on disposal of fixed assets	2	-184	-76
(Augmentation) / diminution des créances / dettes liées aux activités en principal et de teneurs de comptes	(Increase)/decrease in receivables/payables related to matched principal and account holder activities		-7 411	44 940
(Augmentation) / diminution du fonds de roulement	(Increase)/decrease in working capital		136	-5 412
Provisions payées	Provisions paid		-1 844	-19 131
Intérêts payés	Interest paid		-14 068	-11 011
Intérêts perçus	Interest received		992	1 736
Impôts payés	Income tax paid		-10 937	-16 795
<b>Flux de trésorerie nets résultant des activités opérationnelles</b>	<b>Net cash flows from operating activities</b>		<b>83 022</b>	<b>84 102</b>
<b>Flux de trésorerie afférents à l'activité d'investissement</b>	<b>Cash flows from investing activities</b>			
Acquisition d'actifs financiers	Acquisition of financial assets		-9 325	-60 317
Valeur de vente d'actifs financiers	Proceeds from disposal of financial assets		52 390	19 055
Acquisition de filiales, net de la trésorerie acquise	Acquisition of subsidiaries, net of cash acquired		-2 351	-1 657
Cession de filiales, net de la trésorerie cédée	Disposal of subsidiaries, net of cash disposed		-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	Acquisition of property and equipment	7	-5 673	-8 282
Valeur de vente d'immobilisations corporelles	Proceeds from disposal of property and equipment		36	32
Acquisition d'immobilisations incorporelles	Purchase of intangible assets	8	-4 334	-3 847
Valeur de vente d'immobilisations incorporelles	Proceeds from disposal of intangible assets		207	187
Acquisition d'immeubles de placement	Acquisition of investment property		-	-
Valeur de vente d'immeubles de placement	Proceeds from disposal of investment property	7	-	-
Dividendes reçus	Dividends received		13 112	13 082
(Augmentation) / diminution de la trésorerie non disponible	(Increase)/decrease in unavailable cash		836	3 321
<b>Flux de trésorerie nets provenant de l'activité d'investissement</b>	<b>Net cash flows from investing activities</b>		<b>44 898</b>	<b>-38 426</b>
<b>Flux de trésorerie afférents à l'activité de financement</b>	<b>Cash flows from financing activities</b>			
Augmentation des dettes financières à court terme	Increase in short-term financial debts	20	37 372	14 550
Diminution des dettes financières à court terme	Decrease in short-term financial debts	20	-146 967	-
Augmentation des dettes financières à long terme	Increase in long-term financial debts	20	-	116 256
Diminution des dettes financières à long terme	Decrease in long-term financial debts	20	-30 150	-30 150
Paiement des obligations locatives	Payment of lease liabilities		-13 423	-13 851
Variation des autres dettes à long terme	Movements in other long-term debts		-	-
Augmentation de capital et prime d'émission	Increase in capital and share premium		-	-18 678
Acquisition d'actions propres	Acquisition of treasury shares		-3 589	1 885
Valeur de vente d'actions propres	Proceeds from disposal of treasury shares		-	-
Cession de participation dans une filiale	Disposal of interest in a subsidiary		-	-
Acquisition d'intérêts non contrôlants	Acquisition of non-controlling interests	17	8 151	-5 390
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	Dividends paid to minority interests		-15 537	-14 743
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	Dividends paid to shareholders of the parent	18	-16 479	-17 215
<b>Flux de trésorerie nets provenant de l'activité de financement</b>	<b>Net cash flows from financing activities</b>		<b>-180 621</b>	<b>32 664</b>
<b>Impact de la variation des taux de change sur la trésorerie consolidée</b>	<b>Impact of exchange rate movements on consolidated cash</b>		<b>-17 691</b>	<b>6 729</b>
Variation de la trésorerie	Movements in cash		-70 393	85 069
Trésorerie et équivalent au début de la période	Cash and cash equivalents at start of the year	15	433 466	348 397
Trésorerie et équivalent à la fin de la période	Cash and cash equivalents at end of the year	15	363 073	433 466

# TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

## CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions €000 except for number of shares	Note	Nombre d'actions Number of shares	Capital social Share capital	Prime d'émission Share premium	Actions propres Treasury shares	Écarts de conversion Currency translation	Réserves consolidées Consolidated reserves	Total part du Groupe Total Group share	Intérêts minoritaires Minority interests	Total capitaux propres Total equity
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> Janvier 2020</b> Equity at 1 January 2020		71 622 968	14 325	12 876	-20 375	-20 682	386 260	372 404	121 559	493 963
Résultat net de la période Net profit for the year		-	-	-	-	-	48 928	48 928	22 675	71 603
Autres éléments du résultat global Other comprehensive income	16	-	-	-	-	-24 589	-313	-24 902	-11 134	-36 036
<b>Résultat global de la période</b> Comprehensive income for the year		-	-	-	-	-24 589	48 615	24 026	11 541	35 567
Réduction de capital Capital reduction	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés Dividends paid	18	-	-	-	-	-	-16 479	-16 479	-15 537	-32 016
Variation d'actions propres Movement in treasury shares		-	-	-7	-3 589	-	-	-3 596	-	-3 596
Incidence des variations de périmètre Effect of changes in basis of consolidation		-	-	-	-	-568	-5 878	-6 446	3 343	-3 103
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions Equity element of share-based payment schemes	19	-	-	-	-	-	1 497	1 497	561	2 058
Autres variations Other movements		-	-	-	-	-	-610	-610	-219	-829
<b>Capitaux propres au 31 Décembre 2020</b> Equity at 31 December 2020		71 622 968	14 325	12 869	-23 964	-45 839	413 405	370 796	121 248	492 044
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> Janvier 2019</b> Equity at 1 January 2019		71 622 968	14 325	12 876	-20 375	-20 682	386 260	372 404	121 559	493 963
Résultat net de la période Net profit for the year		-	-	-	-	-	48 928	48 928	22 675	71 603
Autres éléments du résultat global Other comprehensive income	16	-	-	-	-	-24 589	-313	-24 902	-11 134	-36 036
<b>Résultat global de la période</b> Comprehensive income for the year		-	-	-	-	-24 589	48 615	24 026	11 541	35 567
Réduction de capital Capital reduction	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés Dividends paid	18	-	-	-	-	-	-16 479	-16 479	-15 537	-32 016
Variation d'actions propres Movement in treasury shares		-	-	-7	-3 589	-	-	-3 596	-	-3 596
Incidence des variations de périmètre Effect of changes in basis of consolidation		-	-	-	-	-568	-5 878	-6 446	3 343	-3 103
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions Equity element of share-based payment schemes	19	-	-	-	-	-	1 497	1 497	561	2 058
Autres variations Other movements		-	-	-	-	-	-610	-610	-219	-829
<b>Capitaux propres au 31 Décembre 2020</b> Equity at 31 December 2020		71 622 968	14 325	12 869	-23 964	-45 839	413 405	370 796	121 248	492 044

# ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

## NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

VIEL & Cie est une société française anonyme, domiciliée à Paris au 9, Place Vendôme - 75001 Paris.

VIEL & Cie, société d'investissement, contrôle deux sociétés cotées spécialisées dans l'intermédiation financière, Compagnie Financière Tradition, présente dans plus de 30 pays, active dans le secteur de l'intermédiation professionnelle et Bourse Direct, intervenant dans le domaine de la bourse sur Internet en France, ainsi qu'un pôle de gestion et de banque privée au travers d'une participation mise en équivalence de 40 % dans SwissLife Banque Privée.

L'action VIEL & Cie (codes : FR0000050049, VIL) est cotée sur le compartiment B d'Euronext Paris, et est incluse dans l'indice SBF 250.

VIEL & Cie est détenue à hauteur de 60,19 % par Viel et Compagnie-Finance.

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés de VIEL & Cie au 31 décembre 2020 par décision du 18 mars 2021.

Dans un contexte de crise sanitaire et économique, les sociétés du groupe ont maintenu la continuité de leurs activités sans rupture de services. Cette crise sanitaire liée à la COVID-19 constitue un événement majeur de l'année qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes consolidés clos au 31 décembre 2020.

### GENERAL

VIEL & Cie is a French public limited company with its registered office at 9, Place Vendôme - 75001 Paris.

VIEL & Cie is an investment company which controls two listed financial brokers - Compagnie Financière Tradition, an interdealer broker with a presence in more than 30 countries, and Bourse Direct, a leading participant in the online trading sector in France - as well as an asset management and private banking business, through a 40% stake in SwissLife Banque Privée, accounted for using the equity method.

VIEL & Cie shares (codes: FR0000050049, VIL) are listed in Compartment B of Euronext Paris, and are included in the SBF 250.

The Company is 60.19% owned by VIEL et Compagnie-Finance.

The consolidated financial statements for the year ended 31 December 2020 were approved by the Board of Directors on 18 March 2021.

Against a backdrop dominated by the global health and economic crisis, the Group's companies were able to maintain their activities and provide uninterrupted services to our clients. Despite the challenges posed by the Covid-19 health crisis, it did not entail an adjustment of the consolidated accounts for the year ended 31 December 2020.



## PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés de VIEL & Cie sont établis en milliers d'euros sauf explicitement mentionné, l'euro étant la devise fonctionnelle et la devise de présentation de VIEL & Cie. Ils ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certains instruments financiers réévalués à la juste valeur.

Les comptes consolidés de VIEL & Cie sont établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne, disponibles à l'adresse internet suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

### > MODIFICATION DES PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Les principes comptables appliqués lors de la préparation des comptes annuels consolidés sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2019, à l'exception des normes et amendements applicables à partir de 2020 et homologués par l'Union Européenne et qui ont été sans impact significatif sur les comptes du Groupe lors de leur première application.

Norme Standard	Nom Name	Entrée en vigueur Effective date
Cadre conceptuel (modifications) Conceptual Framework (amendments)	Modifications des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS Amendments to References to the Conceptual Framework in IFRS Standards	1 <sup>er</sup> janvier 2020 1 January 2020
IAS 1 et IAS 8 (modifications) IAS 1 and IAS 8 (amendments)	Définition de significatif Definition of Material	1 <sup>er</sup> janvier 2020 1 January 2020
IFRS 3 (modifications) IFRS 3 (amendments)	Définition d'une entreprise Definition of a Business	1 <sup>er</sup> janvier 2020 1 January 2020

## PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

Lors de l'établissement des comptes consolidés, la Direction procède à des estimations lors de l'application des conventions comptables.

En raison des incertitudes inhérentes aux activités du Groupe, certains éléments des comptes consolidés ne peuvent pas être évalués avec précision, et ne peuvent faire l'objet que d'une estimation. Ces estimations impliquent des jugements fondés sur les dernières informations fiables disponibles.

## BASIS OF PREPARATION

The consolidated financial statements are presented in thousands of euros except where expressly stated otherwise; the euro is VIEL & Cie's functional currency and presentation currency. The consolidated financial statements have been prepared on a historical cost basis, with the exception of certain financial instruments remeasured at fair value. They have also been prepared in accordance with International Financial Accounting and Reporting Standards (IFRS) as adopted by the European Union (available online at: [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting_en)).

### > CHANGES IN ACCOUNTING POLICIES

The accounting policies applied in the preparation of the annual consolidated financial statements are identical to those in effect at 31 December 2019, except for standards and amendments applicable from 2020 and approved by the European Union, and which had no material impact on the consolidated financial statements on first application.

## KEY ACCOUNTING ESTIMATES AND JUDGMENTS

When preparing the consolidated financial statements, Management makes certain assumptions and estimates in applying its accounting policies.

Due to the inherent uncertainties in the Group's activities, certain items in the consolidated financial statements cannot be measured accurately and must therefore be estimated. Estimates involve judgments based on the latest reliable information available.

Les hypothèses clefs relatives à l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la date de clôture, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et des passifs au cours de la période sont les suivantes :

#### > PERTE DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

Le Groupe effectue des tests de dépréciation de ses écarts d'acquisition à chaque date de bilan. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés. Les projections de flux de trésorerie futurs sont basées sur des estimations faites par la Direction qui estime également le taux d'actualisation à retenir dans le calcul de leur valeur actualisée. Des informations complémentaires sont données en note 8.

#### > IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS

Des impôts différés actifs sont enregistrés pour les reports fiscaux déficitaires dans la mesure où il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces reports fiscaux déficitaires pourront être imputés. La Direction estime le montant des actifs d'impôts différés à comptabiliser, sur la base des prévisions de bénéfices imposables futurs. Des informations complémentaires sont données en note 5.

#### > ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année sur la base d'évaluations actuarielles. Ce type d'évaluation implique l'utilisation d'hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les rendements attendus des actifs des régimes, les augmentations futures des salaires et des retraites ainsi que les taux de mortalité. En raison de leur perspective long terme, ces estimations sont sujettes à incertitudes. Des informations complémentaires sont données en note 22.

#### > PROVISIONS POUR LITIGES

Des provisions sont constatées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'une action en justice ou de tout autre litige impliquant le Groupe peut être estimée de manière fiable. L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question. Celles-ci ne sont par conséquent pas actualisées car leur valeur actuelle ne représenterait pas une information fiable. Des informations complémentaires sont données en note 21.

Key estimates and assumptions concerning the future, and other important sources of uncertainty regarding estimates at the balance sheet date, that present a significant risk of entailing material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities within the next financial year are as follows:

#### > GOODWILL IMPAIRMENT

The Group tests goodwill for impairment at each balance sheet date. The value in use of goodwill is estimated using discounted cash flow projections on the cash-generating units (CGUs) to which the goodwill has been allocated. Future cash flow projections and the discount rate to be used in calculating their present value are based on estimates made by Management. Additional information is disclosed in Note. 8.

#### > DEFERRED TAX ASSETS

Deferred tax assets are recognised for tax loss carry-forwards to the extent that it is probable that taxable profits will be available in the foreseeable future against which the temporary differences can be utilised. Management estimates the deferred tax assets to be recognised on the basis of forecasts of future taxable profits. Additional information is disclosed in Note. 5.

#### > EMPLOYEE BENEFITS

The Group's obligations under defined benefit schemes are measured each year on the basis of actuarial valuations. This type of valuation implies the use of actuarial assumptions the most important of which are the discount rate, expected return on scheme assets, future salary and benefit increases, and the mortality rate. Because of the long-term perspective, these estimates involve a degree of uncertainty. Additional information is disclosed in Note. 22.

#### > LITIGATION

Provisions are recognised for ongoing litigation when the probable outcome of a lawsuit or other litigation involving the Group can be reliably estimated. The timing of cash outflows relating to these provisions is uncertain, as it will depend on the outcome of the relevant cases. They have therefore not been discounted as their present value would not be a reliable estimate. Additional information is disclosed in Note. 21.

## PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### > PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés comprennent ceux de VIEL & Cie ainsi que ceux de ses filiales, coentreprises et sociétés associées (appelées collectivement le « Groupe »).

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que le pourcentage de contrôle, le pourcentage d'intérêt et méthode de consolidation retenue pour chacune de ces sociétés, figurent en note 32.

### > REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

L'acquisition d'entreprises est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est mesuré en additionnant les justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition engagés au titre de regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise, qui satisfont aux conditions de comptabilisation, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est comptabilisé en tant qu'actif et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables ainsi constatée. Si, après réévaluation, la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût d'acquisition, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

Après la comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition positifs sont évalués au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeur.

Les écarts d'acquisition sur les filiales sont présentés au bilan dans les immobilisations incorporelles en note 8.

Dans le cadre du test de dépréciation effectué annuellement, ces écarts d'acquisition sont alloués à des unités génératrices de trésorerie. Leur valeur d'utilité est appréciée par référence à des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise sont évalués initialement en fonction de leur quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis.

## SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

### > BASIS OF CONSOLIDATION

The consolidated financial statements include VIEL & Cie, its subsidiaries, associates and joint ventures ("the Group").

A list of the main consolidated companies, together with the controlling interest, equity interest, and method of consolidation for each one, is shown in Note 32.

### > BUSINESS COMBINATIONS

Company acquisitions are accounted for using the purchase method. Acquisition cost is measured as the aggregate of the fair values, at the date of exchange, of assets given, liabilities incurred or assumed, and equity instruments issued by the Group, in exchange for control of the acquired company. Acquisition costs related to business combinations are expensed.

The assets, liabilities and contingent liabilities of the acquired company, which meet the recognition criteria, are recognised at fair value on the acquisition date. Goodwill is recognised as an asset and is initially measured at cost, which is the excess of the cost of the acquisition over the Group's interest in the net fair value of the identifiable assets, liabilities and contingent liabilities so recognised. If, after remeasurement, the Group's interest in the net fair value of the identifiable assets, liabilities and contingent liabilities exceeds the cost of the acquisition, the excess is immediately recognised in profit or loss.

After initial recognition, goodwill is measured at cost less any accumulated impairment losses.

Goodwill on subsidiaries is shown on the balance sheet under intangible assets in Note 8.

As part of the annual impairment testing, goodwill is allocated to cash-generating units. Its value in use is estimated using discounted cash flow projections.

Minority interests in the acquired company are initially measured on the basis of their proportion of the fair value of the net assets acquired.

## MÉTHODES DE CONSOLIDATION

### > FILIALES

La méthode d'intégration globale est appliquée à toutes les sociétés dans lesquelles VIEL & Cie exerce, directement ou indirectement, le contrôle sur la gestion des affaires. Il y a contrôle lorsque le Groupe est exposé à des rendements variables résultants de sa participation dans la société ou détient des droits sur ces rendements, et s'il peut utiliser son pouvoir sur la société pour influencer sur les rendements. Les états financiers des filiales sont intégrés aux comptes consolidés à partir de la date de prise de contrôle jusqu'à la date où le contrôle cesse. La part des actionnaires minoritaires à l'actif net des filiales consolidées et au résultat global de l'exercice est présentée distinctement au bilan et au compte de résultat global consolidé même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les intérêts minoritaires.

### > COENTREPRISES

Une coentreprise est un partenariat qui confère au Groupe des droits sur l'actif net de la société dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires. Le Groupe comptabilise ses intérêts dans les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les écarts d'acquisition déterminés sur les coentreprises sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

### > SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

Les sociétés associées sur lesquelles VIEL & Cie exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais sans toutefois en avoir le contrôle, sont intégrées selon la méthode de la mise en équivalence. Une influence notable est notamment présumée lorsque VIEL & Cie détient, directement ou indirectement, plus de 20 % des droits de vote de ces sociétés. Les comptes consolidés incluent la quote-part du Groupe dans l'actif net et le résultat des sociétés associées. Les écarts d'acquisition déterminés sur les sociétés associées sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

## ÉLIMINATION DES OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les soldes et transactions significatifs intragroupes ainsi que les gains et pertes non réalisés résultant de transactions intragroupes sont éliminés. Les gains et pertes non réalisés résultant de transactions avec des sociétés associées et des sociétés contrôlées conjointement sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités.

## CONSOLIDATION METHODS

### > SUBSIDIARIES

All companies in which VIEL & Cie directly or indirectly holds a controlling interest are fully consolidated in the financial statements. There is control when the Group is exposed or has rights to variable returns from its involvement with the company and when it has the ability to affect those returns through its power over the company. The financial statements of subsidiaries are incorporated in the consolidated financial statements from the date on which control is obtained until the date on which control ceases. The share of minority interests in the net assets of consolidated subsidiaries and in total comprehensive income for the year are presented separately in the consolidated balance sheet and income statement even if this results in the minority interests having a deficit balance.

### > JOINT VENTURES

A joint venture is a partnership which confers on the Group rights to the net assets of the company in which it exercises joint control with other shareholders. The Group's interests in joint ventures are consolidated using the equity method. Goodwill identified on joint ventures is included in the carrying amount of the investment.

### > ASSOCIATES

Associates in which VIEL & Cie has a significant but not controlling influence on the financial and operating policies are accounted for using the equity method. Significant influence is presumed when VIEL & Cie directly or indirectly holds over 20% of the voting rights in these companies. The consolidated financial statements include the Group's share of the net assets and the profit or loss of associates. Goodwill identified on associates is included in the carrying amount of the investment.

## ELIMINATION OF INTERCOMPANY TRANSACTIONS

When preparing the consolidated financial statements, significant balances, transactions and unrealised gains and losses between Group companies are eliminated. Unrealised gains and losses on transactions with associates and jointly controlled companies are eliminated to the extent of the Group's interest in these entities.

## TRAITEMENT DES DEVICES ÉTRANGÈRES

Au sein du Groupe, dont l'euro est la monnaie de présentation des comptes, les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de chaque entité, aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la fin de la période sont convertis aux cours de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant de ces opérations sont constatées au compte de résultat. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur coût historique sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur juste valeur sont convertis aux cours de change en vigueur au moment où la juste valeur est déterminée.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des filiales étrangères exprimés en monnaies étrangères, incluant les écarts d'acquisition et les écarts d'évaluation, sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date d'établissement des comptes. Les produits et charges des filiales étrangères exprimés en monnaies étrangères sont convertis en euros aux cours de change moyens de l'année écoulée.

Les différences de change résultant de la variation des cours de change d'un exercice sur l'autre, appliquées à la situation nette des filiales étrangères exprimée en monnaies étrangères, ainsi que la différence entre le cours moyen de l'année écoulée et le cours de clôture appliquée au résultat des filiales, sont directement imputées aux capitaux propres, sous la rubrique « Ecart de conversion ». Lors de la cession d'une filiale étrangère, le montant cumulé de l'écart de conversion relatif à cette dernière est imputé dans les capitaux propres et constaté au compte de résultat.

Un tableau des principaux cours de change utilisés au titre des exercices 2020 et 2019 est présenté en note 31.

## CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constitué de revenus de courtages et de commissions liés aux opérations d'intermédiation menées par les filiales opérationnelles de VIEL & Cie avec des tiers. Pour les transactions à titre d'agent, le chiffre d'affaires est présenté net des remises et escomptes ainsi que des frais versés aux correspondants et est constaté dès la négociation de l'opération. Dans le cadre des activités en principal où les filiales opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal pour l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers, les revenus de commissions représentent la différence entre le montant de la vente de ces titres et le montant de leur achat et sont constatés en date de livraison.

## FOREIGN CURRENCY TRANSLATION

The Group's presentation currency is the euro. Foreign currency transactions are translated into the functional currency of each entity of the Group using the exchange rate prevailing at the time of the transactions. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies at the balance sheet date are translated at the exchange rate prevailing at that date. Translation differences resulting from such transactions are recognised in the income statement. Non-monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies and recognised at their historic cost are translated at the exchange rate prevailing at the time of the transaction. Those recognised at fair value are translated at the exchange rate prevailing when fair value is determined.

On consolidation, assets and liabilities of foreign subsidiaries denominated in foreign currencies, including goodwill and fair value adjustments, are translated into euros at the exchange rate prevailing at the reporting date. Income and expenses of foreign subsidiaries denominated in foreign currencies are translated into euros at average rates of exchange during the year.

Translation differences resulting from exchange rate fluctuations between years, applied to the net position of foreign subsidiaries denominated in foreign currencies, and differences between the average exchange rate during the year and the year-end exchange rate applied to the results of subsidiaries, are charged directly to equity, under "Currency translation". When a foreign subsidiary is disposed of, the cumulative amount of any exchange differences that relate to the subsidiary recognised in equity is recognised in profit or loss.

The main exchange rates used for the 2020 and 2019 financial years are disclosed in Note 31.

## REVENUE

Revenue consists of brokerage revenues and commissions from broking activities conducted by the Group's operating subsidiaries with third parties. For transactions in which we act as agents, revenue is presented net of rebates, discounts, and charges paid to correspondents, and is recognised at the time of the transaction. With matched principal activities, where the Group's operating subsidiaries act as principal to simultaneously buy and sell securities for the account of third parties, commission earnings represent the difference between the buying and selling price of the securities and are recognised at the time of delivery.

## RÉSULTAT FINANCIER NET

Le résultat financier net comprend les intérêts issus du placement de la trésorerie à court terme, les intérêts payés sur les dettes financières et obligations locatives à court et à long terme, les intérêts liés aux activités de teneur de comptes ainsi que les plus et moins-values sur actifs et passifs financiers. Cette rubrique inclut également les gains et pertes de change sur les actifs et passifs financiers. Les charges et revenus d'intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

## IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Cette rubrique comprend l'impôt exigible ainsi que l'impôt différé sur les bénéfices. L'effet fiscal des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés est enregistré dans les capitaux propres consolidés.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période calculé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture ainsi que les ajustements d'impôts d'années précédentes.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'imposition attendus lors de la réalisation des actifs ou le règlement des passifs. Tout changement du taux d'imposition est enregistré au compte de résultat sauf s'il est relatif directement à des éléments de capitaux propres. Des impôts différés sont calculés et comptabilisés sur toutes les différences temporelles imposables, à l'exception des écarts d'acquisition non déductibles. Les impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles, dès lors qu'il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices futurs. Dans le cas contraire, ils ne sont retenus qu'à hauteur des passifs d'impôts différés pour une même entité fiscale.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, diminuées de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, diminuées d'une dépréciation pour perte de valeur. Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée, soit :

## NET FINANCIAL RESULT

The net financial result includes interest from reinvestment of short-term cash flows, interest paid on short- and long-term financial debts and lease liabilities, and interest in respect of account holder activities, as well as gains and losses on financial assets and liabilities. This item also includes exchange rate gains and losses on financial assets and liabilities. Interest income and expense is recognised in the income statement pro rata over the relevant period using the effective interest method.

## INCOME TAX

This item comprises both current and deferred income tax. The tax effect of items recognised directly in consolidated equity is recorded in consolidated equity.

Current tax is the income tax payable on taxable income for the period, using tax rates adopted, or more or less adopted at the balance sheet date, as well as tax adjustments for previous years.

Deferred tax is recognised on temporary differences between the carrying amount of a balance sheet asset or liability and its tax base. It is measured using the liability method on the basis of the tax rate expected to apply when the asset is realised or the liability is settled. Any change in tax rate is recognised in the income statement, except if it relates directly to equity components. Deferred tax is measured and recognised on all taxable temporary differences, except non-deductible goodwill. Deferred tax assets are recognised on all deductible temporary differences when it is probable that taxable profit will be available in the foreseeable future against which the deferred tax asset can be utilised. Otherwise, they are only recognised to the extent of the deferred tax liability for the same tax entity.

## PROPERTY AND EQUIPMENT

Property and equipment are stated on the balance sheet at cost less accumulated depreciation and any impairment losses. Land is not depreciated. Depreciation is accounted for on a straight-line basis over the estimated useful life of the asset as follows:

- > Agencements et installations : entre 5 et 10 ans,
- > Matériel informatique et de téléphonie : entre 2 et 5 ans,
- > Autres immobilisations corporelles : entre 3 et 5 ans.

Lorsque des éléments d'une même immobilisation corporelle ont une durée d'utilisation estimée différente, ils sont constatés distinctement dans les immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilisation estimée respective.

Les charges d'entretien et de réparation sont imputées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les dépenses permettant d'augmenter les avantages économiques futurs liés aux immobilisations corporelles sont capitalisées et amorties.

La juste valeur des immobilisations corporelles comptabilisées suite à un regroupement d'entreprises est déterminée sur la base de données du marché. La valeur de marché correspond au montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

## IMMEUBLES DE PLACEMENT

Une filiale de VIEL & Cie détient un ensemble de biens immobiliers dans une optique patrimoniale. Ces actifs sont présentés sous la rubrique « Immeubles de placement » dans le bilan consolidé en application de la norme IAS 40 et comptabilisés au coût historique et amortis selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité probable (40 ans); cet amortissement est constaté par le biais du compte de résultat.

## CONTRATS DE LOCATION - LE GROUPE COMME PRENEUR

Le Groupe évalue si un contrat est, ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat. Un contrat est, ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat est, ou contient un contrat de location, le Groupe comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

Au début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats, dont la durée est égale ou inférieure à douze mois, sont enregistrés en charge dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

- > Fixtures and fittings: 5 to 10 years.
- > Computing and telephone equipment: 2 to 5 years.
- > Other property and equipment: 3 to 5 years.

When elements of the same tangible asset have a different estimated useful life, they are recognised separately under property, plant and equipment and depreciated over their respective estimated useful life.

Maintenance and repair expenses are charged to profit or loss in the year in which they are incurred. Expenses incurred for increasing future economic benefits related to property and equipment are capitalised and depreciated.

The fair value of property and equipment recognised following a business combination, is determined on the basis of market data. The market value is the amount that could be obtained from the sale of an asset under normal competitive market conditions between knowledgeable, willing parties in an arm's length transaction.

## INVESTMENT PROPERTY

One of the Group's subsidiaries holds a portfolio of properties for investment purposes. These assets are presented under "Investment property" in the consolidated balance sheet in accordance with IAS 40. They are recorded at historical cost and depreciated on a straight-line basis over their estimated useful life (40 years); this depreciation is recognised in profit or loss.

## LEASES - THE GROUP AS LESSEE

The Group assesses whether the contract is, or contains, a lease at the date of execution of the contract. A contract is or contains a lease if it conveys the right to control the use of an identified asset for a period of time in exchange for consideration. When a contract is or contains a lease, the Group accounts for each lease component within the contract as a lease separately from non-lease components.

At the inception of the lease, the Group recognises a right-of-use asset and a lease liability, except in the case of short-term leases. Lease payments associated with those leases, for which the lease term is twelve months or less, are recognised as an expense in profit or loss on a straight-line basis over the term of the lease.

L'obligation locative correspond initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés, escomptés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou au taux d'emprunt marginal le cas échéant. Les paiements de loyers comprennent entre autres les paiements fixes, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les garanties de valeur résiduelle ainsi que le prix d'exercice d'options d'achat si le Groupe a la certitude raisonnable de les exercer, ou les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location le cas échéant. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée en cas de changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements, en cas de variation des paiements au titre de la garantie de valeur résiduelle ou en cas de changement d'appréciation de l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lors de la réévaluation de l'obligation locative, un ajustement correspondant est enregistré à l'actif au titre du droit d'utilisation ou au compte de résultat si la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation a déjà été ramenée à zéro. Les obligations locatives sont présentées au bilan séparément des autres passifs.

L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût comprenant le montant initial de l'obligation locative, les coûts directs initiaux et une estimation des coûts de remise en état, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée de vie utile de l'actif sous-jacent. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés au bilan séparément des autres actifs.

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, diminuée de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, d'une dépréciation pour perte de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée sauf si cette durée est indéfinie. Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation estimée est indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Les durées d'utilisation estimées sont les suivantes :

> Logiciels :	entre 3 et 5 ans
> Relation clientèle :	durée contractuelle
> Autres immobilisations incorporelles :	entre 3 et 5 ans
> Fonds de commerce :	indéfinie
> Ecart d'acquisition :	indéfinie

The lease liability initially corresponds to the present value of lease payments that have not been paid, discounted using the borrowing rate implicit in the lease, or at the incremental borrowing rate if appropriate. Lease payments include fixed payments, variable lease payments that depend on an index or a rate, residual value guarantees and the exercise price of purchase options if the Group is reasonably certain to exercise them, or any penalties for terminating the lease. Subsequently, the lease liability is measured at amortised cost using the effective interest method. The lease liability is remeasured if there is a change in future lease payments resulting from a change in an index or a rate used to determine those payments, there is a change in payments under a residual value guarantee, or there is a change in the assessment of an option to purchase, extend or terminate a lease. When there is a remeasurement of the lease liability, a corresponding adjustment is made to the right-of-use asset, or in profit or loss if the value of the right-of-use asset has already been reduced to zero. Lease liabilities are presented in the balance sheet separately from other liabilities.

A right-of-use asset is measured at cost including the initial amount of the lease liability, initial direct costs, and an estimate of restoration costs, less any lease incentives received. The right-of-use asset is depreciated or amortised over the term of the lease or the useful life of the underlying asset, whichever is shorter. Right-of-use assets are presented in the balance sheet separately from other assets.

## INTANGIBLE ASSETS

Intangible assets are stated on the balance sheet at cost less accumulated amortisation and any impairment losses.

Amortisation is accounted for on a straight-line basis over the estimated useful life, except where this is indefinite. Intangible fixed assets with an indefinite estimated useful life are reviewed annually for impairment. The estimated useful life of assets is as follows:

> Software:	3 to 5 years
> Customer relationships:	duration of the contract
> Other intangible assets:	3 to 5 years
> Business assets:	indefinite
> Goodwill:	indefinite



## PERTES DE VALEUR DES ACTIFS NON FINANCIERS

Les actifs non financiers sont examinés à chaque date de bilan afin de déterminer s'il existe des indices révélant une perte de leur valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est estimée. Pour déterminer la valeur recouvrable, le Groupe utilise des données de marché, et lorsque ces dernières ne sont pas disponibles ou fiables, des techniques d'actualisation de flux de trésorerie futurs.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, la valeur recouvrable est estimée respectivement à chaque date de bilan qu'il y ait un indice révélant une perte de valeur ou non.

Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités) et ensuite, aux autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité (le groupe d'unités).

Les pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes antérieures pour des actifs non financiers, autres que les écarts d'acquisitions, sont revues annuellement et reprises si nécessaire.

## ACTIFS FINANCIERS

En cas d'achat ou de vente ordinaire d'actifs financiers, la date de transaction est retenue pour la comptabilisation initiale et la décomptabilisation subséquente.

Les créances sont initialement évaluées à leur prix de transaction si elles ne comportent pas une composante de financement importante. Les autres actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, augmentée, dans le cas d'un actif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de cet actif financier.

## IMPAIRMENT LOSSES ON NON-FINANCIAL ASSETS

Non-financial assets are reviewed at each balance sheet date to determine whether there is any indication of impairment. Should this be the case, the asset's recoverable amount is estimated. To determine this amount, the Group uses market data or, where this is unavailable or unreliable, discounted future cash flow techniques.

For goodwill and intangible assets with indefinite useful lives, the recoverable amount is estimated at each balance sheet date regardless of whether there is any indication of impairment.

An impairment loss is recognised in the income statement when the carrying amount of an asset or the cash-generating unit (CGU) is greater than its recoverable amount. The recoverable amount of an asset is the higher of its net selling price and its value in use. The value in use is the present value of the future cash flows expected to be derived from an asset or CGU.

An impairment loss is recognised on a CGU, first, to reduce the carrying amount of any goodwill allocated to the CGU (or group of units), and then on the other assets in the unit (or group of units) pro rata to the carrying amount of each asset in the unit (or group of units).

Impairment losses on non-financial assets recognised in a previous period, other than for goodwill, are reviewed annually and reversed where necessary.

## FINANCIAL ASSETS

Ordinary purchases and sales of financial assets are initially recognised and subsequently derecognised on the trade date.

Receivables are initially measured at their transaction price if they do not contain a significant financial component. Other financial assets are initially measured at fair value; financial assets not measured at fair value through profit or loss are measured at fair value plus transaction costs directly attributable to the acquisition of the asset.

Tous les actifs financiers comptabilisés sont ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction à la fois :

- > du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers ;
- > des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Un actif financier est évalué au coût amorti si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le coût amorti d'un actif financier est la valeur qui lui est attribuée lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes, le cas échéant.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les futures entrées de trésorerie, estimées sur la durée de vie attendue d'un actif, de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier.

Les clients et autres créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déduction faite d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs financiers sont présentés dans l'actif courant à l'exception de ceux qui ont une échéance supérieure à douze mois après la date de clôture du bilan qui sont présentés dans l'actif non courant sous la rubrique « Autres actifs financiers ». Dans l'actif courant, les clients et autres créances comprennent, outre les créances de courtages, les créances liées aux activités de teneur de comptes et les créances liées aux activités en principal. Les dépôts bancaires à court terme qui ont une maturité supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition sont évalués au coût amorti et présenté au bilan dans la rubrique « Actifs financiers évalués au coût amorti ».

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

All recognised financial assets are subsequently measured at amortised cost, at fair value through comprehensive income, or at fair value through profit or loss, on the basis of both:

- > the entity's business model for managing financial assets;
- > the contractual cash flow characteristics of the financial asset.

A financial asset is measured at amortised cost if the asset is held within a business model whose objective is to hold assets in order to collect contractual cash flows and the contractual terms of the financial asset gives rise, on specified dates, to cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

The amortised cost of a financial asset is the amount at which it is measured at initial recognition minus the principal repayments, plus or minus the cumulative amortisation using the effective interest method of any difference between that initial amount and the maturity amount, adjusted for any loss allowance.

The effective interest rate is the rate that discounts estimated future cash payments or receipts through the expected life of the financial asset to obtain the gross carrying amount of a financial asset.

Trade and other receivables are measured at amortised cost using the effective interest method minus impairment losses. These financial assets are presented in current assets, except those with maturities of more than twelve months after the reporting date, which are carried in non-current assets under "Other financial assets". In current assets, "Trade and other receivables" includes broking receivables, as well as receivables related to account holder and matched principal activities. Short-term bank deposits with maturities of more than three months from the acquisition date are measured at amortised cost and presented in the balance sheet under "Financial assets measured at amortised cost".

A financial asset is measured at fair value through other comprehensive income if the asset is held within a business model whose objective is achieved by both collecting contractual cash flows and selling financial assets, and if the contractual terms of the financial asset give rise on specified dates to cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises. Les dividendes reçus sur ces placements sont enregistrés dans le compte de résultat. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé au bénéfice au bilan dans les capitaux propres.

Les autres instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net tout comme les instruments financiers dérivés sauf si l'instrument dérivé est désigné comme instrument de couverture efficace.

## JUSTE VALEUR

La juste valeur des actifs financiers qui sont traités sur un marché actif est déterminée par référence au cours acheteur à la date d'évaluation. Si un marché actif n'est pas disponible, la juste valeur est estimée par l'application d'une technique de valorisation appropriée. De telles techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes, de la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou les modèles de valorisation des options.

## ACTIVITÉ DE TENEUR DE COMPTES

Certaines sociétés du Groupe exercent une activité de teneur de comptes au cours de laquelle elles reçoivent des dépôts de la part de leur clientèle, qu'elles déposent à leur tour auprès d'organismes de compensation afin d'assurer la bonne fin des opérations menées par leur clientèle. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités de courtage en ligne sur opérations de change, certaines sociétés du Groupe reçoivent des dépôts de la part de leurs clients, qu'elles déposent à leur tour auprès de leurs banques compensatrices. Les créances et dettes liées à cette activité sont présentées au bilan à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ».

A financial asset is measured at fair value through profit or loss, unless it is measured at amortised cost or at fair value through other comprehensive income.

The Group may make an irrevocable election at initial recognition, to present in other comprehensive income subsequent changes in the fair value of an investment in an equity instrument that is neither held for trading nor contingent consideration recognised by an acquirer in a business combination. Dividends received on these investments are recognised in profit or loss. On disposal of these equity instruments, the net cumulative changes in fair value up to the time of disposal are reclassified to retained earnings under equity.

Other equity instruments are measured at fair value through profit or loss, as are derivative financial instruments, except if the derivative instrument is designated as a hedging instrument.

## FAIR VALUE

The fair value of financial assets traded on an active market is determined by reference to the bid price on the valuation date. If there is no observable active market, fair value is estimated using an appropriate valuation technique. Such techniques include the use of recent transactions, reference to the current fair value of another substantially identical instrument, discounted cash flow analysis and option pricing models.

## ACCOUNT HOLDER ACTIVITIES

Some Group companies act as account holders, receiving deposits from their customers which in turn they deposit with clearing houses for the settlement of customer trades. Moreover, in connection with their online broking activities in forex trading, some Group companies receive deposits from customers, which in turn they deposit with their clearing banks. Receivables and payables in respect of these activities are carried on the balance sheet under "Trade and other receivables" or "Trade and other payables".

## ACTIVITÉ EN PRINCIPAL

Certaines sociétés du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont débloquées lorsque les deux opérations de la transaction sont réglées ; le règlement effectué d'une part et la livraison des titres d'autre part (délai technique de règlement - livraison).

Afin de refléter la substance de ces transactions, ces dernières sont constatées à la date de livraison. Les montants à recevoir et à payer aux contreparties découlant des transactions en cours de livraison ayant dépassé le délai de livraison prévu sont présentés au bilan en valeur brute à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ». Les montants à recevoir et à payer aux contreparties pour les transactions dont la livraison est prévue dans le cadre normal des affaires sont présentés en note 28.

## DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

La perte de valeur d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée suivant le modèle des pertes de crédit attendues. Pour les créances de courtage, la correction de valeur pour pertes est évaluée au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la créance. La valeur comptable de l'actif est réduite via l'utilisation d'un compte de correction de valeur.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat, sauf pour les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Dans ce cas, la correction de valeur est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

## INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe utilise de façon ponctuelle des instruments financiers dérivés principalement pour gérer les risques de change auxquels il est confronté dans le cadre de ses opérations. Ces instruments financiers dérivés consistent principalement en des contrats de change à terme et options sur devises.

Les instruments financiers sont initialement constatés à leur coût d'acquisition. Par la suite, tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, soit la valeur de marché pour les instruments cotés en bourse soit une estimation selon des modèles de valorisation couramment utilisés pour les instruments non cotés. Les variations de juste valeur des instruments financiers sont comptabilisées au compte de résultat.

## MATCHED PRINCIPAL ACTIVITY

Some Group companies act as principal in the simultaneous purchase and sale of securities for the account of third parties. Such trades are completed when both sides of the deal are settled, namely once payment is made and the securities are delivered (matched trades).

In order to reflect the substance of these transactions, they are recognised at the time of delivery. Counterparty receivables and payables arising on current transactions that have gone beyond the expected settlement date are carried gross on the balance sheet under "Trade and other receivables" or "Trade and other payables". Counterparty receivables and payables for matched principal transactions expected to be settled in the normal course of trading are disclosed in Note 28.

## IMPAIRMENT OF FINANCIAL ASSETS

Impairment of a financial asset at amortised cost is calculated using the expected credit loss model. For broking receivables, the loss allowance is measured at the amount of the lifetime expected credit losses. The carrying amount of the asset is reduced through use of an allowance account.

Impairment losses are recognised in the income statement, except for debt instruments at fair value through other comprehensive income, for which the allowance is recognised in other comprehensive income.

## DERIVATIVE FINANCIAL INSTRUMENTS

The Group uses derivative financial instruments on a specific and generally marginal basis, mainly to manage currency risks arising during the course of its activities. These instruments mostly consist of forward exchange contracts and currency options.

Financial instruments are initially recognised at their acquisition cost and are subsequently measured at fair value, either at the quoted market price for listed instruments or on the basis of generally accepted valuation models for unlisted instruments. Changes in the fair value of financial instruments are recorded in the income statement.

## AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants comprennent principalement les charges payées d'avance imputables au prochain exercice.

## TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie se compose de la caisse et des dépôts bancaires à vue alors que les équivalents de trésorerie regroupent les dépôts bancaires à court terme et les placements monétaires à court terme dont l'échéance, à partir de la date d'acquisition, est égale ou inférieure à trois mois. Les placements monétaires à court terme sont constitués d'instruments de trésorerie négociables à court terme tels que les titres d'Etat ou des fonds d'investissement monétaires. Ceux-ci sont valorisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes sur ces titres, réalisés et non réalisés, sont comptabilisés directement au compte de résultat. Les découverts bancaires sont présentés avec les dettes bancaires à court terme.

Les découverts bancaires remboursables sur demande sont inclus dans la trésorerie et équivalents de trésorerie dans le cadre du tableau des flux de trésorerie.

## CAPITAUX PROPRES

Toutes les actions émises sont des actions au porteur et sont présentées dans les capitaux propres.

Les actions propres sont enregistrées au bilan à leur valeur d'acquisition et portées en diminution des capitaux propres consolidés. Lors de cessions ultérieures, la plus ou moins-value n'a pas d'effet sur le résultat mais est enregistrée comme apport ou réduction aux réserves provenant de primes d'émission.

## PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur diminuée, dans le cas d'un passif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'émission de ce passif financier. Ils sont ultérieurement évalués coûts amortis, à l'exception notamment des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. L'évaluation ultérieure de ces passifs est effectuée à la juste valeur. C'est le cas des instruments financiers dérivés.

## OTHER CURRENT ASSETS

Other current assets mainly consist of prepayments related to the next financial year.

## CASH AND CASH EQUIVALENTS

Cash consists of cash in hand and sight deposits held with banks; cash equivalents are short-term bank deposits and short-term money market investments with maturities of three months or less from the date of acquisition. Short-term money market investments are made up of short-term cash products such as government securities and money market funds. They are carried at fair value. All realised and unrealised profits and losses on these securities are recognised directly in the income statement. Bank overdrafts are included with short-term bank borrowings.

Bank overdrafts payable on demand are included in cash and cash equivalents in the cash flow statement.

## SHAREHOLDERS' EQUITY

All shares issued are bearer shares and are presented in equity.

Treasury shares are recognised on the balance sheet at their acquisition cost and deducted from consolidated shareholders' equity. On subsequent disposals, gains or losses have no effect on profit or loss but are recognised as an addition to or reduction in share premium reserves.

## FINANCIAL LIABILITIES

Financial liabilities are initially measured at fair value; financial liabilities not measured at fair value through profit or loss are measured at fair value minus transaction costs directly attributable to the issue of that liability. They are subsequently measured at amortised cost, except for financial liabilities at fair value through profit or loss. These liabilities are subsequently measured at fair value. This is the case for derivative financial instruments.

## JUSTE VALEUR

La juste valeur des passifs financiers qui sont traités sur un marché actif est déterminée par référence au cours vendeur à la date d'évaluation. Si un marché actif n'est pas disponible, la juste valeur est estimée par l'application d'une technique de valorisation appropriée. De telles techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes, de la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou les modèles de valorisation des options.

## PROVISIONS

Une provision est constatée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés au titre de laquelle il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, estimée en utilisant un taux d'actualisation avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

## PRODUITS DIFFÉRÉS

Les produits différés comprennent les produits encaissés d'avance afférents aux prochains exercices.

## ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

Selon les pays où le Groupe est implanté et en fonction des réglementations en vigueur localement en matière de prestations de retraite, il a été mis en place des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies donnent lieu à des versements par les employés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite. Les versements par des sociétés du Groupe sont constatés dans le compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont exigibles.

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année, en valeur actuarielle, par des experts indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon le pays dans lequel le régime est situé.

## FAIR VALUE

The fair value of financial liabilities traded on an active market is determined by reference to the selling price on the valuation date. If there is no observable active market, fair value is estimated using an appropriate valuation technique. Such techniques include the use of recent transactions, reference to the current fair value of another substantially identical instrument, discounted cash flow analysis and option pricing models.

## PROVISIONS

A provision is recognised when the Group has a legal or constructive obligation as a result of past events and it is probable that an outflow of resources representing economic benefits will be required to settle the obligation, and the amount can be reliably estimated. Where the effect of the time value of money is material, the amount of the provision is the present value of expenditures expected to be required to settle the obligation, estimated using a pre-tax discount rate that reflects current market assessments of the time value of money and the risks specific to the liability.

## DEFERRED INCOME

Deferred income comprises income received in advance relating to future financial years.

## EMPLOYEE BENEFITS

The Group operates both defined benefit and defined contribution schemes, depending on the countries in which it is established and the local regulations on retirement benefit schemes.

Defined contribution schemes are those in which employees and Group companies pay contributions to an entity authorised to manage pension funds. Payments by Group companies are recognised in the income statement in the period in which they are due.

The present value of the Group's defined benefit obligations is measured each year by qualified independent actuaries using the projected unit credit method. The actuarial assumptions used to determine obligations vary according to the country in which the scheme operates.

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications des hypothèses à long terme (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, etc.) et de la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes. Ceux-ci sont enregistrés intégralement dans les autres éléments du résultat global.

La charge des prestations comptabilisée au compte de résultat comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les intérêts nets sur les engagements nets des régimes à prestations définies.

Les autres engagements de retraites, tels que les indemnités de départs, font également l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées et sont intégralement provisionnés.

## PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Des options de souscription d'actions sont octroyées aux membres de la Direction Générale ainsi qu'à des collaborateurs du Groupe, leur conférant ainsi le droit de recevoir des actions au terme de la période d'acquisition des droits. L'octroi et les conditions de participation des collaborateurs sont définis par le Conseil d'administration. Lors de l'exercice de leurs options de souscriptions, de nouvelles actions sont créées par l'utilisation du capital conditionnel (cf. note 19).

La juste valeur des options de souscription consenties est reconnue en tant que charge de personnel avec, en contrepartie, une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est déterminée à la date d'attribution des options de souscription et amortie sur la période d'acquisition des droits. La juste valeur des options de souscriptions octroyées est déterminée par un expert indépendant en recourant au modèle de valorisation binomial et en prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date.

A chaque date de clôture, le Groupe révisé ses estimations du nombre d'options sur actions qui seront exercées dans un futur proche. L'impact de cette révision est comptabilisé au compte de résultat avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de la réserve pour options de souscription d'actions au compte de prime d'émission.

## ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Les actifs et passifs éventuels résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe sont présentés en note annexe aux états financiers.

Actuarial gains and losses arise mainly from changes in long-term actuarial assumptions (discount rates, increased services costs, etc.) and the effects of differences between previous actuarial assumptions and what has actually occurred. All such gains and losses are recognised under other comprehensive income.

Benefit costs charged to profit or loss include current service cost and net interest on net liabilities of defined benefit schemes.

Other retirement liabilities, such as retirement allowances, are also determined by actuarial valuation using the projected unit credit method and are fully provisioned.

## SHARE-BASED PAYMENTS

Share options are granted to members of the Executive Board and Group employees entitling them to receive shares at the end of the vesting period. The granting of options and conditions for employee participation are defined by the Board of Directors. When options are exercised, new shares are created by using conditional capital (Note 19).

The fair value of options granted is recognised as a staff cost with a corresponding increase in equity. Fair value is determined at the grant date and amortised over the vesting period. It is determined by an independent expert using the binomial option pricing model and takes account of the general vesting characteristics and conditions prevailing at that date.

At each balance sheet date, the Group revises its estimates of the number of share options that will be exercised in the near future. The impact of this revision is recognised in the income statement with a corresponding adjustment in equity.

At each exercise of share options, the value of the instruments is transferred from the share options reserve to the share premium account.

## CONTINGENT ASSETS AND LIABILITIES

Contingent assets and liabilities arising from past events whose existence will be confirmed only by the occurrence, or non-occurrence, of one or more uncertain future events not wholly within the Group's control, are disclosed in the notes to the financial statements.

## ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Les événements postérieurs à la date de clôture sont les événements qui se produisent entre la date de clôture et la date d'approbation des comptes consolidés.

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée afin de refléter les événements postérieurs à la date de clôture qui contribuent à confirmer des situations qui existaient à la date de clôture. Les événements postérieurs à la date de clôture qui indiquent des situations apparues postérieurement à la date de clôture sont présentés en note aux comptes consolidés lorsque significatifs.

## NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS

Le Conseil des standards comptables internationaux (IASB) a publié certaines normes et amendements de norme qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2020 et dont la date d'entrée en vigueur pour le Groupe est postérieure à la date des comptes consolidés. Ceux-ci n'ont donc pas été appliqués par anticipation pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2020.

### > NORMES, INTERPRÉTATIONS OU AMENDEMENTS ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

Aucune adoption par l'Union Européenne est à reporter pour une date d'entrée en vigueur postérieure à la date de clôture des comptes consolidés.

### > NORMES, INTERPRÉTATIONS OU AMENDEMENTS NON ENCORE ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

Norme Standard	Nom Name	Entrée en vigueur Effective date
IAS 37 (modifications) IAS 37 (amendments)	Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire Onerous Contracts - Cost of Fulfilling a Contract	1 <sup>er</sup> janvier 2022 1 January 2022
Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS Annual Improvements to IFRSs (2018-2020 Cycle)	Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS Annual Improvements to IFRSs (2018-2020 Cycle)	1 <sup>er</sup> janvier 2022 1 January 2022
IAS 1 (modifications) IAS 1 (amendments)	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants Classification of Liabilities as Current or Noncurrent	1 <sup>er</sup> janvier 2023 1 January 2023
IFRS 17 IFRS 17	Contrats d'assurance Insurance contracts	1 <sup>er</sup> janvier 2023 1 January 2023

Le Groupe prévoit que l'adoption des autres normes et amendements ci-dessus n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe lors de la première application.

## EVENTS AFTER THE BALANCE SHEET DATE

Events after the balance sheet date are events that occur between the balance sheet date and the approval date of the financial statements.

The value of assets and liabilities at the balance sheet date is adjusted to reflect events after the balance sheet date that help confirm situations that existed at the reporting date. Material post-balance sheet events that are indicative of conditions that arose after the balance sheet date are disclosed in the notes to the financial statements.

## NEW STANDARDS AND INTERPRETATIONS

The International Accounting Standards Board (IASB) published a number of standards and amendments which had not all been adopted by the European Union at 31 December 2020, and which will take effect within the Group after the balance sheet date: These were not early adopted for the consolidated financial statements at 31 December 2020.

### > STANDARDS, INTERPRETATIONS AND AMENDMENTS ADOPTED BY THE EUROPEAN UNION

No standards, interpretations or amendments adopted by the European Union are to take effect after the balance sheet date.

### > STANDARDS, INTERPRETATIONS AND AMENDMENTS NOT YET ADOPTED BY THE EUROPEAN UNION

The Group does not expect the initial application of the other Standards and Amendments mentioned above to have any significant impact on the consolidated financial statements.



## 1. INFORMATION SECTORIELLE

La structure d'organisation interne et de gestion de VIEL & Cie, et son système d'information financière permettant l'élaboration des rapports à l'attention de la Direction générale et du Conseil d'administration, sont fondés sur une approche métier en premier lieu, déclinée pour chaque pôle d'activité du Groupe.

Les trois segments d'activité retenus par VIEL & Cie pour son information de gestion, qui présentent des profils de risques et de rentabilité globalement homogènes, sont l'intermédiation professionnelle autour de la participation dans Compagnie Financière Tradition, la bourse en ligne avec Bourse Direct, et la banque privée au travers de SwissLife Banque Privée.

Au niveau secondaire, les activités du Groupe sont regroupées par zones géographiques : l'Europe Moyen Orient et Afrique, les Amériques et la zone Asie-Pacifique. Les activités menées par le Groupe en Afrique et en Amérique latine ont été regroupées respectivement au sein des zones Europe et Etats-Unis, dans la mesure où elles sont supervisées opérationnellement par les responsables de ces zones et ne représentent pas, individuellement, un poids significatif (moins de 2 % des revenus du Groupe).

L'approche géographique retenue repose sur la localisation des bureaux, et ainsi des équipes opérationnelles, et non sur la localisation géographique des clients, la rentabilité d'une activité d'intermédiation étant fondée avant tout sur les caractéristiques d'un marché local, notamment en termes de pression concurrentielle ou de niveau des rémunérations et autres dépenses opérationnelles. La répartition des revenus consolidés par destination -localisation géographique de ses clients- n'est toutefois pas sensiblement différente de la répartition par implantation géographique.

Les actifs sectoriels ne sont pas inclus dans les rapports de gestion à l'attention de la Direction générale mais sont néanmoins présentés ci-dessous.

Les produits, charges d'exploitation et actifs sectoriels sont alloués intégralement aux pôles sectoriels, à l'exception de quelques éléments de résultat ou d'actifs et de passifs afférents exclusivement au fonctionnement des sociétés « holdings » du Groupe et présentés distinctement à titre d'éléments non alloués. Par ailleurs, certains éléments considérés comme exceptionnels tels que des plus ou moins-values sur cession de filiales ou sociétés associées, des amortissements d'immobilisations incorporelles ou charges de restructuration sont exclus du résultat d'exploitation sectoriel.

Les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués aux comptes consolidés.

## 1. SEGMENT REPORTING

VIEL & Cie's internal organisational and management structure, and its system of internal financial reporting to the Executive Board and Board of Directors, are predominantly based on business activities, broken down for each of the Group's core businesses.

The three business segments identified for management reporting that have similar overall risk and profitability profiles are interdealer broking centred around Compagnie Financière Tradition, online broking with Bourse Direct, and private banking through SwissLife Banque Privée.

On the secondary level, the Group's activities are grouped into geographical areas: Europe, the Middle East and Africa, the Americas and the Asia-Pacific region. The Group's activities in Africa and Latin America have been grouped under Europe and the United States respectively, as their operations are supervised by the management of these regions and their individual weight is not significant (less than 2% of Group revenues).

The adopted geographical approach is based on the location of the Group's offices and operational teams, rather than the geographical location of its customers. This is because the profitability of broking activities is heavily reliant on local market characteristics, particularly in terms of competitive pressure as well as remuneration and other operating expenses. However, the distribution of consolidated revenues by destination - namely the geographical location of customers - does not differ substantially from revenue distribution by geographical location.

Segment assets are not included in management reports to the Executive Board, but they are nevertheless presented below.

Income, operating expenses, and segment assets and liabilities are allocated entirely to the business segments, except for a few profit or loss items, and assets and liabilities related exclusively to the Group's portfolio companies' operations which are presented separately as unallocated items. Moreover, some items considered exceptional, such as gains or losses on the disposal of subsidiaries or associates, depreciation of property and equipment, or restructuring charges, are not included in operating segment results.

The accounting policies applied in evaluating the segment operating results are identical to those applied in the consolidated financial statements.

> INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

> DISCLOSURE BY BUSINESS SEGMENT

En 2020 en milliers d'euros In 2020 €000	Intermédiation professionnelle IDB business	Bourse en ligne Online trading	Banque Privée Private banking	Immobilier et autres activités Property and other activities	Total	Contribution des holdings Contribution of portfolio companies	Total
Chiffre d'affaires Revenue	843 649	44 473			888 122	-	888 122
Charges d'exploitation <sup>(1)</sup> Operating expenses <sup>(1)</sup>	-765 032	-35 238		-202	-800 471	-	-800 471
Résultat d'exploitation sectoriel Segment operating profit	78 617	9 235	-	-202	87 651	-	87 651
Produits/ Charges non alloués <sup>(2)</sup> Unallocated income/expenses <sup>(2)</sup>	-	-		-	-	-4 033	-4 033
<b>Résultat d'exploitation</b> Operating profit	<b>78 617</b>	<b>9 235</b>	<b>-</b>	<b>-202</b>	<b>87 651</b>	<b>-4 033</b>	<b>83 617</b>
Résultat des participations mise en équivalence Profit of equity accounted investments	16 011		2 948		18 960	-187	18 773
Résultat financier Financial result	-13 423	55		-24	-13 391	-2 766	-16 157
<b>Résultat avant impôts</b> Profit before tax	<b>81 206</b>	<b>9 290</b>	<b>2 948</b>	<b>-225</b>	<b>93 219</b>	<b>-6 986</b>	<b>86 233</b>
Impôts sur les bénéfices Income tax	-11 514	-3 033			-14 547	-85	-14 632
<b>Résultat net</b> Net profit	<b>69 692</b>	<b>6 257</b>	<b>2 948</b>	<b>-225</b>	<b>78 672</b>	<b>-7 071</b>	<b>71 601</b>

<sup>(1)</sup> Charges nettes des autres produits d'exploitation et incluant les amortissements.

<sup>(1)</sup> Expenses net of other operating income, including depreciation and amortisation.

<sup>(2)</sup> Produits/Charges nets afférents aux holdings du Groupe.

<sup>(2)</sup> Net income/expenses related to the Group's portfolio companies.

En 2019 en milliers d'euros In 2019 €000	Intermédiation professionnelle IDB business	Bourse en ligne Online trading	Banque Privée Private banking	Immobilier et autres activités Property and other activities	Total	Contribution des holdings Contribution of portfolio companies	Total
Chiffre d'affaires Revenue	830 424	31 370			861 794	-	861 794
Charges d'exploitation <sup>(1)</sup> Operating expenses <sup>(1)</sup>	-771 545	-29 660		-197	-801 402	-	-801 402
Résultat d'exploitation sectoriel Segment operating profit	58 878	1 710	-	-197	60 392	-	60 392
Produits/ Charges non alloués <sup>(2)</sup> Unallocated income/expenses <sup>(2)</sup>	-	-		-	-	-605	-605
<b>Résultat d'exploitation</b> Operating profit	<b>58 878</b>	<b>1 710</b>	<b>-</b>	<b>-197</b>	<b>60 392</b>	<b>-605</b>	<b>59 787</b>
Résultat des participations mise en équivalence Profit of equity accounted investments	15 767		2 794		18 561	-170	18 391
Résultat financier Financial result	-9 913	317		-85	-9 681	838	-8 843
<b>Résultat avant impôts</b> Profit before tax	<b>64 732</b>	<b>2 027</b>	<b>2 794</b>	<b>-281</b>	<b>69 272</b>	<b>64</b>	<b>69 336</b>
Impôts sur les bénéfices Income tax	-7 259	-651			-7 910	-	-7 910
<b>Résultat net</b> Net profit	<b>57 473</b>	<b>1 376</b>	<b>2 794</b>	<b>-281</b>	<b>61 362</b>	<b>64</b>	<b>61 426</b>

<sup>(1)</sup> Charges nettes des autres produits d'exploitation et incluant les amortissements.

<sup>(1)</sup> Expenses net of other operating income, including depreciation and amortisation.

<sup>(2)</sup> Produits/Charges nets afférents aux holdings du Groupe.

<sup>(2)</sup> Net income/expenses related to the Group's portfolio companies.

> ACTIFS SECTORIELS

Les actifs sectoriels se répartissent de la sorte :

En 2020 en milliers d'euros In 2020 €000	Intermédiation professionnelle IDB business	Bourse en ligne Online trading	Banque Privée Private banking	Immobilier et autres activités Property and other activities	Total	Contribution des holdings Contribution of portfolio companies	Total
Actifs sectoriels Segment assets	946 367	1 214 119	-	2 399	2 162 885	-	2 162 885
Participations dans sociétés associées Investments in associates	135 676	-	50 602	-	186 279	1 056	187 335
Actifs non alloués <sup>(3)</sup> Unallocated assets <sup>(3)</sup>	-	-	-	-	-	63 915	63 915
<b>Total Actif</b> Total assets	<b>1 082 043</b>	<b>1 214 119</b>	<b>50 602</b>	<b>2 399</b>	<b>2 349 163</b>	<b>64 972</b>	<b>2 414 135</b>

<sup>(3)</sup> Actifs afférents aux holdings du Groupe.

> SEGMENT ASSETS

An analysis of segment assets is as follows:

En 2020 en milliers d'euros In 2020 €000	Intermédiation professionnelle IDB business	Bourse en ligne Online trading	Banque Privée Private banking	Immobilier et autres activités Property and other activities	Total	Contribution des holdings Contribution of portfolio companies	Total
Actifs sectoriels Segment assets	946 367	1 214 119	-	2 399	2 162 885	-	2 162 885
Participations dans sociétés associées Investments in associates	135 676	-	50 602	-	186 279	1 056	187 335
Actifs non alloués <sup>(3)</sup> Unallocated assets <sup>(3)</sup>	-	-	-	-	-	63 915	63 915
<b>Total Actif</b> Total assets	<b>1 082 043</b>	<b>1 214 119</b>	<b>50 602</b>	<b>2 399</b>	<b>2 349 163</b>	<b>64 972</b>	<b>2 414 135</b>

<sup>(3)</sup> Assets relating to the Group's portfolio companies.

En 2019 en milliers d'euros In 2019 €000	Intermédiation professionnelle IDB business	Bourse en ligne Online trading	Banque Privée Private banking	Immobilier et autres activités Property and other activities	Total	Contribution des holdings Contribution of portfolio companies	Total
Actifs sectoriels Segment assets	1 440 188	1 058 063	-	2 827	2 501 078	-	2 501 078
Participations dans sociétés associées Investments in associates	138 160	-	47 654	-	185 814	1 257	187 071
Actifs non alloués <sup>(3)</sup> Unallocated assets <sup>(3)</sup>	-	-	-	-	-	99 099	99 099
<b>Total Actif</b> Total assets	<b>1 578 348</b>	<b>1 058 063</b>	<b>47 654</b>	<b>2 827</b>	<b>2 686 892</b>	<b>100 356</b>	<b>2 787 249</b>

<sup>(3)</sup> Actifs afférents aux holdings du Groupe.

<sup>(3)</sup> Assets relating to the Group's portfolio companies.

> INFORMATIONS PAR SECTEUR GÉOGRAPHIQUE

En 2020 en milliers d'euros In 2020 €000	Activités poursuivies Continuing operations			Total
	Europe, Moyen-Orient et Afrique Europe, Middle East and Africa	Amérique Americas	Asie-Pacifique Asia-Pacific	
Chiffre d'affaires Revenue	433 548	243 254	211 320	888 122
Actifs non courants Non-current assets	136 149	36 946	17 263	190 357

En 2019 en milliers d'euros In 2019 €000	Activités poursuivies Continuing operations			Total
	Europe, Moyen-Orient et Afrique Europe, Middle East and Africa	Amérique Americas	Asie-Pacifique Asia-Pacific	
Chiffre d'affaires Revenue	395 887	253 631	212 276	861 794
Actifs non courants Non-current assets	140 113	47 674	16 392	204 178

La zone Europe est principalement constituée des activités du Groupe à Londres. Aux Etats-Unis, les activités sont essentiellement développées à partir de New York et en Asie à partir de Tokyo.

Les actifs non courants comprennent uniquement les immobilisations corporelles et incorporelles.

#### > INFORMATION CONCERNANT LES CLIENTS IMPORTANTS

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires pour les exercices 2019 et 2020.

## 2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros €000	2020	2019
Plus- / (moins-)values sur cession d'actifs immobilisés Gains/(losses) on disposal of fixed assets	184	76
Autres produits d'exploitation Other operating income	3 039	2 784
<b>TOTAL</b>	<b>3 222</b>	<b>2 861</b>

The Europe region consists mostly of the Group's activities in London. In the US, we operate mainly out of New York, and in the Asia-Pacific region out of Tokyo.

Non-current assets consist solely of property and equipment, and intangible assets.

#### > INFORMATION ON MAJOR CUSTOMERS

No customer represented more than 10% of revenue in the 2019 and 2020 financial years.

## 2. OTHER OPERATING INCOME

An analysis of this item is shown below:

## 3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros €000	2020	2019
Charges de télécommunication et d'information financière Telecommunications and financial information	55 229	55 308
Charges de voyages et de représentation Travel and representation	13 605	30 259
Honoraires professionnels Professional fees	22 772	30 377
Charges locatives et de maintenance Rental and maintenance expenses	6 908	8 000
Autres charges d'exploitation Other operating expenses	48 276	43 492
<b>TOTAL</b>	<b>146 790</b>	<b>167 436</b>

## 3. OTHER OPERATING EXPENSES

An analysis of this item is shown below:

## 4. RÉSULTAT FINANCIER NET

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros €000	2020	2019
Produits d'intérêts Interest income	1 859	2 669
Produits des titres de participation Income from equity investments	64	17
Plus-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur Gains on financial assets at fair value	881	1 512
Plus-values sur cession de titres de participation Gains on disposal of equity investments	7	1 246
Gains de change Exchange gains	3 084	2 561
Autres produits financiers Other financial income	316	30
<b>Produits financiers</b> Financial income	<b>6 210</b>	<b>8 035</b>
Charges d'intérêts Interest expense	-10 169	-9 463
Moins-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur Losses on financial assets at fair value	-1 310	-146
Pertes de change Exchange losses	-8 099	-3 451
Charges financières sur contrats location financement Financial expense on assets under finance leases	-2 772	-2 652
Autres charges financières Other financial expense	-17	-1 165
<b>Charges financières</b> Financial expense	<b>-22 367</b>	<b>-16 877</b>
<b>Résultat financier net</b> Net financial result	<b>-16 157</b>	<b>-8 843</b>

## 4. NET FINANCIAL RESULT

An analysis of this item is shown below:

## 5. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt de l'exercice se compose des éléments suivants :

en milliers d'euros €000	2020	2019
Charge d'impôts courants Current tax expense	14 451	13 194
Charges / (Produits) d'impôts différés Deferred tax expense/(income)	181	-5 284
<b>Impôts sur le bénéfice</b> Income tax	<b>14 632</b>	<b>7 910</b>

## 5. INCOME TAX

An analysis of tax expense for the year is shown below:

L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition normatif de VIEL & Cie peut s'analyser comme suit :

An analysis of the difference between the effective tax rate and the standard tax rate is shown below:

	2020		2019	
	%	En milliers d'euros €000	%	En milliers d'euros €000
Résultat avant impôts Profit before tax		86 234		69 336
Ajustement de la quote-part des sociétés associées et coentreprises Adjustment for the share of associates and joint ventures		-18 774		-18 391
Résultat avant impôts et quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises Profit before tax and share of profit of associates and joint ventures		67 460		50 945
<b>Taux d'imposition normatif</b> Standard tax rate	<b>21,85 %</b>	<b>14 748</b>	<b>17,99 %</b>	<b>9 168</b>
Effet fiscal des éléments suivants : Tax effect of the following items:				
Consommation de reports déficitaires non valorisés Use of unadjusted tax loss carry-forwards	-0,94 %	-633	-1,06 %	-539
Déficits de l'exercice non valorisés Unadjusted tax losses for the year	1,93 %	1 305	3,11 %	1 582
Charge d'impôt des minoritaires pour les sociétés fiscalement transparentes et intégrées globalement Tax expense for fully consolidated fiscally transparent companies charged to minority interests	-1,56 %	-1 051	-1,46 %	-742
Effet fiscal des produits non imposables Tax effect of non-taxable income	-1,54 %	-1 039	-5,96 %	-3 035
Effet fiscal des charges non déductibles Tax effect of expenses not deductible for tax purposes	3,38 %	2 277	11,04 %	5 624
Pertes fiscales non comptabilisées précédemment Tax losses not previously recognised	-	-	-12,41 %	-6 321
Variation du taux d'impôt Change in tax rate	0,17 %	116	0,02 %	8
Impôts concernant les exercices antérieurs Tax relating to previous years	-1,66 %	-1 118	0,27 %	139
Divers Other	0,04 %	27	3,98 %	2 028
<b>Taux d'imposition effectif du Groupe</b> Group's effective tax rate	<b>21,69 %</b>	<b>14 632</b>	<b>15,53 %</b>	<b>7 911</b>

La rubrique « Charges non déductibles » comprend essentiellement des frais de représentation considérés comme non déductibles fiscalement dans certains pays.

"Expenses not deductible for tax purposes" mainly comprises business expenses not allowable as deductions in certain countries.

Le taux moyen d'imposition consolidé normatif de VIEL & Cie est calculé comme la moyenne pondérée des taux d'imposition en vigueur dans les différentes juridictions fiscales où ses filiales sont présentes.

The average consolidated standard tax rate is measured as the weighted average of the rates in effect in the various tax jurisdictions in which the Group has subsidiaries.

Celui-ci varie d'un exercice à l'autre en fonction du poids relatif de chaque entité individuelle dans le résultat avant impôts du Groupe, ainsi que des changements de taux d'imposition des filiales opérationnelles.

This varies from year to year in line with the relative weight of each entity in the Group's pre-tax results and changes in tax rates of operating subsidiaries.

Des impôts différés ont été comptabilisés sur les autres éléments du résultat global comme suit :

Deferred tax was recognised in other comprehensive income, as follows:

en milliers d'euros €000	2020	2019
Ecart actuariel des régimes à prestations définies Actuarial gains and losses of defined benefit schemes	-1 033	-206
Couverture de flux de trésorerie Cash flow hedges	-	-
Actifs financiers disponible à la vente Available-for-sale financial assets	78	154
Autres Other	-	-
<b>Total charges / (produits) d'impôts différés Total deferred tax expense/(income)</b>	<b>-955</b>	<b>-52</b>

Des impôts ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres comme suit :

Tax was recognised directly in equity as follows:

en milliers d'euros €000	2020	2019
Impôts courants relatifs à l'exercice d'options de souscriptions d'actions Current tax related to the exercise of share options	-928	-550
Impôts différés relatifs à l'octroi d'options de souscriptions d'actions Deferred tax related to the granting of share options	829	1 047
<b>Total charges / (produits) d'impôts Total tax expense/(income)</b>	<b>-98</b>	<b>497</b>

Les impôts différés ont évolué comme suit :

Movements in deferred tax were as follows:

en milliers d'euros €000	31.12.2020	Enregistrés au compte de résultat Recognised in profit or loss	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global Recognised in other comprehensive income	Enregistrés dans les capitaux propres Recognised in equity	Reclassements Reclassifica- tions	Écarts de conversion Currency translation	31.12.2020
<b>Impôts différés actifs</b> Deferred tax assets							
Immobilisations corporelles Property and equipment	1 570	226	-	-	-	-83	1 713
Immobilisations incorporelles Intangible assets	1 114	-200	-	-	-	-81	833
Reports fiscaux déficitaires Tax loss carry-forwards	14 616	830	-	-	-	-961	14 485
Provisions et charges à payer Provisions and accruals	12 286	1 269	1 029	-829	-	-731	13 024
Obligations locatives Lease liabilities	15 483	442	-	-	-	-1 318	14 607
Autres Other	8 327	-867	-	-	-4 202	1 573	4 832
<b>Total</b>	<b>37 913</b>	<b>1 701</b>	<b>1 029</b>	<b>-829</b>	<b>-4 202</b>	<b>-1 601</b>	<b>49 494</b>
<b>Impôts différés passifs</b> Deferred tax liabilities							
Immobilisations corporelles Property and equipment	633	168	-	-	-	-57	744
Immobilisations incorporelles Intangible assets	1 762	876	-	-	-	-197	2 440
Actifs liés au droit d'utilisation Right-of-use assets	13 311	-168	-	-	-	-1 195	11 948
Autres Other	6 484	832	78	-	-	-374	7 020
<b>Total</b>	<b>8 879</b>	<b>1 708</b>	<b>78</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-1 824</b>	<b>22 152</b>
<b>Total impôts différés nets</b> Total net deferred tax	<b>29 034</b>	<b>-7</b>	<b>952</b>	<b>-829</b>	<b>-4 202</b>	<b>223</b>	<b>27 342</b>
Présenté au bilan comme suit : Stated on the balance sheet as follows:							
Impôts différés actifs Deferred tax assets	30 866						29 165
Impôts différés passifs Deferred tax liabilities	1 832						1 823
Net Net	29 034						27 342

Au 31 décembre 2020, le Groupe présente séparément les impôts différés actifs et passifs résultants des différences temporelles relatives aux contrats de location. Les comparatifs pour l'exercice 2019 ont été ajustés.

Deferred tax assets and liabilities arising from temporary differences related to leases have been presented separately at 31 December 2020. Comparative figures for fiscal 2019 have been adjusted.



en milliers d'euros €000	31.12.2019	Enregistrés au compte de résultat Recognised in profit or loss	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global Recognised in other comprehensive income	Enregistrés dans les capitaux propres Recognised in equity	Reclassements Reclassifica- tions	Écarts de conversion Currency translation	31.12.2019
<b>Impôts différés actifs</b> Deferred tax assets							
Immobilisations corporelles Property and equipment	1 489	11	-	-	-	70	1 570
Immobilisations incorporelles Intangible assets	858	244	-	-	-	12	1 114
Reports fiscaux déficitaires Tax loss carry-forwards	14 627	-1 967	211	-1 047	-	462	12 286
Provisions et charges à payer Provisions and accruals	10 525	4 066	-	-	-	25	14 616
Obligations locatives Lease liabilities	17 284	-1 398	-	-	-	-403	15 483
Autres Other	7 067	1 165	-	-	-	95	8 327
<b>Total</b>	<b>34 566</b>	<b>3 519</b>	<b>211</b>	<b>-1 047</b>	<b>-</b>	<b>664</b>	<b>37 913</b>
<b>Impôts différés passifs</b> Deferred tax liabilities							
Immobilisations corporelles Property and equipment	783	-173	-	-	-	23	633
Immobilisations incorporelles Intangible assets	3 998	-2 386	-	-	-	150	1 762
Actifs liés au droit d'utilisation Right-of-use assets	15 177	-1 463	-	-	-	-403	13 311
Autres Other	5 747	662	-158	-	-	233	6 484
<b>Total</b>	<b>10 528</b>	<b>1 898</b>	<b>-158</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-3 389</b>	<b>8 879</b>
<b>Total impôts différés nets</b> Total net deferred tax	<b>24 038</b>	<b>1 621</b>	<b>369</b>	<b>-1 047</b>	<b>-</b>	<b>4 053</b>	<b>29 034</b>
Présenté au bilan comme suit : Stated on the balance sheet as follows:							
Impôts différés actifs Deferred tax assets	25 513						30 866
Impôts différés passifs Deferred tax liabilities	1 475						1 832
Net Net	24 038						29 034

Au 31 décembre 2020, les impôts différés actifs non enregistrés s'élevaient à € 20 092 000 (2019 : € 21 084 000) et sont relatifs à des reports fiscaux déficitaires qui n'ont pas été activés en raison de l'historique de pertes récentes des sociétés concernées. En 2019, un actif d'impôt différé de € 6 687 000 a été constaté en relation avec des pertes fiscales d'une filiale aux Etats-Unis suite à la mise en place d'une stratégie fiscale permettant d'utiliser ces pertes à l'encontre de bénéfices futurs.

Unrecognised deferred tax assets amounted to €20,092,000 at 31 December 2020 (2019: €21,084,000) and relate to tax loss carry-forwards which were not used due to the recent history of losses at the companies concerned. In 2019, a deferred tax asset of €6,687,000 was recognised in relation to tax losses of a US subsidiary following the implementation of a tax strategy that allows these losses to be used against future profits.

Les pertes fiscales pour lesquelles aucun impôt différé actif n'est comptabilisé expirent comme suit :

The tax losses for which no deferred tax assets were recognised expire as follows:

en milliers d'euros €000	2020	2019
A moins d'un an Less than 1 year		
Entre un et cinq ans Between 1 and 5 years	2 438	4 932
Supérieur à cinq ans Over 5 years	4 944	5 078
Durée illimitée Available indefinitely	43 380	44 082
<b>Total</b>	<b>50 762</b>	<b>54 092</b>

Les pertes fiscales à durée illimitée incluent un montant de € 2 692 000 (2019 : € 2 679 000) qui peut être utilisé uniquement à l'encontre de gains en capitaux.

Tax losses available indefinitely include an amount of €2,692,000 (2019: €2,679,000) which may only be used against capital gains.

## 6. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net - part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen des actions propres détenues par le Groupe.

## 6. EARNINGS PER SHARE

Basic earnings per share is calculated by dividing the Group share of net profit by the weighted average number of shares outstanding during the year, less the average number of treasury shares held by the Group.

Le résultat dilué par action résulte de la division entre, au numérateur, le résultat net - part du Groupe corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre moyen pondéré d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des actions propres.

Diluted earnings per share is calculated by dividing the Group share of net profit, adjusted for items related to the exercise of dilutive instruments, by the weighted average number of shares outstanding during the year, including the weighted average number of shares which would be created in connection with the exercise of dilutive instruments, minus treasury shares.

Les éléments de calcul retenus pour la détermination du résultat par action de VIEL & Cie sont détaillés ci-après :

The items used to calculate earnings per share are shown below:

Résultat de base Basic earnings	2020	2019
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros) Net profit - Group share (€000)	48 928	43 245
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation Weighted average number of shares outstanding	71 622 968	74 488 529
Nombre moyen d'actions autodétenues Average number of treasury shares	5 528 523	5 539 581
<b>Résultat de base par action (en euro) Basic earnings per share (euros)</b>	<b>0,74</b>	<b>0,63</b>

Diluted earnings per share (euros) Résultat dilué Diluted earnings	2020	2019
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros) Net profit - Group share (€000)	48 928	43 245
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation Weighted average number of shares outstanding	71 622 968	74 488 529
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions et des attributions gratuites d'actions Adjustment for dilutive effect of share options and free shares	568 137	578 000
Nombre moyen d'actions autodétenues Average number of treasury shares	5 528 523	5 539 581
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le résultat dilué par action Weighted average number of shares included for diluted earnings per share	66 662 582	69 526 948
<b>Résultat dilué par action (en euro) Diluted earnings per share (euros)</b>	<b>0,73</b>	<b>0,62</b>

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

## 7. PROPERTY AND EQUIPMENT AND INVESTMENT PROPERTY

### > IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### > PROPERTY AND EQUIPMENT

Au 31 décembre 2020 en milliers d'euros At 31 December 2020 €000	Terrains et construction Land and buildings	Agencements et installations Fixtures and fittings	Informatique et téléphonie IT and telephone equipment	Autres immos corporelles Other property and equipment	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b> Gross value at 1 January 2020	-	51 432	58 344	2 903	112 679
Variation de périmètre Change in the basis of consolidation	-	149	64	69	282
Acquisitions de l'exercice Acquisitions during the year	-	1 324	3 506	843	5 673
Cessions - mises au rebut Disposals - write-offs	-	-162	-1 194	-190	-1 546
Reclassement Reclassifications	-	-	400	-400	-
Ecart de conversion Currency translation	-	-2 762	-2 643	-18	-5 423
<b>Valeur brute au 31 décembre 2020</b> Gross value at 31 December 2020	-	49 981	58 477	3 206	111 664
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b> Accumulated depreciation and impairment losses at 1 January 2020	-	-33 505	-49 025	-696	-83 226
Variation de périmètre Change in the basis of consolidation	-	-30	-30	-39	-99
Amortissements de l'exercice Depreciation for the year	-	-3 723	-4 441	-48	-8 212
Perte de valeur de l'exercice Impairment losses for the year	-	-	-	-	-
Cessions - mises au rebut Disposals - write-offs	-	138	1 174	186	1 498
Reclassement Reclassifications	-	-	-	-	-
Ecart de conversion Currency translation	-	1 701	2 206	18	3 925
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2020</b> Accumulated depreciation and impairment losses at 31 December 2020	-	-35 419	-50 115	-580	-86 114
<b>Valeur nette au 31 décembre 2020</b> Net value at 31 December 2020	-	14 562	8 362	2 626	25 550
<i>Dont actifs sous contrat de location-financement</i> <i>Of which assets under finance leases</i>	-	-	-	-	-

Au 31 décembre 2019 en milliers d'euros At 31 December 2019 €000	Terrains et construction Land and buildings	Agencements et installations Fixtures and fittings	Informatique et téléphonie IT and telephone equipment	Autres immos corporelles Other property and equipment	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b> <i>Gross value at 1 January 2019</i>	-	47 194	54 200	2 786	104 180
Variation de périmètre <i>Change in the basis of consolidation</i>	-	-	-	-	-
Acquisitions de l'exercice <i>Acquisitions during the year</i>	-	4 153	3 674	455	8 282
Cessions - mises au rebut <i>Disposals - write-offs</i>	-	-1 740	-1 181	-187	-3 108
Reclassement <i>Reclassifications</i>	-	220	-	-220	-
Ecarts de conversion <i>Currency translation</i>	-	1 605	1 650	69	3 324
<b>Valeur brute au 31 décembre 2019</b> <i>Gross value at 31 December 2019</i>	-	51 432	58 344	2 903	112 679
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b> <i>Accumulated depreciation and impairment losses at 1 January 2019</i>	-	-30 701	-44 962	-850	-76 513
Variation de périmètre <i>Change in the basis of consolidation</i>	-	-	-	-	-
Amortissements de l'exercice <i>Depreciation for the year</i>	-	-3 312	-3 826	-9	-7 146
Perte de valeur de l'exercice <i>Impairment losses for the year</i>	-	-	-	-	-
Cessions - mises au rebut <i>Disposals - write-offs</i>	-	1 734	1 180	187	3 101
Reclassement <i>Reclassifications</i>	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion <i>Currency translation</i>	-	-1 226	-1 417	-24	-2 667
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2019</b> <i>Accumulated depreciation and impairment losses at 31 December 2019</i>	-	-33 505	-49 025	-696	-83 226
<b>Valeur nette au 31 décembre 2019</b> <i>Net value at 31 December 2019</i>	-	17 927	9 319	2 207	29 453
<i>Dont actifs sous contrat de location-financement</i> <i>Of which assets under finance leases</i>	-	-	-	-	-

#### > IMMEUBLES DE PLACEMENT

Une filiale de VIEL & Cie détient un ensemble de biens immobiliers pour un investissement initial total de € 6 289 000.

#### > INVESTMENT PROPERTY

One of the Group's subsidiaries holds a portfolio of properties with a total initial investment of €6,289,000.

Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la norme IAS 40, et ont connu les variations suivantes au cours de l'exercice 2020 :

These assets are recorded at amortised cost in accordance with IAS 40; movements in this item during the year were as follows:

<b>Au 31 décembre 2019</b> At 31 December 2019	<b>2 658</b>
Acquisitions Acquisitions	-
Cessions Disposals	-
Amortissements Depreciation	-139
Reclassements Reclassifications	-
Réévaluations d'immobilisation Asset revaluations	-
Ecart de conversion Currency translation	-215
<b>Au 31 décembre 2020</b> At 31 December 2020	<b>2 304</b>

Au 31 décembre 2020, l'amortissement cumulé de ces actifs est de € 1 241 000.

At 31 December 2020, accumulated depreciation of these assets was €1,241,000.

Les produits locatifs perçus en 2020 s'élèvent à € 60 000 contre € 124 000 de charges opérationnelles directes.

Rental income booked in 2020 amounted to €60,000 against direct operating expenses of €124,000.

## 8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

## 8. INTANGIBLE ASSETS

Au 31 décembre 2020 en milliers d'euros At 31 December 2020 €000	Fonds de commerce Business assets	Logiciels Software	Écarts d'acquisition Goodwill	Relation clientèle Customer relationships	Autres immos incorporelles Other intangible assets	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b> Gross value at 1 January 2020	14 091	92 369	81 215	57 888	4 864	250 427
Variation de périmètre Change in the basis of consolidation	-	195	1 349	-	-	1 543
Acquisitions de l'exercice Acquisitions during the year	-	3 667	-	-	666	4 334
Cessions - mises au rebut Disposals - write-offs	-	-1 687	-	-	-7	-1 694
Reclassement Reclassifications	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion Currency translation	-82	-4 532	24	-4 767	-160	-9 516
<b>Valeur brute au 31 décembre 2020</b> Gross value at 31 December 2020	14 009	90 012	82 588	53 121	5 363	245 095
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b> Accumulated amortisation and impairment losses at 1 January 2020	-179	-72 067	-898	-57 888	-2 298	-133 331
Variation de périmètre Change in the basis of consolidation	-	-130	-	-	-	-130
Amortissements de l'exercice Amortisation for the year	-	-6 390	-	-	35	-6 355
Perte de valeur de l'exercice Impairment losses for the year	-2	-	-	-	-	-2
Cessions - mises au rebut Disposals - write-offs	-	1 683	-	-	-	1 683
Reclassement Reclassifications	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion Currency translation	15	3 661	-4	4 767	59	8 497
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2020</b> Accumulated amortisation and impairment losses at 31 December 2020	-166	-73 243	-902	-53 121	-2 204	-129 637
<b>Valeur nette au 31 décembre 2020</b> Net value at 31 December 2020	13 843	16 769	81 686	-	3 159	115 457

Au 31 décembre 2019 en milliers d'euros At 31 December 2019 €000	Fonds de commerce Business assets	Logiciels Software	Écarts d'acquisition Goodwill	Relation clientèle Customer relationships	Autres immos incorporelles Other intangible assets	Total
<b>Valeur brute au 1er janvier 2019</b> Gross value at 1 January 2019	14 037	90 202	80 635	56 704	4 348	245 926
Variation de périmètre Change in the basis of consolidation	-	-	-	-	-	-
Acquisitions de l'exercice Acquisitions during the year	5	3 212	-	-	631	3 847
Cessions - mises au rebut Disposals - write-offs	-	-3 459	-	-	-160	-3 620
Reclassement Reclassifications	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion Currency translation	49	2 415	580	1 184	45	4 274
<b>Valeur brute au 31 décembre 2019</b> Gross value at 31 December 2019	14 091	92 369	81 215	57 888	4 864	250 427
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b> Accumulated amortisation and impairment losses at 1 January 2019	-176	-66 992	-863	-56 704	-2 245	-126 981
Variation de périmètre Change in the basis of consolidation	-	-	-	-	-	-
Amortissements de l'exercice Amortisation for the year	-	-6 808	-	-	-36	-6 844
Perte de valeur de l'exercice Impairment losses for the year	-	-	-	-	-	-
Cessions - mises au rebut Disposals - write-offs	-	3 459	-	-	24	3 483
Reclassement Reclassifications	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion Currency translation	-3	-1 727	-35	-1 184	-41	-2 990
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2019</b> Accumulated amortisation and impairment losses at 31 December 2019	-179	-72 067	-898	-57 888	-2 298	-133 331
<b>Valeur nette au 31 décembre 2019</b> Net value at 31 December 2019	13 912	20 301	80 317	-	2 566	117 095

Les écarts d'acquisition se présentent comme suit au 31 décembre 2020 :

An analysis of goodwill at 31 December 2020 is shown below:

en milliers d'euros €000	31.12.2020			31.12.2019		
	Valeur brute Gross value	Dépréciation Amortisation	Valeur nette Net value	Valeur brute Gross value	Dépréciation Amortisation	Valeur nette Net value
Bourse Direct	31 489	-	31 489	31 489	-	31 489
Carax	3 864	-	3 864	3 864	-	3 864
Compagnie Financière Tradition	25 968	-	25 968	25 968	-	25 968
TFS	13 939	-	13 939	13 872	-	13 872
E-VIEL	3 833	-	3 833	3 833	-	3 833
Autres Other	3 494	-901	2 593	2 187	-896	1 291
<b>Total inclus dans les immobilisations incorporelles</b> Total included in intangible assets	<b>82 587</b>	<b>-901</b>	<b>81 686</b>	<b>81 214</b>	<b>-896</b>	<b>80 317</b>
<b>Total inclus dans les participations dans les sociétés associées et coentreprises (cf. note 9)</b> Total included in investments in associates and joint ventures (Note 9)	<b>25 734</b>	<b>-</b>	<b>25 734</b>	<b>26 292</b>	<b>-</b>	<b>26 292</b>
<b>Total des écarts d'acquisition</b> Total goodwill	<b>108 321</b>	<b>-901</b>	<b>107 420</b>	<b>107 506</b>	<b>-896</b>	<b>106 609</b>

#### > TESTS DE DÉPRÉCIATION

Les unités génératrices de trésorerie (UGT) sont définies par l'ensemble des activités des entités ayant généré ces écarts d'acquisition. Les écarts d'acquisition constatés au bilan de VIEL & Cie ont fait l'objet de tests de dépréciation. La valeur recouvrable est estimée selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs des activités afférentes à chacun de ces écarts d'acquisition. Sur la base de prévisions d'exploitation établies sur 5 ans, le flux de trésorerie normatif est actualisé afin de déterminer la valeur de l'activité sous-jacente par rapport aux écarts d'acquisition constatés. Des taux d'actualisation de 6,6 % à 8,5 % (2019 : 6,2 % à 9,1 %) ont été retenus dans le cadre de ces évaluations afin de refléter le risque présent sur chacun des marchés. Ces taux incluent également une prime de risque complémentaire en raison de la sensibilité de cette hypothèse dans l'actualisation des flux de trésorerie futurs.

Par ailleurs, des taux de croissance de 0,0 % à 2,0 % (2019 : 0,0 % à 2,0 %) ont été utilisés pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les prévisions d'exploitation sur la base de l'expérience passée et en fonction du marché dans lequel ces sociétés sont présentes.

#### > IMPAIRMENT TESTS

Cash-generating units (CGU) are defined by the aggregate activities of entities that have generated this goodwill. Goodwill recognised on the balance sheet was tested for impairment. The recoverable value of activities relating to each item of goodwill was estimated using a discounted cash flow method. Based on 5-year operating forecasts, the normative cash flow was discounted to determine the value of the underlying activity in relation to the goodwill recognised. The discount rates for measuring these valuations varied between 6.6% and 8.5% (2019: 6.2% and 9.1%), to reflect the risk in each of the markets. These rates also included an additional risk premium because of the sensitivity of this assumption when discounting future cash flows.

In addition, growth rates of 0.0% to 2.0% (2019: 0.0% to 2.0%) were used to extrapolate cash flow projections beyond the period covered by operating forecasts based on past experience, in line with the market in which these companies operate.



Les différentes hypothèses retenues dans le cadre de l'actualisation des flux de trésorerie futurs des principales unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

The different assumptions used for discounting future cash flows of the main CGUs were as follows:

en % In %	Taux d'actualisation Discount rate		Taux de croissance Growth rate	
	2020	2019	2020	2019
<b>Pôle Intermédiation professionnelle</b> Interdealer broking				
Compagnie Financière Tradition et TFS Compagnie Financière Tradition and TFS	6,60 %	6,20 %	1,00 %	1,00 %
Autres Other	6,6 % - 8,5 %	6,2 % - 9,1 %	0,00 % à 1,00 %	0,00 % à 1,00 %
<b>Pôle Bourse en ligne</b> Online trading				
Bourse Direct	10,69 %	9,18 %	2,00 %	2,00 %
E-VIEL	10,69 %	9,18 %	2,00 %	2,00 %

Les évaluations obtenues par l'utilisation de cette méthode sont supérieures aux valeurs comptables et par conséquent aucune perte de valeur n'a été constatée sur les écarts d'acquisition en 2020 et 2019.

The valuations obtained using this method were greater than the carrying amounts and therefore no goodwill impairment was recognised in 2020 and 2019.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de ces deux hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

The sensitivity of the value in use obtained by this method with regard to changes in these two key assumptions is low. A 100 basis point increase in the discount rate would not produce a reduction in value in use that would require recognition of an impairment; the same applies to a 100 bp reduction in the long-term growth rate.

Pour le pôle de bourse en ligne, cette méthode comprend également d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, le taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés varie entre 1% et 5% selon l'échéance. La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de ces dernières hypothèses est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

For the online trading business, this method includes other activity indicators such as the number of client accounts and client activity levels (order volumes). For the purpose of these valuations, the growth rate of the activity and the volume of orders executed varies between 1% and 5% depending on maturity. The sensitivity of the value in use to changes in the latter assumptions is higher, but a 100 basis point decrease in the growth rate would not require recognition of an impairment.

## 9. PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et coentreprises détenue par VIEL & Cie ou ses filiales opérationnelles, consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Le détail des sociétés consolidées selon cette méthode est présenté en note 32.

La variation des participations dans les sociétés associées et les coentreprises se présente comme suit :

## 9. INVESTMENTS IN ASSOCIATES AND JOINT VENTURES

This item comprises the share of equity accounted associates and joint ventures held by VIEL & Cie or its operating subsidiaries. Details of these companies are disclosed in Note 32.

Changes in investments in associates and joint ventures are shown below:

en milliers d'euros €000	Sociétés associées Associates	Coentreprises Joint ventures	Total
<b>Au 1er janvier 2020</b> At 1 January 2020	71 653	115 421	187 070
Résultat net de la période Net profit for the year	9 503	9 271	18 774
Dividendes distribués Dividends paid	-3 636	-9 412	-13 048
Autres éléments du résultat global Other comprehensive income	-1 332	-	-1 332
Ecart de conversion Currency translation	-339	-3 789	-4 128
<b>Au 31 décembre 2020</b> At 31 December 2020	75 849	111 492	187 336

en milliers d'euros €000	Sociétés associées Associates	Coentreprises Joint ventures	Total
<b>Au 1er janvier 2019</b> At 1 January 2019	66 011	111 141	177 150
Résultat net de la période Net profit for the year	7 510	10 881	18 391
Dividendes distribués Dividends paid	-3 353	-9 713	-13 066
Acquisitions Acquisitions	1 400	206	1 606
Autres éléments du résultat global Other comprehensive income	-220	-	-220
Ecart de conversion Currency translation	305	2 904	3 209
<b>Au 31 décembre 2019</b> At 31 December 2019	71 653	115 421	187 070

> SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales sociétés associées se présentent comme suit :

> ASSOCIATES

Summarised financial information on the main associates, before eliminating intercompany balances and transactions, is as follows:

Au 31 décembre 2020 en milliers d'euros At 31 December 2020 €000	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque privée	Autres sociétés associées Other associates	Total
Lieu d'activité Place of business	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention Percentage held	32,4 %	33,0 %	40,0 %		
Actif non courant Non-current assets	13 237	4 680	30 082		
Actif courant Current assets	54 840	55 212	2 269 607		
Passif non courant Non-current liabilities	1 412	1 195	23 420		
Passif courant Current liabilities	34 972	19 875	2 159 439		
<b>Actif net</b> Net assets	<b>31 693</b>	<b>38 822</b>	<b>116 830</b>		
Quote-part du groupe dans : Group share in:					
- dans l'actif net - net assets	10 269	12 811	50 165	961	
- écarts d'acquisition - goodwill	-	-	437	1 207	
<b>Valeur comptable au 31 décembre</b> Book value at 31 December	<b>10 269</b>	<b>12 811</b>	<b>50 602</b>	<b>2 168</b>	<b>75 850</b>
Chiffre d'affaires Revenue	30 732	53 578	53 073		
Résultat net de l'exercice Net profit for the year	1 707	17 827	7 371	96	
Autres éléments du résultat global Other comprehensive income	-4 111	-	-		
Résultat global de l'exercice Comprehensive income for the year	-2 404	17 827	7 371	96	
Quote-part du Groupe dans : Group share in:					
- le résultat net - net profit/(loss)	553	5 882	2 948	119	9 503
- les autres éléments du résultat global - other comprehensive income	-1 332	-	-	-	-1 332
- le résultat global - comprehensive income	-779	5 882	2 948	119	8 171
Dividendes versés au Groupe Dividends paid to Group	-	3 627	-	9	3 636

Au 31 décembre 2019 en milliers d'euros At 31 December 2019 €000	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque privée	Autres sociétés associées Other associates	Total
Lieu d'activité Place of business	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention Percentage held	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant Non-current assets	15 885	4 277	32 382		
Actif courant Current assets	40 784	49 764	2 553 095		
Passif non courant Non-current liabilities	1 865	1 282	2 674		
Passif courant Current liabilities	20 845	20 006	2 473 344		
<b>Actif net</b> Net assets	<b>33 960</b>	<b>32 753</b>	<b>109 459</b>		
Quote-part du groupe dans : Group share in:					
- dans l'actif net - net assets	11 003	10 808	47 217	960	
- Écarts d'acquisition - goodwill	-	-	437	1 239	
<b>Valeur comptable au 31 décembre</b> Book value at 31 December	<b>11 003</b>	<b>10 808</b>	<b>47 654</b>	<b>2 199</b>	<b>71 664</b>
Chiffre d'affaires Revenue	26 382	49 997	52 301		
Résultat net de l'exercice Net profit for the year	73	16 309	6 986	-1 193	
Autres éléments du résultat global Other comprehensive income	-679	-	-		
Résultat global de l'exercice Comprehensive income for the year	-606	16 309	6 986	-1 193	
Quote-part du Groupe dans : Group share in:					
- le résultat net - net profit/(loss)	23	5 382	2 794	-690	7 510
- les autres éléments du résultat global - other comprehensive income	-220	-	-	-	-220
- le résultat global - comprehensive income	-197	5 382	2 794	-690	7 290
Dividendes versés au Groupe Dividends paid to Group	-	2 541	812	-	3 353

## > COENTREPRISES

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec des partenaires concernent essentiellement l'activité sur les options de change réalisée conjointement avec ICAP et Volbroker ainsi que l'activité de change auprès d'une clientèle de particuliers au Japon menée par l'intermédiaire de Gaitame.com Co., Ltd. Le contrôle conjoint est exercé sur cette société en vertu d'un pacte d'actionnaires. Par ailleurs, l'activité sur les options de change est réalisée principalement depuis Londres, New York et Singapour au travers de plusieurs sociétés qui ont été regroupées sous « Tradition-ICAP » dans le tableau ci-dessous

## > JOINT VENTURES

The companies over which the Group exercised joint control with other partners essentially concerned the currency options business operated jointly with ICAP and Volbroker, and the forex trading business for retail investors in Japan operated by Gaitame.com Co., Ltd. Joint control over this company is exercised under a shareholders' agreement. The currency options business is conducted mainly out of London, New York and Singapore through several companies which are grouped under the heading "Tradition-ICAP" in the table below and which comprise between 25.0% and 55.0% of the assets

et qui intègrent entre 25,0 % et 55,0 % des actifs et du résultat net de cette activité. Le Groupe détient un intérêt de 27,5 % dans les sociétés opérationnelles de Londres et New York par le biais de sociétés holding dans lesquelles le Groupe détient 55 % du capital-actions mais exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel avec le partenaire. Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales coentreprises se présentent comme suit :

and net results of this activity. The Group holds a 27.5% interest in operating companies in London and New York through holding companies in which it holds 55% of the share capital but exercises joint control under a contractual agreement with the partner.

Summarised financial information regarding the main joint ventures, before eliminating intercompany balances and transactions, is as follows:

Au 31 décembre 2020 en milliers d'euros At 31 December 2020 €000	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP	Autres sociétés Autres sociétés	Total
Lieu d'activité Place of business	Tokyo	Londres, New York, Singapour London, New York, Singapore		
Pourcentage de détention Percentage held	49,99 %	25,0 % - 55 %		
Actif non courant Non-current assets	33 882	3 861		
Actif courant Current assets	862 361	34 557		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i> <i>Of which cash and cash equivalents</i>	114 918	22 583		
Passif non courant Non-current liabilities	573	10 100		
<i>Dont dettes financières</i> <i>Of which financial debts</i>	224	59		
Passif courant Current liabilities	746 415	11 262		
<i>Dont dettes financières</i> <i>Of which financial debts</i>	534	87		
Actif net Net assets	149 255	17 056		
Quote-part du groupe dans : Group share in:				
- dans l'actif net - net assets	74 186	6 898		
- écarts d'acquisition - goodwill	15 110	-		
<b>Valeur comptable au 31 décembre</b> <b>Book value at 31 December</b>	<b>89 296</b>	<b>6 898</b>	<b>15 280</b>	<b>111 474</b>
Chiffres d'affaires Revenue	64 191	50 982		
Amortissements Depreciation and amortisation	-3 043	-137		
Produits d'intérêts Interest income	8	12		
Charges d'intérêts Interest expense	-13	-224		
Impôts sur le bénéfice Income tax	-8 978	-487		
Résultats net/global de l'exercice Net profit/comprehensive income for the year	20 910	2 630		
Quote-part du Groupe dans : Group share in:				
- le résultat net/global - net profit/comprehensive income	8 964	-827	1 134	9 271
<b>Dividendes versés au Groupe</b> <b>Dividends paid to Group</b>	<b>7 701</b>	<b>956</b>	<b>755</b>	<b>9 412</b>

Au 31 décembre 2020, les écarts d'acquisition totaux inclus dans la valeur comptable des coentreprises s'élèvent à € 24 090 000 (2019 : € 24 616 000).

Goodwill included in the book value of joint ventures totalled €24,090,000 at 31 December 2020 (2019: €24,616,000).

Au 31 décembre 2019 en milliers d'euros At 31 December 2019 €000	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP	Autres sociétés Autres sociétés	Total
Lieu d'activité Place of business	Tokyo	Londres, New York, Singapour London, New York, Singapore		
Pourcentage de détention Percentage held	49,99 %	25,0 % - 55 %		
Actif non courant Non-current assets	37 809	594		
Actif courant Current assets	913 639	43 488		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i> <i>Of which cash and cash equivalents</i>	112 497	26 759		
Passif non courant Non-current liabilities	1 148	2 692		
<i>Dont dettes financières</i> <i>Of which financial debts</i>	787	156		
Passif courant Current liabilities	797 964	18 327		
<i>Dont dettes financières</i> <i>Of which financial debts</i>	549	113		
Actif net Net assets	152 336	23 063		
Quote-part du groupe dans : Group share in:				
- dans l'actif net - net assets	75 711	9 131	5 964	
- écarts d'acquisition - goodwill	15 674	-	8 942	
<b>Valeur comptable au 31 décembre</b> <b>Book value at 31 December</b>	<b>91 386</b>	<b>9 131</b>	<b>14 906</b>	<b>115 423</b>
Chiffres d'affaires Revenue	66 045	57 593		
Amortissements Depreciation and amortisation	-3 372	-54		
Produits d'intérêts Interest income	12	4		
Charges d'intérêts Interest expense	-18	-3		
Impôts sur le bénéfice Income tax	-8 797	-635		
Résultats net/global de l'exercice Net profit/comprehensive income for the year	20 114	2 530		
Quote-part du Groupe dans : Group share in:				
- le résultat net/global - net profit/comprehensive income	10 055	315	511	10 881
<b>Dividendes versés au Groupe</b> <b>Dividends paid to Group</b>	<b>7 802</b>	<b>1 557</b>	<b>354</b>	<b>9 713</b>

## 10. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

## 10. OTHER FINANCIAL ASSETS

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Prêts aux employés Employee loans	4 061	5 641
Créances sur les parties liées (Cf. note 27) Related party receivables (Note 27)	8 045	7 857
Autres actifs financiers Other financial assets	-	2 031
<b>TOTAL</b>	<b>12 106</b>	<b>15 529</b>

Les prêts aux employés portent intérêt à un taux moyen de 1,50 % et ont une échéance moyenne de 33 mois.

Loans to employees earn interest at an average rate of 1.50% and have an average maturity of 33 months.

Cette rubrique inclut notamment les créances de VIEL & Cie et de ses filiales sur les anciens actionnaires ultimes de Compagnie Financière Tradition, Comipar, Paris et Banque Pallas Stern, Paris (cf. note 27).

This item consists mainly of receivables held by VIEL & Cie and its subsidiaries due from the former ultimate majority shareholders of Compagnie Financière Tradition, Comipar, Paris, and Banque Pallas Stern, Paris (Note 27).

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les autres actifs financiers est décrite en note 30.

The Group's exposure to credit risk, foreign currency risk and interest rate risk on other financial assets is disclosed in Note 30.

## 11. TRÉSORERIE NON DISPONIBLE

## 11. UNAVAILABLE CASH

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Dépôts de liquidités ou de titres bloqués en garantie dans le cadre de l'activité de courtage Call deposits and securities given as collateral in connection with broking activities	26 901	27 715
<b>TOTAL</b>	<b>26 901</b>	<b>27 715</b>

Outre ces dépôts de liquidités bloqués auprès de sociétés de compensation, tels qu'Euroclear ou le FICC (Fixed Income Clearing Corporation), certaines filiales sont soumises à des contraintes de capitaux propres fixées par leurs autorités de tutelle qui limitent la disponibilité ou la libre circulation de leurs liquidités au sein du Groupe.

In addition to these call deposits held as collateral with clearing houses such as Euroclear and the Fixed Income Clearing Corporation (FICC), certain subsidiaries are subject to minimum equity restrictions set by their regulatory authorities, which limit the availability or free use of their cash holdings within the Group.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie non disponible est décrite en note 30.

The Group's exposure to credit risk, foreign currency risk and interest rate risk on unavailable cash is disclosed in Note 30.

## 12. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

Les clients et autres créances se décomposent comme suit :

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Créances liées aux activités teneurs de comptes Receivables related to account holder activities	1 128 499	997 969
Créances liées aux activités en principal Receivables related to matched principal activities	159 686	519 244
Clients et comptes rattachés Trade debtors	146 144	165 155
Créances sur les employés Employee receivables	79 675	70 409
Créances sur les parties liées Related party receivables	5 457	7 328
Autres créances à court terme Other short-term receivables	20 967	22 067
<b>TOTAL</b>	<b>1 540 428</b>	<b>1 782 171</b>

Le poste des « Créances sur les employés » comporte des primes et bonus payés d'avance et conditionnés à la présence de l'employé durant la durée du contrat. Ainsi, la charge liée à ces primes et bonus est constatée en résultat de façon linéaire sur la durée du contrat.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les clients et autres créances est décrite en note 30.

## 13. ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction se décomposent comme suit :

Non courant en milliers d'euros Non-current €000	31.12.2020	31.12.2019
Actions Equities	15 442	11 030
<b>Total</b>	<b>15 442</b>	<b>11 030</b>

## 12. TRADE AND OTHER RECEIVABLES

An analysis of this item is shown below:

"Employee receivables" includes bonuses paid in advance, subject to the employee remaining with the Group throughout the duration of the contract. The expense relating to these bonuses is recognised in the income statement on a straight-line basis over the life of the contract.

The Group's exposure to credit risk, foreign currency risk and interest rate risk on trade and other receivables is disclosed in Note 30.

## 13. FINANCIAL ASSETS AT FAIR VALUE THROUGH PROFIT OR LOSS

An analysis of financial assets held for trading is shown below:



<b>Courant</b> en milliers d'euros <b>Current</b> €000	31.12.2020	31.12.2019
Actions Equities	1	22
Dépôts bancaires à court terme Short-term bank deposits	2	2
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>24</b>

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net est décrite en note 30.

The Group's exposure to credit risk, foreign currency risk and interest rate risk on financial assets at fair value through profit or loss is disclosed in Note 30.

## 14 A. ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

## 14A. FINANCIAL ASSETS AT FAIR VALUE THROUGH OTHER COMPREHENSIVE INCOME

Cette rubrique se décompose principalement des investissements suivants :

This item consists mainly of the following investments:

<b>Non courant</b> en milliers d'euros <b>Non-current</b> €000	31.12.2020	31.12.2019
Actions Equities	4 458	4 603
Autre Other	12	13
<b>Total</b>	<b>4 470</b>	<b>4 616</b>

Ces titres de participation ne sont pas détenus à des fins de transactions. L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est décrite en note 30.

These equity investments are not held for trading. The Group's exposure to credit risk, foreign currency risk and interest rate risk on financial assets at fair value through other comprehensive income is disclosed in Note 30.

## 14 B. ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI

## 14B. FINANCIAL ASSETS AT AMORTISED COST

<b>Courant</b> en milliers d'euros <b>Current</b> €000	31.12.2020	31.12.2019
Dépôts bancaires à court terme Short-term bank deposits	14 303	63 857
<b>Total</b>	<b>14 303</b>	<b>63 857</b>

Cette rubrique comprend des dépôts bancaires à court terme dont la maturité est supérieure à 3 mois à partir de la date d'acquisition. L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers disponibles évalués au coût amorti est décrite en note 30.

This item consists of short-term bank deposits with maturities of more than three months from the acquisition date. The Group's exposure to credit risk, foreign currency risk and interest rate risk on financial assets at amortised cost is disclosed in Note 30.

## 15. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

## 15. CASH AND CASH EQUIVALENTS

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Caisse et dépôts bancaires à vue Cash and call deposits with banks	347 692	371 183
Dépôts bancaires à court terme Short-term bank deposits	21 156	61 179
Placements monétaires à court terme Short-term money market investments	2 052	3 602
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan</b> Cash and cash equivalents on the balance sheet	<b>370 900</b>	<b>435 964</b>
Trésorerie non disponible Unavailable cash	26 901	27 715
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie - actif</b> Cash and cash equivalents - assets	<b>397 800</b>	<b>463 679</b>
Découverts bancaires Bank overdrafts	-7 826	-2 498
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie</b> Cash and cash equivalents in cash flow statement	<b>363 073</b>	<b>433 466</b>

La caisse et les dépôts bancaires à vue génèrent des intérêts à des taux variables basés sur les taux bancaires quotidiens. Les dépôts bancaires à court terme ont une maturité comprise entre une journée et trois mois selon les besoins en liquidités du Groupe et génèrent des intérêts sur la base des taux bancaires pour leur durée respective.

Cash and deposits held on call with banks earn variable interest based on daily bank rates. Short-term bank deposits have maturities of between one day and three months depending on the Group's liquidity requirements, and earn interest at the bank rate prevailing during the respective periods.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie est décrite en note 30.

The Group's exposure to credit risk, foreign currency risk and interest rate risk on cash and cash equivalents is disclosed in Note 30.

## 16. CAPITAL-ACTIONS, ACTIONS PROPRES ET RÉSERVES CONSOLIDÉES

## 16. SHARE CAPITAL, TREASURY SHARES AND CONSOLIDATED RESERVES

### > COMPOSITION DU CAPITAL

### > COMPOSITION OF SHARE CAPITAL

Au 31 décembre 2020 le capital social de VIEL & Cie est composé de 71 622 968 actions d'une valeur nominale de € 0,2 soit un capital de € 14 324 594.

Share capital at 31 December 2020 was €14,324,594, consisting of 71,622,968 shares with a nominal value of €0.2.

## > ACTIONNAIRES IMPORTANTS

Au 31 décembre 2020, le capital de VIEL & Cie est réparti de la façon suivante :

> Viel et Compagnie-Finance :	60,19 %
> Amiral Gestion :	8,28 %
> Sycomore AM :	5,46 %
> Patrick Combes :	5,45 %
> Eximium :	3,67 %
> Quaero Capital :	3,03 %
> Financière de l'Echiquier :	0,53 %
> Public :	5,31 %
> Actions propres :	8,08 %

## > CAPITAL AUTORISÉ

### Autorisations financières

En application des dispositions de l'article L.225-100, al.7 du Code de commerce, un tableau récapitulatif des délégations accordées au Conseil d'administration par l'Assemblée générale en cours de validité et leur utilisation au cours de l'exercice 2020 est présenté ci-dessous :

## > MAJOR SHAREHOLDERS

The breakdown of capital at 31 December 2020 was as follows:

> Viel et Compagnie-Finance:	60.19%
> Amiral Gestion:	8.28%
> Sycomore AM:	5.46%
> Patrick Combes:	5.45%
> Eximium:	3.67%
> Quaero Capital:	3.03%
> Financière de l'Echiquier:	0.53%
> Public:	5.31%
> Treasury shares:	8.08%

## > AUTHORISED CAPITAL

### Delegated financial authorities

As required by Section L. 225-100(7) of the Commercial Code, a summary of delegated authorities currently in effect, granted to the Board of Directors by the General Meeting, and the use made of such authorities during the 2020 financial year is shown below:

Type de délégation Type of delegation	AGE EGM	Échéance Expiration dates	Montant autorisé Authorised amount	Utilisation Used	Autorisations résiduelles Remaining authority
Augmentation de capital (délégation globale avec maintien du DPS) Capital increase (general delegation with pre-emptive rights maintained)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021 AGM called to approve the accounts for 2021	€ 50 000 000	-	€ 50 000 000
Augmentation de capital (délégation globale avec suppression du DPS) Capital increase (general delegation with disapplication of pre-emptive rights)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021 AGM called to approve the accounts for 2021	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital (délégation globale avec suppression du DPS-Art-L411-2,II CMF) Capital increase (general delegation with disapplication of pre-emptive rights - Sec. L. 411-2.II MFC)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021 AGM called to approve the accounts for 2021	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital par incorporation de réserves Capital increase by capitalising reserves	12/06/2020	AGO statuant sur les comptes de l'année 2020 AGM called to approve the accounts for 2020	€ 5 000 000	-	€ 5 000 000
Augmentation de capital par émission de BSA (avec maintien du DPS) Capital increase by issuing warrants (pre-emptive rights maintained)	11/06/2019	AG statuant sur les comptes de l'année 2020 AGM called to approve the accounts for 2020	€ 30 000 000	-	€ 30 000 000
Augmentation de capital par attribution d'actions gratuites, existantes ou à créer Capital increase by granting free, existing or yet to be issued shares	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021 AGM called to approve the accounts for 2021	€ 1 432 459	-	€ 1 432 459
Augmentation de capital par émission de BSA (en cas d'offre publique) Capital increase by issuing warrants (in case of public offering)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2020 AGM called to approve the accounts for 2020	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital (attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions) Capital increase (allotment of options to subscribe or purchase shares)	14/06/2018	AGO statuant sur les comptes de l'année 2020 AGM called to approve the accounts for 2020	€ 1 550 514	-	€ 1 550 514
Réduction de capital (annulation d'actions) Capital reduction (cancellation of shares)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2020 AGM called to approve the accounts for 2020	€ 1 432 459		€ 1 432 459
Augmentation de capital (attribution d'actions gratuites aux salariés) (avec suppression du DPS) Capital increase (allotment of free shares to employees) (with disapplication of pre-emptive rights)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2020 AGM called to approve the accounts for 2020	€ 143 246		€ 143 246
Augmentation de capital (attribution d'actions gratuites aux collaborateurs des sociétés liées) (avec maintien du DPS) Capital increase (allotment of free shares to employees of associates) (with pre-emptive rights maintained)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2022 AGM called to approve the accounts for 2022	€ 1 432 459		€ 1 432 459
Emission de bons de souscription d'actions (avec maintien du DPS) Issuance of share warrants (with pre-emptive rights maintained)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021 AGM called to approve the accounts for 2021	€ 30 000 000		€ 30 000 000

## Actions propres

VIEL & Cie détient au 31 décembre 2020, 5 788 600 de ses propres titres, soit 8,08 % de son capital, pour un montant total brut de € 23 964 000 (5 061 398 titres pour un montant brut de € 20 375 000 au 31 décembre 2019), détention autorisée préalablement par l'Assemblée générale des actionnaires. Le montant de ces titres a été constaté en diminution des capitaux propres consolidés de VIEL & Cie au 31 décembre 2020.

## Réserves consolidées

Cette rubrique se décompose comme suit :

## Treasury shares

The Group held 5,788,600 treasury shares, or 8.08% of its capital, for a gross total of €23,964,000 at 31 December 2020 (2019: 5,061,398 shares for a gross total of €20,375,000). These shares are held under an authority from the General Meeting of Shareholders. The value of these shares was charged against consolidated equity.

## Consolidated reserves

An analysis of this item is shown below:

en milliers d'euros €000	Bénéfice au bilan Retained earnings	Réserve pour option de souscription d'actions Reserve for share options	Réserve de réévaluation Revaluation reserve	Ecarts actuariels à prestations définies Actuarial gains and losses in defined benefit schemes	Autres réserves Other reserves	Réserves consolidées Consolida- ted reserves
<b>Réserves consolidées au 1<sup>er</sup> Janvier 2020</b> Consolidated reserves at 1 January 2020	356 079	15 141	896	-9 280	23 424	368 343
Résultat net de l'exercice Net profit for the year	48 928	-	-	-	-	43 245
Réévaluation des régimes à prestations définies Remeasurement of defined benefit schemes	-	-	-	-444	-	-444
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture Effect of recognition of hedging instruments	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente Effect of remeasurement of available-for-sale financial assets	-	-	130	-	-	130
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises Effect of remeasurement of available-for-sale financial assets of associates and joint ventures	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement Effect of remeasurement of investment property	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat global de la période</b> Comprehensive income for the year	48 928	-	130	-444	-	48 614
Affectation à la réserve générale Transfer to the general reserve	-	-	-	-	-	-
Affectation à la réserve pour actions propres Transfer to the reserve for treasury shares	3 589	-	-	-	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions Exercise of share options	638	-	-	-	-	638
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions Effect of recognition of share options	-	859	-	-	-	859
Dividendes versés Dividends paid	-16 479	-	-	-	-	-16 479
Incidence des variations de périmètre / Autres variations Effect of changes in basis of consolidation/Other variations	-10 130	-	3	53	-2	-10 076
<b>Réserves consolidées au 31 décembre 2020</b> Consolidated reserves at 31 December 2020	382 625	16 000	1 029	-9 671	23 422	413 405

Le Groupe a simplifié la présentation des réserves consolidées en regroupant la réserve générale et la réserve pour actions propres avec le bénéfice au bilan. Les comparatifs pour l'exercice 2019 ont été ajustés.

The Group simplified the presentation of consolidated reserves by grouping Compagnie Financière Tradition SA's general reserve and reserve for treasury shares with retained earnings. Comparative figures for fiscal 2019 have been adjusted.

en milliers d'euros €000	Bénéfice au bilan Retained earnings	Réserve pour option de souscription d'actions Reserve for share options	Réserve de réévaluation Revaluation reserve	Ecart actuariels à prestations définies Actuarial gains and losses in defined benefit schemes	Autres réserves Other reserves	Réserves consolidées Consolida- ted reserves
<b>Réserves consolidées au 1<sup>er</sup> Janvier 2019</b> Consolidated reserves at 1 January 2019	335 844	14 511	591	-7 444	24 840	368 343
Résultat net de l'exercice Net profit for the year	43 245	-	-	-	-	43 245
Réévaluation des régimes à prestations définies Remeasurement of defined benefit schemes	-	-	-	-1 917	-	-1 917
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture Effect of recognition of hedging instruments	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente Effect of remeasurement of available-for-sale financial assets	-	-	276	-	-	276
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises Effect of remeasurement of available-for-sale financial assets of associates and joint ventures	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement Effect of remeasurement of investment property	-	-	-	-	-1 411	-1 411
<b>Résultat global de la période</b> Comprehensive income for the year	43 245	-	276	-1 917	-1 411	40 193
Affectation à la réserve générale Transfer to the general reserve	-	-	-	-	-	-
Affectation à la réserve pour actions propres Transfer to the reserve for treasury shares	-1 878	-	-	-	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions Exercise of share options	444	-	-	-	-	444
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions Effect of recognition of share options	-	630	-	-	-	630
Dividendes versés Dividends paid	-17 215	-	-	-	-	-17 215
Incidence des variations de périmètre / Autres variations Effect of changes in basis of consolidation/Other variations	-4 361	-	29	80	-5	-4 256
<b>Réserves consolidées au 31 décembre 2019</b> Consolidated reserves at 31 December 2019	356 079	15 141	896	-9 280	23 424	386 260

La réserve pour options de souscription d'actions est utilisée pour comptabiliser la juste valeur des instruments de capitaux propres consentis aux collaborateurs du Groupe (cf note 19). Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de cette réserve au compte de prime d'émission.

La réserve de réévaluation comprend les variations cumulées nettes de la juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur par les biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé dans les capitaux propres.

La réserve d'écarts de conversion comprend les écarts de change relatifs à la conversion en euros des états financiers des sociétés du Groupe libellés en monnaies étrangères ainsi que les changements de juste valeur des instruments utilisés pour couvrir des investissements nets dans des entités étrangères. Cette réserve est présentée distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La réserve d'écarts actuariels des régimes à prestations définies est utilisée pour enregistrer les modifications des hypothèses à long terme et la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes à prestations définies.

The share options reserve is used to recognise the fair value of own equity instruments granted to Group employees (Note 19). At each exercise of share options, the value of the instruments is transferred from this reserve to the share premium account.

The revaluation reserve comprises net cumulative changes in the fair value of financial assets at fair value through other comprehensive income. On disposal of these instruments, the net cumulative changes in fair value up to the time of disposal are reclassified to equity.

The currency translation reserve comprises foreign exchange differences arising from the translation into euros of the financial statements of Group companies denominated in foreign currencies, as well as changes in fair value of instruments used in hedging net investments in foreign entities. It is shown separately in the Consolidated statement of changes in equity.

The reserve for actuarial gains and losses of defined benefit schemes is used to recognise changes in long-term assumptions and any differences between the assumptions and the actual changes in those schemes.

## Autres éléments du résultat global

## Other comprehensive income

Cette rubrique se décompose comme suit :

An analysis of this item is shown below:

2020 en milliers d'euros €000	Attribuables aux actionnaires de la société mère Attributable to shareholders of the parent				Total part du Groupe Total Group share	Intérêts minoritaires Minority interests	Total
	Écarts de conversion Currency translation	Réserve de couverture Hedging reserve	Réserve de réé- valuation Reva- luation reserve	Écarts actuariels des régimes à prestations définies Actuarial gains and losses of defined benefit schemes			
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income	-	-	-	130	130	52	182
Écarts actuariels des régimes à prestations définies Actuarial gains and losses of defined benefit schemes	-	-	-	-444	-444	-149	-593
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Total other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss	-	-	-	-314	-314	-97	-411
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss							
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie Fair value adjustments on cash flow hedges							
- constatés dans la réserve de couverture - recognised in hedging reserve	-	-	-	-	-	-	-
- transférés au compte de résultat - transferred to income statement	-	-	-	-	-	-	-
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente Fair value adjustment on available-for-sale financial assets							
- constatés dans la réserve de réévaluation - recognised in revaluation reserve	-	-	-	-	-	-	-
- transférés au compte de résultat - transferred to income statement	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion Currency translation	-23 618	-	-	-	-23 618	-10 675	-34 293
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat Transfer of exchange differences to income statement	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de réévaluation Revaluation differences	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global des sociétés associées Other comprehensive income of associates	-971	-	-	-	-971	-361	-1 332
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Total other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss	-24 589	-	-	-	-24 589	-11 036	-35 625
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts</b> Other comprehensive income for the year, net of tax	-24 589	-	-	-314	-24 903	-11 133	-36 036

2019 en milliers d'euros €000	Attribuables aux actionnaires de la société mère Attributable to shareholders of the parent				Total part du Groupe Total Group share	Intérêts minori- taires Minority interests	Total
	Écarts de conversion Currency translation	Réserve de couverture Hedging reserve	Réserve de réé- valuation Reva- luation reserve	Écarts actuariels des régimes à prestations définies Actuarial gains and losses of defined benefit schemes			
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income				277	277	100	377
Écarts actuariels des régimes à prestations définies Actuarial gains and losses of defined benefit schemes	-	-	-	-1 917	-1 917	-678	-2 595
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Total other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss	-	-	-	-1 640	-1 640	-578	-2 218
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss							
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie Fair value adjustments on cash flow hedges							
- constatés dans la réserve de couverture - recognised in hedging reserve	-	-	-	-	-	-	-
- transférés au compte de résultat - transferred to income statement	-	-	-	-	-	-	-
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente Fair value adjustment on available-for-sale financial assets							
- constatés dans la réserve de réévaluation - recognised in revaluation reserve	-	-	-	-	-	-	-
- transférés au compte de résultat - transferred to income statement	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion Currency translation	6 270	-	-	-	6 270	1 722	7 992
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat Transfer of exchange differences to income statement	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de réévaluation Revaluation differences	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global des sociétés associées Other comprehensive income of associates	-162	-	-	-	-162	-58	-220
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b> Total other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss	6 108	-	-	-	6 108	1 664	7 772
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts</b> Other comprehensive income for the year, net of tax	6 108	-	-	-1 640	4 468	1 086	5 554



## 17. INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les principales sociétés dans lesquelles les intérêts minoritaires ont été jugés significatifs sont Bourse Direct qui représente l'activité de bourse en ligne et le sous-groupe Tradition qui regroupe l'activité d'intermédiation professionnelle. Les sociétés jugées significatives au sein du sous-groupe Tradition sont présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés de Compagnie Financière Tradition, société cotée.

Les informations financières résumées du sous-groupe Tradition sont présentées après élimination des comptes et opérations réciproques internes au sous-groupe.

## 17. MINORITY INTERESTS

The main companies in which the minority interests are considered significant are Bourse Direct, which represents the online trading business, and the Tradition subgroup, which comprises the interdealer broking business. Companies considered significant within the Tradition subgroup are presented in the notes to the consolidated financial statements of Compagnie Financière Tradition, a listed company. The summary financial information of the Tradition subgroup is presented after elimination of intercompany accounts and transactions within that group.

en milliers d'euros €000	Au 31 décembre 2020 At 31 December 2020		Au 31 décembre 2019 At 31 December 2019	
	Groupe Tradition Suisse Tradition Group Switzerland	Bourse Direct France	Groupe Tradition Suisse Tradition Group Switzerland	Bourse Direct France
<b>Pourcentage de détention des intérêts minoritaires</b> <i>Percentage holding of minority interests</i>	27,13 %	20,77 %	26,53 %	21,75 %
Actif non courant <i>Non-current assets</i>	320 928	55 031	342 265	9 260
Actif courant <i>Current assets</i>	742 408	1 161 865	1 216 901	1 008 314
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i> <i>Of which cash and cash equivalents</i>	281 265	51 322	316 369	41 469
Passif non courant <i>Non-current liabilities</i>	297 099	2 740	296 386	2 822
Passif courant <i>Current liabilities</i>	388 791	1 118 906	879 092	968 709
Actif net <i>Net assets</i>	377 446	95 228	383 688	46 043
<b>Valeur comptable des intérêts minoritaires</b> <i>Carrying amount of minority interests</i>	17 219	9 761	17 616	9 697
Chiffre d'affaires <i>Revenue</i>	843 649	44 473	830 424	31 370
Résultat net <i>Net profit</i>	69 692	6 105	57 810	1 376
<b>Quote-part attribuable aux intérêts minoritaires dans le résultat net du Groupe dans :</b> <i>Share attributable to minority interests in Group's net profit in:</i>	21 391	1 284	17 882	299
Flux de trésorerie nets opérationnels <i>Net operating cash flows</i>	87 826	17 965	80 256	983
Flux de trésorerie nets d'investissement <i>Net investing cash flows</i>	52 317	-1 900	-52 757	-1 929
Flux de trésorerie nets de financement (hors dividendes versés aux intérêts minoritaires) <i>Net financing cash flows (excl. dividends paid to minority interests)</i>	-150 221	-3 008	76 871	712
Dividendes versés aux intérêts minoritaires <i>Dividends paid to minority interests</i>	-12 318	-226	-10 099	-1 098
Variation des cours de change <i>Movement in exchange rates</i>	-19 935	-	-3 261	-
<b>Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b> <i>Movement in cash and cash equivalents</i>	-42 332	12 831	91 010	-1 332

## 18. DIVIDENDES

## 18. DIVIDENDS

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Dividende par action au titre de 2021 : € 0,28 (2020: € 0,25) Dividend per share for 2021: €0.28 (2020: €0.25)	20 054	19 906

## 19. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

## 19. SHARE-BASED PAYMENTS

### > COMPAGNIE FINANCIÈRE TRADITION

### > COMPAGNIE FINANCIÈRE TRADITION

Au 31 décembre 2020, les options de souscription d'actions consenties aux collaborateurs du Groupe Tradition présentent les caractéristiques suivantes :

An analysis of share options granted to employees of the Tradition Group at 31 December 2020 is shown below:

Date d'attribution Grant date	Nombre d'actions de 2,50 francs suisses de nominal Number of shares of CHF 2.50 nominal	Augmentation de capital potentielle en francs suisses Potential increase in capital (in CHF)	Date de début d'exercice <sup>(1)</sup> Start of exercise period <sup>(1)</sup>	Date d'échéance Expiration date	Prix d'exercice en francs suisses Exercise price in CHF	Condition d'exercice <sup>(2)</sup> Exercise terms <sup>(2)</sup>
23.08.13	26 667	66 668	26 667 titres le 01.09.16 26 667 securities 01.09.16	01.09.21	2,50	65,00
12.03.15	1 000	2 500		13.03.18	2,50	65,00
04.09.17	20 000	50 000		04.09.20	2,50	110,00
05.01.18	20 000	50 000		01.02.21	2,50	115,00
15.03.18	21 000	52 500		15.03.21	2,50	115,00
18.07.18	30 000	75 000		18.07.21	2,50	115,00
30.08.18	12 000	30 000		01.09.21	2,50	120,00
20.11.18	50 000	125 000	6 000 titres dès le 01.12.21 6 000 titres dès le 01.12.22 6 000 titres dès le 01.12.23 6 000 shares from 01.12.21 6 000 shares from 01.12.22 6 000 shares from 01.12.23	20.11.26	2,50	120,00
28.11.18	18 000	45 000		18.07.21	2,50	115,00
09.01.19	15 000	37 500		09.07.20	2,50	110,00
06.06.19	58 000	145 000		01.06.22	2,50	110,00
13.01.20	20 000	50 000		13.01.23	2,50	114,00
07.04.20	22 500	56 250		07.04.23	2,50	125,00
01.07.20	50 000	125 000		01.07.23	2,50	125,00
<b>TOTAL</b>	<b>364 167</b>	<b>910 418</b>				

<sup>(1)</sup> Les collaborateurs doivent être salariés du Groupe afin d'exercer les options de souscription d'actions consenties.

<sup>(2)</sup> Le cours de l'action doit être supérieur à ces seuils pendant 10 jours consécutifs au cours des 12 mois précédant la date d'exercice.

<sup>(1)</sup> These options may only be exercised if the employee is still employed by the Group.

<sup>(2)</sup> The share price must have been above these thresholds for 10 consecutive days in the 12 months preceding the exercise date.

En 2020 Compagnie Financière Tradition SA a consenti 92 500 options de souscription d'actions à des collaborateurs du Groupe (98 000 options en 2019).

La juste valeur des options octroyées est déterminée à la date d'attribution des options de souscription en recourant à un modèle d'évaluation prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date.

Sur la base d'observations historiques, les paramètres d'évaluation suivants ont été utilisés afin de déterminer la juste valeur des options consenties :

	31.12.2020	31.12.2019
Rendement de dividendes Dividend yield	5,0 %	5,0 %
Volatilité attendue Expected volatility	16,0 %	16,0 %
Taux d'intérêt sans risque Risk-free interest rate	0,0 %	0,0 %
Prix de l'action à la date d'attribution (en francs suisses) Share price on the grant date (in CHF)	104,0	100,6

Compagnie Financière Tradition SA granted 92,500 share options to Group employees in 2020 (2019: 98,000 options).

The fair value of options is determined at the grant date using a valuation method that takes account of the general vesting characteristics and conditions prevailing at that date.

The following valuation parameters, based on historical observations, were used to determine the fair value of options granted:

En 2020, la moyenne pondérée de la juste valeur des options à la date de l'octroi est de CHF 9,0 (2019 : CHF 11,2).

Le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options de souscription sur action consenties aux collaborateurs de la Société sont les suivants :

The weighted average fair value of options at the grant date was CHF 9.0 (2019: CHF 11.2).

An analysis of the number and weighted average exercise prices of employee share options is shown below:

en francs suisses CHF	2020		2019	
	Prix d'exercice moyen pondéré Weighted average exercise price	Nombre d'options Number of options	Prix d'exercice moyen pondéré Weighted average exercise price	Nombre d'options Number of options
En circulation au début de l'exercice Outstanding at start of the year	2,50	390 167	2,50	427 167
Attribuées Granted	2,50	92 500	2,50	98 000
Exercées* Exercised*	2,50	-118 500	2,50	-135 000
Expirées Lapsed				
Annulées Cancelled				
<b>En circulation à la fin de l'exercice Outstanding at end of the year</b>	<b>2,50</b>	<b>364 167</b>	<b>2,50</b>	<b>390 167</b>
<b>Exercçables à la fin de l'exercice Exercisable at end of the year</b>	<b>2,50</b>	<b>62 667</b>	<b>2,50</b>	<b>67 667</b>

\* Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées en 2020 est de CHF 105,0 (2019 : CHF 99,1).

\* Options exercised in 2020 had a weighted average share price at the exercise date of CHF 105.0 (2019: CHF 99.1).

Les options exercées donnent uniquement droit à la livraison des actions.  
En 2020, le montant des charges liées aux paiements fondés sur des actions est de CHF 1 274 000 (CHF 1 588 000 en 2019).

> BOURSE DIRECT

Au 31 décembre 2020, les caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites nouvelles sont les suivantes :

Options exercised only entitle holders to delivery of the shares.  
Share-based payment expenses amounted to CHF 1,274,000 in 2020 (2019: CHF 1,588,000).

> BOURSE DIRECT

New free share award schemes at 31 December 2020 are shown below:

Nature du plan Type of scheme	Plan d'attribution 2017 2017 award scheme
Date de l'Assemblée générale Date of General Meeting	11-mai-16 11 May 16
Date des premières attributions au titre du plan Date of first awards under the scheme	21-juil-17 21 July 17
Nombre total d'actions gratuites attribuées Total number of free shares awarded	750 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites Start date of award of free shares	21-juil-17 21 July 17
Période d'attribution (attribution par tiers sur trois périodes) Grant period (one-third allocation over three years)	21-juil-19 21-juil-20 21-juil-21 21 July 19 21 July 20 21 July 21
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance Vesting period in the event of non-fulfilment of the performance condition	21-juil-27 21 July 27
Conditions d'attribution de présence dans la Société Conditional on employee remaining with the Company	Oui Yes
Conditions de performance de cours (au moins 10 séances de bourse consécutives dans les 12 mois précédant la date d'attribution) Share price performance conditions (at least 10 consecutive trading sessions before the award)	2,20 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier Number of free shares outstanding at 1 January	750 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice Number of free shares cancelled during the year	500 000
<b>Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre</b> <b>Number of free shares outstanding at 31 December</b>	<b>250 000</b>
Nombre de collaborateurs concernés Number of employees concerned	13

Il n'existe aucun plan de souscription d'actions en vigueur.

> VIEL & CIE

Plans d'options de souscription d'actions

Au 31 décembre 2020, Il n'y a pas de nouveaux plans d'options de souscription d'actions accordés par VIEL & Cie.

There are no share option schemes in effect.

> VIEL & CIE

Share option schemes

No new share option schemes had been granted by VIEL & Cie at 31 December 2020.

## Plans d'attributions d'actions gratuites

Au 31 décembre 2020, les caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites sont les suivantes :

## Free share schemes

Details of the free share schemes at 31 December 2020 are shown below:

Nature du plan (en euros) Type of scheme (euros)	Plan d'attribution 2017 2017 award scheme	
Date de l'Assemblée générale Date of General Meeting	14-juin-16 14 June 16	14-juin-16 14 June 16
Date des premières attributions au titre du plan Date of first awards under the scheme	04-sept-17 4 Sept. 17	04-sept-17 4 Sept. 17
Nombre total d'actions gratuites attribuées Total number of free shares awarded	440 000	138 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites Start date of award of free shares	04-sept-17 4 Sept. 17	04-sept-17 4 Sept. 17
Période d'attribution Award period	04-sept-20 4 Sept. 20	04-sept-22 4 Sept. 22
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance Vesting period in the event of non-fulfilment of the performance condition	04-sept-27 4 Sept. 27	04-sept-27 4 Sept. 27
Conditions d'attribution de présence dans la Société Conditional on employee remaining with the Company	Oui Yes	Oui Yes
Conditions de performance de cours Share price performance conditions	6,50 €	6,00 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier Number of free shares outstanding at 1 January	440 000	138 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice Number of free shares cancelled during the year	60 000	-
<b>Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre</b> <b>Number of free shares cancelled during the year</b>	<b>380 000</b>	<b>138 000</b>
Nombre de personnes concernées Number of persons concerned	2	4

## 20. DETTES FINANCIÈRES

## 20. FINANCIAL DEBTS

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Découverts bancaires Bank overdrafts	7 826	2 498
Emprunts bancaires Bank borrowings	11 109	-
Portion court terme des emprunts bancaires à long terme Short-term portion of long-term bank borrowings	30 150	30 150
Emprunts obligataires Bonds	-	119 069
<b>A court terme</b> <b>Short-term</b>	<b>49 086</b>	<b>151 717</b>
Emprunts à long terme Long-term borrowings	83 500	113 650
Emprunts obligataires Bonds	221 568	220 322
<b>A long terme</b> <b>Long-term</b>	<b>305 068</b>	<b>333 972</b>
<b>TOTAL</b>	<b>354 154</b>	<b>485 690</b>

Les dettes financières provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit en 2020 :

In 2020, movements in financial debts from financing activities shown in the cash flow statement were as follows:

en milliers d'euros €000	Éléments financiers Financial items	Éléments non financiers Non-financial items		31.12.20
		Autres variations Other movements	Écarts de conversion Currency translation	
<b>Long terme</b> <b>Long-term</b>				
Emprunts bancaires Bank borrowings	113 650	-30 150		83 500
Emprunts obligataires Bonds	220 322	187	1 059	221 568
<b>Court terme</b> <b>Short-term</b>				
Emprunts bancaires Bank borrowings		11 212	-103	11 109
Position court terme des emprunts bancaires Short-term bank loans	30 150	-		30 150
Emprunts obligataires Bonds	119 069	-120 748	1 679	-
<b>Total</b>	<b>483 192</b>	<b>-139 500</b>	<b>-</b>	<b>2 635 346 327</b>

en milliers d'euros €000	Éléments financiers Financial items	Éléments non financiers Non-financial items		31.12.19
		Autres variations Other movements	Écarts de conversion Currency translation	
<b>Long terme</b> <b>Long-term</b>				
Emprunts bancaires Bank borrowings	143 800	-30 150		113 650
Emprunts obligataires Bonds	211 867	116 379	-116 033	220 322
<b>Court terme</b> <b>Short-term</b>				
Emprunts bancaires Bank borrowings	15 600	14 550		30 150
Position court terme des emprunts bancaires Short-term bank loans		117	116 033	119 069
Emprunts obligataires Bonds	371 267	100 896	-	483 192
<b>Total</b>	<b>483 192</b>	<b>-139 500</b>	<b>-</b>	<b>2 635 346 327</b>

Les emprunts obligataires se décomposent comme suit :

An analysis of bond issues is shown below:

Émetteur Issuer	Année d'émission et d'échéance Year of issue and maturity	Valeur nominale résiduelle en milliers de CHF Outstanding face value	Coupon Coupon	Taux d'intérêt effectif Effective interest rate	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.20 Carrying amount CHF 000	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.19 Carrying amount CHF 000
Compagnie Financière Tradition SA	2019-2025	CHF 130 000	1,750 %	1,850 %	129 508	129 401
Compagnie Financière Tradition SA	2016-2022	CHF 110 000	1,625 %	1,726 %	109 830	109 737
Compagnie Financière Tradition SA	2015-2020	CHF 129 300	2,000 %	2,118 %	-	129 238
<b>TOTAL</b>					<b>239 338</b>	<b>368 376</b>
<i>Dont montant remboursable dans les 12 mois Of which amount redeemable within 12 months</i>					-	129 238

Le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire de CHF 129 300 000 arrivant à échéance en juin 2020.

The Group redeemed a bond of CHF 129,300,000 which matured in June 2020.

Au cours du premier semestre, le Groupe a reconduit une facilité de crédit d'un montant de CHF 172 000 000 pour une durée de cinq ans auprès d'un consortium de banques, en remplacement d'une ligne de crédit existante de CHF 100 000 000.

During the first half, the Group renewed a syndicated credit facility. The new five-year facility is for CHF 172,000,000 and replaces the existing facility of CHF 100,000,000.

Au 31 décembre 2020, Compagnie Financière Tradition dispose de facilités de crédit pour un montant de CHF 174 641 000 (CHF 102 899 000 au 31 décembre 2019). Celles-ci ont été utilisées à hauteur de CHF 12 000 000 au 31 décembre 2020 (non utilisé au 31 décembre 2019).

Compagnie Financière Tradition had available credit facilities of CHF 174,641,000 at 31 December 2020 (2019: CHF 102,899,000), CHF 12,000,000 of which had been drawn down (none used at 31 December 2019).

Les emprunts bancaires à long terme incluent un montant de € 113 650 000 remboursable par annuités et venant à échéance en octobre 2022 (€ 143 800 00 au 31 décembre 2019).

Long-term bank borrowings included an amount of €113,650,000 repayable in annual instalments, maturing in October 2022 (€143,800,00 at 31 December 2019).

Les dettes à long terme font l'objet de clause de remboursement anticipé en cas de non-respect de différents ratios de gestion ; ces ratios concernent principalement le niveau d'endettement par rapport aux capitaux propres consolidés du Groupe, ou le niveau des charges financières nettes par rapport au résultat d'exploitation du Groupe. Au 31 décembre 2020, le Groupe respecte l'intégralité de ces conditions.

Long-term debts are subject to an early repayment clause in the event of non-compliance with the various management ratios. These ratios mainly concern the Group's debt level to consolidated equity, or the Group's level of net financial expenses to operating profit. All these conditions had been met at 31 December 2020.

Au 31 décembre 2020, VIEL & Cie et ses filiales disposent de facilités de crédit non utilisées pour un montant de € 150 566 000, contre € 94 803 000 au 31 décembre 2019.

VIEL & Cie and its subsidiaries had unused credit facilities of €150,566,000 at year-end against €94,803,000 at 31 December 2019.

VIEL & Cie a opté pour l'étalement des frais d'émission de ses emprunts sur leur durée d'amortissement.

The Group elected to spread the issuing charges related to its borrowings over their payback period.

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les dettes financières est décrite en note 30.

The Group's exposure to liquidity risk, foreign currency risk and interest rate risk on financial debts is disclosed in Note 30.

## 21. PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

## 21. PROVISIONS AND CONTINGENT LIABILITIES

Les provisions se décomposent comme suit :

An analysis of provisions is shown below:

en milliers d'euros €000	Provisions pour pensions et retraites Pensions and post-employment benefits	Provisions pour litiges Litigation	Provisions pour impôts Provisions for tax	Autres provisions Other provi- sions	TOTAL
<b>Montant au 31 décembre 2018</b> At 31 December 2018	20 452	12 376	-	7 007	39 834
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i> <i>Of which amount to be settled within 12 months</i>					9 610
Variation de périmètre Change in the basis of consolidation	-	-	-	-	-
Dotation Recognised	2 846	3 901	-	-	6 747
Utilisation Used	-555	-15 322	-	-3 254	-19 131
Dissolution Reversed	-	-340	-	-3 561	-3 901
Réévaluation des régimes à prestations définies Remeasurement of defined benefit schemes	2 802	-	-	-	2 802
Reclassement Reclassifications	-	-25	-	-	-25
Ecart de conversion Currency translation	703	226	-	-	929
<b>Montant au 31 décembre 2019</b> At 31 December 2019	26 247	816	-	192	27 255
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i> <i>Of which amount to be settled within 12 months</i>					-
Variation de périmètre Change in the basis of consolidation	-	-	-	-	-
Dotation Recognised	3 492	1 096	-	632	5 220
Utilisation Used	-618	-1 226	-	-	-1 844
Dissolution Reversed	-12	-333	-	-	-345
Réévaluation des régimes à prestations définies Remeasurement of defined benefit schemes	1 641	-	-	-	1 641
Reclassement Reclassifications	-	-	-	-	-
Ecart de conversion Currency translation	-669	-14	-	-	-683
<b>Montant au 31 décembre 2020</b> At 31 December 2020	30 082	338	-	824	31 244
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i> <i>Of which amount to be settled within 12 months</i>					-



**> PROVISIONS POUR PENSIONS ET RETRAITES**

Les provisions pour pensions et retraites sont constatées au bilan afin de couvrir les obligations du Groupe dans le cadre des régimes à prestations définies et d'autres avantages à long terme en faveur du personnel. Le détail de ces engagements est présenté en note 22.

**> PROVISIONS POUR LITIGES**

Dans le cadre de leurs activités, il arrive que des filiales du Groupe soient impliquées dans des litiges avec des anciens employés suite à la résiliation de leur contrat de travail ou avec des sociétés concurrentes lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs. Par ailleurs, des procédures administratives peuvent être menées à l'encontre de filiales par les régulateurs locaux.

L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question qui peuvent durer de nombreuses années.

En février 2010, une filiale du Groupe a recruté un nouveau collaborateur qui travaillait auparavant pour un concurrent. Par la suite, ce concurrent a engagé une procédure d'arbitrage auprès de la Financial Industry Regulatory Authority (FINRA) contre ce collaborateur et la filiale à New York, en invoquant en particulier une violation de contrat et l'ingérence de la filiale dans le contrat du collaborateur. Le collaborateur a déposé une demande reconventionnelle contre ce concurrent, invoquant notamment une discrimination illégale.

En décembre 2016, la commission de la FINRA a conclu à la responsabilité du collaborateur et de la filiale et s'est prononcée en faveur du concurrent. En janvier 2017, la filiale a formé un recours en annulation de la sentence arbitrale auprès de la Cour suprême de l'État de New York; le concurrent a demandé la confirmation de la sentence arbitrale. En juillet 2017, la Cour suprême a rejeté le recours de la filiale qui a fait appel de cette décision. En février 2019, la Cour suprême de l'État de New York a rejeté l'appel déposé par la filiale du Groupe. Le montant du règlement est inclus dans la rubrique des provisions à court terme au 31 décembre 2018 et payé en 2019.

**> PROVISIONS POUR IMPÔTS**

Le Groupe est régulièrement soumis à des contrôles. Les risques potentiels sont évalués et font l'objet, le cas échéant, d'une provision.

**> AUTRES PROVISIONS**

VIEL & Cie et ses filiales consolidées ont constitué au cours des exercices précédents des provisions afin de couvrir divers risques auxquelles elles sont confrontées. Ces provisions couvrent l'intégralité des risques potentiels estimés.

**> PENSIONS AND POST-EMPLOYMENT BENEFITS**

Provisions for pensions and post-employment benefits recognised in the balance sheet cover the Group's obligations under defined benefit plans and other long-term employee benefits. Details of these liabilities are disclosed in Note 22.

**> LITIGATION**

In the course of their business activities, the Group's subsidiaries may become involved in litigation with former employees over termination of their employment contracts, or with competitors over the hiring of new employees. Subsidiaries may be subject to administrative procedures brought by local regulators.

The timing of cash outflows relating to these provisions is uncertain, as it will depend on the outcome of the relevant cases which can last several years.

In February 2010, one of the Group's subsidiaries recruited a new employee who previously worked for a competitor. The competitor subsequently filed arbitration proceedings with the Financial Industry Regulatory Authority (FINRA) against the employee and the New York subsidiary citing, in particular, breach of contract and tortious interference with contract. The employee filed a counterclaim against the competitors claiming, in particular, unlawful discrimination.

In December 2016, the FINRA Panel found the employee and the subsidiary liable and entered an award in favour of the competitor. In January 2017, the subsidiary filed a petition in the Supreme Court of the State of New York to vacate the arbitration award; the respondent asked that the arbitral award be upheld. In July 2017, the Supreme Court denied the petition of the subsidiary appealing the decision. In February 2019, the New York State Supreme Court dismissed the appeal filed by the Group's subsidiary. The amount of the settlement was included under short-term provisions at 31 December 2018 and was paid in 2019.

**> PROVISIONS FOR TAX**

The Group is regularly subject to tax inspections. Potential risks are assessed and, if necessary, provisioned.

**> OTHER PROVISIONS**

Provisions were set aside in previous years to cover the various risks facing VIEL & Cie and its consolidated subsidiaries. These provisions cover all estimated potential risks.

## 22. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

La majorité des employés de VIEL & Cie et de ses filiales opérationnelles bénéficie de prestations de retraites octroyées par des régimes à cotisations définies dont les cotisations sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues. Les éventuels montants à payer en fin de période sont présentés dans la rubrique des « Fournisseurs et autres créanciers ».

Les régimes à prestations définies concernent principalement les employés du Groupe basés en Suisse.

Les collaborateurs en Suisse sont assurés auprès de l'institution de prévoyance de l'employeur contre les risques de vieillesse, d'invalidité et de décès. L'institution de prévoyance a la forme juridique d'une fondation. L'institution de prévoyance assume elle-même le risque vieillesse alors que les risques décès et invalidités sont réassurés auprès d'une compagnie d'assurance. Les prestations de vieillesse sont définies en fonction du solde des comptes d'épargne individuels (avoir de vieillesse) à la date du départ à la retraite. La rente vieillesse annuelle se calcule en multipliant l'avoir de vieillesse à la date du départ par le taux de conversion défini dans le règlement de la fondation. Les collaborateurs peuvent prendre une retraite anticipée au plus tôt à 58 ans révolus, auquel cas le taux de conversion est réduit en fonction de la prolongation de la durée attendue du versement de la rente et de l'avoir de vieillesse moins important. Les collaborateurs ont en outre la possibilité de percevoir tout ou partie de la rente vieillesse sous forme de capital.

Les cotisations ordinaires de l'employeur sont exprimées en pourcent du salaire assuré (selon l'âge) et versées sur les avoirs de vieillesse individuels.

La politique d'investissement de l'institution de prévoyance se fonde sur l'objectif de réaliser un rendement qui, associé aux cotisations versées, soit suffisant pour garder un contrôle raisonnable sur les différents risques de financement du régime. Le Conseil de fondation, avec l'aide de conseillers en placement, détermine la pondération des catégories d'actifs et les allocations cibles, lesquelles sont révisées périodiquement. L'allocation effective des actifs est déterminée par une série de conditions économiques et de marché et en considération des risques spécifiques aux catégories d'actifs.

Les autres avantages à long terme concernent essentiellement des employés de filiales du Groupe au Japon qui ont la possibilité de différer le versement d'une partie de leur rémunération jusqu'à l'âge de la retraite ou de leur départ de la société.

## 22. EMPLOYEE BENEFITS

The retirement and post-employment benefits of most VIEL & Cie employees and its operating subsidiaries are insured under defined contribution plans. Contributions to these schemes are recognised as an expense when incurred. Any amounts payable at the end of the period are presented under "Trade and other payables".

Defined benefit schemes are confined mainly to Group employees based in Switzerland.

Swiss based employees are insured with the employer's occupational benefits institution for retirement, death and disability cover. This occupational benefits institution is established as a foundation. It manages retirement risk itself while reinsuring death and disability risks with an insurance company. Retirement benefits are defined on the basis of the individual's retirement savings account balance (retirement savings capital) at the retirement date. The annual retirement pension is calculated by multiplying the retirement savings capital at the retirement date by the conversion rate defined in the foundation's pension plan rules. Employees may opt to take early retirement from age 58, in which case the conversion rate is reduced proportionally, to take account of the expected increase in the duration of pension payments and the lower retirement savings capital. Employees also have the option of taking all or part of their retirement pension as a lump sum.

The employer's ordinary contributions are expressed as a percentage of the pensionable salary (according to age) and are paid into the individual retirement savings accounts.

The investment policy of the occupational benefits institution aims at achieving a target return which, combined with contributions paid to the foundation, is sufficient to maintain reasonable control over the pension scheme's funding risks. The Pension Board, with the assistance of investment advisers, determines the asset class weightings and target allocations, which are reviewed periodically. The actual asset allocation is determined by a series of economic and market conditions and takes account of the specific risks of the asset classes.

The other long-term benefits mainly concern employees of the Group's subsidiaries in Japan, who can defer the payment of part of their remuneration until retirement age or until they leave the Company.

Les provisions pour pensions et retraites se répartissent comme suit :

Provisions for pensions and post-employment benefits are broken down as follows:

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Autres avantages à long terme Other long-term benefits	13 364	11 530
Provision pour des régimes à prestations définies Provisions for defined benefit schemes	16 718	14 717
<b>Total des provisions pour pensions et retraites</b> <b>Total provisions for pensions and post-employment benefits</b>	<b>30 082</b>	<b>26 247</b>

Les charges liées aux régimes à prestations et cotisations définies sont présentées sous la rubrique « charges de personnel ». En 2020, le montant des charges liées aux régimes à cotisations définies est de € 4 461 000 (€ 4 570 000 en 2019).

Expense related to defined benefit and defined contribution pension schemes are reported under "Staff costs". In 2020, expense for defined contribution schemes amounted to €4,461,000 (2019: €4,570,000).

> ACTIFS ET PASSIFS COMPTABILISÉS  
AU BILAN

> ASSETS AND LIABILITIES RECOGNISED  
IN THE BALANCE SHEET

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Valeur actualisée des obligations Present value of obligations	58 571	52 563
Juste valeur des actifs des régimes Fair value of scheme assets	-41 854	-38 195
<b>Engagements nets des régimes à prestations définies</b> <b>Net defined benefit scheme liabilities</b>	<b>16 718</b>	<b>14 367</b>

> MOUVEMENTS DE LA VALEUR ACTUALISÉE  
DES OBLIGATIONS

> MOVEMENTS IN PRESENT VALUE  
OF OBLIGATIONS

en milliers d'euros €000	2020	2019
<b>Valeur actualisée des obligations au 1<sup>er</sup> janvier</b> Present value of obligations at 1 January	52 563	43 114
<b>Dont obligations financées</b> Of which funded obligations	48 000	38 992
<b>Dont obligations non financées</b> Of which non-funded obligations	4 563	4 122
Coût financier Financial cost	114	534
Coût des services rendus Current service cost	2 023	1 677
Cotisation des employés Employee contributions	874	663
Coût des services passés Past service cost	-	-
Prestations payées Benefits paid	-305	-1 439
(Gains) / pertes actuariel(le)s liés à l'expérience Actuarial (gains)/losses arising from experience adjustments	2 230	156
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses démographiques Actuarial (gains)/losses arising from changes in demographic assumptions	96	620
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses financières Actuarial (gains)/losses arising from changes in financial assumptions	775	5 511
Réduction de régime Curtailment	-	-
Reclassements Reclassifications	220	7
Ecart de conversion Currency translation	-18	1 720
<b>Valeur actualisée des obligations au 31 décembre</b> Present value of obligations at 31 December	58 571	52 563
<b>Dont obligations financées</b> Of which funded obligations	53 159	48 000
<b>Dont obligations non financées</b> Of which non-funded obligations	5 412	4 563

> MOUVEMENT DE LA JUSTE VALEUR ACTUALISÉE  
DES ACTIFS DES RÉGIMES

en milliers d'euros €000	2020	2019
<b>Juste valeur des actifs des régimes au 1<sup>er</sup> janvier</b> Fair value of scheme assets at 1 January	<b>38 195</b>	<b>32 226</b>
Rendement attendu des actifs des régimes Expected return on scheme assets	47	279
Cotisations de l'employeur Employer contributions	1 067	811
Cotisations des employés Employee contributions	874	663
Prestations payées Benefits paid	134	-661
Frais d'administration Administration costs	-71	-68
Gains / (pertes) actuariels Actuarial gains/(losses)	1 459	3 611
Réduction de régime Curtailment	-	-
Ecart de conversion Currency translation	150	1 333
<b>Juste valeur des actifs des régimes au 31 décembre</b> Fair value of scheme assets at 31 December	<b>41 854</b>	<b>38 195</b>

Le Groupe estime à € 1 143 000 le montant des cotisations liées aux régimes à prestations définies pour l'exercice 2021.

> MOVEMENTS IN THE PRESENT FAIR VALUE  
OF SCHEME ASSETS

The Group estimates that contributions to defined benefit plans in 2021 will be €1,143,000.

> JUSTE VALEUR DES ACTIFS PAR NATURE  
EN POURCENTAGE DU TOTAL DES ACTIFS DES RÉGIMES

	31.12.2020	31.12.2019
Actions Equities	31,70 %	30,38 %
Obligations Bonds	26,05 %	25,43 %
Immobilier Real estate	29,22 %	29,78 %
Contrats d'assurance Insurance contracts	0,93 %	1,05 %
Liquidités Cash and cash equivalents	4,46 %	6,04 %
Divers Other	7,63 %	7,32 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100%</b>

> FAIR VALUE OF ASSET CLASSES AS A PERCENTAGE  
OF TOTAL SCHEME ASSETS

Le taux de rendement attendu des actifs des régimes est déterminé en fonction de prévisions à long terme de taux d'inflation, de taux d'intérêt et de primes de risque pour les différentes catégories d'actifs. Ces prévisions prennent en considération les taux de rendement historiques à long terme.

Expected return on scheme assets is based on long-term forecasts for inflation, interest rates and risk premiums for the various asset classes. These forecasts take account of long-term historical returns.

Les placements en actions, obligations et immobiliers sont essentiellement investis au travers de fonds de placements et sont en majorité cotés sur un marché boursier actif. Les autres catégories de placements ne sont pour la plupart pas cotés sur un marché boursier actif.

Investments in stocks, bonds and real estate are mostly made through investment funds and the majority are listed on an active stock market. Most other investment categories are not listed on an active stock market.

> ÉCARTS ACTUARIELS DES RÉGIMES  
À PRESTATIONS DÉFINIES ENREGISTRÉS  
DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

> ACTUARIAL GAINS AND LOSSES  
OF DEFINED BENEFIT SCHEMES RECOGNISED  
IN OTHER COMPREHENSIVE INCOME

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Écarts actuariels sur les passifs des régimes <i>Actuarial gains/(losses) on scheme liabilities</i>	-775	-5 511
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes <i>Experience adjustments on scheme liabilities</i>	-2 230	-156
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes <i>Experience adjustments on scheme assets</i>	1 459	3 611
<b>Gain (perte) sur la réévaluation des régimes à prestations définies</b> <i>Gain/(loss) on remeasurement of defined benefit schemes</i>	<b>-1 545</b>	<b>-2 056</b>

> CHARGES COMPTABILISÉES AU COMPTE DE RÉSULTAT

> EXPENSE RECOGNISED IN THE INCOME STATEMENT

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Coût des services rendus <i>Current service cost</i>	2 094	1 745
Charge d'intérêt net <i>Net interest expense</i>	67	255
<b>Coût / (produit) des régimes à prestations définies</b> <i>Cost/(income) - defined benefit schemes</i>	<b>2 161</b>	<b>2 000</b>

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Rendement/(coût) effectif des actifs des régimes <i>Actual return on/(cost of) scheme assets</i>	1 502	3 998

> PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

> MAIN ACTUARIAL ASSUMPTIONS

en % In %	31.12.2020	31.12.2019
Taux d'actualisation <i>Discount rate</i>	0,33 %	0,47 %
Augmentations futures des salaires <i>Future salary increases</i>	1,18 %	1,28 %

> TABLES DE MORTALITÉ

> MORTALITY TABLES

L'espérance de vie est prise en compte dans les engagements définis sur la base de tables de mortalité du pays dans lequel le régime est situé. Des tables générationnelles, permettant de modéliser l'évolution future de la mortalité, ont été utilisées au 31 décembre 2020 et en 2019.

Life expectancy is taken into account in liabilities defined on the basis of mortality tables in the country in which the scheme operates. Generational tables, which model future mortality trends, were used at 31 December 2020 and 2019.

## &gt; ANALYSE DE SENSIBILITÉ

L'impact sur le montant des engagements des régimes à prestations définies au 31 décembre 2020 et 2019 d'une augmentation ou diminution des principales hypothèses actuarielles est présenté ci-dessous :

en milliers d'euros €000	31.12.2020	
	Augmentation Increase	Diminution Decrease
Taux d'actualisation (variation de 0,5 %) Discount rate (0.5% variation)	-4 250	4 880
Augmentation futures des salaires (variation de 0,5 %) Future salary increases (0.5% variation)	210	-210

en milliers d'euros €000	31.12.2019	
	Augmentation Increase	Diminution Decrease
Taux d'actualisation (variation de 0,5 %) Discount rate (0.5% variation)	-3 785	4 352
Augmentation futures des salaires (variation de 0,5 %) Future salary increases (0.5% variation)	237	-237

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes.

## &gt; SENSITIVITY ANALYSIS

The impact of an increase or decrease in the main actuarial assumptions on defined benefit scheme liabilities at 31 December 2020 and 2019 is presented below:

This analysis is based on the assumption that all other variables remain constant.

> DURATION DES OBLIGATIONS DES RÉGIMES  
À PRESTATIONS DÉFINIES

La durée moyenne pondérée de l'obligation du régime à prestations définies pour les employés du Groupe en Suisse est de 18 années au 31 décembre 2020 (17 années au 31 décembre 2019).

> DURATION OF DEFINED  
BENEFIT OBLIGATIONS

The weighted average duration of the defined benefit obligation for Group employees in Switzerland was 18 years at 31 December 2020 (2019: 17 years).

23. FOURNISSEURS  
ET AUTRES CRÉANCIERS

Cette rubrique se décompose comme suit :

23. TRADE  
AND OTHER PAYABLES

An analysis of this item is shown below:

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Dettes liées aux activités teneurs de comptes Payables related to account holder activities	1 129 075	1 000 691
Dettes liées aux activités en principal Payables related to matched principal activities	149 312	513 791
Charges à payer Accrued liabilities	121 835	129 634
Dettes envers les parties liées Related party payables	3 868	2 562
Autres dettes à court terme Other short-term liabilities	57 979	56 337
<b>TOTAL</b>	<b>1 462 070</b>	<b>1 703 015</b>

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les fournisseurs et autres créanciers est décrite en note 30.

The Group's exposure to liquidity risk, foreign currency risk and interest rate risk on trade and other payables is disclosed in Note 30.

## 24. IMPÔTS À PAYER ET À RECEVOIR

Au 31 décembre 2020, les impôts à payer de VIEL & Cie s'élevaient à € 10 470 000, contre € 8 292 000 au 31 décembre 2019.

Les impôts à recevoir pour un montant de € 4 804 000 au 31 décembre 2020 contre € 5 842 000 au 31 décembre 2019 sont principalement constitués d'acomptes d'impôt versés par des sociétés du Groupe.

## 24. TAX PAYABLES AND RECEIVABLES

Tax payables at 31 December 2020 amounted to €10,470,000 (2019: €8,292,000).

Tax receivables of €4,804,000 at 31 December 2020 (2019: €5,842,000) consisted mainly of tax instalments paid by Group companies.

## 25. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

## 25. DERIVATIVE FINANCIAL INSTRUMENTS

en milliers d'euros €000	2020		2019	
	Actifs Assets	Passifs Liabilities	Actifs Assets	Passifs Liabilities
Contrats de change à terme sur devises Forward foreign exchange contracts	141	2	1 331	106
Swaps de taux d'intérêts Interest rate swaps	240	11	-	-
<b>Total</b>	<b>382</b>	<b>13</b>	<b>1 331</b>	<b>106</b>

## 26. CONTRAT DE LOCATION

## 26. LEASES

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités.

The Group's leases mainly concern offices used by employees in connection with their business activities.

### > ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

### > RIGHT-OF-USE ASSETS

Bâtiments en milliers d'euros Buildings €000	31.12.2020	31.12.2019
Acquisitions Acquisitions	9 966	7 406
Amortissements Depreciation	-15 345	-14 255
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre Net book value at 31 December</b>	<b>49 350</b>	<b>57 631</b>



> OBLIGATIONS LOCATIVES

> LEASE LIABILITIES

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
<b>Court terme</b> Short-term		
Obligations locatives Lease liabilities	14 959	15 607
<b>Total</b>		
<b>Long terme</b> Long-term		
Obligations locatives Lease liabilities	46 213	50 689
<b>Total</b>		
<b>Total des obligations locatives au bilan</b> Total lease liabilities on balance sheet	<b>61 172</b>	<b>66 296</b>

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidités, de change et de taux d'intérêts sur les obligations locatives est décrite en note 30.

The Group's exposure to liquidity risk, foreign currency risk and interest rate risk on lease liabilities is disclosed in Note 30.

Les obligations locatives provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit :

Movements in lease liabilities from financing activities shown in the cash flow statement were as follows:

en milliers d'euros €000	01.01.20	Éléments financiers	Éléments non financiers		31.12.20
		Financial items	Autres variations Other movements	Écarts de conversion Currency translation	
Obligations locatives Lease liabilities	66 296	-13 423	12 432	-4 133	61 172
<b>Total</b>	<b>66 296</b>	<b>-13 423</b>	<b>12 432</b>	<b>-4 133</b>	<b>61 172</b>

en milliers d'euros €000	01.01.19	Éléments financiers	Éléments non financiers		31.12.19
		Financial items	Autres variations Other movements	Écarts de conversion Currency translation	
Obligations locatives Lease liabilities	72 470	-13 851	7 406	271	66 296
<b>Total</b>	<b>72 470</b>	<b>-13 851</b>	<b>7 406</b>	<b>271</b>	<b>66 296</b>

> AUTRES INFORMATIONS RELATIVES  
AUX CONTRATS DE LOCATION

> OTHER INFORMATION ON LEASES

- > Les charges liées aux contrats de location à court terme s'élèvent à € 4 181 000 pour l'exercice 2020.
- > La charge d'intérêts sur les obligations locatives est présentée en note 4.
- > Le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élève à € 17 438 000.

- > Short-term lease related expenses for fiscal 2020 amounted to €4,181 000.
- > Interest expense on lease liabilities is presented in Note 4.
- > The total cash outflow for leases amounted to €17,438,000.

## 27. OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

### > NATURE DES FONCTIONS DES EMPLOYÉS CLÉS

VIEL & Cie est une société qui consolide trois pôles d'activité, dans le domaine de l'intermédiation professionnelle au travers de Compagnie Financière Tradition, de la bourse en ligne au travers de Bourse Direct, et une participation mise en équivalence de 40 % dans SwissLife Banque Privée. Est considéré comme employé clef, le Président du Conseil d'administration de VIEL & Cie.

### > RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS CLÉS

Le Président du Conseil d'administration ne perçoit pas de rémunération de la société VIEL & Cie mais de sa maison-mère Viel et Compagnie-Finance ; il bénéficie de la part de la société VIEL & Cie de jetons de présence pour un montant de € 12 000 au titre de l'exercice 2020 (€ 12 000 en 2019).

Aucun avantage en nature, avantage postérieur à l'emploi, autre avantage à long terme, indemnité de fin de contrat de travail et paiement fondé sur des actions n'est accordé au Président-Directeur général.

### > CRÉANCES SUR LES PARTIES LIÉES

<b>Non courant</b> en milliers d'euros <b>Non-current</b> €000	31.12.2020	31.12.2019
Créances sur les sociétés associées Receivables from associates	1 843	1 335
Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées Receivables from shareholder and associates	-	84
<b>TOTAL</b>	<b>1 843</b>	<b>1 419</b>

<b>Courant</b> en milliers d'euros <b>Current</b> €000	31.12.2020	31.12.2019
Créances sur les sociétés associées Receivables from associates	44	67
Créances sur les coentreprises Receivables from joint ventures	4 721	6 481
Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées Receivables from shareholder and associates	692	779
<b>TOTAL</b>	<b>5 457</b>	<b>7 328</b>

## 27. RELATED PARTY TRANSACTIONS

### > NATURE OF DUTIES OF KEY MANAGEMENT STAFF

VIEL & Cie includes three core business segments in its consolidated financial statements: interdealer broking, through Compagnie Financière Tradition, online trading, through Bourse Direct, and a 40% stake in SwissLife Banque Privée, accounted for under the equity method. The Chairman of the Board of Directors of VIEL & Cie is considered a key employee.

### > KEY MANAGEMENT REMUNERATION

The Chairman of the Board of Directors does not receive remuneration from VIEL & Cie, but from its parent company VIEL et Compagnie-Finance. He received emoluments from VIEL & Cie totalling €12,000 for 2020, unchanged from the previous year.

The Chairman and CEO was not granted any benefits in kind, post-employment benefits, other long-term benefits, termination benefits, or share-based payments.

### > RELATED PARTY RECEIVABLES

## &gt; DETTES ENVERS LES PARTIES LIÉES

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Dettes envers les sociétés associées Payables to associates	87	2
Dettes sur les coentreprises Payables to joint ventures	3 099	2 457
Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées Payables to shareholder and associates	683	103
<b>TOTAL</b>	<b>3869</b>	<b>2 562</b>

Les rubriques « Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées » et « Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées » comprennent l'ensemble des créances et dettes de VIEL & Cie et de ses filiales vis-à-vis de leur actionnaire majoritaire ultime, Viel et Compagnie-Finance, Paris, ainsi que des filiales de cette société.

## &gt; TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

L'une des filiales du Groupe a conclu un contrat de bail à loyer avec une société appartenant à son actionnaire ultime. En 2020, le Groupe a constaté une charge de € 897 000 lié au droit d'utilisation de ces locaux.

Une société de services appartenant à l'actionnaire majoritaire de VIEL & Cie a facturé au Groupe des frais de déplacement pour un montant de € 532 000 en 2020 (€ 780 000 en 2019).

> GARANTIES ET ENGAGEMENTS  
CONDITIONNELS REÇUS DE PARTIES LIÉES

Lors du rachat des actions de Compagnie Financière Tradition SA détenues par Banque Pallas Stern, Viel et Compagnie-Finance s'est engagée à payer à Compagnie Financière Tradition SA et à ses filiales la différence entre le montant total des créances sur Comipar et Banque Pallas Stern et les dividendes de liquidation qui seront encaissés par Compagnie Financière Tradition SA et ses filiales au titre du recouvrement de ces mêmes créances. Le solde total de ces créances, garanti par Viel et Compagnie-Finance, maison-mère de VIEL & Cie, a été contre-garanti par VIEL & Cie.

Entre 1999 et 2019, VIEL & Cie et ses filiales ont reçu des remboursements partiels de la part de Banque Pallas Stern et Comipar, à hauteur de 91,0 % des créances déclarées d'un total de € 15 223 000. Au 31 décembre 2019, les créances résiduelles de VIEL & Cie et de ses filiales s'établissent ainsi à € 1 946 700.

En 2020, VIEL & Cie a exécuté cet engagement et a versé le solde de ces créances au Groupe.

## &gt; RELATED PARTY PAYABLES

"Receivables from shareholder and associated companies" and "Payables to shareholder and associated companies" include all receivables and payables due to or by VIEL & Cie and its subsidiaries in respect of their ultimate majority shareholder, VIEL et Compagnie-Finance, Paris, and subsidiaries of that company.

## &gt; RELATED PARTY TRANSACTIONS

One of the Group subsidiaries signed a lease agreement with a company owned by its ultimate shareholder. In 2020, the Group recognised an expense of €897,000 related to the right to use these premises.

A service company owned by VIEL & Cie's majority shareholder billed the Group for travel expenses amounting to €532,000 in 2020 (2019: €780,000).

> GUARANTEES AND CONDITIONAL  
COMMITMENTS FROM RELATED PARTIES

When VIEL et Compagnie-Finance purchased the shares of Compagnie Financière Tradition SA held by Banque Pallas Stern, it undertook to pay Compagnie Financière Tradition SA and its subsidiaries the difference between aggregate receivables due from Comipar and Banque Pallas Stern and the liquidation dividends to be received by Compagnie Financière Tradition SA and its subsidiaries in respect of such receivables. The total balance of the receivables, guaranteed by VIEL et Compagnie-Finance, parent company of VIEL & Cie, was counter-guaranteed by VIEL & Cie.

Between 1999 and 2019, Viel & Cie and its subsidiaries received partial repayments from Banque Pallas Stern and Comipar, equivalent to 91.0% of declared receivables for a total of €15,223,000. This brought the remaining receivables of Viel & Cie and its subsidiaries at 31 December 2019 to €1,946,700.

In 2020, VIEL et Cie discharged this undertaking and the balance of these receivables was paid to the Group.

## 28. OPÉRATIONS DE HORS-BILAN

### > TITRES À LIVRER ET À RECEVOIR

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Titres à livrer Commitments to deliver securities	208 431 350	200 849 330
Titres à recevoir Commitments to receive securities	208 403 363	200 817 647

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achat et de vente de titres initiées avant le 31 décembre 2020 et débloquées après cette date, dans le cadre des activités en principal réalisées par les sociétés du Groupe traitant avec des institutionnels, ou des opérations en règlements différés pour l'activité de bourse en ligne.

## 29. GESTION DU RISQUE FINANCIER

Le Groupe est principalement exposé aux risques suivants :

- > risque de crédit,
- > risque de liquidité,
- > risque de marché,
- > risque de taux d'intérêt,
- > risque opérationnel.

Des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques cités ci-dessus, les objectifs, politique et procédures de gestion du risque, ainsi que les méthodes utilisées pour les mesurer sont présentés dans la section « Rapport sur le gouvernement d'entreprise » du rapport annuel de la société.

### > GESTION DU CAPITAL

Les objectifs du Groupe au niveau de la gestion du capital sont de maintenir un niveau de capitaux propres suffisant afin d'assurer la continuité des opérations et d'apporter un retour sur investissement aux actionnaires.

Le Conseil d'administration effectue le suivi de la rentabilité des capitaux propres qui est défini par la relation entre le résultat net d'exploitation et les capitaux propres, nets de la part attribuable aux actionnaires minoritaires. Le Conseil d'administration effectue aussi le suivi des dividendes versés aux actionnaires.

## 28. OFF-BALANCE SHEET OPERATIONS

### > COMMITMENTS TO DELIVER AND RECEIVE SECURITIES

Commitments to deliver and receive securities reflect buy and sell transactions entered into before 31 December 2020 and closed out after that date, in connection with matched principal activities conducted by Group companies dealing with institutional clients, or deferred settlement transactions for the online trading business.

## 29. FINANCIAL RISK MANAGEMENT

The Group is primarily exposed to the following risk:

- > Credit risk,
- > Liquidity risk,
- > Market risk,
- > Interest rate risk,
- > Operational risk.

Details of the Group's exposure to each of these risk areas, its risk management objectives, policy and procedures, and the methods it uses to measure risk are disclosed in the "Corporate Governance" section.

### > CAPITAL MANAGEMENT

The Group's capital management strategy aims to maintain sufficient equity to ensure operating continuity and produce a return on investment for shareholders.

The Board of Directors monitors return on equity, which is defined as the ratio of net operating income to shareholders' equity, net of the share of minority interests. The Board also monitors dividends paid to shareholders.

Le Groupe gère la structure du capital et y apporte des rectifications en fonction des variations de l'environnement économique. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit ajuster le montant des dividendes distribués aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, ou vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

En 2020, il n'y a pas eu de changement dans l'approche du Groupe en relation avec la gestion du capital.

VIEL & Cie n'est pas soumise à des exigences en matière de capital. Cependant, certaines filiales du Groupe sont soumises localement à des exigences de capital réglementaire imposées par les autorités de surveillance des pays concernés. Le suivi et l'application des directives réglementaires sont effectués par les responsables locaux en charge de la conformité.

## 30. INSTRUMENTS FINANCIERS

### > RISQUE DE CRÉDIT

#### Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit. L'exposition au risque de crédit se présente comme suit :

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Actifs financiers disponibles à la vente Available-for-sale financial assets	-	-
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income	4 470	4 616
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net Financial assets at fair value through profit or loss	15 445	11 054
Prêts et créances Loans and receivables	1 474 494	1 745 533
Actifs financiers évalués au coût amorti Financial assets at amortised cost	14 303	63 857
Instruments financiers dérivés actifs Derivative financial instruments	382	1 331
Trésorerie et équivalents de trésorerie Cash and cash equivalents	384 930	435 964
Trésorerie non disponible Unavailable cash	26 901	27 715
<b>TOTAL</b>	<b>1 920 925</b>	<b>2 290 069</b>

The Group manages the capital structure and adjusts it in response to changes in economic conditions. In order to maintain or adjust the capital structure, the Group may adjust dividends paid to shareholders, return capital to shareholders, issue new shares, or sell assets to reduce debt.

No changes were made in the Group's approach to managing capital in 2020.

VIEL & Cie is not subject to any externally imposed capital requirements. However, on the local level, some Group subsidiaries are subject to capital requirements imposed by regulators in the countries concerned. Monitoring and compliance with regulatory directives are the responsibility of local compliance officers.

## 30. FINANCIAL INSTRUMENTS

### > CREDIT RISK

#### Exposure to credit risk

The carrying amount of financial assets represents the Group's maximum exposure to credit risk. The table below presents the Group's exposure to credit risk:

### Pertes de crédit attendues

L'échéancier des créances clients et comptes rattachés ainsi que les pertes de crédit attendues se présente comme suit :

en milliers d'euros €000	2020		2019	
	Valeur brute Gross value	Pertes de crédit attendues Expected credit losses	Valeur brute Gross value	Pertes de crédit attendues Expected credit losses
Créances non arriérées Not yet due	92 842	-18	89 122	-
Moins de 30 jours d'arriéré Less than 30 days overdue	20 735	-19	24 860	-2
Entre 31 et 60 jours d'arriéré Between 31 and 60 days overdue	10 698	-38	15 929	-25
Entre 61 et 90 jours d'arriéré Between 61 and 90 days overdue	6 159	-16	11 033	-8
Entre 91 et 180 jours d'arriéré Between 91 and 180 days overdue	7 865	-25	12 568	-10
Plus de 180 jours d'arriéré More than 180 days overdue	8 586	-626	12 570	-882
<b>TOTAL</b>	<b>146 885</b>	<b>-741</b>	<b>166 082</b>	<b>-927</b>

### Expected credit losses

An analysis of ageing of trade receivables and expected credit losses is shown below:

Depuis l'adoption de la norme IFRS 9 Instruments financiers, le Groupe applique une méthode simplifiée pour mesurer les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances de courtage. Une analyse est effectuée par les sociétés du Groupe sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture. La majorité des clients sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit.

Since the adoption of IFRS 9 Financial Instruments, the Group has applied a simplified approach for measuring expected credit losses over the life of brokerage receivables. An analysis is carried out by Group companies based on the ageing of trade receivables, taking into account historical default data and the current and foreseeable situation at the balance sheet date. Most customers are major financial institutions with good credit ratings.

Le mouvement de la provision pour pertes de valeur attendues sur les créances clients et comptes rattachés au cours de la période se présente comme suit :

Movements in the provision for impairment losses expected on trade receivables during the period is shown below:

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Provision au 1 <sup>er</sup> janvier Provision at 1 January	928	884
Variations de périmètre Changes in basis of consolidation	-	-
Dotation de l'exercice Provision for the year	889	413
Reprise utilisée Used	-813	-181
Dissolution Reversed	-226	-211
Ecarts de conversion Currency translation	-38	23
<b>Provision au 31 décembre Provision at 31 December</b>	<b>741</b>	<b>928</b>

L'échéancier des créances liées aux activités en principal se présente comme suit :

The ageing of receivables related to matched principal activities is shown below:

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Moins de 5 jours d'arriéré Less than 5 days overdue	93 205	74 712
Entre 6 et 15 jours d'arriéré Between 6 and 15 days overdue	63 304	422 459
Entre 16 et 30 jours d'arriéré Between 16 and 30 days overdue	3 177	20 815
Entre 31 et 45 jours d'arriéré Between 31 and 45 days overdue	-	972
Plus de 45 jours d'arriéré More than 45 days overdue	-	287
<b>TOTAL</b>	<b>159 686</b>	<b>519 244</b>

Ces montants représentent des opérations non dénouées après la date de livraison prévue et sont causés essentiellement par des retards de règlement des titres de la part des contreparties. Sur la base de l'analyse des données historiques des pertes encourues, le Groupe estime qu'une dépréciation des créances liées aux activités en principal n'est pas nécessaire. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit. De plus, les transactions sont soumises à des limites de crédit appropriées déterminées en fonction de la qualité de la contrepartie.

These amounts represent transactions that are not settled after their due delivery dates and arise mainly as a result of delayed settlement of securities by counterparties. Based on an analysis of historical data on losses incurred, the Group does not consider it necessary to write down receivables related to matched principal activities. Most counterparties are major financial institutions with a good credit rating. Transactions are subject to appropriate credit limits, established on the basis of the creditworthiness of the counterparty.

#### Risque de liquidité

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers incluant le montant estimatif des paiements d'intérêts se présentent comme suit :

#### Liquidity risk

An analysis of remaining contractual maturities of financial liabilities, including estimated interest payments, is shown below:

Au 31 décembre 2020 en milliers d'euros 31 December 2020 €000	A moins de 3 mois Less than 3 months	De 3 à 6 mois 3 to 6 months	De 6 à 12 mois 6 to 12 months	De 1 à 5 ans 1 to 5 years	A plus de 5 ans Over 5 years	Total
Dettes financières à long terme Long-term financial debts	-	-	-	83 500	-	83 500
Location financement - Paiement minimum futur Finance leases - minimum future payments	4 663	4 201	7 582	31 700	19 666	67 812
Emprunts obligataires Bonds	-	-	3 784	231 716	-	235 500
Fournisseurs et autres créanciers Trade and other payables	1 447 083	1 878	13 109	-	-	1 462 070
Instruments financiers dérivés passifs Derivative financial instruments	13	-	-	-	-	13
Dettes financières à court terme Short-term financial debts	18 936	-	30 150	-	-	49 086
Autres passifs financiers Other financial liabilities	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 470 694</b>	<b>6 078</b>	<b>54 625</b>	<b>346 916</b>	<b>19 666</b>	<b>1 897 980</b>

Au 31 décembre 2019 en milliers d'euros 31 December 2019 €000	A moins de 3 mois Less than 3 months	De 3 à 6 mois 3 to 6 months	De 6 à 12 mois 6 to 12 months	De 1 à 5 ans 1 to 5 years	A plus de 5 ans Over 5 years	Total
Dettes financières à long terme Long-term financial debts	-	-	-	113 650	-	113 650
Location financement - Paiement minimum futur Finance leases - minimum future payments	4 953	4 455	7 800	36 524	25 247	78 978
Emprunts obligataires Bonds	-	121 489	3 765	112 860	121 328	359 442
Fournisseurs et autres créanciers Trade and other payables	1 679 927	3 568	19 521	-	-	1 703 015
Instruments financiers dérivés passifs Derivative financial instruments	-	106	-	-	-	106
Dettes financières à court terme Short-term financial debts	2 498	-	30 150	-	-	32 648
Autres passifs financiers Other financial liabilities	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 687 377</b>	<b>129 617</b>	<b>61 236</b>	<b>263 034</b>	<b>146 575</b>	<b>2 287 838</b>

### Risque de change

#### Analyse de sensibilité

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de change transactionnel principalement sur le dollar américain (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR) et le franc suisse (CHF).

Le tableau suivant détaille la sensibilité du Groupe à une variation de 10 % d'une devise de transaction par rapport aux devises fonctionnelles correspondantes. Cette analyse inclut les actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle des différentes entités du Groupe et ajuste leur valeur à la fin de la période pour une variation de 10 % du taux de change.

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base que l'année précédente.

### Currency risk

#### Sensitivity analysis

The Group is exposed to transaction risk, particularly on the US dollar (USD), sterling (GBP), yen (JPY), euro (EUR) and Swiss franc (CHF).

The table below details the Group's sensitivity to a 10% change in a transaction currency compared with corresponding functional currencies. This analysis includes monetary assets and liabilities denominated in a currency other than the functional currency of the Group's entities, and adjusts their value at the end of the period for a 10% change in the foreign exchange rate.

It is based on the assumption that all other variables remain constant, and has been prepared on the same basis as the previous financial year.



Au 31 décembre, une appréciation de 10 % d'une devise de transaction à l'encontre des autres devises fonctionnelles correspondantes aurait augmenté (diminué) le résultat de l'exercice comme suit, sans impact sur les capitaux propres :

At 31 December, an appreciation of 10% in a transaction currency compared with other corresponding functional currencies would have increased/(decreased) net profit for the year as shown below, with no impact on equity:

Au 31 décembre 2020 en milliers d'euros 31 December 2020 €000	USD	GBP	EUR	CHF	Autres Other	TOTAL
<b>Devises fonctionnelles</b> Functional currencies						
USD	-	-645	478	-13	194	14
GBP	1 752	-	1 423	128	-39	3 264
EUR	617	674	-	62	34	1 387
CHF	12 556	181	1 090	-	3 543	17 370
Autres Other	1 626	-10	24	-13	-	1 627
	16 551	200	3 015	164	3 732	-

Au 31 décembre 2020 en milliers d'euros 31 December 2020 €000	USD	GBP	EUR	CHF	Autres Other	TOTAL
<b>Devises fonctionnelles</b> Functional currencies						
USD	-	-243	233	-	244	234
GBP	1 877	-	1 850	-14	-60	3 653
EUR	567	369	-	111	35	1 082
CHF	13 556	1 023	1 631	-	3 690	19 900
Autres Other	2 410	-76	7	-32	-	2 309
	18 410	1 073	3 721	65	3 909	-

## Risque de taux d'intérêts

### Profil

Au 31 décembre, le profil des instruments financiers portant intérêts se présente comme suit :

en milliers d'euros €000	31.12.2020	31.12.2019
Actifs financiers Financial assets	33 382	99 310
Passifs financiers Financial liabilities	289 271	405 688
<b>Instruments à taux fixe (net)</b> Fixed rate instruments (net)	<b>-255 889</b>	<b>-306 378</b>
Actifs financiers Financial assets	1 239 633	1 063 143
Passifs financiers Financial liabilities	151 442	165 109
<b>Instruments à taux variable (net)</b> Variable rate instruments (net)	<b>1 088 191</b>	<b>898 034</b>
<b>Dont dettes financières à taux variable</b> Of which variable rate financial debts	<b>832 302</b>	<b>146 301</b>

### Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variables

Les actifs et passifs financiers à taux variables comprennent essentiellement de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des dettes financières. Les dettes financières émises à des taux variables exposent le Groupe aux risques de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Au 31 décembre, une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêts aurait augmenté (diminué) le résultat et les capitaux propres des montants présentés ci-après. Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base pour l'année précédente.

en milliers d'euros €000	31.12.2020	
	Résultat Net profit	Capitaux propres Equity
Actifs financiers nets Net financial assets	5 441	-
en milliers d'euros €000	31.12.2019	
	Résultat Net profit	Capitaux propres Equity
Actifs financiers nets Net financial assets	4 490	-

## Interest rate risk

### Profile

The profile of interest-bearing financial instruments at 31 December was as follows:

### Sensitivity analysis of cash flows for variable rate instruments

Variable rate financial assets and liabilities essentially consist of cash and cash equivalents and financial debts. Financial debts bearing variable rates expose the Group to cash flow interest rate risk.

A 50 bps increase in interest rates at 31 December would have increased/(decreased) net profit and equity by the amounts shown below. This analysis is based on the assumption that all other variables remain constant and has been prepared on the same basis as the previous financial year.

### Juste valeur

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique suivant :

- > Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.
- > Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- > Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur le marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables.

### Fair value

The table below shows the carrying amount of financial assets and liabilities as well as their fair value according to the following hierarchy level:

- > Level 1: quoted prices (unadjusted) in active markets for an identical instrument.
- > Level 2: fair values determined on the basis of a valuation model using inputs which are directly observable in a market (level 1) or derived from prices observed.
- > Level 3: fair values determined on the basis of a valuation model using inputs which are not observable in a market.

Fair value is not shown for items where the carrying amount is a reasonable estimate of their fair value. The methods used to measure fair value are disclosed in the section on significant accounting policies.

Au 31 décembre 2020 en milliers d'euros 31 December 2020 €000	Valeur comptable Carrying amount	Juste Valeur Fair value			Total
		Niveau 1 Level 1	Niveau 2 Level 2	Niveau 3 Level 3	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income	4 470	-	4 470	-	4 470
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net Financial assets at fair value through profit or loss	15 445	9 716	5 729	-	15 445
Actifs financiers évalués au coût amorti Financial assets at amortised cost	14 303	-	-	-	-
Prêts et créances Loans and receivables	1 450 281	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés actifs Derivative financial instruments	382	-	382	-	382
Trésorerie et équivalents de trésorerie Cash and cash equivalents	-	2 051	-	-	2 051
Trésorerie non disponible Unavailable cash	26 901	-	-	-	-
Immeubles de placement Investment property	2 304	-	-	-	-
<b>Total actifs financiers</b> Total financial assets	<b>1 899 016</b>	<b>11 768</b>	<b>10 581</b>	<b>-</b>	<b>22 348</b>
Dettes financières à court terme Short-term financial debts	49 086	-	-	-	-
Obligations locatives à court terme Short-term lease liabilities	14 959	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers Trade and other payables	1 462 070	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés passifs Derivative financial instruments	13	-	13	-	13
Dettes financières à long terme Long-term financial debts	305 068	227 925	-	-	227 925
Obligations locatives à long terme Long-term lease liabilities	46 213	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme Other long-term financial liabilities	-	-	-	-	-
<b>Total passifs financiers</b> Total financial liabilities	<b>1 877 409</b>	<b>227 925</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>227 938</b>

Au 31 décembre 2019 en milliers d'euros 31 December 2019 €000	Valeur comptable Carrying amount	Juste Valeur Fair value			Total
		Niveau 1 Level 1	Niveau 2 Level 2	Niveau 3 Level 3	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income	4 616	-	4 616	-	4 616
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net Financial assets at fair value through profit or loss	11 054	5 274	5 780	-	11 054
Actifs financiers évalués au coût amorti Financial assets at amortised cost	63 857	-	-	-	-
Prêts et créances Loans and receivables	1 797 701	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés actifs Derivative financial instruments	1 331	-	1 331	-	1 331
Trésorerie et équivalents de trésorerie Cash and cash equivalents	435 964	3 602	-	-	3 602
Trésorerie non disponible Unavailable cash	27 715	-	-	-	-
Immeubles de placement Investment property	2 657	-	-	-	-
<b>Total actifs financiers</b> Total financial assets	<b>2 344 894</b>	<b>8 876</b>	<b>11 727</b>	<b>-</b>	<b>20 603</b>
Dettes financières à court terme Short-term financial debts	151 717	120 139	-	-	120 139
Obligations locatives à court terme Short-term lease liabilities	15 607	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers Trade and other payables	1 703 015	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés passifs Derivative financial instruments	106	-	106	-	106
Dettes financières à long terme Long-term financial debts	333 972	224 226	-	-	224 226
Obligations locatives à long terme Long-term lease liabilities	50 689	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme Other long-term financial liabilities	-	-	-	-	-
<b>Total passifs financiers</b> Total financial liabilities	<b>2 255 106</b>	<b>344 365</b>	<b>106</b>	<b>-</b>	<b>344 471</b>

## 31. COURS DE CHANGE

Les principaux cours de change de l'euro, qui ont été utilisés dans le cadre de la consolidation, sont les suivants :

## 31. EXCHANGE RATES

The main exchange rates against the euro used in consolidation are shown below:

en milliers d'euros €000	31.12.2020		31.12.2019	
	Cours de clôture Closing rate	Cours moyen Average rate	Cours de clôture Closing rate	Cours moyen Average rate
1 Franc suisse - CHF CHF - 1 Swiss franc	1,0802	1,0703	1,0854	1,1127
1 Livre sterling - GBP GBP - 1 pound sterling	0,899	0,8892	0,8508	0,8773
1 Yen japonais - JPY JPY - 1 Japanese yen	126,49	121,78	121,94	122,06
1 Dollar américain - USD USD - 1 US dollar	1,2271	1,1413	1,1234	1,1196

## 32. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que les pourcentages de détention directe ou indirecte et les méthodes de consolidation retenues pour chacune des sociétés, sont présentés ci-après :

## 32. BASIS OF CONSOLIDATION

The table below shows the main consolidated companies, the percentage interests held directly or indirectly, and the method of consolidation used for each company.

Pays Country		Entrées de l'exercice New companies	% de contrôle % Controlling interest	% d'intérêt % Equity interest	Capital en milliers Capital in thousands	Méthode IG/MEE Method EM/FCM
France France	<b>VIEL &amp; CIE</b>			<b>100,0 %</b>	<b>EUR 14 325</b>	<b>Société consolidante Consolidating company</b>
<b>EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE / EUROPE, MIDDLE EAST AND AFRICA</b>						
Afrique du Sud South Africa	Tradition Government Bond Brokers and Derivative Brokers (Pty) Ltd, Johannesburg		100,0 %	72,87 %	ZAR 1 000	IG / FCM
	Tradition Data Analytics Services (PTY) Ltd Fourways		100,0 %	72,87 %	ZAR n/s	IG / FCM
	TFS Securities (Pty) Ltd, Johannesburg		100,0 %	72,87 %	ZAR 1 000	IG / FCM
Allemagne Germany	Finacor Deutschland GmbH, Francfort, et succursale de Munich		100,0 %	72,87 %	EUR 4 100	IG / FCM
	Tradition Financial Services GmbH, Francfort		27,5 %	20,04 %	EUR 75	MEE / EM
Belgique Belgium	Finacor & Associés S.A., Bruxelles		100,0 %	72,80 %	EUR 1 967	IG / FCM
	Easdaq N.V.		16,6 %	14,88 %	EUR 152 907	MEE / EM
Émirats Arabes Unis United Arab Emirates	Tradition (Dubai) Ltd, Dubai		100,0 %	72,87 %	USD 450	IG / FCM
Espagne Spain	C.M. Capital Market Holdings S.A. Madrid		32,4 %	23,61 %	EUR 379	MEE / EM
	Tradition Financial Services Espana,S.V.S.A Madrid		100,0 %	72,87 %	EUR 750	IG / FCM
	Arpège S.A., Paris		100,0 %	100,00 %	EUR 22 280	IG / FCM
	Bourse Direct S.A., Paris		76,2 %	79,23 %	EUR 14 064	IG / FCM
	Carax SA, Paris		90,9 %	66,24 %	EUR 1 320	IG / FCM
France France	E-VIEL, Paris		100,0 %	100,00 %	EUR 8 886	IG / FCM
	SwissLife Banque Privée, Paris		40,0 %	40,00 %	EUR 37 902	MEE / EM
	Tradition Securities And Futures S.A., Paris, et succursales de Londres, Bruxelles et Madrid		99,9 %	72,80 %	EUR 9 882	IG / FCM
	TSAF OTC, Paris		100,0 %	72,80 %	EUR 4 836	IG / FCM
	Elixium SA, Paris		100,0 %	72,87 %	EUR 37	IG / FCM
Israël Israel	TFS Israel (Brokers) Ltd, Tel Aviv		80,0 %	58,30 %	ILS 2 778	IG / FCM
Italie Italy	Tradition Italia S.R.L., Milan		100,0 %	72,87 %	EUR 50	IG / FCM
Luxembourg Luxembourg	Tradition Luxembourg S.A., Luxembourg		100,0 %	72,87 %	EUR 9 671	IG / FCM
Monaco Monaco	Carax Monaco SAM, Monaco		100,0 %	66,24 %	EUR 300	IG / FCM
	Tradition Management Services Ltd, Londres <sup>(2)</sup>		100,0 %	72,87 %	GBP n/s	IG / FCM
	Tradition (UK) Ltd, Londres, et succursale de Varsovie		100,0 %	72,87 %	GBP 35 800	IG / FCM
	Tradition UK Holdings Ltd, Londres	*	100,0 %	72,87 %	GBP 100	IG / FCM
Royaume-Uni United Kingdom	Tradition London Clearing Ltd, Londres		100,0 %	72,87 %	GBP 28 500	IG / FCM
	Tradition Financial Services Ltd, Londres		100,0 %	72,87 %	GBP 15 250	IG / FCM
	TFS-ICAP Ltd, Londres		51,0 %	20,04 %	GBP 20	MEE / EM
	Trad-X (UK) Ltd, Londres		100,0 %	72,87 %	GBP 200	IG / FCM
	ParFX (UK) Ltd, Londres		100,0 %	72,87 %	GBP n/s	IG / FCM
Russie Russia	Tradition CIS LLC, Moscou		100,0 %	72,87 %	RUB 2 680	IG / FCM
Pays-Bas Netherlands	Financière Vermeer N.V., Amsterdam		100,0 %	100,00 %	EUR 90	IG / FCM
	Compagnie Financière Tradition SA, Lausanne		70,89 %	72,87 %	CHF 18 832	IG / FCM
	Finarbit AG, Küsnacht		100,0 %	72,87 %	CHF 1 500	IG / FCM
	Gottex Brokers S.A., Lausanne		49,0 %	35,71 %	CHF 360	MEE / EM
	Starfuels SA Nyon		40,0 %	29,15 %	CHF 142	MEE / EM
Suisse Switzerland	Tradition Service Holding SA, Lausanne <sup>(1)</sup>		100,0 %	72,87 %	CHF 21 350	IG / FCM
	Tradition S.A., Lausanne et succursales de Zurich et Genève		100,0 %	72,87 %	CHF 450	IG / FCM
	TFS S.A., Lausanne <sup>(1)</sup>		100,0 %	72,87 %	CHF 100	IG / FCM
	Trad-X Holding S.A., Lausanne <sup>(1)</sup>		100,0 %	72,87 %	CHF 100	IG / FCM
	ParFX Holding SA, Lausanne <sup>(1)</sup>		100,0 %	72,87 %	CHF 100	IG / FCM
	Tradicom International, Lausanne <sup>(2)</sup>		100,0 %	72,87 %	CHF 200	IG / FCM

<sup>(1)</sup> Société holding. <sup>(2)</sup> Société de services.  
IG : intégration globale. MEE : mise en équivalence.

<sup>(1)</sup> Holding company. <sup>(2)</sup> Service company.  
FCM: Full consolidation method. EM: Equity method.

Pays Country		Entrées de l'exercice New companies	% de contrôle % Controlling interest	% d'intérêt % Equity interest	Capital en milliers Capital in thousands	Méthode IG/MEE Method EM/FCM
<b>AMÉRIQUES / AMERICAS</b>						
Argentine Argentina	Tradition Argentina S.A., Buenos Aires		100,0 %	72,87 %	ARS 1 546	IG / FCM
Chili Chile	Tradition Chile S.A., Santiago		100,0 %	72,87 %	CLP 476 805	IG / FCM
Colombie Colombia	Tradition Securities Colombia S.A., Bogota		100,0 %	72,87 %	COP 200 000	IG / FCM
	Tradition Colombia S.A., Bogota		100,0 %	72,87 %	COP 90 000	IG / FCM
États-Unis United States	Tradition America Holdings Inc., New York <sup>(1)</sup>		100,0 %	72,87 %	USD 500	IG / FCM
	Tradition Americas LLC, New York		100,0 %	72,87 %	USD 500	IG / FCM
	Tradition SEF Inc., New York		100,0 %	72,87 %	USD n/s	IG / FCM
	Tradition Securities and Derivatives Inc., New York		100,0 %	72,87 %	USD 5	IG / FCM
	Trad-X US LLC, New York		100,0 %	72,87 %	USD n/s	MEE / EM
	TFS Derivatives Corp. LLC, New York		100,0 %	72,87 %	USD 95	IG / FCM
	TFS-ICAP LLC, New York		51,0 %	20,04 %	USD n/s	IG / FCM
	TFS Energy LLC, Stamford		57,5 %	41,90 %	USD n/s	IG / FCM
	TFS Energy Futures LLC, Stamford		100,0 %	41,90 %	USD n/s	IG / FCM
	TFS Energy Solutions LLC, Stamford		60,0 %	43,72 %	USD n/s	IG / FCM
	StreamingEdge.com Inc., New Jersey <sup>(2)</sup>		80,0 %	58,30 %	USD n/s	IG / FCM
Mexique Mexico	Tradition Services S.A. de C.V., Mexico		100,0 %	72,87 %	MXN 50	IG / FCM
<b>ASIE-PACIFIQUE / ASIA-PACIFIC</b>						
Australie Australia	TFS Australia Pty Ltd, Sydney		100,0 %	72,87 %	AUD 5	IG / FCM
	Tradition Australia Pty Ltd, Sydney		100,0 %	72,87 %	AUD n/s	IG / FCM
	The Renewable Energy Hub Pty Ltd, Sydney		43,7 %	31,87 %	AUD 334	MEE / EM
Chine China	Tradition (Asia) Ltd, Hong Kong		100,0 %	72,87 %	HKD 25 001	IG / FCM
	TFS Derivatives HK Ltd, Hong Kong		100,0 %	72,87 %	HKD 65 200	IG / FCM
	Ping An Tradition International Money Broking Company Ltd, Shenzhen		33,0 %	24,05 %	CNY 50 000	MEE / EM
Inde India	Derivium capital & Securities Private Ltd, Mumbai		50,0 %	36,44 %	INR 24 375	MEE / EM
Indonésie Indonesia	PT Tradition Indonesia, Jakarta		98,0 %	71,41 %	IDR 5 000 000	IG / FCM
	Tradition Nihon Ltd, Tokyo		100,0 %	72,87 %	JPY 300 000	IG / FCM
	Tradition Japan FX Holdings Ltd, Tokyo <sup>(1)</sup>		100,0 %	72,87 %	JPY 500	IG / FCM
Japon Japan	Gaitame.com Co., Ltd, Tokyo		50,0 %	36,42 %	JPY 801 354	MEE / EM
	Ueda Tradition Holding Ltd, Tokyo <sup>(1)</sup>		60,0 %	43,72 %	JPY 1 000	IG / FCM
	Ueda Tradition Derivatives Ltd, Tokyo		100,0 %	43,72 %	JPY 5 000	IG / FCM
	Ueda Tradition Securities Ltd, Tokyo		100,0 %	43,72 %	JPY 2 823 000	IG / FCM
Nouvelle Zélande New Zealand	Tradition Kiwi Brokers Limited, Wellington		100,0 %	72,87 %	NZD 2 676	IG / FCM
Philippines Philippines	Tradition Financial Services Philippines Inc., Makati		100,0 %	72,87 %	PHP 515 000	IG / FCM
Singapour Singapore	Tradition Singapore (Pte) Ltd, Singapour		100,0 %	72,87 %	SGD 300	IG / FCM
	TFS Currencies Pte Ltd, Singapour		100,0 %	72,87 %	SGD 700	IG / FCM
	Tradition Asia Pacific (Pte) Ltd, Singapour <sup>(1)</sup>		100,0 %	72,87 %	SGD n/s	IG / FCM
Thaïlande Thailand	Tradition Brokers (Thailand) Ltd, Bangkok		100,0 %	51,71 %	THB 12 000	IG / FCM
	Tradition Siam (Brokers) Ltd, Bangkok		100,0 %	51,71 %	THB 5 000	IG / FCM
	Tradition Fixed Income Co Ltd, Bangkok		100,0 %	51,71 %	THB 1 000	IG / FCM

<sup>(1)</sup> Société holding. <sup>(2)</sup> Société de services.  
IG : intégration globale. MEE : mise en équivalence.

<sup>(1)</sup> Holding company. <sup>(2)</sup> Service company.  
FCM: Full consolidation method. EM: Equity method.

### 33. EFFECTIFS

	2020	2019
France	246	234
Étranger Abroad	2 128	2 034
<b>Total</b>	<b>2 374</b>	<b>2 268</b>

### 33. HEADCOUNT



## 34. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires versés par le Groupe VIEL & Cie à ses commissaires aux comptes au titre des exercices 2020 et 2019 sont les suivants :

## 34. AUDITING FEES

Fees paid to the independent auditors by the VIEL & Cie Group for the 2020 and 2019 financial years were as follows:

	Ernst & Young Audit				Fidorg Audit			
	Montant (€ HT)		%		Montant (€ HT)		%	
	Amount (€ excl. tax)				Amount (€ excl. tax)			
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
<b>Audit</b>								
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés Auditing, certification, examination of statutory and consolidated accounts	2 691 730	2 819 094			134 100	124 100		
- Emetteur - Issuer	157 500	167 500	6 %	6 %	53 000	43 000	40 %	35 %
- Filiales intégrées globalement - Fully consolidated subsidiaries	2 534 230	2 651 594	94 %	94 %	81 100	81 100	60 %	65 %
Autres services Other services	10 540	35 455			-	-	-	-
- Emetteur - Issuer	4 000	4 000	38 %	11 %	-	-	-	-
- Filiales intégrées globalement - Fully consolidated subsidiaries	6 540	31 455	62 %	89 %	-	-	-	-
<b>Sous-total</b> Subtotal	<b>2 702 270</b>	<b>2 854 549</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>134 100</b>	<b>124 100</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b> <b>Other services provided by the networks to fully consolidated subsidiaries</b>								
Juridique, fiscal, social Legal, tax, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Other	10 000	-	100 %	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b> Subtotal	<b>10 000</b>	<b>-</b>	<b>100 %</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 712 270</b>	<b>2 854 549</b>	<b>95 %</b>	<b>96 %</b>	<b>134 100</b>	<b>124 100</b>	<b>5 %</b>	<b>4 %</b>

## 35. CONSOLIDATION DE VIEL & CIE

VIEL & Cie fait l'objet d'une consolidation dans les comptes consolidés de Viel et Compagnie-Finance, dont le siège social est situé au 23 Place Vendôme - 75001 Paris.

## 35. CONSOLIDATION OF VIEL & CIE

VIEL & Cie is consolidated in the financial statements of VIEL et Compagnie-Finance, whose registered office is at 23, Place Vendôme - 75001 Paris.

# COMPTES ANNUELS

# COMPANY FINANCIAL STATEMENTS

168 > COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ  
> SUMMARY INCOME STATEMENT

---

169 > BILAN RÉSUMÉ  
> SUMMARY BALANCE SHEET

---

171 > VARIATION DES CAPITAUX PROPRES  
> STATEMENTS OF CHANGES IN EQUITY

---

172 > TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES  
> FIVE-YEAR FINANCIAL SUMMARY

---

# COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ

## SUMMARY INCOME STATEMENT

en milliers d'euros €000	2020	2019
Produits d'exploitation Operating income	56	50
Charges d'exploitation Operating expenses	-3 588	-3 102
<b>Résultat d'exploitation</b> Operating profit	<b>-3 532</b>	<b>-3 052</b>
Résultat financier Financial result	23 973	13 784
<b>Résultat courant avant impôt</b> Profit before tax and exceptional items	<b>20 441</b>	<b>10 732</b>
Résultat exceptionnel Exceptional items	-	2 606
Impôts sur le bénéfice Income tax	-	62
<b>Résultat net de l'exercice</b> Net profit for the year	<b>20 441</b>	<b>13 400</b>

# BILAN RÉSUMÉ

## SUMMARY BALANCE SHEET

ACTIF en milliers d'euros ASSETS €000	31.12.2020			31.12.2019
	Brut Gross	Amort. Deprec./ amort.	Net Net	Net Net
<b>Actif immobilisé</b> <b>Non-current assets</b>				
Immobilisations incorporelles Intangible assets	36	36	-	-
Immobilisations corporelles Property and equipment	162	148	14	14
Immobilisations financières Long-term investments				
Participations Equity investments	135 457	1 017	134 440	134 480
TIAP et autres immobilisations financières Portfolio securities and other long-term investments	26 718	366	26 352	22 896
<b>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b> <b>TOTAL NON-CURRENT ASSETS</b>	<b>162 374</b>	<b>1 567</b>	<b>160 806</b>	<b>157 390</b>
<b>Actif circulant</b> <b>Current assets</b>				
Clients et comptes rattachés Trade debtors	-	-	-	-
Autres créances Other receivables	28 015	41	27 974	25 670
Valeurs mobilières de placement Investment securities	1 000	-	1 000	1 061
Disponibilités Cash	43 029	-	43 029	80 261
Charges constatées d'avance Prepaid expenses	166	-	166	133
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</b> <b>TOTAL CURRENT ASSETS</b>	<b>72 210</b>	<b>41</b>	<b>72 169</b>	<b>107 125</b>
Charges à répartir Deferred charges	317	-	317	634
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b> <b>TOTAL ASSETS</b>	<b>234 900</b>	<b>1 608</b>	<b>233 292</b>	<b>265 149</b>

# BILAN RÉSUMÉ

## SUMMARY BALANCE SHEET

PASSIF en milliers d'euros LIABILITIES €000	31.12.2020	31.12.2019
<b>Capitaux propres</b> Shareholders' equity		
Capital social Share capital	14 325	14 325
Prime d'émission, de fusion, d'apport Share, merger, or contribution premiums	12 869	12 869
Réserve légale Legal reserve	1 613	1 613
Autres réserves Other reserves	23 070	23 070
Report à nouveau Retained earnings	10 066	13 145
Résultat de l'exercice Net profit for the year	20 441	13 400
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b> <b>TOTAL SHAREHOLDERS' EQUITY</b>	<b>82 384</b>	<b>78 421</b>
<b>Provisions</b> Provisions	201	179
<b>Dettes</b> Debts		
Emprunts et dettes financières diverses Borrowings and financial debts	114 020	144 275
Dettes fournisseurs et comptes rattachés Trade and other payables	282	269
Dettes fiscales et sociales Tax and social liabilities	340	90
Autres dettes Other payables	36 065	41 914
<b>TOTAL DES DETTES</b> <b>TOTAL DEBTS</b>	<b>150 707</b>	<b>186 548</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b> <b>TOTAL LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY</b>	<b>233 292</b>	<b>265 149</b>

# VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

## STATEMENTS OF CHANGES IN EQUITY

en milliers d'euros €000	Ouverture au 01.01.2020 At 1.1.2020	Affectation du résultat 2019 Appropriation of 2019 net earnings	Résultat 2020 2020 net profit	Solde au 31.12.2020 At 31.12.2020
Capital social Share capital	14 325	-	-	14 325
Prime d'émission Share premium	12 869	-	-	12 869
Réserve légale Legal reserve	1 613	-	-	1 613
Réserves réglementées Regulated reserves	-	-	-	-
Autres réserves Other reserves	23 070	-	-	23 070
Report à nouveau Retained earnings	13 145	-3 079	-	10 066
Résultat de la période Profit/loss for the period	13 400	-13 400	20 441	20 441
<b>TOTAL</b>	<b>78 421</b>	<b>-16 479</b>	<b>20 441</b>	<b>82 384</b>

# TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES

## FIVE-YEAR FINANCIAL SUMMARY

	2016	2017	2018	2019	2020
Capital en fin d'exercice Capital at 31 December					
Capital social (en milliers d'euros) Share capital (€000)	16 120	15 430	15 105	14 325	14 325
Nombre d'action ordinaires (en milliers) Number of ordinary shares (000)	80 599	77 151	75 526	71 623	71 623
Opérations et résultats de l'exercice social (en milliers d'euros) Operations and results for the year (€000)					
Chiffre d'affaires hors taxes Revenue before tax	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions Profit before tax, employee profit sharing, depreciation, amortisation and provisions	7 725	10 166	10 756	11 271	14 075
Impôts sur le bénéfice Income tax	-161	376	443	62	0
Participation des salariés due au titre de l'exercice Employee profit sharing for the year	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions Profit after tax, employee profit sharing, depreciation, amortisation and provisions	6 261	10 541	10 872	13 400	20 441
Résultat distribué Distributed earnings	13 116	15 505	18 881	17 906	*
Résultat par action (en euros) Earnings per share (in euros)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions Profit after tax and employee profit sharing, but before depreciation, amortisation and provisions	0,09	0,14	0,15	0,16	0,20
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions Profit after tax, employee profit sharing, depreciation, amortisation and provisions	0,08	0,14	0,14	0,19	0,29
Dividende attribué à chaque action Dividend per share	0,17	0,20	0,25	0,25	*
Personnel Employees					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice Average headcount during the year	1	1	1	1	1
Montant de la masse salariale de l'exercice social (en milliers d'euros) Payroll for the year (€000)	326	325	331	347	510
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales,...) (en milliers d'euros) Social payments for the year (social security, charities, etc.) (€000)	135	139	143	142	232

\* Un dividende de 0,28 euro par action sera proposé à l'Assemblée Générale du 10 juin 2021.

\* Shareholders will be asked to approve a dividend of €0.28 per share at the Annual General Meeting on 10 June 2021.

# TEXTE DES RÉOLUTIONS RESOLUTIONS

> TEXTE DES RÉOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 10 JUIN 2021

174

> RESOLUTIONS SUBMITTED FOR SHAREHOLDER APPROVAL  
AT THE COMBINED ANNUAL AND EXTRAORDINARY GENERAL  
MEETING OF 10 JUNE 2021

---



# TEXTE DES RÉSOLUTIONS

## STATUANT EN LA FORME ORDINAIRE

### > PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2020, tels qu'ils ont été présentés, faisant ressortir un bénéfice de 20 441 237,80 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### > DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, approuve, les comptes consolidés arrêtés à la date du 31 décembre 2020, tels qu'ils ont été établis conformément aux dispositions des articles L. 233-16 et suivants du Code de commerce, faisant ressortir un bénéfice net part du groupe de 48 928 milliers d'euros.

### > TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, décide d'affecter le bénéfice distribuable qui s'élève à 30 507 512,01 € de la manière suivante :

Détermination des sommes distribuables :

> Résultat de l'exercice	20 441 237,80 euros
> Report à nouveau et réserves distribuables	10 066 274,21 euros
<b>Montant à affecter</b>	<b>30 507 512,01 euros</b>

Affectations proposées :

> Distribution de dividendes	20 054 431,04 euros
> Report à nouveau pour affectations proposées	10 453 080,97 euros
<b>Total</b>	<b>30 507 512,01 euros</b>

Le dividende d'un montant total de 20 054 431,04 euros à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 0,28 euro par action, étant précisé que tous les pouvoirs sont donnés au Conseil d'administration pour faire inscrire au compte « Report à nouveau » la fraction du dividende correspondant aux actions autodétenues par VIEL & Cie.

Le dividende sera détaché le 14 juin 2021 et mis en paiement le 16 juin 2021.

Dans les conditions définies par les lois et règlements en vigueur, l'intégralité de ce dividende brut entre dans le champ du prélèvement forfaitaire unique, sauf option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu qui ouvrira droit à l'abattement proportionnel de 40 % prévu au 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

Il est rappelé qu'au titre des trois exercices précédents, un dividende a été distribué (déduction faite de la part revenant aux titres d'autocontrôle) :

- > en juin 2020, au titre du résultat de l'exercice 2019, d'un montant de 0,25 € par action, soit un montant total de 17 905 542 € ;
- > en juin 2019, au titre du résultat de l'exercice 2018, d'un montant de 0,25 € par actions, soit un montant total de 18 881 422,75 € ;
- > en juin 2018, au titre du résultat de l'exercice 2017, d'un montant de 0,20 euro par action, soit un montant total de 15 505 138,20 €.

**> QUATRIÈME RÉSOLUTION**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions relevant des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de Commerce, les personnes intéressées ne prenant pas part au vote, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont stipulées.

**> CINQUIÈME RÉSOLUTION**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, renouvelle en qualité d'administrateur Monsieur Patrick COMBES pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2027 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

**> SIXIÈME RÉSOLUTION**

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, renouvelle le Cabinet FIDORG AUDIT, dont le mandat arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée, aux fonctions de Commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2027 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

**> SEPTIÈME RÉSOLUTION**

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, décide, après avoir constaté que les fonctions de Commissaire aux comptes suppléant du Cabinet FIDORG, représenté par Mme Kahima Ait-Aoudia, arrivaient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, de ne pas procéder à son renouvellement ou à son remplacement en application de la loi.

**> HUITIÈME RÉSOLUTION**

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, autorise le Conseil d'administration à procéder à l'achat des actions de la Société, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce.

Les actions acquises dans le cadre de cette autorisation pourront l'être, en vue de :

- > l'attribution d'actions dans le cadre d'augmentations de capital réservées aux salariés du groupe au titre de plans d'options d'achat qui seraient consenties aux salariés ;
- > la remise d'actions à titre de paiement ou d'échange ou d'obligations de couverture liées à des titres de créance, dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- > l'annulation de tout ou partie de ces actions par réduction de capital en vue d'optimiser le résultat par action de la société, sous réserve de l'adoption d'une résolution spécifique par l'Assemblée générale des actionnaires statuant en la forme extraordinaire ;
- > favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres de l'émetteur ou éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché au travers d'un contrat de liquidité ;
- > tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur.

Cette autorisation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée. L'Assemblée générale fixe le nombre maximum d'actions à acquérir à 10 % du nombre total d'actions composant le capital social.

Les achats, cessions ou échanges des actions pourront être réalisés par tous moyens, y compris par l'utilisation de mécanismes optionnels et/ou sous forme de bloc de titres et à tout moment sous réserve qu'ils n'accroissent pas la volatilité du titre et à l'exception des achats d'options d'achat, y compris en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière. L'Assemblée générale fixe le prix maximum d'achat à 8 euros.

Le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 10 989 576 euros .

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, en cas de division et regroupement de titres, les prix seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et d'une manière générale faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation.

Le Conseil d'administration donnera aux actionnaires dans son rapport à l'Assemblée générale annuelle des informations relatives aux achats, aux transferts, aux cessions ou aux annulations d'actions ainsi réalisés.

Cette autorisation annule et remplace pour sa durée restant à courir l'autorisation donnée par l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 12 juin 2020.

#### > NEUVIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, approuve en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, le rapport sur les rémunérations des mandataires sociaux comprenant les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 telles que présentées dans le rapport de gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

#### > DIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération des mandataires sociaux telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la Société établi en application des articles L. 225-68 et L. 22-10-20 du Code de commerce.

#### > ONZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, prend acte de ce qu'il n'y a pas eu de rémunération versée au Président du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2020, à l'exception de la rémunération allouée en qualité d'administrateur.

#### > DOUZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, prend acte de ce qu'aucune rémunération n'est prévue pour le Président du Conseil d'administration au titre de l'exercice à venir.

#### > TREIZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-26 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables aux membres du Conseil d'Administration, au titre de l'exercice à venir.

## STATUANT EN LA FORME EXTRAORDINAIRE

#### > QUATORZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce et de l'autorisation visée à la 8ème résolution ci-dessus :

1. autorise le Conseil d'administration à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions ordinaires de la société détenues par celle-ci à la suite de la mise en œuvre des programmes de rachat autorisés par l'Assemblée générale, dans la limite de 10 % du nombre total d'actions, par période de 24 mois, en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles, y compris en partie sur la réserve légale à concurrence de 10 % du capital annulé ;
2. fixe à vingt-quatre (24) mois à compter de ce jour la durée de la présente autorisation qui annule pour la période non écoulée et remplace celle accordée par l'Assemblée générale mixte du 12 juin 2020 dans sa dixième résolution ayant le même objet ;
3. donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de déléguer dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation et notamment, pour constater la réalisation de la ou des réductions de capital, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités nécessaires.

#### > QUINZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-130 et L. 22-10-50 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, sa compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, par l'émission et l'attribution gratuite d'actions ou par l'élévation du nominal des actions ordinaires existantes, ou la combinaison de ces deux modalités ;

2. décide qu'en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-50 et L. 225-130 du Code de commerce, en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution gratuite d'actions, les droits formant rompus ne seront pas négociables, ni cessibles et que les titres de capital correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation ;

3. fixe à dix-huit (18) mois la durée de la validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée ;

4. décide que le montant de l'augmentation de capital au titre de la présente résolution ne devra pas excéder le montant nominal de cinq (5) millions d'euros, représentant environ 35 % du capital, compte non tenu du montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée ;

5. confère au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution, et généralement, prendre toutes mesures et effectuer toutes les formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts ;

6. prend acte de ce que la présente délégation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### > SEIZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, délègue au Conseil d'administration sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de

bons soumis au régime des articles L. 233-32 et L. 233-33 du Code de commerce permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la société, et à leur attribution gratuite à tous les actionnaires de la société, et fixer les conditions d'exercice et les caractéristiques des bons.

Le nombre maximal de bons qui pourrait être émis ne pourra dépasser le nombre d'actions composant le capital social de la société lors de l'émission des bons.

Le montant nominal maximal des actions qui peuvent être ainsi émises ne pourra dépasser le plafond de dix (10) millions d'euros. Ce montant maximal est cumulatif aux autres délégations accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration par la présente Assemblée ou des précédentes. Ces plafonds ne tiennent pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la société.

Tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre dans les conditions prévues par la loi, la présente délégation, notamment la modification des statuts conséquente.

La présente délégation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée. Elle ne pourra être utilisée qu'en cas d'offre publique, en France et/ou à l'étranger, visant la société.

#### > DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et dans le cadre des dispositions de l'article L. 225 138 1 du Code de commerce et des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire :

1. délègue au Conseil d'administration la faculté d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de 1 % du montant du capital social tel qu'il ressortira après réalisation de l'une des augmentations de capital visées ci-dessus. Cette augmentation de capital sera réservée aux salariés de la société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés conformément aux dispositions légales applicables ;

2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit desdits bénéficiaires ;

3. décide que le Conseil d'administration pourra prévoir l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la société, étant entendu que l'avantage total résultant de cette attribution et, le cas échéant, de l'abondement et de la décote sur le prix de souscription, ne pourra pas excéder les limites légales ou réglementaires ;

4. donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation, à l'effet notamment :

- > de déterminer les sociétés ou groupements dont les salariés pourront souscrire aux actions émises en application de la présente délégation ; de fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires des actions nouvelles et, dans les limites légales, le délai accordé aux souscripteurs pour la libération de ces actions ;
- > de déterminer si les souscriptions devront être réalisées par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement ou directement ;
- > de décider du montant à émettre, du prix de souscription, de la durée de la période de souscription, de la date à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, et plus généralement, de l'ensemble des modalités de chaque émission ;
- > de constater la réalisation de chaque augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, procéder aux formalités consécutives et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;
- > et d'une façon générale, prendre toutes mesures pour la réalisation des augmentations de capital, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

La présente délégation est valable à compter de ce jour et ce, jusqu'à l'Assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et prive d'effet, en tant que de besoin, la délégation antérieure du 12 juin 2020 ayant le même objet.

#### > DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, constatant que le capital social est intégralement libéré, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, conformément aux dispositions de l'article L. 228-92 et suivants du Code de commerce, délègue au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation, sa compétence pour

procéder, si et lorsqu'il le jugera opportun, en une ou plusieurs fois, à l'émission de bons de souscription d'actions soumis aux dispositions des articles L. 228-91 à L. 228-106 du Code de commerce, permettant de souscrire à une ou plusieurs actions de la Société, et fixer les conditions d'exercice et les caractéristiques des bons.

Le droit de préférence des actionnaires à la souscription de ces bons de souscription d'actions, proportionnellement au montant de leurs actions est maintenu.

Le montant maximum de l'augmentation de capital résultant de l'exercice de ces bons de souscription d'actions est de trente (30) millions d'euros.

Ce montant maximal est cumulatif aux autres délégations accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration par la présente assemblée ou des précédentes.

Ces plafonds ne tiennent pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la société.

L'Assemblée générale délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration aux fins de :

- > procéder à l'émission des bons et d'en arrêter les modalités, notamment le nombre de bons à émettre, le prix d'émission et leurs caractéristiques, leur date de jouissance ;
- > déterminer les conditions d'exercice des bons émis et notamment le nombre d'actions à la souscription desquelles ils ouvriront droit, la date de jouissance de ces actions, les périodes et les délais pendant lesquels les souscriptions d'actions pourront être réalisées et le prix d'émission desdites actions ;
- > constater l'exercice des bons émis et les augmentations consécutives du capital social ;
- > modifier corrélativement les statuts et effectuer toutes formalités relatives auxdites augmentations de capital ;
- > déterminer les conditions d'ajustement nécessaires à la réservation des droits des titulaires de bons ;
- > d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire en vue de l'émission desdits bons et l'exercice du droit de souscription y attaché.

La présente délégation est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée. Elle comporte, au profit des souscripteurs, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises lors de l'exercice des droits de souscription attachés aux bons émis.

#### > DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, autorise le Conseil d'administration, dans le cadre de l'article L. 233-33 du Code de commerce, si les titres de la société viennent à être visés par une offre publique, à mettre en œuvre les autorisations et délégations qui lui ont été consenties aux termes des cinquième, quatorzième, quinzième, seizième et dix-neuvième résolutions de la présente Assemblée et de la quatorzième résolution de l'Assemblée générale en date du 12 juin 2020. L'Assemblée générale décide que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre dans les conditions prévues par la loi, la présente autorisation, et notamment la modification des statuts conséquente.

La présente autorisation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

#### > VINGTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, et comme conséquence de l'adoption des résolutions relatives aux augmentations de capital ci-dessus, décide :

- > de fixer à vingt (20) millions d'euros le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises, immédiatement ou à terme, en vertu des augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des autorisations conférées par les résolutions susvisées, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant droit au capital de la Société ;

- > de fixer globalement à cent (100) millions d'euros ou à la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, le montant nominal maximum des titres d'emprunt susceptibles d'être émis en vertu des autorisations conférées par les résolutions susvisées.

#### > VINGT-ET-UNIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, décide de mettre en harmonie les statuts avec la nouvelle recodification du Code de commerce qui a créé une partie dédiée aux sociétés admises sur un marché réglementé et de procéder à l'actualisation des articles du Code de commerce cités dans les statuts.

#### > VINGT-DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

# RESOLUTIONS

## ORDINARY BUSINESS

### > FIRST RESOLUTION

Having considered the reports of the Board of Directors and the Auditors, the General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting, approves the financial statements for the year ended 31 December 2020, as presented, showing a profit of 20,441,237.80 euros, as well as the transactions reflected in the accounts or summarised in these reports.

### > SECOND RESOLUTION

Having heard the reports of the Board of Directors and the Auditors, the General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting, approves the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2020, as prepared in accordance with Sections L. 233-16 *et seq.* of the Commercial Code, showing a Group share of net profit of 48,928,000 euros.

### > THIRD RESOLUTION

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting, on the proposal of the Board of Directors, resolves to appropriate distributable income amounting to 30,507,512.01 euros as follows:

Determination of distributable amounts:

> Net profit for the year	20,441,237.80 euros
> Retained earnings	10,066,274.21 euros
<b>Amount for appropriation</b>	<b>30,507,512.10 euros</b>

Proposed appropriation:

> Dividends	20,054,431.04 euros
> Retained earnings for proposed appropriation	10,453,080.97 euros
<b>Total</b>	<b>30,507,512.01 euros</b>

The dividend distribution for the financial year totals 20,054,431.04 euros (dividend x number of shares), and has been set at 0.28 euros per share. The Board of Directors has full power and authority to record in the "Retained earnings" account the fraction of the dividend corresponding to the treasury shares held by VIEL & Cie.

The shares will go ex-dividend on 14 June 2021 and the dividend will be paid on 16 June 2019.

As provided by law and the regulations in effect, the full amount of this gross dividend will be subject to the single flat-rate tax, unless the taxpayer opts for the progressive income tax rate, in which case the dividend will be eligible for the 40% proportional allowance provided in Section 158(3) of the General Tax Code.

The dividend history over the past three financial years (after deduction of the share attributable to treasury shares) is as follows:

- > in June 2020, 0.25 euros per share was paid for the 2019 financial year, for a total of 17,905,542 euros.
- > in June 2019, 0.25 euros per share was paid for the 2018 financial year, for a total of 18,881,422.75 euros.
- > in June 2018, 0.20 euros per share was paid for the 2017 financial year, for a total of 15,505,138.20 euros.

#### > FOURTH RESOLUTION

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting, having considered the Auditors' Special Report on the agreements governed by the provisions of Section L. 225-38 of the Commercial Code, approves the conclusions of the report and the agreements stipulated therein. Interested parties will abstain from voting.

#### > FIFTH RESOLUTION

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting, re-elects Mr Patrick COMBES as a director for a term of six financial years, namely, until the conclusion of the General Meeting to be held in 2027, called to approve the accounts for the year ended 31 December 2026.

#### > SIXTH RESOLUTION

On the proposal of the Board of Directors, the General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting, re-appoints as statutory auditor the firm FIDORG AUDIT, whose term is expiring at the conclusion of this Meeting, for a further term of six financial years, namely, until the conclusion of the General Meeting to be held in 2027, called to approve the accounts for the year ended 31 December 2026.

#### > SEVENTH RESOLUTION

On the proposal of the Board of Directors, the General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting, having noted that the Deputy Statutory Auditor duties of FIDORG, represented by Ms Kahima Ait-Aoudia, expire at the conclusion of this Meeting, resolves not to renew or replace its appointment, as required by law.

#### > EIGHTH RESOLUTION

Having reviewed the Directors' Report, the General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting, grants authority to the Board of Directors to make purchases of the Company's own shares, pursuant to Section L. 22-10-62 of the Commercial Code.

Shares purchased in connection with or pursuant to the foregoing authority may be acquired for the purpose of:

- > allotting shares in connection with a capital increase reserved for Group employees under employee share option schemes;

- > remittance in payment or exchange or as hedging obligations for debt securities, in connection with external growth operations;
- > cancelling all or part of these shares by reducing the capital with a view to optimising earnings per share, subject to the adoption of a specific resolution by the General Meeting of Shareholders voting on special business;
- > facilitating trading liquidity and price stability of the issuer's securities or avoiding price inconsistencies that are not justified by market trends, by means of a liquidity contract.
- > any other purpose authorised or which may be authorised by law or the regulations in force.

This authority is conferred for a period of eighteen months (18) from the date of this General Meeting. The maximum number of shares that may be acquired shall not exceed 10% of the total number of shares comprising the share capital.

The shares may be purchased, sold or exchanged at any time and by any means, including through the use of options and/or in the form of block sales, provided however that such transactions do not increase share price volatility, and excluding the purchase of call options, including during a takeover bid, within the limits of securities regulations. The maximum price that may be paid for any such shares shall not exceed 8 euros.

The maximum amount of the transaction therefore is 10,989,576 euros.

In the case of a capital increase by capitalising reserves and allotting free shares, or of a share split or share consolidation, prices shall be adjusted by a coefficient equal to the ratio of the number of shares making up the share capital before the operation to the number of shares making up the share capital after the operation.

The General Meeting confers full power and authority on the Board of Directors, with right of delegation, to place any order on the stock market, enter into any agreement, complete any formalities and in general do everything that may be necessary or expedient to carry this authority into effect.

In its report to the Annual General Meeting, the Board of Directors shall inform shareholders in respect of any such purchases, transfers, sales or cancellation of shares.

This authority supersedes and replaces for the remainder of its effective term, the authority conferred by the Ordinary and Extraordinary General Meeting of 12 June 2020.



**> NINTH RESOLUTION**

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting, having considered the Directors' Report and pursuant to Section L. 22-10-8 of the Commercial Code, approves the report on remuneration of company officers including the information mentioned in Section L. 22-10-9 (I) as presented in the corporate governance report prepared in accordance with Section L. 225-37 of the Commercial Code.

**> TENTH RESOLUTION**

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting and pursuant to Section L. 22-10-8 of the Commercial Code, approves the remuneration policy for company officers as presented in the Company's corporate governance report prepared pursuant to Sections L. 225-68 and L. 22-10-20 of the Commercial Code.

**> ELEVENTH RESOLUTION**

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting and pursuant to Section L. 22-10-8 of the Commercial Code, notes that no remuneration was paid to the Chairman of the Board of Directors for the 2020 financial year, other than remuneration allocated as Director's fees.

**> TWELFTH RESOLUTION**

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting and pursuant to Section L. 22-10-8 of the Commercial Code, notes that no remuneration is provided for the Chairman of the Board of Directors in the coming financial year.

**> THIRTEENTH RESOLUTION**

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Ordinary General Meeting and pursuant to Section L. 22-10-26 of the Commercial Code, approves the principles and criteria for determining, distributing and allocating the fixed, variable and exceptional components of the total compensation and advantages of any kind to be awarded to the Directors for the coming financial year.

**SPECIAL BUSINESS****> FOURTEENTH RESOLUTION**

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority conditions for an Extraordinary General Meeting, having noted the Directors' report and the Auditors' special report, and pursuant to Section L. 22-10-62 of the Commercial Code and the authority referred to in the 8th Resolution above:

1. grants authority to the Board of Directors to cancel, at its sole discretion, in one or several stages, all or any of the ordinary shares of the Company held by it following implementation of the buy-back programmes authorised by the General Meeting, up to a limit of 10% of the total number of shares, per 24-month period, by deducting the difference between the purchase value of the cancelled securities and their nominal value from the available premiums and reserves, including in part from the legal reserve up to 10% of the cancelled capital;
2. sets the term of this authority at twenty-four (24) months from today; this authority supersedes and replaces, for the remainder of its existing term, the authority granted for the same purpose by the Combined General Meeting of 12 June 2020 in its tenth resolution;
3. confers full power and authority on the Board of Directors, with right of delegation in accordance with the law, to implement this authority and, in particular, to record the completion of the capital reduction(s), amend the Articles of Association accordingly and carry out all necessary formalities.

**> FIFTEENTH RESOLUTION**

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for Ordinary General Meetings, having considered the Directors' Report, and pursuant to Sections L. 225-129-2, L. 225-130 and L. 22-10-50 of the Commercial Code:

1. delegates to the Board of Directors its authority to increase the share capital in one or more stages, in the proportions, at the times and on the terms that it shall determine, by capitalising reserves, profits, premiums or other sums that may be capitalised, by issuing and granting free shares, increasing the nominal value of existing ordinary shares, or a combination of the two;
2. resolves that should the Board of Directors use this delegation pursuant to Sections L. 22-10-50 and L. 225-130 of the Commercial Code, in the event of an increase in capital in the form of an allotment of free shares, fractional entitlements shall not be tradable or transferable and the corresponding securities shall be sold. The proceeds from such a sale shall be allotted to the holders of fractional entitlements within the period provided for by the regulations;

3. sets the term of validity of this delegation at eighteen (18) months as of the date of this Meeting;

4. resolves that the amount of the capital increase under this resolution shall not exceed the nominal amount of five (5) million euros, representing approximately 35% of the capital, not including the nominal amount of the increase in capital that may be required by law and, where appropriate, by contract, to protect the rights of holders of securities conferring the right to acquire equity in the Company.

This ceiling is independent of all the ceilings provided for in the other resolutions of this General Meeting;

5. grants full power and authority to the Board of Directors to implement this Resolution and, in general, to take all measures and accomplish all formalities required for the successful completion of each capital increase, and to amend the Articles of Association accordingly;

6. notes that this delegation supersedes, as of today, any unused portion of any previous delegation for the same purpose.

#### > SIXTEENTH RESOLUTION

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority voting conditions for an Extraordinary General Meeting, having heard the Directors' Report and the Auditors' Special Report, delegates its authority to the Board of Directors to issue, in one or several stages, warrants governed by the provisions of Sections L. 233-32 and L. 233-33 of the Commercial Code, giving the right to subscribe one or more of the Company's shares on preferential terms, and to award them free of charge to all shareholders of the Company, and to establish the characteristics of the warrants and the conditions under which they may be exercised.

The maximum number of warrants that may be issued may not exceed the number of shares making up the share capital at the time the warrants are issued.

The maximum nominal amount of shares that may be issued in this way may not exceed ten (10) million euros. This maximum amount is cumulative with other delegations granted to the Board of Directors by this or previous General Meetings. These ceilings do not take account of adjustments that may be made pursuant to applicable laws or regulations and, as the case may be, to contractual terms providing for other adjustments to protect the rights of holders of securities conferring the right to acquire equity in the Company.

The Board of Directors is given full power and authority, with the right to sub-delegate, to implement this delegation to the extent provided by law and, in particular, to amend the Articles of Association accordingly.

This delegation is conferred for a period of eighteen (18) months from the date of this General Meeting. It may only be exercised in the event of a takeover bid for the Company, in France and/or elsewhere.

#### > SEVENTEENTH RESOLUTION

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Extraordinary General Meeting, having considered the Directors' Report and the Auditors' Special Report, and pursuant to the provisions of Section L. 225-138-1 of the Commercial Code and Sections L. 3332-18 *et seq.* of the Labour Code:

1. delegates to the Board of Directors the power to increase the share capital, in one or several stages, by an amount not exceeding 1% of the amount of the share capital following implementation of one of the capital increases referred to above. This capital increase will be reserved for employees of the Company and its affiliated companies or groups, in accordance with the applicable laws and regulations;

2. resolves to disapply the shareholders' pre-emptive rights in favour of such beneficiaries;

3. resolves that the Board of Directors may provide for the allotment of free shares or other securities conferring a right to acquire equity in the Company, on the understanding that the total advantage resulting from such allotment and, as the case may be, from the Company's matching payments and the discount on the subscription price, may not exceed the legal or regulatory limits;

4. confers full power and authority on the Board of Directors, with the right to sub-delegate, to implement this authority, particularly for the purposes of:

- > determining the companies or groups whose employees may subscribe shares issued in connection with and pursuant to this delegation; fixing the seniority conditions applicable to beneficiaries of new shares and, to the extent permitted by law, the period within which subscribers must pay up such shares;

- > determining whether subscriptions must be made through an investment fund or directly;

- > determining the number of shares to issue, the subscription price, the subscription period, the date from which the new shares will carry rights and, generally, all the terms and conditions of each issue;

- > recording the implementation of each capital increase up to the amount of the shares that will actually be subscribed, accomplishing the relevant formalities, and amending the Articles of Association accordingly;

- > and in general taking all and any measures to implement the capital increases, to the extent provided by the laws and regulations.

The delegation hereby conferred shall be valid as of today until the General Meeting convened to approve the financial statements for the financial year ending 31 December 2021, and shall render ineffective, where necessary, the previous delegation of 12 June 2020 granted for the same purpose.

#### > EIGHTEENTH RESOLUTION

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Extraordinary General Meeting, having heard the Directors' Report and the Auditors' Special Report, voting in accordance with the provisions of Sections L. 228-92 *et seq.* of the Commercial Code, noting that the share capital is fully paid up, delegates its powers to the Board of Directors, with the right to sub-delegate, to issue as and when it deems fit, in one or several stages, share warrants subject to Sections L. 228-91 to L. 228-106 of the Commercial Code, giving the right to subscribe one or more of the Company's shares and to establish the characteristics of the warrants and the conditions under which they may be exercised.

The shareholders' pre-emptive rights to subscribe these warrants pro rata to their shareholdings are maintained.

The maximum increase in capital resulting from the exercise of such warrants is thirty million (30) euros.

This maximum amount is cumulative with other delegations granted to the Board of Directors by this or previous General Meetings.

These ceilings do not take account of adjustments that may be made pursuant to applicable laws or regulations and, as the case may be, contractual terms providing for other adjustments to protect the rights of holders of securities conferring the right to acquire equity in the Company.

The General Meeting delegates full power and authority to the Board of Directors for the purposes of:

- > issuing warrants and fixing their terms, particularly the number of warrants to issue, the issue price, the characteristics of the warrants and the date from which they will carry rights;

- > determining the terms for taking up such warrants and, in particular, the number of shares that may be subscribed, the date from which such shares will carry rights, the periods and time limits within which share subscriptions may be carried out, and the issue price;

- > recording the taking up of warrants issued and the subsequent increases in share capital;

- > amending the Articles of Association accordingly, and accomplishing any formalities related to the said capital increases;

- > determining the conditions for the adjustments required to protect the rights of warrant holders;

- > in general, doing everything that may be necessary or expedient for the issuance of said warrants and the exercise of attached subscriptions rights.

This delegation is conferred for a period of twenty-six months (26) from the date of this General Meeting. It entails the express waiver by shareholders, in favour of subscribers, of their pre-emptive right to subscribe the shares to be issued on the exercise of subscription rights attached to the warrants.

#### > NINETEENTH RESOLUTION

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Extraordinary General Meeting, having considered the Directors' Report, authorises the Board of Directors, pursuant to Section L. 233-33 of the Commercial Code, in the event that the Company's securities are the target of a takeover bid, to implement the authorities and delegations granted under the fifth, fourteenth, fifteenth, sixteenth and nineteenth resolutions of this General Meeting and the fourteenth resolution of the General Meeting held on 12 June 2020. The General Meeting resolves that the Board of Directors shall have full power and authority, with right of delegation, to implement this authority to the extent provided by law and, in particular, to amend the Articles of Association accordingly.

This authority is conferred for a period of eighteen (18) months from the date of this General Meeting.

#### > TWENTIETH RESOLUTION

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Extraordinary General Meeting, having considered the Directors' Report, and as a result of the adoption of the foregoing resolutions on increases in capital, resolves:

- > to set at twenty (20) million euros the total nominal amount of the shares that may be issued, immediately or in the future, under the authorities conferred by the above resolutions, it being understood that this amount may be increased by the nominal amount of the increase in capital that may be required by law and, where appropriate, by contract, to protect the rights of holders of securities conferring the right to acquire equity in the Company;
- > to set globally at one hundred (100) million euros, or the equivalent value if issued in foreign currency or in units of account determined by reference to a basket of currencies, the maximum nominal amount of debt securities that may be issued by virtue of the authority conferred by the above resolutions,

#### > TWENTY-FIRST RESOLUTION

The General Meeting, duly constituted with the required quorum and majority for an Extraordinary General Meeting, resolves to bring the Articles of Association into line with the new recodification of the Commercial Code, which has created a section devoted to companies listed on a regulated market, and to update the sections of the Commercial Code referred to in the Articles of Association.

#### > TWENTY-SECOND RESOLUTION

The General Meeting confers full power and authority on the bearer of an original, a copy or an extract of these minutes for the purpose of accomplishing any formalities in respect of filing, notices or other formalities that may be required.

Photos : AdobeStock - Conception : Justine Dubois



9 place Vendôme, 75001 Paris - France  
Tél. : + 33 1 56 43 70 20 - Fax : + 33 1 56 43 70 98 - [www.viel.com](http://www.viel.com)

VIEL & Cie   
GROUPE  
VIEL

9 place Vendôme, 75001 Paris - France  
Tél. : + 33 1 56 43 70 20 - Fax : + 33 1 56 43 70 98 - [www.viel.com](http://www.viel.com)